



LE MONDE

AVRIL 1988

DEUX COMPÉTITIONS PRÉSIDENTIELLES

La civilisation libérale

NDIGNATION ou dédain : lequel de ces deux sentiments l'emporte dans le public devant l'indigence des débats? Le pire serait l'indifférence, par accontumance désabusée. Plus avisés qu'on ne le croit, la plupart quois l'embarras des politiques qui, dans le souci de ratisser large, visent bas, très bas. Au fond, ils les comprennent... Mais compréhension ne vaut approbation ni indulgence. Car chacun voit bien que, en cette exceptionnelle époque d'amples mutations, la consultation électorale doit trancher entre diverses manières d'appréhender la vie, de concevoir les relations entre groupes humsins. Les résultats du scrutin imprimeront leur marque à la civilisa-tion qui cherche péniblement sa voie : grande pauvreté et prouesses technologiques ; élan généreux porteur des solidarités qui font un peuple ou individua-lisme qui creuse les inégalités ; priorité accordée à l'affairisme, qui sacrifie tout, y compris la culture, au profit immédiat, ou primauté de l'esprit, qui ne va pas sans quelque désintéresse-

na forme de prêss à des condition

. MER SORRADIC-deux pays les plu

te de jeun lors du sommet de Venie

Lats-Unis ont refuse de pur

Mile boure de sauverage, l'amée

niques des Etats les plus pris-

mide. Les Africains en sont bien

Comme l'écrit l'ancien chef de

M. Olusegun Obasanjo:

aniours'hus le continent le

malance, d'erreurs de planifica-

the monde. Mais après vingi-cinq

continua deflicientes et d

compatissant, les Africain des legens des legens des erreurs commissions des erreurs commissions des erreurs commissions des erreurs commissions des legens des erreurs des legens des lege

His. sourc sider l'Afrique à

Sancte de conflis.

Fevrier 1933.

Fambles, Gausse Brisau, Mali, Mauman,

Technol.

Technol.

Filteren de dississormes Madem min, Ser Vicis

Children de Nord et l'Egypte sont compani Mandan Chillren.

time dans les effluves du ministration de la minist

te par les historiens, a di

Mars 1988

LEMPIRE DES GRANDS:

tourremente, par Philippe Chalms

at l'héritage coionial, par Cais

biodebanol, l'énigme curopéennt, is

Les éléphans blanc.

Les éléphans blanc.

Les ravages de l'acceptant de l'accepta

Pour l'Afrique de Ne

La Trique pane.

Mark 9 1932 000 exempleres.

Afrique ametra le, time - sphere de comiss.

selvicer, motive par la raison et su

to Manufer diplomatique, documbre 1987.

i im dirigeants des sept pays les plu

coin, le premier contribuer,

par le continent nois,

le planète, dont la très grade est estricaine. Quelque le principe a

Mots oubliés, valeurs dépréciées? Apparemment. Et pourtant, malgré leur affectation de cynisme, les vieux routiers de la politique se sentent, à l'occasion, obligés de concéder à l'idéal démocratique quelques pensées qui décollant du terre-à-terre, tenteut d'aller à l'essentiel. Ils finiraient par se méprisor eux-mêmes s'ils ne s'octroyaient ce droit à de belles envolées... Ainsi en va-t-il dans un vieux pays sceptique comme la France, mais aussi dans la République américaine, réputée jeune alors que, prématuré-ment usée dans les jeux ridicules du cirque électoral, elle bat tous les records d'abstentionnisme. On ne joue par CLAUDE JULIEN

pas impunément avec la facilité et la démagogie, surtout lorsque l'appel aux urnes met en jeu la qualité même de l'existence, la cohésion de la société, les raisons que les citoyens peuvent avoir

NSEMBLE? Dans une société qui reste prospère malgré la « crise », veut-on voir grandir le nombre d'exclus, inutilement rejetés vers les marges, volontiers oubliés, mal tolérés lorsqu'ils ont l'impudence de s'imposer aux regards? Combien d'émigrés de l'intérieur souhaite-t-on ainsi ajouter aux enfants d'immigrés, assez mal accueillis en ce pays qui se targue d'une longue tradi-tion d'ouverture? Alors que le patronat reprend son offensive contre le SMIC, source de tous nos maux, saiton que 11,9 % des familles disposent d'un revenu inférieur à 60 % du salaire minimum (1)? Les électeurs sont-ils disposés à persévérer dans une voie qui, en dépit de tous les progrès accomplis en deux générations, laisse encore à Paris quinze mille personnes errer sans domicile fixe, pendant que, par exemple, une ville comme Dunkerque reçoit sept fois plus de démandes de logement qu'elle ne peut en satisfaire (2) ? Désire-t-on reconduire une politique qui se sent désarmée devant les échecs scolaires, l'aggravation annoncée du chômage, le malaise qui pèse sur l'administration de la justice, les causes morales et sociales de la délinquance et de l'usage régulier de la drogue?.

N'en déplaise aux prophètes de malheur, une société qui tolère en son sein de telles disparités et de telles tares n'est pas nécessairement prête à explo-ser. Elle peut conserver un calme de surface. La démonstration en est fournie par les Etats-Unis : entre 1970 et 1980, l'underclass est passée de 750 000 à 2 500 000 individus (3), tandis que le pays estime être en train de « perdre su guerre contre la dro-gue » (4) — et cependant rien ne laisse présager la moindre agitation. Pour sauvegarder cet étrange « ordre » social, il suffit que le désespoir des plus mal lotis se mue en résignation et non pas en révolte. Y pourvoiront des secours distribués en temps opportun, des aides plus ou moins équitablement réparties, l'ostensible vigilance des

Publication mensuelle 5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

forces du maintien de l'ordre. Aucune de ces mesures n'arrêtera la machine à fabriquer des injustices et des inégalités. Une étroite conception de la démocratie y trouvera pourtant son compte, du moins aussi longtemps que le système dégagera une majorité d'électeurs s'estimant plus ou moins satisfaits, vivant dans l'illusion de bénéficier d'une politique menée par des nantis pour des nantis. Courtisée par tous les partis, une classe qui ne craint pas de se dire moyenne - moyenne par ses revenus, par sa culture, par ses ambitions – peut fort bien se prêter à ce jeu. Moyenne ou, au sens premier du terme, médiocre. Vauvenargues parlait des gens qui - ont de grandes prétentions et de petits projets ». Une démo-cratie pe peut, à la longue, survivre dans cette médiocrité.

ÉDIOCRE? Le caractère des personnages en lice ne l'est certes pas. Il ne peut expli-quer le ton insipide, terne, de la compétition. Pour séduire des couches sociales très différenciées, ils pensent devoir arrondir les angles, éviter ositions tranchées, nuancer l'extrême leurs propos, même lorsqu'ils abordent des sujets brûlants. Ils y sont incités par un mythe périmé et par des techniques qu'ils croient modernes.

(Lire la suite page 14.)

(1) Couseil 6conomique et social, Grande auvreté et précarité économique et sociale, innoce des 10 et 11 février 1987; Journal official, 28 février 1987, page 35.

(2) Idem, pages 40 et 41. (3) Cf. Newsweek, 7 mars 1988.

(4) La même semaine, dans leurs numéros Cutés du 14 mars 1988, Newsweek titre à propos de la drogue : « Losing the War? », et Time: « Where the War Is Being Lost ».

PRÉSAGES DE GUERRE ET LAMBEAUX DE PAIX

Alertes en Amérique centrale

Par IGNACIO RAMONET

Deux logiques politiques continuent de s'affronter en Amérique centrale: celle qui a inspiré le plan Arias de paix signé par les cinq chefs d'Etat de la région le 7 août 1987, et celle du président Reagan qui cherche à rétablir le principe d'une «souveraineté limitée» dans cette zone, considérée comme l'« arrière-cour des Etats-Unis » et relevant à ce titre de leur «sécurité

Le plan Arias n'a jamais été réelle-ment approuvé par Washington sous le prétexte qu'il a été élaboré, à l'initiative du président du Costa-Rica, sans tenir compte des priorités politiques de M. Reagan, notamment le renverse-ment du régime sandiniste du Nicaragua et le soutien militaire à la Contra. Depuis août dernier, la région est soumise à l'élan contradictoire de deux logiques, l'une qui pousse à la réconciliation, à la reconstruction énonomique et à l'intégration politique, l'autre qui

Le choc frontal de ces deux conceptions explique la précipitation des événements et leur apparente incohérence. A commencer par la crise de Panama (lire page 3 l'article de Jean Lapère) où l'offensive de Washington contre leur ancien allié, le général Noriega, vise beaucoup, moins à « rétablir la démocratie» qu'à sanctionner le refus de l'« bomme fort» du Panama d'aider la Contra, tout en affaiblissant le groupe de Contadora et en rappelant à tous l'importance stratégique du canal pour la sécurité des Etats-Unis.

De même, le déclenchement précipité de la spectaculaire opération « Faisan doré » et l'envoi de trois mille deux cents - marines - au Honduras, le 16 mars, ne recherchait pas l'objectif déclaré de contenir une «invasion» sandiniste. Une telle gesticulation visait d'abord, en période électorale américaine, à jeuer un rideau de fumée sur l'inculpation, le jour même, de deux des principaux protagonistes du scandale de l'« Irangate» - MM. John Poindexter et Oliver North - pour leur rôle dans le détournement vers les « contras » de fonds provenant de ventes d'armes illégales à l'Iran, et à protéger le candidat républicain M. George Bush.

Une telle opération avait également pour but de torpiller les conversations directes, prévues pour le 21 mars à Sapoa (au sud du Nicaragua), entre le gouvernement sandiniste et la Contra, en application du plan Arias. En dramatisant la situation, M. Reagan cherchait aussi à impressionner le Congrès et à obtenir de lui le vote de nouveaux crédits pour les « contras». Enfin, à la veille des entretiens américanosoviétiques de Genève, cette démonstration de force rappelait aux Soviétiques l'attachement de Washington au contrôle de cette région.

Tous ces objectifs ont échoué. A Genève, l'URSS n'a pas accepté la demande américaine de cesser de livrer des armes au Nicaragua. Et cela situations ne sont pas comparables les Etats-Unis, de leur côté, n'ont pas fait de concession sur l'aide qu'ils apportent à la résistance afghane (lire pages 6 et 7 l'article de Selig S. Harri-

La rencontre de Sapoa a eu lieu comme prévu; elle a permis la signa-ture d'un accord de cessez-le-feu au Nicaragua et le déclenchement d'une série de mesures d'ordre politique qui peuvent favoriser le retour à la paix. Cet accord a montré, une fois encore, que le gouvernement sandiniste tient les engagements qu'il a pris en soût 1987 en signant le plan Arias. Il est même le seul gouvernement de la région à le faire à l'heure actuelle. Dans les quaire autres pays - plus sensibles aux pressions des Etats-Unis, le plan Arias est en panne.

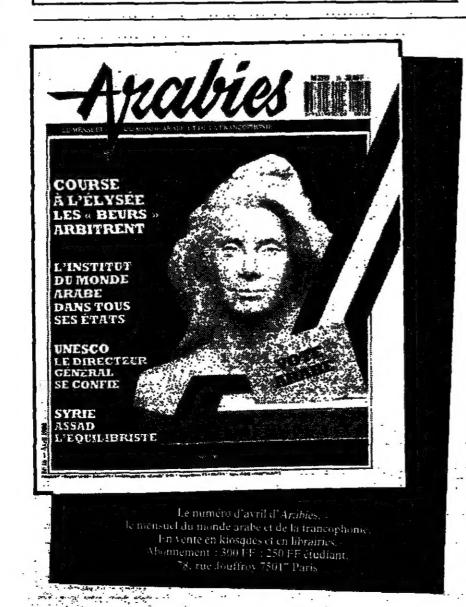
En particulier au Salvador où la situation s'est brutalement détériorée après le succès du parti d'extrême droite ARENA aux élections législatives et municipales du 20 mars. Le président Duarte, encore au pouvoir pour un an, n'a pas su choisir la paix et se retrouve à la tête d'un pays ingouvernable. Les Escadrons de la mort ont empêché les dirigeants proches des guérilleros de faire campagne et restauré un régime de terreur. La guérilla, dans ces conditions, a relancé les combats et parie à nouveau sur les armes.

De fragiles perspectives de paix au Nicaragua ne parviennent pas à estomper les lourds présages de guerre qui, au moins jusqu'à la fin du mandat de M. Reagan, continuent de peser sur cette tragique région.

En vente le 11 avril :

LE LIBÉRALISME CONTRE LES LIBERTÉS

Manière de voir nº 2



DANS CE NUMERO:

Un monde en effervescence

Les élections, en France et aux Etats-Unis, interviennent en un moment où tout change en profondeur. Les forces conservatrices abordent cette mutation avec l'idéologie floue du très vieux néolibéralisme. Elles défendent, dit Claude Julian, les valeurs d'une « civilisation libérale » (pages 1, 14 et 15).

VERTUS SANS MORALE

Les maîtres-mots sont : rentabilité, profit. En leur nom est conduita « l'offensive libérale contre le monde du travail » (pages 16 et 17). Ces mêmes principes, appliqués au commerce international, posent des problèmes de taille. On voit ainsi, per exemple, « les filiales américaines jouer contre l'économie des États-Unis » (page 20) alors que, au sein du GATT, des pays se demandent a comment concilier la lutte contre le protectionnisme et la recherche de nouveaux débouchés » (pages 18 et 19). La bataille commerciale favorise l'essor d'industries de la contrefaçon, que les États combettent par la protection des marques en se livrent à une véritable « querre des brevets » (pages 21 à 24). L'obsession de la rentabilité gagne avesi le champ de la culture et met aujourd'hui « l'édition à Fencen » (pages 26 et 27).

TERRES TRAGICUES

Entretemps, des hommes meurent dans ces « conflits régionaux » auxquels sont mêtés les deux super-Grands. A'commencer par l'Afghanistan qui l'annonce du retrait des troupes soviétiques semble avoir stimulé « les divisions de la résistance » (pages 6 at 7). Au Cambodge, où le perspective d'un départ des Vietnamiens, incite à « rechercher une réelle neutralité » (page 8). En Amérique centrale enfin, où « la croisade de Washington contre le général Noriega » affaiblit le groupe de Contadora et ruine le plan Arias de paix (pages 1-st 3).

Dans la région du Golfe, la guerre entre l'Iran et l'Irak atteint de nouveaux degrés d'horreur tandis que se maintient « l'interminable dépendance économique de l'éhéran » à l'égard de l'Occident (page 9). La « révolte des pierres » dans les territoires occupés par Israel, avec son cortège quotidien de morts, provoque de profonds « traumatismes dans la communauté juive américaine » (page 10), et nous rappelle - comme le fait Henri Guillemin dans sa nouvelle e Reste avec nous > (pages 28 et 29) - que dans ces terres tragiques se mélent, depuis plus de deux mille ans, haute spiritualité et rage de libération.

HORIZONS DE PAIX

Des luttes d'un autre type se livrent ailleurs. Pour des réformes indispansables, par exemple, en Europe de l'Est et, plus précisément, en Roumanie et en Pologne (pages 4 et 5). Pour la victoire des umes. récomment au Sénégal, où l'on a pu constater comment « les ratés de la démocratie » (page 12) pouvaient déboucher sur la répression et la violence.

La plus grande violence est celle de la terreur nucléeire. Les citoyens à cet égard, peuvent-lis peser sur les décisions qui concernent le sort de l'humanité ? Moins qu'on ne le croit. Comme le prouve, en France, l'absence de scrupules de ceux qui, au mépris des impératifs de sécurité, font « main basse sur les crédits militaires »

(page 13). Entre e la peur ou la paix » (page 32), le choix, dans ce monde en effervescence, ne serait-il pas évident ?



La faute gestionnaire

M. Paul-Florian Valet, de Paris, nous fait part de ses réflexions après lecture de l'article de Claude Julien, La faute gestionnaire -, paru dans notre numéro de février :

Il y a une dichotomie entre la vie étudiante et la vie professionnelle, du point de vue de l'environnement intel-

Pour les gestionnaires qui ont fait des études de macro-économie, les seules à intégrer une dimension dépassant volontairement la vie de l'entreprise, ils sont réduits, une fois en entreprise, à ne débattre professionnellement que des données internes à l'entreprise, ou à la branche

Considérer des données macroéconomiques se réduit pour eux à «repiquer» les données d'instituts de conjonctures, ou d'organisations professionnelles patronales, ou de journaux économiques, sans en discuter les fon-

Rares sont les entreprises à avoir un service d'études macro-économiques. (Et pourtant, ça serait bien utile à beaucoup.) Gestion à vue très égoïste; restriction à l'entreprise « boîte noire » dans un environnement hostile.

Par ailleurs, les écoles de dirigeants sont des écoles qui mettent moins l'accent sur la macro-économie et la chose publique on sociale que les uni-versités. On y forme plus des «chefs» que des responsables sociopolitiques. L'idéal pour les diplômés de ces écoles est donc plus de faire partie de l'élite dirigeante, si dur soit parfois le prix à payer ou à faire payer, que de réfléchir par soi de façon critique et pour la société globale. Ce qui n'exclut pas chez eux une approche sociale des situations, mais alors elle vise plus à réduire les embêtements d'une situation, qu'à dégager une perspective consensuelle, ou un projet de société.

Le docteur Claire Souchon, de Paris, après lecture du même article de Claude Julien, se souvient d'une < tragique anecdote » ;

Cela débute à l'époque où le « premier économiste de France » siégeait à Matignop. Une de mes amies, la quarantaine, divorcée, esseulée, cherche à rebâtir un couple. Elle rencontre un monsieur dans la cinquantaine, veuf, et qui vient de marier ses enfants. Lui aussi souffre de solitude. Ils s'accordent. Ce monsieur dirige une petite entreprise de travaux publics qu'il a héritée de son père. Il se trouve tout à coup devant une échéance que sa trésorerie ne lui permet pas d'honorer. Mais, depuis de longs mois, l'Etat lui doit bien davantage. Il va au ministère, supplier qu'on lui consente une avance sur son du. Le haut fonctionnaire qui le reçoit refuse, et se moque de lui, lui conseillant d'aller voir M. Barre - dont il applique les directives ».

Cet homme, honnête, pour qui la faillite n'est pas une combine, ne peut plus penser à autre chose. Perte de vigilance au volant - accident gravissime où il assume tous les torts. Des morts. Il a la chance d'en être. Mon amie en a

LE MONDE DIPLOMATIQUE

Fondstoor: Hubert BEUVE-MÉRY

Directeur : Claude JULIEN Rédaction en chef :

Micheline PAUNET Ignacio RAMONET

Rédaction : Christian DE BRIE, Bernard CASSEN, Jacques DECORNOY,

Alain GRESH

Socrétaire de rédaction : Solange BRAND

REDACTION

7, rue des Italiens 75427 PARIS CEDEX 09 Télex: MONDPAR 650572 F

Tel.: 42-47-97-27

Publicité : le Monde Publicité S.A. Responsable : Antoine Gauvin 5, rue de Monttessey, 75007 Paris.

TG.: 45-55-91-82 on 45-55-91-71

aproduction interdite de tous articles, sauf occord avec l'administration.

des lésions multiples. Elle en est, aujourd'hui, à sa dix-septième intervention correctrice. Tout cela accroît le

moins : les deux carotides atteintes et

Entre-temps, bien sûr, l'entreprise a fermé; les ouvriers ont été au chômage, dans l'attente d'une hypothétique embauche. Tel fut, dans le concret, le processus de « restructuration » patronné par M. Barre, notre futur gardien ».

Pour Fernand Brandel, pourtant, un matelas de petites entreprises joue un rôle d'amortisseur lors des crises cycliques qui affectent l'économie capita-

Etre africain à Bruxelles

Poète cap-verdien résidant à Bruxelles, M. Joao José Braga Tavares attire notre attention sur les difficultés de vie des étrangers africains en Belgique:

C'est avec une profonde consternation que nous, Noirs, subissons une discrimination intolérable. Les appartesont systématiquemen refusés alors que nous remplissons les mêmes conditions que les Européens... Par exemple, une étudiante noire parmi tant d'autres, qui s'exprime en français impeccablement au téléphone, est repoussée une fois arrivée chez les propriétaires. Ou ce jeune couple zaïrois qui cherche un appartement depuis plusieurs mois, et doit vivre chez des parents faute d'en trouver un. Un autre Africain a cherché durant huit mois un appartement : hélas, il est tombé sur une commune qui refuse catégoriquement les étrangers. Moi-même, je cherche depuis plusieurs mois un logis mais, comme j'ai un fort accent africain, le dialogue s'interrompt là [...], Parfois, quand je dis que viens du Cap-Vert, on me demande où se situe ce pays. On me taxe de Sénégalais; par-fois, certains m'accusent de vivre an « petit château des réfugiés politiques »... bien que je ne sois pas réfugié.

Agis Spinas

COURRIER

DES

LECTEURS

Un lecteur souhaite rappeler le rôle d'Agis Spinas, militant communiste grec, décédé en novembre dernier à Athènes à l'âge de quatrevingt-sept ans:

Agis Spinas est surtout resté dans les mémoires pour avoir, comme dirigeant du Parti communiste à Thessalonione et membre du comité central, animé le combat contre l'emprise stalinienne sur le partit Excin en 1931, il passa au

Il tenait son action pendant la dernière guerre pour la plus importante de sa vie. Evadé en 1942 - il était interné depuis 1937 comme les quelques centaines de communistes qui avaient refusé de se « repentir » sous la dictature Metaxas, - il revient dans Athènes occupée et essaye, avec une poignée d'amis, de donner une perspective révolutionnaire à la radicalisation populaire provoquée par la famine qui venait de tuer des centaines de milliers de personnes. Il dénonce la politique d'union nationale de la résistance communiste comme une duperie pour les opprimés et la création d'une armée de guérilla dans la montagne comme un moyen de canaliser leur énergie vers le soutien exclusif aux buts de guerre des alliés. Alliés dont les visées en Grèce étaient purement coloniales, comme ils allaient le démontrer en écrasant militairement la résistance à Athènes en

Décu dans son attente d'une vague révolutionnaire en Europe après la guerre, considérant que l'URSS, cogendarme du monde depuis Yalta, était devenue impérialiste, îl rompt avec le trotskisme pour se rapprocher du courant Socialisme ou barbarie, puis de l'anarchisme. Il avait publié ses Mémoires en 1976.

décembre 1944.

« Ethique, économie et droits de l'homme »

A la suite de la publication de l'article de Jacques Decornoy, «Ethique, économie et droits de l'homme » (le Monde diplomatique de février), M. Xavier Godis, membre du comité directeur du Centre cecuménique de liaisons internatio-nales (COELI), nous écrit de Bruxelles:

Vous citez certains écrits catholiques et protestants, et notamment la lettre pastorale des évêques américains. Il est sûr que cette lettre pastorale représente une avancée sur le plan des prises de position de l'Eglise. On ne peut que saluer la sortie de ce document qui dévoile courageusement les failles d'un système.

Cela dit, il importe aussi de connaître quelles sont, face à ce document, les réactions de représentants de pays du tiers-monde, et notamment de théo-logiens de la libération — en l'occurrence Leonardo et Clodovia Boff. Cenx-ci reconnaissent l'audace prophé-tique des évêques américains, mais constatent que, fondamentalement, leur proposition est la réforme et l'amélioration des structures du système ; il n'est pas question d'un changement du système lui-même, mais bien d'une moralisation du capitalisme. Mais sans doute, notent les frères Boff, n'était-il pas possible à des évêques des Etats-Unis de faire davantage, « étant donné les conditions sociales spécifiques dans lesquelles ils vivent et pensent »,

[Le texte de L. et C. Bolf a été diffué dans le manéro de décembre 1967 de Linicons internationales, publication du COELL, 31, rue du Bouiet, B-1000 Brucelles.]

M. Michel Jobert et le dollar

Après avoir ironisé sur la tempête boursière qui semble avoir « révélé à certains experts et hommes politiques le déficit du commerce extérieur et le déficit budgétaire américains », M. Alexis P. Noël, de Rueil-Malmaison, nous adresse la lettre suivante :

Qui se souvient de cette interrogation de Michel Jobert : - Avons-nous assez d'indépendance pour dénoncer publiquement le système de spoliation économique et d'asservissement politi-que que nous impose le dollar? » (Lettre de Michel Jobert, 10 48, septembre 1978) et - comme en écho en janvier 1980, face au dollar abusif oublieux de toute morale, cet avis : · Tout désordre qui se leve dans le monde s'apaiserait si sa gestion était plus sérieuse. »

L'impérialisme du dollar (...) était alors, au gouvernement et ailleurs, savamment tu ; il n'eût pas été convenable, ces années-là, de parier du « racket sans précédent historique » constitué par les millions de dollars apatrides en promenade dans le monde. Pour reprendre une formule célèbre : Dieu, que la crise était jolie ! Ce que les prophètes du moment présent - sérieux comme des papes - ont oublié, évidemment, c'est que Michel Jobert nous a constamment alertés depuis plus d'une douzaine d'année sur le caractère explosif de la gestion du dollar. Ainsi, en octobre 1974 (Lettre, nº 1), après

mant qu'on s'était trompé depuis un an dans l'évaluation de la conjoncture, il déplorait que, moyennant une larme sur la dégradation des échanges avec les pays sous-développés, nous ayions « accepté que les États-Unis exportent leur déficit, croyant qu'il était la condition de l'expansion internatio-nal ». Il récidivait le mois suivant : plutôt que de parler de « gérer l'imprévisible. (...) il eut été plus judicieux, sans dramatiser, de rappeler simplement au pays les origines d'une crise mondiale et de décrire les moyens de s'en protéger ». En des pages explicites et denses, il décrivait à la fois l'origine de l'inflation de 1950 à 1973 - le déficit de la balance des paiements des Etats-Unin - et le mécanisme par lequel ce déficit affectait l'économie mondiale (...).

Face zu dollar souverain, inconsidé rément répandu sans contrôle, il revenait à la charge. Février 1975 : il déplore que la France se taise sur le système monétaire international. Mai 1975 : « En économie, on s'est trompé de crise, donc de remêde ». Ce qui n'empéchait pes nos responsables de nous inviter à partir en vacances en paix : de notre Bot de prospérité, ne voyions-nous pas le bout du tunnel? Prophète de malheur? Même pas : en hant lieu on le jugeait « irresponse-

Depuis, son analyse, an fil des années et des gouvernements de droite Aires son

« LECTEURS SOLIDAIRES »

Nous avons lancé, dans nos précédents numéros, un appel à des « lecteurs solidaires » afin de constituer un fonds permettant d'abonner au Monde diplomatique des institutions ou organismes situés dans des pays qui limitent strictement les sorties de devises, ou dans des pays dont le taux de change est très défavorable.

En réponse à cet appel nous avions reçu, à la fin du mois de mars 1988, la somme de 34 969 F. Le comité de gestion de ce fonds, constitué par M™ Claire Brisset, M. Jacques Chonchol, M. Pierre de Charentenay, M. Edmond Jouve et M. Tchicaya U Tam'Si, a établi une première liste de bibliothèques, centres de recherche, universités, instituts, groupements associatifs, organisations humanitaires, etc. auxquels nous avons envoyé gratuitement notre journal. Ont déjà été servis: 34 abonnements en Afrique, 26 en Amérique et 3 en Asie.

Si vous souhaitez participer à ce mouvement de solidarité, remplissez le bulle-

M. on M=-
ne
à Code postal
lecteur du « Monde diplomatique » depuis ans, verse par Chèque bancaire Chèque postal
ia somme de : 250 F pour un abonnement en Afrique ou au Proche-Orient. 313 F pour un abonnement en Amérique lutine. 343 F pour un abonnement en Asie.
on de 🗆 50 F 🗆 100 F 🗆 200 F, destinés au fonds commun «LECTEURS SOLIDAIRES» pour un abonnement attribué par le comité chargé de gérer le fonds.
(Chèques libellés à l'ordre du Monde diplomatique et adremés au Monde diplomatique, «Lecteurs Solidaires», 7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex (9).

Institut agronomique méditerranéen de Montpellier PROGRAMME D'ENSEIGNEMENT - POST-UNIVERSITAIRE ANNÉE ACADÉMIQUE 1988-1989 CYCLES DE SPECIALISATION POST-UNIVERSITAIRE octobre 1988-juin 1989 Economie rurale, Politiques agricoles et alimentaires Commercialisation des produits agricoles et alimentaires Gestion des entreprises agro-alimentaires Projets de développement rural et vulgarisation CYCLES MASTER OF SCIENCE (M.S.), 2 ANS Formation par la recherche Formation à la pratique du développement Formation pédagogique spécialisés CYCLES COURTS ET STAGES DE RECHERCHES Informatique et Agriculture : 19 septembre-16 décembre 1988 Pastoralisme et Développement : 23 mai-9 juillet 1988 en collaboration avec l'Institut Agronomique et Vétérinaire Hassan-II - Rabat Stages de recherche de durées variables sur dossier. STAGES DE FORMATION LINGUISTIQUE (français langue étrangère) DIPLOMES REQUIS : Ingénieur ou DEA. Expérience professionnelle souhaitée DATE LIMITE DES PRE-CANDIDATURES : 1" mai 1988 BOURSES Un cartain nombre de bourses d'études sont octroyées chaque année. Elles sont attribuées en priorité aux ressortissants des pays membres du C.I.H.E.A.M. (Algérie, Egypta, Espagna, France, Grèce, Italie, Liban, Maroc, Portugal, Tunisie, Turquie, Yougoslavie). pour plus de renseignements, s'adresser à : M. le directeur Institut agronomique méditerranéen 3191, route de Mende

34060 MONTPELLIER CEDEX (FRANCE) Tál.: 67-63-28-80 - Tálex: 480783 F

COMPRENDRE L'ENV	RONN	EMEN	IT INTERNATIONAL ANTICIPER L'ÉVÉNEMENT
ABONNEZ VOUS	CONT.		LE MONDE diplomatique
			Vous bénéficiez d'un terif spécial Vous êtes certain de ne manquer aucun numéro Vous pouvez recevoir directement chez vous LE MONDE DIPLOMATIQUE dans le monde entier Pour vous abonner, remvoyez le coupon ci-dessous 36-15
TARIF ABONNEMENTS	1 AN	6 MOIS	LEMONDE puis ABO
France, Andorre, Monaco, postes militaires et nevales	162 F	90 F	Je m'abonne pour 1 AN 6 MOIS
ÉTRANGER VOIE NORMALE (toutes destinations)	225 F	126 F	NOM PRÉNOM
VOIE AERIENNE Europe, Pays du Maghreb Afrique, Proche-Orient, Moven-Orient	250 F	138 F	ADRESSELOCALITÉPAYS
St-Pierre at Miquelon Sp85000 (Dam	271 F	148 F	Bulletin d'abonnement à renvoyer accompagné de votre règlement en ferre
Asie, Australia, Colonia	342 F	184 F	(ou an devises négociables en France) Service des abonnements BP 50709 - 75422 Paris Cedex 09



a croisal

CILL formidable # Varia Namera Ilya Control of the control for de tenus par le Pa ind in it que . A va economic Pelialie, desider le 36 THE CHARLES AND HER PERSONS The later of marent du creupe de Q

C MARK ACRES ACRES 1170 17 690 1000 Acceptable and the state of

STATE OF STATE OF STATE OF STATES Not a second of A17 A27 GA TO STATE OF THE PARTY. All the second second Entrage of the part of 12 to 12 to 1 to 12 3 3394800

医氯化物 医动物性 化二氯甲磺

. *

7 July 1997

22 to 177

್ಷ ∵್ತಕ್ಕ

2.22

managana na katika 🕏 🙀

Fidelite a la Q

AT IN INC. OF STREET WINK Committee Committee 音楽 2000年 for 1917 Feet (Mark) 数 22 24 100 PRINCE OF THE PROPERTY. Ref right out it is retire STREET, LINE OF STREET Charles and the second of the Statement To the state of Several The state of the party in titte ab unter biet gebeiten. The property on Marriada The second second the second secon

一 1 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2

The same to the same and tgard. the Minds The second secon 10 mm A COMPANY AND DESCRIPTION OF THE PARTY OF STATE OF STATE OF STATE OF A A STATE OF THE S

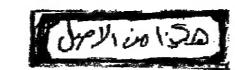
4 to 100 STATE OF STREET Service of the servic PA DI 4

(Executie, lure on a MOCRATIE E

Transe par The state par :

1968. W and wide

on Libertic See 75005 PANE



et droits de l'homme,

les réactions de représentation les réactions de représentant de du tiers-monde, et notamment de logiens de la libération de le libération de le libération de le libération de le libération des évêques américales de Constatent que, fondament le leur proposition est la réforme de liberation des structures du spais n'est pas question d'un changes de leur proposition des structures du spais n'est pas question d'un changes de leur proposition des structures du spais n'est pas question d'un changes de leur proposition des structures du spais n'est pas question d'un changes de les libérations de la libération de libération de la libération de libération de libération de libération de libération de la libération de libération de libération de libéra figuration des structures de partie n'est pas question d'un change le système lui-même, mais ben'e moralisation du capitalisme de la passible à des évêques de la less de faire davantage, étante. Unis de faire davantage, était les conditions sociales in political de la condition sociales in political de la condition sociales in political de la condition de la conditio

ert et le dollar

mant qu'on s'était trompé depuis dans l'évaluation de la conjoudne dans l'évaluation de la conjonne.

déplorait que, movennant une les sar la dégradation des échange et les pays sous-développés, nous que accepté que les Etais-Unis exponent déficit, croyant qu'il était à l'expansion interne leur déficit. croyant qu'il étal le condition de l'expansion internation internation de l'expansion internation de l'expansion internation de le constitution de la c dramatiser, de rappeler simplement poys les origines d'une crise moisse et de décrire les moyens de s'ar pri ger ». En des pages explicites et des tion de 1950 à 1973 - le déficit de balance des paiements des Entelle et le mécanisme par lequel e déa

Pace au dollar souverain, income rément répandu sans contrôle il manure à la charge Février 1975 déplore que la France se use se système monétaire international le 1975 : - En économie, on s'est mais de crise, donc de remède». Ce si a campechait pas nos responsable à acces inviter a partir en vacacce e part : de motre flot de prospérit : waytons nous pas ic bout du tant respecte de malheur? Même ps:a tet ben en le jugenit . irrapone

Depuis, son analyse, as fil is a seuche, n'a pas varié.

AIRES »

fres, un appel à des « lecteus miun appel à des « lecteur niinge qui limitent strictement les sede change est très déjavorable.

la fin du mois de mars 1988, la la fin du mois de mars 1988, la la finale, constitué par M= Claire Bis-Charenterna; M. Edmond Jone a tere liste de biblivitéques, centre le es especiazifs, organisations human pristultement noire journal. On déjeté tidrique et 3 en Asie.

esse de sol: d'anté, remplisses le bille

S me fends commun « LECTEURS **Miligae la comisé chargé de gérer le font**

ANTICIPER L'ÉVÉNEMENT...



36-15 EMOND

6 MOIS

PAYS-

nigocables en Franci 1887 80709 - 75422 Paris Cades Of **OBJECTIF: GARDER LE CANAL DE PANAMA**

La croisade de Washington contre le général Noriega

UELLE formidable pression pour obtenir le départ du général Noriega! Depuis neuf mois, les Etats-Unis ont multiplié les initiatives : ils ont suspendu leur aide économique ; ont gelé les fonds détenus par le Panama (dont la monnaie est le dollar) aux Etats-Unis, ce qui a entraîné la fermeture des banques et désorganisé la vie économique. Ils ont continué de reconnaître le président Delvalle, destitué le 26 février, ont soutenu le putsch du 16 mars et encouragé les grèves déclenchées par l'opposition.

Au-delà du général Noriega, Washington cherche à briser le nationalisme des Forces de défense, à sanctionner l'attitude de Panama au sein du groupe de Contadora et à conserver le contrôle

Par JEAN LAPÈZE

Pourquoi le gouvernement des Etats-Unis s'acharne-t-il contre le général Manuel Antonio Noriega, chef des Forces de défense et homme fort du Panama? La principale raison, quoi qu'on dise, est le refus de Washington d'accepter la remise des installations du canal aux autorités panaméennes à la fin de 1999 comme le prévoit le traité Carter-Torrijos signé en 1977.

A la veille de la signature de ce traité, M. Ronald Reagan ne déclaraitil pas : « La sone du canal n'est pas une colonie, ni une location à long terme, elle est le territoire souverain des Etais-Unis, au même titre que l'Alaska et que tous les Etats nés lors de l'achat de la Louisiane. Nous devons mettre un point final aux négociations sur le canal et dire au général que nous l'avons acheté, nous l'avons payé, nous l'avons construit, et nous allons le garder (1). »

En 1903, les Etats-Unis ont en effet favorisé la sécession du Panama, jusqu'alors province de la Colombie afin de mieux contrôler la construction du canal interocéanique inauguré en août 1914. Par le traité Hay-Bunau Varilla, Washington obtenait la pleine souveraineté sur une bande de territoire de 16 kilomètres de large (la « zone du canal ») s'étendant des deux côtés de la voie d'eau. Ce traité faisait,

par ailleurs, du Panama un « protectorat des Etats-Unis ».

Ce n'est qu'en 1939 qu'un nouveau traité mettra fin à ce statut de protectorat et que le Panama obtiendra sa pleine indépendance. Mais les liens, notamment économiques, avec Washington resteront considérables. Les Etats-Unis sont de loin le principal partenaire commercial (30 % des importations, 60 % des exportations). Au point que le Panama est — avec le Libéria — l'un des deux pays du monde (outre les Etats-Unis) dont le dollar est

Le canal, pour Washington, possède une importance stratégique de premier ordre. Il relie la côte est et la côte ouest des Etats-Unis et c'est la voie qu'emprunte l'indispensable pétrole brut de l'Alaska vers les raffineries des Caraïbes. Près de dix mille soldats américains, dispersés dans une dizaine de bases, protègent les installations du canal (à titre de comparaison, les Forces de défense panaméennes comptent douze mille hommes).

Ces installations sont toujours sous la double souveraineté des États-Unis et de Panama, mais le 31 décembre 1999 elles doivent passer sous la tutelle unique de l'Etat panaméen. L'ancienne « zone du canal » a été incorporée au Panama le 1st octobre 1979.

Fidélité à la Constitution de 1972

ES relations entre les deux Etats Lont toujours été complexes, mais elles ont connu un tournant radical après l'arrivée au pouvoir, en 1968, à Panama, du général Omar Torrijos, chef de l'armée et leader populiste. Il fait très vite des Etats-Unis sa bête noire politique et mobilise en permanence les citoyens pour obtenir la restitution de la zone du canal et des instal-

lations de celui-ci. Dans l'espoir de modérer les revendications du général Torrijos et de diviser les nationalistes panaméens, Washington avait choisi de soutenir le général Noriega lorsqu'il était chef des services ments dans les années 70, et avait également favorisé, en 1983, son accession à la tête des Forces de

Pourquoi, alors, Washington a-t-il changé récemment d'attitude à l'égard du général Noriega? Quelle menace représente t-il pour la politique des Etats-Unis à Panama et dans la région d'Amérique centrale et des Caraïbes ?

L'itinéraire politique du général Noriega - inculpé récemment par la justice américaine de trafic de drogue - est loin d'être transparent. Il aurait collaboré avec les services de renseignements cubains ainsi qu'avec la CIA; on le soupçonne d'être impliqué dans l'accident qui colta la vie, en

Anteur d'une thèse de doctorat d'Etat sur « le développement régional au Panama » ; ancien expert du Programme des Nations unies pour le développement (FNUD) à 1981, au général Omar Torrijos, et dans l'assassinat d'Hugo Spadafora, une personnalité politique très contro-

Le général Noriega ne manque pas d'habilité politique, et la manière dont il s'est hissé à la tête des Forces de défense révèle ses grandes capacités manœuvrières, Normalement, l'héritier de Torrijos était le général Ruben-Dario Paredes. Mais celui-ci renonça à la direction de l'armée pour se pré ter à l'élection présidentielle de 1984, comptant sur l'appui des Forces de défense. Son successeur à la tête de celles-ci n'était autre que le général Noriega, qui s'empressa de lui refuser son soutien et, dans le but de l'éliminer politiquement, appuya ouvertement le candidat soutenu par les Etats-Unis, M. Nicolas Ardito Barletta. Celui-ci sera effectivement élu en mai 1984.

M. Barietta, économiste formé à l'école de Chicago, avait été chargé par le général Torrijos de mettre sur pied le ministère de la planification (1974-1977) selon les vœux de la Constitution

Cette Constitution, pourtant, prônaît une conception du développement très opposée à l'idéologie et aux méthodes de l'école de Chicago. Elle devait profondément bouleverser le rapport des forces économiques et politiques du pays tel qu'il existait avant le coup d'Etat de 1968.

Depuis la conquête du Panama par les Espagnols, en 1501, le pays a été en proie à une lutte permanente entre l'oli-

Jacques GIRI

Olivier ROY

garchie terrienne, devenue par la suite une bourgeoisie traditionnelle, et la bourgeoisie marchande, dont les intérêts ont toujours été liés au trafic transisthmique, d'abord pur voie terrestre, puis par la voie du canal. Les besoit nécessaires à la construction de cette voie ont obligé la bourgeoisie d'affaires – aujourd'hni les libéraux – à se tourner vers l'étranger pour y trouver des

sources de financement La Grande-Bretagne, la France et les Etats-Unis manifestèrent très tôt un réel intérêt pour la construction d'un canal interocéanique. Déjà la construction du chemin de fer transisthmique, terminée en 1855, fut réalisée par la compagnie américaine Pacific Mail and Co. C'est durant la période de construction du canal, su début du siècle, que s'affirme la suprématie écono-mique de la bourgeoisie d'affaires. C'est elle qui va rechercher le soutien des Etats-Unis pour détacher le Panama de la Colombie, quitte à leur céder la souveraineté du nouvel Etat.

Parallèlement, se met en place une politique de concessions pour l'exploi-tation bananière. La célèbre United Fruit Company - aujourd'hui la Chiriqui Land Company - s'installe dans la province du Chiriqui, la plus éloignée de la zone du canal mais aussi la plus riche et le fief de la bourgeoisie tradi-

Des liens puissants se tissent alora entre les intérêts des Etats-Unis et les deux groupes dominants dans le pays. Depuis, l'histoire se répète. Bour-

L'HOMME FORT » AVEC M. DELVALLE EN JUILLET 1987

s'opposent; les Etats-Unis jouent un rôle d'arbitre, et sont courtisés tour à tour par ces deux groupes.

Le coup d'Etat du général Torrijos, en 1968, introduit deux nouvelles forces dans ce tableau : le peuple et l'armée. Les officiers qui entourent Torrijos sont d'origine populaire et gardent « une sourde rancune contre la caste possédante »; ils cherchent à constituer « une alliance de toutes les forces provinciales, avec une prédilection pour la paysannerie (2) ».

L'armée a besoin de gens compétents aux postes-clés du gouverneme Aussi doit-elle recourir au gisement de cadres que représentent les bourgeoi-sies. Torrijos essaie de fondre les forces en présence (officiers, les deux bourgeoisies et le peuple) dans un même creuset nationaliste et avec deux objectifs prioritaires : récupérer le canal et

développer le pays. Torrijos souhaite qu'une partie des capitaux des grandes sociétés financières internationales installées à Ciudad-de-Panama soit investie dans le développement de l'espace rural panaméen au profit des petits exploitants et

des exploitations communautaires. C'est autour de cette dernière idée qu'est élaborée la Constitution de 1972, celle du nouveau Pouvoir popu-laire. Elle établit la structure et les mécanismes de fonctionnement d'un gouvernement décentralisé. Surtout. elle permet que l'ensemble du pouvoir politique change de mains. Alors qu'il avait toujours été partagé entre les deux bourgeoisies, il revient mainte-nant aux élus de chaque commune du pays (3). Non sculement le pouvoir politique ne peut plus s'exercer par désignation présidentielle, mais le corps des décisions futures doit venir de l'ensemble des provinces (4) et de leur élus. Le gouvernement central, sensible à toutes les pressions du pou-voir économique, voit son rôle dimi-

Pour une fois, les deux bourgeoisies semblent s'allier, sans pour autant enterrer leur rivalité. Sans doute afin de faire participer toutes les forces nationales à son projet de développement, Torrijos confie les postes de responsabilité administrative aux menbres de ces bourgeoisies.

Ce n'est qu'en 1981 que le général décide enfin de mettre en place l'administration provinciale contrôlée effectivement par le pouvoir populaire.

Le bilan de la décennie torriiiste apparaît ambigu. Il y a, certes, des aspects positifs : création d'un code du travail, de la Sécurité sociale et, bien sûr, signature du traité Torrijos-Carter. Il faut ajouter : baisse considérable des taux de natalité et de mortalité (le taux de mortalité infantile diminue de moitié) ; équipement massif en eau pota-ble, électricité et services d'hygiène ; doublement du nombre d'écoles primaires; l'analphabétisme baisse de 20 % à 13 %; les services de santé se multiplient ; le système routier et celui des télécommunications se développent fortement. Bref, la population est dotée de droits sociaux essentiels, et le pays acquiert les équipements indispensa-

Cependant, l'ensemble de cet effort est mal planifié faute d'administration appropriée et en raison des pratiques budgétaires brouillonnes de l'administration centrale. Beaucoup de fonds sont gaspillés. Par ailleurs, les résultats économiques sont médiocres : l'agricul-ture recule de 18 % à 13 % du PIB; l'industrie de 17 % à 13 % et le commerce stagne. La réforme agraire est avortée ; le chômage déclaré passe de 5 % à 8 % et le sous-emploi connaît une

> mitigé, Torrijos impose, dès 1981, une stratégie de développement fidèle à l'esprit de la Constitution. L'administration se décentralise enfin, la planification s'organise autour d'une direction régionale, et ce modèle est appliqué en priorité dans quelques provinces. Petit à petit, l'ensemble de l'appareil commence à fonctionner différemment, avec plus d'efficacité. Cette année-là, comme par hasard, Torrijos trouve la mort dans un étrange accident d'avion...

Le président élu en 1984, M. Barletta, va s'empresser de désavouer le modèle de planification régionale mis en place par un plan élaboré par la

Banque mondiale, qui défend la néces-sité d'« ajustements structurels ». Co plan vise à supprimer ou rendre inopérant le code du travail, à favoriser l'investissement étranger au détriment des petites et moyennes entreprises, à comprimer l'emploi public et à réduire les salaires : enfin, et surtout, à enlever tout pouvoir politique aux représentants des communautés populaires. Déjà, sous la présidence de M. Ricardo de La Espriella (1982-1984), la Constitution de 1972 avait été amen-dée et l'Assemblée nationale des représentants des communautés remplacée par une Assemblée législative, constituée de députés élus sur une base électorale beaucoup plus vaste qu'aupara-vant. Le modèle du pouvoir populaire mis en place par Torrijos avait été ainsi

La situation économique pourtant, malgré les changements politiques introduits par M. Barletta, ne s'améliore pas et des tensions fortes apparais sent avec la récession. De surcroît, le gouvernement libéral de M. Barletta, appuyé par les Etats-Unis, prend ses distances à l'égard de l'armée. Le pouvoir de celle-ci s'en trouve réduit.

En peu de temps, l'acquis social du torrijisme est dilapidé au profit d'intérêts étrangers.

Une telle constatation encourages sans doute le général Noriega à décla-rer dès 1986 : « Un des aspects sur lesquels Torrijos s'est trompé – et lui-même le reconnatirait aujourd'hui – a été de croire que, en préservant ceux qui détenaient le pouvoir économique, il arriverait à les gagner à la cause panaméenne. Torrijos leur avait enlevé le pouvoir politique en 1968 ; il a omis de leur ôter le pouvoir économique (5). »

Les sontiens sur lesquels pouvait compter le général Noriega pour se maintenir au pouvoir – outre celui des militaires - étaient les masses paysannes et une partie des employés du secteur public. Pour conserver ces soutiens, il était revenu à l'orthodoxie torrijiste et avait fait appliquer la Consti-tution de 1972, en rétablissant dans sa plénitude le pouvoir populaire comme le voulait Omar Torrijos (6). Un tel projet politique est radicalement contraire au plan de la Banque mondiale, que soutient la bourgeoisie libé-rale, et au maintien des structures agraires traditionnelles sur lesquelles repose la force de la bourgeoisie terrienne. Les deux bourgeoisies sont financièrement soutenues par les Etatsunis et provisoirement regroupées au sein de la Croisade civique nationale.

Washington craint-il que la restauration de l'esprit torrijiste ne favorise la mise en place d'une sorte d'axe La Havane - Managua - Panama? On bien estime-t-il qu'un développement cohérent du pays, grâce à un régime à vocation progressiste, permettra au Panama d'être en mesure, en l'an 2000, de maîtriser le fonctionnement des installations du canal et d'en assurer sa gestion ?

Il paraît sûr, en revanche, que le désordre économique et social que créerait l'application du plan de la Ban-que mondiale l'en empécherait. Or une clause du traité Torrijos-Carter prévoit que la rétrocession du canal ne sera effective le 31 décembre 1999 que si le Panama possède la capacité manifeste de maîtriser la technologie et la gestion

(1) Discours télévisé du 31 mars 1976, cité dans V.E. Voga-Royes, Le régime juridique des connux de Suez et de Panama, thèse do troisième cycle, Institut du droit de la paix et

du développement, Nice, 1981.

(2) P. Gilhodes, « Le gouvernement de la garde nationale à Panama », Problèmes d'Amérique latine, nº 4043-4044, la Documentation française, novembre 1973.

(3) Le communanté populaire, ou corrégi-dorerie, est le plus petite unité politico-administrative. Il en faut un minimum de cinq pour former une municipalité, sauf ces excep-tionnel. Leurs représentants, seuls élus de la nation, forment les conseils municipaux qui désignent les maires. Au niveau provincial, ils names, rement les consens manicipats qui désignent les maires. Au niveau provincial, ils forment le Conseil provincial de coordination chargé de l'élaboration et de la mise en œuvre des plans de développement régionanx. Au niveau national, ils formaient l'Assemblée nationale des représentants, l'organe législatif du rave.

(4) Voir J. Lapèze, Le développement igional au Panama: de la participation opulaire à la centralisation, thèse de docto-at d'Etat, Institut de géographie, université e Toulouse-III, juin 1987. (5) La Prensa, janvier 1986, et Sum

(6) Cet aspect devient encore plus évident quand on considère la personnainté du prési-dent Solis Palma mis en place par le général Noriega le 26 février 1988, pour remplacer M. Delvalle. Vice-ministre de la planification M. Delvalle. Vice-ministre de la piamicanon (1984-1985), M. Solis Palma fut démis de ses fonctions pour avoir renforcé les mécanismes de la Constitution et pour avoir défendu le rôle de la Girection de la planification et de la coordination régionale.

L'EUROPE **SA REVUE**

L'ÉVÉNEMENT EUROPÉEN

Initiatives et débats

Directeur politique: Edgard Pisani Rédacteur en chef: Sami Naïr

"La gauche dans tous ses états" en librairie dès avril

ont collaboré à ce numéro: Edgard Pisani, Peter Glotz, Fernando Moran, Carla Barbarella, James Callaghan, Caroline Anstey, Sami. Naïr, Massimo Salvadori, Jean-Pierre Cot, Jean Lapeyre, Jean-Marie Vincent, Manuel Vazquez Montalban

Diffusion en librairie - Prix: 75 F - Abonnement: 4 numéros par an: 250 F S.A.C.F. INITIATIVES - 62, bd Garibaldi, 75015 PARIS - Tél.: (1) 40 56 08 02

Fondation Liberté Sans Frontières. 68. bd Saint Marcel, 75005 PARIS, Tel.: (1) 45.35.65.56

Du 20 avril au 15 juin 1988, tous les mercredis de 18h à 20h30

Participation: 600F (individuel) 4500 F (entreprise -

La démocratie, luxe ou nécessité pour le Tiers Monde ?

DEMOCRATIE ET DEVELOPPEMENT

Un séminaire organisé par la Fondation Liberté Sans

Jean ESMEIN

Guy HERMET

Paul THIRAUD Alain TOURAINE

Agréé formation permanente)

Frontières, animé par : Rony BRAUMAN Tves CHEVRIER

ES tensions sociales s'accentuent dans les pays d'Europe de l'Est: marches contre l'austérité à Budapest, manifestations d'étudiants à Varsovie, révolte ouvrière à Brasov (Roumanie)... Et les vents de changements qui soufflent en provenance de l'URSS attisent d'intenses espoirs. Ils risquent d'être déçus. Car la marge de manœu-vre des équipes au pouvoir est très limitée, certains pays se trouvant dans une situation économique désespérée. L'Occident, qui s'en serait naguère réjoui, contemple aujourd'hui cette situation avec inquiétude. Au point que la Commission trilatérale a récemment encouragé la mise sur pied d'un plan d'aide à la Hongrie, la Pologne et la Roumanie.

Par ÉDITH LHOMEL*

Un mois exactement après l'émeute ouvrière de Brasov, la conférence nationale du Parti communiste roumain (PCR) tenait ses assises à Bucarest. du 14 au 16 décembre 1987. Contrairement à certaines attentes, aucun coup d'arrêt ne fut mis à la fuite en avant dans laquelle le régime roumain est engagé depuis le début des années 80. M. Nicolas Ceausescu, secrétaire général du parti, a même réaffirmé sa détermination à liquider de façon anticipée la dette extérieure en devises. dont le remboursement accéléré impose de durs sacrifices à la popula-

De 1981 à 1986, la dette s'est abaissée de 10,1 milliards de dollars à 5,9 milliards. Pourtant M. Ceaucescu entend persister dans sa politique d'austérité jusqu'en 1990 du moins, année où elle devrait être intégralement remboursée. Or depuis six ans l'économie vit pratiquement en état de guerre (2). Pour payer la dette, le pays doit chaque année réaliser un excédent commercial de 2 milliards de dollars, de telle sorte que le marché intérieur est privé de toute marchandise notamment les produits agro-alimentaires – susceptible d'être exportée, tandis que les importations en provenance de l'Occident ont été

* Centre d'études et de documentation sur l'URSS, la Chine et l'Europe de l'Est, Paris.

spectaculairement réduites. Jusqu'en 1981, celles-ci avaient assuré en grande partie le fonctionnement et la modernisation des unités industrielles construites durant la période de décol-lage des années 60 et 70. Mais l'ouverture vers l'Ouest appartient à un passé bien révolu.

Désormais, il n'est plus question que de pratiquer une politique draconienne de substitution aux importations, digne des économies les plus autarciques (3). Manquant de matières premières ou de pièces détachées, de nombreuses capacités de production industrielle sont paralysées. Le secteur agricole connaît quant à lui une véritable débacle : déjà sacrifiée pendant quarante ans sur l'autel de l'industrialisation à outrance, l'agriculture est de surcroît privée d'engrais et de machines, destinées en priorité à l'exportation.

Sur le marché intérieur appauvri, l'offre est si misérable que même le marché noir - activité florissante jusqu'au début des années 80 - n'estplus en mesure de pallier les criantes insuffisances des circuits de distribution officiels. Les pommes de terre, les œufs, sont parfois introuvables ; le café et la viande à ce point rares qu'ils s'achètent au marché noir respectivement 1000 lei le kilo et de 75 à 100 lei le kilo, alors que le salaire moyen ne dépasse pas 2800 lei (4).

La population ne souffre pas seulo-ment de carences alimentaires; elle pâtit aussi cruellement du froid, car elle est mise à un régime d'économie d'électricité et de chauffage rigoureux (5). A cause des restrictions, les citoyens doivent passer le plus clair de leur temps à tenter de se « débrouiller » pour faire face à l'absence de chauffage, aux conpures d'eau et aux pénuries alimentaires (6). La situation est dramatique pour les jeunes enfants (les nouveau-nés, en particulier, dont on n'euregistre plus la naissance que trois semaines après l'accouchement) et pour les personnes âgées qui, en cas de maladie, ne penvent être admises dans les hôpitaux surpeuplés.

Grâce à une diplomatie « origi-nale » (7), M. Nicolas Ceausescu était parvenu dans les années 70 à se bâtir une incontestable popularité auprès de ses concitoyens, solidement maintenus sous sa férule. A l'extérieur, Moscou tolérait son refus de s'impliquer trop avant dans les structures du Conseil d'assitance économique mutuelle (CAEM, ou Comecon) et du pacte de Varsovie, dès lors que l'ordre intérieur était assuré. L'Occident appréciait sa liberté de ton à l'égard de la diplomatie soviétique et ses initiatives pour la recherche de solutions à certains conflits internationaux, tel celui du Proche-Orient, on en faveur du désarmement. Tout cela est aujourd'hui remis en question.

Invoquant la politique des droits de l'homme du président Ceausescu, notamment à l'égard de la minorité hongroise de Transylvanie et des communautés religiouses (Eglises évangélique et uniate, sectes néoprotestantes), les pays occidentaux prennent mainte-nant leurs distances. Le Sénat des Etats-Unis, qui avait déjà suspendu en juin 1987 le bénéfice de la clause de la nation la plus favorisée dont jouissaient les exportations roumaines vers les Etats-Unis, s'apprêtait à faire de même cette année lorsque M. Ceausescu a lui-même pris la décision d'y renoncer le mois dernier. Entre Paris et Bucarest. les relations sont des plus froides (8), tandis que le climat s'est pour le moins détérioré avec la RFA depnis que le secrétaire général du PCR a

refusé la proposition de Bonn visant à établir un pont d'aide alimentaire à destination de la minorité allemande de

Ce relachement des relations avec l'Ouest, tout autant que la faillite économique, s'accompagne - fait sans précédent depuis les années 50 - d'un resserrement des liens commerciaux avec l'Union soviétique. Curieux épilogue d'une politique qui avait en pour but d'émanciper le pays d'une dépendance conomique trop étroite à l'égard de I'URSS... Anjourd'hui, c'est sur Moscou que compte la Roumanie pour remettre à flot des secteurs présentés par le passé, comme les fleurons de son économie et les garants de son indépendance (métallurgie, constructions mécaniques, chimie de base et pétrochi-

mie...). Certes, toujours obsédé par nie...). Cerus, menusiame nationalisme nationalisme nationalisme nationalisme de resiste nal, M. Ceausescu continue de re sux appels en faveur de l'intégrations sein du Comecon. Mais cette re -historique - ne serait plus qu'un combat d'arrière garde à en juger par l'ang-mentation sensible des échanges roumano-soviétiques prévue pour les années 1986-1990 (plus de 76 % par rapport sux années 1981-1985) et l'importance des livraisons soviétiques d'électricité, de gaz, de pétrole (6,5 millions de tomes, soit 50 % de l'approvisionnement extérieur). En retour, la Roumanie est devenue, par exemple, le premier fouraisseur de viande à l'URSS (24 % des achats de celle-ci), le troisième de légumes et de fruits, alors que ces denrées font cruellement défaut sur le marché intérieur.

Un « tournant » dans la contestation?

En dépit de telles réalités commer-ciales, la population roumaine n'en tourne pas moins aujourd'hui ses espoirs vers Moscou, ou plus exacte-ment vers M. Gorbatchev. Et ce n'est pas là le moindre des paradoxes de la politique menée par M. Ceausescu que d'avoir conduit les Roumains, histori-

(1) CL «Les relations financières Est-Ouest» in Tendances des marchés des capi-taux, OCDE, février 1987, p. 13-46; sur les mobiles de cette volonté de liquider la dette, cf. Edith Lhomel, «Roumanie : une économie verromilée», le Courrier des pays de l'Est, n° 301, décembre 1985, et Mihai Botet, «Memorandum au comité central», la Nou-velle Alternative, Paris, n° 9, mars 1985.

(2) Un régime de travail militarisé a d'ail-urs été instauré le 17 octobre 1985 dans de ambreuses contrales thermiques, dirigées pois lors per des officiers.

(3) Le comité politique exécutif du parti a moncé, le 27 décembre 1987, son intention de ne plus recourir à quelque forme de crédit

(4) 1 leu = 0,65 franc, au cours non commercial (fin janvier 1988). En vertu du fameux «accord global» de septembre 1983, qui subordonne le montant de la rémunération à l'exécution de plans impossibles à réaliser, le salaire moyen peut être ampais de 30 % à 40 %.

quement très antisoviétiques, voire antirusses, à attendre un geste de leur puissant voisin pour les débarrasser d'un dirigeant unanimement honni.

Les nouveaux thèmes à l'ordre du jour à Moscou depuis 1985 ne sont, bien sûr, pas étrangers à ce «retourne-ment». Quelques intellectuels rou-

(5) Un décret de novembre 1987 a ramené la norme de consommation measuelle d'élec-tricité par ménage de 47 à 35 kWh (contre, par exemple, 190 an moyenne en URSS). La sempérature intérieure est limitée à 14.

(6) Une nouvelle «vague» d'auteurs, pour certains récemment émigrés en Occident, donnent du climat social et des conditions de vic en Roumanie des descriptions saisissantes. Voir, entre sutres, Ioans Orlea, Un sosie en cavale, Seuil, Paris, 1986.

(7) Cf. Serban Orescu, «La voie rosmaine et les contradictions d'une politique d'indépendance», le Monde diplomatique, mai 1979.

(8) Pour des raisons commerciales et humanitaires, notamment. En décembre 1987, l'arrestation de M. Doina Cornea et de M. Bada Filipasca, libéris un mois plus tend.

M. Radu Filipescu, libérés un mois plus tard, et la mise en résidence surveillée de Mª Mariana Celac out conduit le Quai d'Orsay à convoquer l'ambassadeur de Rosmanie à Paris; ces opposants avaient accepté d'être interrogés à visage découvert par auc équipe d'Antenne 2.

51 6 P

The second second second second

Standard to using the

THE WAY THE WAY

Service and the service of the

COMPANY CONTRACTOR

ATTENTION OF A CAME SAMPLE THE THE PR

1 11-72 Section 1

Hammanik to the

demand to the state of

garage Michigan Burk

gradutt in the proper &

25 27 75 1 1 15 81

Carrier for the Carrier

ತ್ರಿಕಾಗಿದ್ದರು ಗಾಹಿತಿ ಬಳಗಿಗೆ ಚಿತ್ರ

2020/07/16 05 11:00 ATMS

amming court a +4

programme of the state of

COME STATE OF THE PARTY PARTY.

vonom

Par FRANCOIS BAFOIL *

ES propositions de réforme économique faites par le gouvernement du général Jaruzelski en Pologne représentent l'effort le plus sérieux pour infléchir la crise qui sévit dans ce pays depuis dix ans déjà. Si ces mesures ne parviennent pas à modifier les pesanteurs structurelles d'une économie centralisée, une dramatique régression ne manquera pas de s'installer durablement. Et les résultats du référendum du 29 novembre 1987 (même s'ils out été négatifs pour l'équipe au pouvoir) ne changent rien à cet impératif : la réforme doit avoir lieu. La question est de savoir si les autorités actuellement en place disposent des soutiens nécessaires pour la mener à bien.

L'objectif fondamental de la réforme est simple : il vise d'abord et avant tout un meilleur fonctionnement de la planification centrale. L'informa-

^a Ingénieur, chercheur du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) au Conservatoire national des arts et métiers

Recherches

Nº 26 - HIVER 1987-88

internationales

☐ Le numéro 26 de Recherches internationales

□ Un abonnement à partir du numéro 26.

Chèque à l'ordre de : SEPIRM.

DE LA DICTATURE A LA DÉMOCRATIE

EXPÉRIENCES RÉUSSIES ?

Portugal
Philippines — Amérique latine
Michel Rogalski, André Demichel, Georges Fournial, Valérie de Poulpiquet,
José-Maria Sison
Pablié par : l'INSTITUT DE RECHERCHES MARXISTES

Le numéro: 65 F (France), 95 F (Etranger)

Abonnement: 4 numéros par an, 200 F (France) 340 F (Etranger)

Bon de commande

Bulletin à retourner à : SEPIRM, 64, bd Auguste-Blanqui, 75013 Paris

L'indispensable réforme est-elle possible tion doit mieux circuler entre cette dernière et les entreprises. L'ambition est de supprimer quinze ministères, pour n'en laisser subsister que dix-sept. Un tiers des personnels travaillant dans ces ministères, soit plus de trois mille personnes, sont invités à trouver un travail

Libérées de la tutelle de ces échelons intermédiaires, les entreprises doivent pouvoir s'orienter sur un marché devenu, en partie, concurrentiel. Cela implique des modifications de taille : la possibilité laissée, en premier lieu, aux entreprises de s'approvisionner librement et de trouver les partenaires financiers de leur choix ; le non-recours systématique, en second lieu, aux aides et allocations de l'Etat, ce qui implique le risque de faillite ; l'obligation, enfin, de faire du profit. Ce type de gestion appelle du coup d'autres critères : les directeurs doivent pouvoir être élus, et pas seulement nommés. Et l'autogestion ne s'applique pas seulement aux entreprises : le législateur propose la démocratisation des instances de décision à l'échelon local pour permettre une meilleure interaction régionentreprises.

La revue du parti (1) a des raisons de se féliciter des propos de la Banque mondiale, dont les experts ont accueilli avec faveur cette seconde étape. Plusieurs propositions out reçu son plein soutien. Par exemple, la volonté d'instaurer l'équilibre économique, la réforme du système bancaire et l'instauration de la discipline financière. « Il faut louer, écrivent les experts de la Banque mondiale, les orientations des propositions actuelles et la nette volonté d'appliquer la réforme. » D'ou vient que, malgré ce soutien de poids, nombreux sont ceux qui, à l'intérieur comme à l'extérieur, considèrent avec le plus grand scepticisme l'issue de ce

Le moins que l'on puisse dire, c'est que de nombreuses corrections ont déjà été apportées à l'organisation économique depuis six ans (2). Sans grand succès. L'autofinancement des entreprises et la politique de vérité des prix se sont essentiellement traduits pour les citoyens par des hausses répétées des prix des produits de consommation

courante (3). Par ailleurs, la liste des postes de hauts dirigeants économiques (à la dis-crétion des instances supérieures du parti) n'a cessé de s'accroître (passant de 200 en décembre 1981 à 1 400 quatre ans plus tard), tandis que les conseils ouvriers, définis à l'origine comme cogérants de l'entreprise, ont vu leurs prérogatives diminuer comme peau de chagrin. Seulement 15 % à 30 % de ces conseils sont officiellement jugés actifs aujourd'hui.

Le nombre de postes de la nomenkiatura lui-même a crû d'importante façon : de 100 000 dans les années 70, il est passé à 250 000 en 1986 (4).

Autre échec, celui des organisation présentées comme nouvelles en 1982 : les Pron (mouvement de rensissance nationale) ont totalement échoné à ioner les intermédiaires neutres. Les syndicats, s'ils sont redevenus les plus grosses organisations sociales, ont également failli à leur mission initiale. Enfermés dans un soutien à l'autorité économique en place et disposant de faibles moyens financiers, ils n'ont en rien pu différer structurellement de leurs homologues d'avant août 1980.

Au vu de ces obstacles, on est en droit de s'interroger sur les chances du succès de la réforme actuelle, et d'abord sur l'efficacité des relais

Les autorités doivent impérativement compter sur l'appui du parti, des ouvriers, des jeunes. Or ces trois groupes présentent de graves défaillances. Une constante domine depuis



DANS UN BESTROT DE VARSOVIE Les jeunes ne sont absolument pas engagés dans les organisations politiques officielles

maintenant sept ans : le parti est une organisation faible, déprimée et indisci-

La grande secousse de 1980-1981 a diminué les effectifs de 779 000 membres officiellement (5). L'hémorragie, au dire des autorités, a été stoppée en 1983 et, au début de 1987, le parti aurait compté 2 130 000 membres (en juillet 1980, îl en comptait 3 150 000). Depuis 1982, d'importants changements ont touché le personnel politi-que : de 1982 à 1984, les comités de volvodie (région) ont vu l'accession de 66 % de nouveaux élus. Cela n'a pas suffi : ce chiffre s'est élevé à 64 % de nouveaux titulaires pour les deux années suivantes (6).

Une caractéristique impensable avant août 1980, et aujourd'hui même dans les autres pays voisins, singularise le Parti ouvrier unifié polonais (POUP) : seulement 70 % de ses militants sont membres des organisations syndicales. Le comité central a beau émettre des arrêtés et des dispos spéciales invitant ses membres à entrer dans les syndicats (comme d'ailleurs le stipulent les statuts du parti), rien n'y

Il est très fréquent de lire dans la presse du parti de sévères mises en cause de comportements défectueux de la part des militants peu soucieux de la vie de leur cellule. Une enquête (7) menée par les services du comité cen-tral auprès des cellules du parti de quarante-deux entreprises a d'ailleurs révélé que 40 % d'entre elles ne

connaissaient strictement rien aux directives émises par le bureau politique et que 40 % se décidaient parfois en function d'elles. Or les communiqués du bureau politique le soulignent à l'envi : le renouveau ne pourra s'opé-rer sans le parti ; le POUP reste le vecteur essentiel de la réussite de la

réforme. La participation des ouvriers aux organisations officielles demeure essentielle, car c'est à travers cette participation justement que le pouvoir prétend fonder une partie du succès de sa politique et, peut-être plus encore, sa légitimité. Les ouvriers représentent

(1) Zycie Partil cité par la Pologne maemporaine, re 10, 1987. contemporaine, nº 10, 1987.

(2) Pour plus d'informations voir Burbara Rogusian, la Régulation indirecte ou les Nouvelles Relations centre-entreprises en Pologue, Centre d'économie internationale des pays socialistes, 1985; ainsi que François Bafoil « L'entreprine polonaise, le paradone de la réforme » in le Courrier des pays de l'Est, 222 1987

23.2., 1987.

(3) Le Courrier des pays de l'Est, r 306, Georges Mink « Pologne, 1985 : une trop lente reprise », p. 48-57 ; woir également n 308, Waldemar Knezynaki, « Un regard critique sur l'économie potonaise depuis le 13 décombre 1981 », p. 5-22.

(4) Cf. Polityka, r 24, 1986, cité par Jan Wimecki in « Pourquoi les réformes économiques échonem-elles dans les systèmes de type soviétique ? », Revue d'études comparatives Est-Ouest, 3, 1987.

(5) Nove Drost, 1, 1987.

(5) Nove Drogi, 1, 1987. (6) CL. Trybuna Ludu, 5 Sércier 1987. (7) Cl. Zycle Partii, 19/505, 23 septem-(8) Cf. Trybuna Ludu, 30 avril 1987.

n Polog

Frame carrier of sta-Martine of the second of the BERT in in ite fat grat Real territoria de la companya della companya de la companya della man and the second seco The Employed M. ・ できまれる では、これを、を発している。 THE PROPERTY OF PARTY Tal. And white it is bear. Can be the tree to the late. All a compress service track of the late 전문 보면 ''라' 그는 '' 보고 보고 한 1분들다. A STATE OF SHIPE de antique de la contrata de to the matter marks per

Jes

The de trans and granters The state of the state of THE CONTRACTOR a me ar after The second secon 2 2 2 2 2 2 MM Charles Charles The state of the s THE PLANT OF THE PARTY. Section Section 1

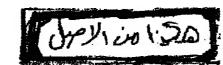
The state of the same of the s Ge | The state of the s And military The wat it im No. of the land

10 10 to 100 The state of the s A Print der on 1

of man 27 15 800

The same of

A 100 M 100 Charles and the



ES ET L'ESPOIR DE

Pédification d'un community de la Ceausescu community de la Ceausescu community de la Ceause de aux appels en faveur de l'intention sein du Comecon, Mais cette in sein du Comecon. Mais cette par le historique » ne serait plus qu'us le mentation sensible des parle sommano-soviétiques prévue chartes 1986-1990 (plus de ny le rapport aux années 1981-1995) l'amportance des livraisons somma sommano-soviétiques prévue chartes proport aux années 1981-1995 l'amportance des livraisons somma somma des livraisons des liv rapportance des livraisons soit d'électricité, de gaz, de pinte (6,5 millions de tonnes, soi 3). (6.) minutes and 31 (1) (6.) in the provisionnement exterior). resour, la Roumanie est deser example, le premier fountier viande à l'URSS (24 % des se celle-ci), le troisième de lége fruits, alors que ces denrés fout lement défaut sur le marché intér

dans la contestation?

quement très antisoviétiques chement tres antisovicuoles de paristant voisie pour les débute paristant voisie pour les débute d'un dirigeant unanimement homi Les nouveaux thèmes à l'orb te jour à Moscou depuis 1985 et su bient sûr, pas étrangers à co « room ment ». Que lques intellectuels a

(5) Un décret de novembre 1987 i ma la norme de consommation membre l'es suicisté par mémore de 47 à 35 kW fon par exemple, 190 en moyenne en (1830) la nompérature intérieure est limité à la (6) Use convoir avague d'anne a service récembent émigrés en Octète le service de climat social et des condities à le convoir de la convoir de and Romanie des descriptions since et Romanie des descriptions since Romanie des descriptions since Roma (in mota description), Parts, 1986.

(7) Cf. Serban Oresca, La vois name de la contradictions d'une politique d'altre politique d'altre de la contradiction de la c (8) Pour des raisons commerciale a parametrises, notamment. En décembre les la raisons de M. Doins Come a la la Rada Filipoura, libérés un mos plute de césidence surveille à Mise en résidence surveille Mariana Celac on conduit le la Mariana Celac on conduit le la Mariana Paria; es opposant avaim and la mariana de la control de l

SOCIÉTÉS D'EUROPE DE L'EST

flite d'un économie d'état de guerre



MARCHÉ A BUCAREST

mains ont osé dénoncer la politique de «sous-développement» de leurs diriesous developpement, de leurs diri-geants — tel M. Mihai Botez, figure de l'opposition (9) pour qui le régime pra-tique un « stalinisme des années 30 » et ont dit ouvertement leur intérêt pour les réformes impulsées par M. Gorbatchev, au risque d'ailleurs d'être emprisonnés comme il advint pour MM. Nicolae Stancescu et Ion Fistioc. anciens membres du parti s'exprimant à titre individuel. Mais cette déconceriante attente est surtout engendrée par le désarroi d'une société abusée dans son sentiment national, laminée par les difficultés quotidiennes et encadrée très efficacement par une milice et des forces de sécurité omniprésentes.

Grèves courtes, mais souvent dures; actes de sabotage isolés ; circulation de tracts manuscrits vouant la «dictature » aux gémonies : les signes de mécontentement se sont multipliés ces dernières années, Mais ces protestations avaient un caractère sporadique, localisé et le plus souvent spontané. Rien qui soit de nature à ébranler le régime. Car aucun mouvement d'opposition plus ou moins structuré n'est parvenu jusqu'à présent à résister très longtemps à la brutalité de la répression, qu'il s'agisse du mouvement Goma en 1977, avec lequel les 35 000 mineurs en grève de la vallée de Jiu se solidarisèrent, ou, en 1979, du Syndicat libre des travailleurs de Roumanie (SLOMR), qui recueillit en deux mois l'adhésion de deux mille ouvriers (10). La fragilité des structures d'organisation et les faiblesses de

la pensée politique de l'opposition, tant

parmi les intellectuels que chez les

onvriers, s'expliquent aussi par la fragi-lité de traditions de lutte peu affirmées, la spécificité d'une culture politique empreinte d'un certain fatalisme. l'absence de solidarité entre les différentes couches sociales. Il n'existe de surcroît aucun pôle de rassemblement de la contestation sociale à l'image de l'Eglise en Pologne.

La manifestation ouvrière qui réunit au moins quinze mille personnes le 15 novembre dernier à Brasov a eu un retentissement dans tout le pays. Ainsi le mouvement d'opposition clandestin Action démocratique roumaine a-t-il de nouveau signalé son existence. Un

comité de soutien aux personnes arrêtées et à leurs familles a été constitué. Des mouvements de solidarité se sont organisés, le plus souvent à l'initiative d'étudiants, à Timisoara, à lasi, à Brasov... et, sait sans précédent, des rassemblements de soutien ont eu lieu à Prague, Varsovie, Berlin-Est et Budapest. Faut-il y voir un « tournant », comme l'a courageusement affirmé M. Silviu Brucan, vétéran du PCR, ancien haut responsable politique, dans un appel adressé en vain aux dirigeants et d'autant plus remarqué que la classe politique roumaine, à quelques rares exceptions près, se distingue générale-ment par son esprit de soumission ?

Le grand vide politique

PLUSIEURS signes témoignent d'un malaise grandissant dans les rangs d'un parti qui ne compte pas moins de 3,6 millions de membres (pour une population de 23 millions). Boucs émissaires d'une politique dont M. Ceausescu apparaît comme l'unique instigateur, ministres et dirigeants locaux du PCR tombent à une cadence accélérée. De sévères sanctions ont frappé des responsables régionaux (exclusion du parti, poursuites judi-ciaires), notamment dans le département de Dolj. Les comités locaux du parti ont été repris en main à la veille de la conférence nationale, tandis que les activistes réputés les plus dévoués à la famille Ceausescu faisaient des tournées en province.

En pratiquant une politique systématique de rotation des cadres, le secrétaire général est parvenu à créer un tel climat d'insécurité dans la classe dirigeante que tout scénario sur son éventuel remplacement se heurte à l'absence de candidat crédible, même si des noms sont parfois avancés, comme celui de M. Ion Iliescu, ancien ministre et membre suppléant du comité politique exécutif, en disgrâce depuis 1979 (11). Car les personnalités les plus en vue - MM. Stefan

Andrei, actuellement vice-premier ministre, et Emil Bobu, membre des trois principaux organes centraux du parti - se distinguent avant tout par la permanence de leurs liens avec le clan Ceausescu qui, outre quelques fidèles », regroupe une vingtaine de membres de la famille du président et de sa femme, tous placés à des postes de responsabilité, notamment dans l'armée. Ce vide politique réduit d'autant les chances d'une mise à l'écart imminente du dictateur, qui a fêté ses soixante-dix ans le 26 janvier dernier et dont, en dépit de certaines rumeurs, l'état de santé ne semble pas particulièrement alarmant.

On s'interroge aujourd'hui sur la capacité du gouvernement soviétique à encourager des changements en Roumanie. Certes, les rapports entre les dirigeants des deux pays ne peuvent pas être des plus harmonieux dès lors que M. Ceauseson continue de rejeter toute idée de réforme économique. Qu'elles s'appliquent à l'économie, où une centralisation excessive s'accompagne d'une gestion archalque, on bien à la sphère politique, où l'allégeance au secrétaire général l'emporte sur toute compétence technique ou professionnelle, la restructuration et la transparence ne peuvent avoir en Roumanie qu'un impact éminemment déstabilisateur pour le pouvoir. Même si le culte de la personnalité et le dogmatisme idéologique de M. Ceausescu ne sont point du goût de M. Gorbatchev, voilà qui ne paraît pas suffisant pour convaincre Moscou d'encourager la mise à l'écart d'un homme qui, depuis vingt-trois ans, tient parfaitement le pays en main. Il arrive que la presse ou la radio soviétiques fassent état des difficultés d'approvisionnement et du rationnement de l'électricité en Roumanie, ainsi que des « nombreuses » demandes qui leur sont adressées par des auditeurs roumains désireux d'en savoir plus sur la « perestroïka » (la presse soviétique est quasiment introuvable à Bucarest) ; cependant, les journaux hongrois et yougoslaves ont été les seuls, à l'Est, à faire mention des événements de Brasov.

Conscients de la vive tension qui règne dans la population, les dirigeants soviétiques n'ont en réalité aucun intérêt à prendre l'initiative d'un changement politique - à supposer qu'ils en aient les moyens - risquant de déclencher des réactions sociales imprévisibles. Cela étant, une telle prudence ne serait pas incompatible avec le soutien en sous-main d'un courant «réformateur » au sein du pouvoir roumain, si tant est que celui-ci parvienne à se constituer. En attendant, le renforcement de la coopération économique et commerciale soviéto-roumaine est une autre manière de préparer l'avenir.

ÉDITH LHOMEL.

(1) Cf. «Les relations financières Est-(9) «La struction est malheureusement assez stable, même si elle repose sur un vol-can de frustrations», dit encore M. Mihai Botez dans des déclarations à la revue Dialog. Francfort-sur-le-Main, septembre 1987.

(10) Cf. «Roumanie : crise et répression 1977-1982 », l'Alternative, nº 20, janvier 1983. Pour la suite des événements, voir la revue la Nouvelle Alternative et la publica-tion amuelle de la Documentation française l'URSS et l'Europe de l'Est, Paris.

(11) Cf. les articles de Vlad Socor in Radio Free Europe Research, RAD/5, 10 jan-vier 1986, et de Michael Shafir in Sadoss-Europa, Munich, nº 3-4, 1986.

e possible



W VARSOVIE

maissaient strictement riss (III uctives émises par le bureau prin-One et que 40 % se décidaient parts mison d'elles. Or les commune de de bureau politique le soulignes A Pour : le renouveau ne pours sur le Pour sant le parti ; le Pour reste le ter tions assentiel de la réussite de la

La participation des cuvies su etions officielles demeure est sere cer c'est à travers cette batte thios pattement que le pouvoi pri tont fonder une partie du succès de s talinique et, peut-être plus encort, u

(1) Zprie Partii cité per la fois

Mille Marie e la le Courrier des pays de l'Ex. 1 36.

133 La Courrier des pays de l'Ex. 2 36.

Georges Mink - Pologne, 1985 : une troj intisentine . p. 48-57 : voir égalemen d' 18.

Mattenar Kaczynski, - Un repid divise
for Polosopanie pologopane depart le 13 dem
inter Polosopanie pologopane depart le 13 dem
inter Mille - p. 5-22.

155 CI. Polosopanie les réformes tecnos
mini fechenoses elles dans les systèmes de 98

to I . Rame d'Audes compa Charge 3, 1987.

Mount Group. 1. 1987. E Zpele Partil, 19/505, 23 speed 22 Poplared Lada, 30 avril 1987.

en Pologne?

38,5 % des effectifs du parti (8). Quant à l'adhésion aux syndicats, des données officielles (9) font mention de taux avoisinent les 30 % en 1985, et même moins pour de très grandes entreprises des régions de Lodz, Varso-vie, Wrocław, Cracovie, qui, elles,

comptent 70 % et plus d'ouvriers. Dispose-t-on, en revanche, de don-nées permettant de conclure à un soutien net à l'action de Solidarité dans les entreprises? Non, mais un point sem-ble assuré, et les résultats du référendum ne le contredisent pas : la lassitude et le refus de l'engagement dans l'action (officielle ou non) sont partagés par un très grand nombre de travailleurs. Une enquête menée par des

sociologues de l'Académie des sciences de Varsovie, en 1985, indique que 25 % des personnes interrogées soutiennent l'action des autorités, 50 % se situent dans une position d'attente médiane et 25 % y sont résolument opposées (10).

Il semble donc que la direction de l'ex-Solidarité ne peut pas se prévaloir d'une autorité sans partage sur la classe ouvrière. Il n'est pas certain que ses propositions correspondent ni aux attentes d'une population fatiguée ni aux nécessités économiques de l'heure. Ce qui semble, en revanche, se pro-duire, c'est l'éclatement de l'unité de l'ex-Solidarité au profit de multiples cercles locaux, sans nécessairement de liens entre eux.

Jeunes à la dérive

ES moins de trente ans constituent l'une des principales sources de préoccupations, d'autant que, en décembre 1987, ils représentaient 48,3 % de la population (37,5 millions d'habitants) et que, pour les années 80, les prévisions parient d'une augmenta-tion de 7 % au total de cette classe d'âge. Un constat s'impose brutalement aux autorités : les jeunes ne sont absolument pas engagés dans les organisa-tions officielles. Pas plus le parti que les syndicats ne comptent en leur sein plus de 15 % de jeunes. Parmi les cinquante-cinq hauts responsables de région nommés en 1986, on ne trouve que deux hommes de moins de trente-

Les problèmes affectant la situation du logement les frappent de plein fouet. Seulement 52 % des jeunes couples ont pu en 1985 disposer des 250 000 appartements construits. Et dans le même temps 300 000 nouveaux couples ont di rester sous le toit des parents, sans qu'aucune évolution posi-tive ne se dessine pour les années à

Le second aspect renvoie à tout ce qui touche à la consommation d'alcool ou de drogues. Plusieurs données, sur ces deux points, sont aujourd'hui accessibles. Il ressort que, d'après une enquête réalisée dans les lycées varsoviens en 1985, le nombre des consommateurs d'alcool aurait crû d'importante façon depuis 1982. Il y aurait 200 000 jeunes alcooliques de moins de trente-cinq ans, parmi lesquels 14 000 ne dépassant pas quatorze ans (11). D'autres sources font état d'une population lycéenne consommatrice d'alcool

Quant à la consommation de drogue. elle est en pleine extension : si les auto-

rités se refusent à fournir des indications précises, elles soulignent que 65 % des drogués ne dépassent pas vingt-cinq ans et qu'ils sont majoritalrement issus de la classe ouvrière et de l'intelligentsia (12). Au total, le chif-fre des drogués s'élèverait à 200 000 en 1986 : selon le ministère de l'intérieur, ils ne sont que 20 000 à 30 000 et selon

la milice 17 000. Pour les observateurs polonais, la principale source de ces maux est à chercher du côté du gaspillage des énergies naturelles et humaines. La dégradation de l'environnement et de la qualité du travail favorise des atti-tudes négatives. Or il n'est pas certain que l'appel lancé à l'initiative privée permette d'enrayer ces phénomè

L'ampleur des difficultés à résoudre est gigantesque. Une chose est sûre : sans une puissante mobilisation des acteurs au sein des entreprises, ce qui se joue actuellement en Pologne n'a pas de chances de réussir. Or, jusqu'à pré-sent, les autorités n'ont guère donné sion de vouloir procéder à une telle modification.

Si l'on considère que la même équipe est à la tête du pays depuis sept ans et qu'elle n'a pas administré la preuve qu'elle pouvait mobiliser les travailleurs pour un surcroit d'efforts, on comprend que le sentiment le plus communément partagé soit la méfiance à l'encontre de nouvelles propositions visant à renouveler le jeu.

FRANÇOIS BAFOIL.

(9) Cf. W. Suchowicz, Z. Problematykt wiazkow Zawodowych. IPISS, 1986. (10) Władysław Adamski et alii, «Kon-fiiktowe interesy i wartosci », Studia socjologyczne, nº 2, 1987, p. 101-116.

(11) Cf. Polityka Spoleczna, 3, 1987.(12) Cf. Polityka Spoleczna, 7, 1987.

PEUGEOT-CD-TT-SODEXA



Quand on est en poste, le choix d'un véhicule requiert réflexion. Une marque réputée, un réseau compétent et dense, un passé historique dans la production comme dans la compétition sont autant de quartiers de noblesse.

Pour le personnel diplomatique, Automobiles PEUGEOT a mis en place une organisation spécialisée, PEUGEOT SODEXA qui apporte une expérieure et un savoir-faire internationaux : tarif préférentiel, facilités de règlement personnalisées, gamme de véhicules conformes en vigueur sur le territoire d'affectation, reprise du véhicule d'occasion, expédition dans le monde entier formalisée.

Autant de lettres de créance qui font de PEUGEOT SODEXA un partenaire fiable, sérieux, discret et efficace sur toutes les routes êtrangères où le lion PEUGEOT est l'expression du rayonnement de la technique française.

PEUGEOT - CD - TT - SODEXA - SERVICE VENTES DIRECTES AUX DIPLOMATES magasin d'exposition PEUGEOT

Bureau SODEXA - CD - TT - 136 Champs-Elysées - 75008 PARIS - Tél. : (1) 42 25 20 98 Siège social SODEXA - 115 rue Danton - 92400 COURBEVOIE - Tél. : (1) 47 88 50 83 - Télex 615 072 F

SODEXA - Filiale Automobiles PEUGEOT

UN OBSTACLE PERSISTANT

miques Divisions de la résistance et conflits

N annonçant sa décision de retirer les troupes soviétiques d'Afghanistan le 8 février dernier, M. Gorbatchev entendait lever un obstacle majeur sur la voie de la détente. Mais la rencontre à Washington, fin mars, des ministres des affaires étrangères soviétique et américain n'a pas fait progresser d'un pas la solution du conflit. Il faut éviter un éclatement du pays. La résistance est divisée et la montée des forces fondamentalistes, principales bénéficiaires du soutien pakistanais et américain, suscite l'hostilité des populations, en particulier dans les zones pachtounes, qui sont attachées à d'autres loyautés plus traditionnelles.

Par SELIG S. HARRISON .

Pourquoi l'URSS a-t-elle décidé de retirer ses troupes d'Afghanistan? Les déclarations successives de M. Mikhail Gorbatchev traduisent une motivation première : empêcher que l'« obstacle afghan » n'entrave l'amélioration des relations avec les Etats-Unis et l'Europe occidentale. Bien sur, le coût de l'occupation soviétique a augmenté en raison de l'accroissement des fournitures occidentales d'armements sophistiqués à la résistance, dont les missiles Stinger. Mais ce n'est pas pour des raisons militaires que Moscou souhaite se désengager ; dans ce domaine, plus que de défaite c'est d'impasse qu'il faut parler. Simplement, en évaluant les coûts et les bénéfices d'une telle situation, M. Gorbatchev accorde plus de poids que ses prédécesseurs aux dommages politiques et diplomatiques qui

Un diplomate soviétique en poste à Washington résumait de manière révélatrice cette nouvelle attitude. Parlant de M. Ahmadzai Najibullah, chef du régime communiste de Kaboul, et de M. Hekmaytar Gulbuddin, le plus «dur » des dirigeauts fondamentalistes, et qui, depuis mars, préside l'alliance des sept mouvements de la résistance, le représentant du Kremlin assurait : « Nous, en URSS et aux Etats-Unis, nous ne devons plus [leur] permettre de décider de nos rela-

On comprend mieux, alors, pourquoi l'impasse. Croyant à tort que Moscou est contraint de se retirer sous la pression de la résistance, les Etats-Unis et le Pakistan ont tenté à la dernière minute de modifier les termes du projet d'accord de trente-cinq pages négocié par le médiateur des Nations unies, M. Diego Cordovez, durant les cinq dernières années. Pratiquement. l'URSS n'avait plus qu'à choisir entre deux manières d'abandonner les communistes afghans : en mettant fin à l'aide militaire qu'elle leur accordait, ou en acceptant la constitution d'un nouveau gouvernement dont ils scraient exclus. Le Kremlin ayant avalisé le texte des Nations unies comme un compromis lui permettant de sauver

* Chercheur, Carnegie Endowment for International Peace, Washington.

la face, ces nouvelles exigences furent

L'URSS a toutefois reconnu récemment les carences politiques de ses pro-tégés afghans. Dans l'hebdomadaire moscovite Literatournala Gazeta du 17 février, le spécialiste militaire Alexander Prokhanov critiqua l'appui soviétique au Parti communiste afghan, fondé sur la « fausse croyance » que ce dernier était à même d'étendre son pouvoir à l'ensemble du pays. Le société afghane, poursuivait-il, est un - cocktail médiéval » de tribus nomades et de chefs de guerre, « et pourtant, sur ce marécage, on a pensé construire un édifice socialiste ». Néanmoins l'armée rouge n'est pas intervenue en vain car « un fondamentalisme de type iranien n'est plus pos-sible là-bas. Il n'y a plus de danger

d'émergence aux frontières de l'URSS d'un régime musulman extrémiste prêt à exporter ses pratiques et sa propa-gande vers les républiques soviétiques d'Asie centrale ».

Ce commentaire semble indiquer que Moscon croit à la survie des communistes en tant que force politique en Afghanistan après le retrait de ses cent quinze mille hommes. Même s'ils ne l'emportent pas et si leur idéologie ne recueille pas une vaste adhésion dans les campagnes, ils seront assez forts dans les villes, pense-t-on en URSS, pour empêcher l'établissement d'un régime fondamentaliste anticommu-

Si le gouvernement actuel, faible et impopulaire, ne maintient une présence administrative que dans sept mille des vingt-six mille villages du pays, les diri-geants de la résistance et le Pakistan ne sont pas convaincus d'un total effon-drement dès le retrait des troupes soviétiques.

Plus de trois cent cinquante mille Afghans émargent au budget du gou-vernement de Kaboul. La revendication par le Parti démocratique et populaire d'Afghanistan (PDPA) de cent cinquante mille adhérents n'a pas grande signification dans la mesure où beaucoup de ses membres pourraient retourner leur veste. Pourtant l'appareil communiste est loin d'être insigni-fiant. Il s'est étendu, à partir d'un noyau dur de sept mille activistes en 1978, lors de la prise du pouvoir, à plus de trente-cinq mille aujourd'hui, la plupart occupant des postes-clés dans les forces armées, les milices et les services



MOSCOU, Washington et les Nations unies sont à la recherche d'un accord sur le retrait soviétique et la fin de l'aide étrangère à la résistance, avant le sommet entre MM. Reagan et Gorbatchev, prévu pour le fin de mai et le début de juin. Mais les communistes afghans et les groupes désunis de la résistance sont davantage soucieux de savoir qui présiaprès le départ de l'armée rouge. Les groupes de la résistance ont donc tenté de faire dépendre l'accord de Genève de la formation d'un nouveau gouvernement sous leur égide. Et les communistes, tout en acceptant de discuter l'élargissement du pouvoir à Kaboul, ont insisté pour reporter ce débat après la conclusion du règlement de l'ONU.

Depuis 1982, des « négociations indirectes » se déroulent à Genève. Le médiateur, M. Diego Cordovez, secrétaire général adjoint des Nations unies, fait la navette entre les délégations afghane et pakistanaise qui siègent dans des pièces adjacentes. Tout en déniant toute légitimité au gouverne-ment de Kaboul, Islamabad s'était engagé à signer avec lui un accord de

paix dès qu'une solution satisfaisante aurait été trouvée au problème du retrait des troupes soviétiques. Toutefois, à la veille de l'actuelle session de négociation, le Pakistan a annoncé qu'il soutenait la position de la résistance exigeant comme préalable la mise sur pied d'un nouveau gouvernement à Kaboul.

Les diplomates soviétiques se disent gouvernement de coalition intérimaire, « neutre », dominé par des centristes qui, pour la plupart, seraient des technocrates ayant servi sous le roi Zahir Shah. Toutefois, Moscou, pour ne pas être accusé d'avoir abandonné ses clients, tient à une participation nominale des communistes dans ce futur conseil des ministres ainsi qu'à leur droit à disposer d'un parti légal pour participer aux futures élections.

Si le régime communiste demeure en place à la suite d'un retrait soviétique, on peut penser qu'il survivra comme une forteresse assiégée dans la capitale et quelques autres villes. Les chefs rivaux de la résistance risquent fort de s'affronter tout autant qu'ils combattent le régime de Kaboul. Ce serait d'abord un retour à la situation de



missiles sam soviétiques lors d'un défilé a kaboul

guerre civile qui avait entraîné l'intervention de l'armée rouge. Puis, le nationalisme afghan diluerait le caractère communiste du régime de Kaboul ; des réalignements politiques, fondés sur des solidarités tribales et ethniques, déboucheraient enfin sur une paix dif-

Les forces armées afghanes et les milices gouvernementales totalisent environ cent mille hommes. Quant au nombre de combattants de la résistance présents à un moment ou à un autre sur le terrain, les estimations varient sensiblement. Une évaluation étonnamment faible en a été donnée en 1986 par le colonel Rod Paschall, directeur de l'Army Military History Institute, qui a accès aux informations confidentielles du gouvernement américain. Réfutant le rapport de un à deux entre les effectifs de la guérilla et les forces combinées soviéto-afghanes, il écrivait: « Comme seulement vingt mille guérilleros se trouvent en même temps engagés dans une opposition active, un ratio plus crédible est de un pour dix (1). - Ces chiffres ne concernent e les unités financées et équipées par les Etats-Unis, qui opèrent à partir des bases du Pakistan, sous le contrôle du Pakistan Interservice Intelligence Directorate, et en coopération avec les sept organisations exilées. A la fin février, les agents officiels de la CIA affirmaient en privé que le nombre de guérilleros actifs se montait à soixantecinq mille.

Ces évaluations ne tiennent pas compte des milliers d'hommes liés, de manière plus ou moins lâche, aux bandes opérant sous la direction de chefs tribaux ou de commandants locaux. Mais ces combattants, qui interviennent de manière intermitteme et avec des équipements de fortune, n'ont pas l'efficacité des unités plus disciplinées et mieux équipées basées au Pakistan. Ceux qui qualifient l'Afghanistan de « nation en armes » effacent cette distinction et ignorent que des millions d'Afghans n'aident aucun des deux camps. « En réalité, conclusit un commentateur américain, si les Soviétiques pouvaient, politiquement ou militairement, isoler les sanctuaires du Pakistan, l'intensité et l'efficacité de la guérilla tomberaient au niveau d'une nuisance supporto-

Les tensions entre les factions exilées an Pakistan et les commandants locaux de l'intérieur affaiblissent la résistance. Ces contradictions ont aggravé les divisions ethniques et tribales qui entravent l'union de nationalisme afghan depuis le dix-septième siècle. Et, plus récemment, la montée en puissance des groupes fondamentalistes a introduit un nouveau facteur de déstabilisation dans cette société.

Les sept dirigeants de la résistance exilés au Pakistan ont formé une alliance ténne, l'Unité islamique des moudjahidines afghans. Quatre d'entre eux embrassent différentes formes de fondamentalisme tandis que les trois autres sont des théologiens traditionnels, alliés à des tribus. Le principal rôle des sept chefs consiste à canaliser l'aide étrangère pour la distribuer aux commandants de l'intérieur qui leur font allégeance, Périodiquement, ils mobilisent leurs partisans dans les camps de réfugiés, pour appuyer les actions de ces chefs locaux.

Les dirigeants fondamentalistes ont reçu la part du lion de l'aide étrangère, mais ils n'ont pas d'influence notable à l'intérieur du pays, à l'exception de la vallée du Panshir; s'inspirant du mouvement des Frères musulmans origibites d'Arabie saoudite, les fondamentalistes n'avaient qu'une audience négligeable avant 1978. Ils se mobilisaient à la fois contre la monar-chie, contre l'ensemble des théologiens traditionnels - identifiés à l'école de jurisprudence hanafite - contre les sectes soufis, et contre les « modernisateurs », pro-occidentaux ou communistes. Ils se sont aliéné la puissante hiérarchie des chefs pachtounes en réclamant l'abolition du tribalisme. En dépit des persécutions, les militants fondamentalistes - environ mille cinq cents personnes sous la royauté - ont survécu clandestinement avant de s'enfuir en 1973 au Pakistan où ils ont noué d'utiles alliances avec leurs homologues locaux et avec les services de renseignements.

200 200 7 7 1

Berteiter in ber ban Mutte.

assisti i in to a mar 🛲

Aug ferre eine eine bie 😭

Berteite bereit bebeite @

Samma a general da esta 🎃

The Later Committee of the second second

taggitan kalandar yap 🌉

Paramana of the first

10 At 1000

Salte will in the State of the

The same of the same in

Carried and the state of the

A service of the serv

Salar Salar Salar September

the feet to

THE PARTY OF THE P

W. W. 10

t til igne die

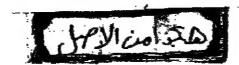
En Iran, le pouvoir de l'ayatollah Khomeiny s'appuie sur des institutions chiites solides. Le chiisme exige des croyants qu'ils paient des taxes substantielles aux mosquées, ce qui a permis au Parti de la République islamique de construire un appareil politique implanté dans les masses. Par contre, l'islam sunnite afghan est orga-

(1) Rod Paschall, «Marxist Counterinsur-gencies», Parameters, Journal of the US Army War College, été 1986, vol. XVI, nº 2, p. 10.

(2) James B. Curren et Philip A. Karber, Afghanistan's Ordeal , Armed Forces Journal, mars 1985, p. 105.



Etudes en SUISSE littéraires. scientifiques et économiques Baccalauréat (séries A, B, C, D) statut officiel de Collège et de Lycée français à l'étranger Admission dès 10 ans. Aussi avec internat dès 15 ans. Ambiance calme et studieuse. Excellents résultats. Accès aux bourses officielles. Une grande école fondée en 1908 3, ch. de Préville - CH-1001 Lausanne Suisse Tál. 18-41/21/20 1501 ~ Fax 18-41/21/22 6700 — Télex 450600 elch

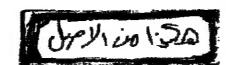


156 PAGES

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND

DE JOURNAUX

NOURISTANIS



ACLE PERSISTAN

SELORS D'UN DÉFILE A KAROUL

vent Punion du nationalume depuis le dix-septième siècle Et à récemment, la montée en puissant groupes fondamentalistes a modern nouveau facteur de désabline dans cette société.

Les sept dirigeants de la nice exilés au Pakisian ont formi p alliance tenue. l'Unité islamine zamedjahidines afghans. Quaire des cux embrassent différentes forme à fondamentalisme tandis que la le autres sont des théologiens trais nois, alliés à des tribus. Le prince rôle des sept chefs consiste à conl'aide étrargère pour la distribut a commandants de l'inteneur qu'in font sliegeance. Periodiquemen i mobilisen: lours partisans das h camps de réfugies, pour appaye à actions de ces chefs locaux.

Les dirigeants fondamentalina e repu la part du iron de l'aide étage mais its n'ent pas d'influence must Finterieur du 2495, à l'exception & walles du Pansair ; s'inspirant de m elent des Freres musulmans m for d'Egypte et des groupes mis d'Arubie saoudite, à montalistes n'avaient que co regugators avant 1978. Ibs de la feis contre la mon e. contre l'ensemble des théologe ditacencia - inertifice à l'école à perisprudence hanafte - comm b es soufis, et centre les « moderne mers ». pro-occidentaux on mon les lis se sont chéné la pume Merirchie des chefs pachtouns e réclement l'abolition du tribalisme El **dépit des** persécutions, les millions istas — environ mile a conts personnes sous la royanté-ai survécu ciandestinement avant a Benfair en 1973 au Pakistan où fra soud d'utiles alliances avec leus hos ingues locaux et avec les semes e renderightenents

En Iran, le pouvoir de l'ayatés Ebornein) s'appuie sur des insulates chiites sciedes. Le chasme euge de carayanta qui la parent des taxo sa thetreiles aux mesquees, te qu'i Berthis au Paru de la Republique se unique de construire un apparei pier implanté dans les masses la contre, t'esiam summite afghan estap

(1) Rod Practical, Martist Committee Statement Journal of the Is Army War College, etc 1956, vol XVI el

(2) James B Curren et Philip A Links Alghanistan's Ordeal . Armed for James d. mars 1935, p. 165

SUR LA VOIE DE LA DÉTENTE

ethniques hypothèquent l'avenir de l'Afghanistan



MOUDJAHIDINES EN ROUTE VERS UNE POSITION DE COMBAT

Analysant le travail des comman-

dants de l'intérieur, un journaliste

averti observait que « seuls une poi-

gnée d'entre eux avaient mis en place

des infrastructures comparables à

celles de l'UNITA en Angola ou du

FPLE en Erythrée ; écoles, programme

d'alphabétisation, dispensaires médi-

caux, facilités agricoles... (3) ». Et un

commentateur afghan non communiste

se plaignait, lui, que ces mêmes com-

retaxer la population sous leur

contrôle ; toute démarche de leur diri-

geant formel au Pakistan pour les

amener à cesser de pressurer la popu-

lation locale ze terminerait par un ren-

versement d'alliance en faveur d'une

autre organisation qui ne manquerait

pas de les accueillir (4) ». Un autre

Afghan, proche de la résistance, notait

pour sa part que, « si un groupe reçoit

de l'aide d'un parti de la résistance, les

groupes rivaux dans la région s'affi-

lient à d'autres partis et les luttes

L'attitude des groupes fondamenta-

·listes siégeant à Peshawar et de cer-

tains éléments en Arabie saoudite a

condamné à l'échec les tentatives, en

1984 et en 1985, d'unifier la résistance

sous la direction de l'ancien roi. Ecar-

tant tout retour de la monarchie, Zahir

Shah avait essayé de créer un Front uni

national afghan dans lequel les com-

mandants de l'intérieur, les fondamen-

intestines commencent (5) ».

ndants' - aient le pouvoir de taxer et

nisé de manière plus distendue et les dirigeants religieux ont de faibles hases, même s'ils jouissent d'un vaste respect populaire. Leur statut dépend de leur coopération avec les chefs tri-

Bien que l'avènement du régime communiste à Kaboul ait soulevé de sérieuses craintes dans l'ensemble du monde musulman, ce sont les fondamentalistes du Golfe et du Proche-Orient qui ont réagi avec le plus de détermination et ont fait de la question afghane leur affaire. Ils y ont vu une occasion rêvée de créer des structures pour encadrer les réfugiés et visant à supplanter, à terme, toute l'organisation traditionnelle du pays. Dans cette perspective, leurs ennemis n'étaient pas sculement les «infidèles» communistes, mais aussi la plupart des autres éléments non fondamentalistes de la

saoudienne a été réparti sous le contrôle d'officiels d'Islamabad, liés aux fondamentalistes pakistanais de la Jamiat-I-Islami - un allié de poids du régime de M. Zia Ul Haq - qui coo-père étroitement avec M. Abdoul Bin Baz, le puissant ches des wahhabites saoudiens. Dans les camps de réfugiés, les quatre organisations fondamentalistes ont été largement favorisées. Les Frères musulmans et le régime de l'ayatollah Khomeiny ont aussi énaulé certains de ces groupes.

L'essentiel de l'aide américaine et

Les fondamentalistes distribuent parcimonieusement armes, argent et ravitaillement à des commandants de l'intérieur en qui ils ont confiance comme M. Ahmed Shah Massoud dans la vallée du Panshir - ou en qui ils voient des alliés potentiels. Mais ils gardent l'essentiel des dons de l'étranger pour renforcer, au Pakistan, leurs propres cadres paramilitaires, qui servent pour des missions à l'intérieur de l'Afghanistan ou comme réserve de la gendarmerie de M. Zia Ul Haq dans la turbulente province de la frontière du Nord-Ouest

Si ces hommes ont pu jouer un rôle dans le succès de missions à l'intérieur, ils sont disqualifiés parce que venus de l'étranger pour établir, grâce à ces victoires, un contrôle permanent sur les campagnes. Et ils ne souhaitent pas que se mette sur pied une infrastructure politique clandestine : celle-ci serait, par la force des choses, sons le contrôle des dirigeants tribaux non fondamentalistes qui dominent à l'intétalistes et les traditionalistes de l'extérieur seraient représentés.

Le souverain déposé envisageait sa proposition comme un pas vers une sorte d'accord avec Moscou et les communistes afghans, qui entraînerait le départ des troupes soviétiques. Cette offre recueillait un large écho à l'intéricur du pays, y compris permi les commandants locaux. Mais pour les fondanentalistes, l'objectif de la guerre est la destruction de toute influence comnuniste ou soviétique, pour faire place à la version fondamentaliste de l'islam politique, même si cela doit prendre des générations. Ils misent sur une lutte prolongée et recherchent des appuis étrangers durables pour édifier des écoles, et même une université au Pakistan où serout formés les futurs

Un récent sondage effectué parmi des réfugiés afghans du Pakistan, pris au hasard, a montré que l'ensemble des dirigeants de l'exil ont été discrédités par des rumeurs persistantes de trafic de drogue et de détournement de l'aide américaine vers le marché noir. Sur deux mille deux cent quatre-vingt-sept réfugiés interrogés dans cent six des deux cent quarante-neuf camps, 71,65 % demandaient que l'ancien roi qui symbolise une période de relative stabilité et de relations de bon voisinage avec l'URSS - préside le futur gouvernement; à peine 1 % souhaitaient que ce rôle soit accordé à un chef de la résistance.

Des animosités profondément enra-cinées dans l'histoire font obstacle à toute formule viable de gouvernement d'après-guerre. N'ayant point oublié la répression menée contre eux par le roi. M. Gulbuddin Hekmaytar, du Hezb-I-Islami, et d'autres dirigeants fondamentalistes refusent tout rôle pour Zahir Shah. Agé aujourd'hui de soixante-treize ans, l'ancien souverain. qui vit en exil à Rome, avait dirigé le pays pendant quarante ans avant d'être écarté en 1973 par son cousin et rival Mohamed Daoud.

Le Pakistan aussi a activement fait obstacle aux efforts de Zahir Shah. Il a refusé d'accorder des visas à l'ancien monarque et à deux de ses plus proches conseillers, son cousin Sultan Ghazi et son beau-fils Abdoul Wali, leur interdisant ainsi de visiter les camps de réfugiés. Par contre, Islamabad considère l'alliance dominée par les fondamentalistes comme la seule voix de la résistance non communiste dans les négo-

Kaboul O HAZARAS-AFGHANISTAN PACHTOUNES Dera Ismail Khan **PACHTOUNES OKandahar** PENDJABIS o Loralai Dera Ghazi BALOUTCHES GOLFE D'OMAN 250 km Camp de réfugiés

Une mosaïque de populations

un délai précis, fixé maintenant à neuf mois, en échange, dès le début de l'éva-cuation, de la cessation de l'aide étranère à la résistance. Il contient aussi des propositions précises pour le rapa-triement des réfugiés et le lancement d'un programme de réinstallation sous la direction du Haut Commissariet pour les réfugiés qui, graduellement, transférerait ses activités du Pakistan en Afghanistan. Les Etats-Unis et l'Union soviétique approuveraient l'accord et s'engageraient à en respec-ter les clauses. Toutefois, avant de donner son aval, le gouvernement améri-cain veut que les Soviétiques lui donnent directement l'assurance qu'ils suspendront leur aide militaire à Kaboul, au moins pendant la période

Le texte de M. Cordovez prévoit aussi la mise sur pied d'une force de cinquante observateurs de l'ONU composée de militaires fournis par des pays neutres et disposant de vingt-cinq hélicoptères. Pourtant, dans sa déclaration du 8 février, M. Gorbatchev paraissait envisager une force de maintien de la paix plus importante avec un pouvoir d'intervention si des heurts opposaient les différentes factions. « Est-ce que les hostilités peuvent reprendre de plus belle après le retrait soviétique? s'interrogeait-il. Si nécessaire, il faudrait alors envisager d'utiliser toutes les possibilités qu'offrent les Nations unies et le Conseil de sécurité. »

SELIG S. HARRISON.

Soviet War, St. Martin's Press, New-York, 1985, p. 183.

Success . Journal of the Writer's Union for Free Afghanistan, Peshawar, vol. 1, at 1, 1985, p. 25.

(5) A. Rasul Amin, . Unity is the Remoty », Journal of the Writer's Union for Free Afghanistan, vol. 1, nº 1, 1985, p. 13.

La brûlante question pachtoune

TUSQU'AU dix-neuvième siècle, l'Etat afghan - créé en 1747 par les tribus pachtounes dirigées par Ahmad Shah Durrani - inclusit les zones pachtounes de l'actuel nord-ouest du Pakistan. Puis, dans le cadre du « grand jeu », le raj britannique annexa la partie du territoire afghan située entre le fleuve Indas et la passe de Khyber. La moitié des Pachtounes furent ainsi arrachés au contrôle de Kaboul A cette blessure, la Grande-Bretagne ajouta l'insulte en imposant, en 1893, la ligne Durand qui avalisait cette conquête, puis en cédant le territoire au Pakistan, en 1947. Avec cette division des Pachtounes, les Britanniques léguaient un irrédentisme explosif qui a toujours hanté les régimes successifs à Kaboul, à dominante pachtoune, et qui a contribué à empoisonner les relations entre le Pakistan et l'Afgha-

nistan. A plusieurs reprises, la monarchie de Zahir Shah, la république de Mohamed Daoud et les gouvernements communistes d'après 1978 ont contesté le droit du Pakistan d'administrer les zones pachtounes, demandant la créstion d'un Etat autonome pachtoune à l'intérieur du Pakistan, ou bien un Pashtounistan indépendant, voire la création d'un « grand Afghanistan » incluant les territoires perdus.

La vision que les dirigeants d'Islamabad se font de la guerre afghane a ainsi été dominée par la crainte de voir émerger une force unifiée pachtoune. D'où leur insistance à contrôler la répartition de l'aide américaine, canalisée pour les soins de leurs services de renseignements vers les groupes fondamentalistes non pachtounes. Cette politique de division devait empêcher toute unité d'action entre les sept partis de

Le contrôle pakistanais s'est fait plus lourd ces derniers mois. Un colonel nommé par Islamabad siège mainte-nant de manière permamente aux réunions des sept. Le refus de permettre aux représentants du roi de visiter les camps reflète aussi la volonté de M. Zia Ul Haq d'empêcher la renais-sance d'un Afghanistan indépendant et unifié, dominé par les Pachtounes et où ses divers services de renseignements perdraient l'influence qu'ils peuvent exercer aujourd'hui dans les affaires

Le régime pakistanais subit de fortes pressions internes pour conclure l'accord élaboré avec l'aide des Nations unies et soulager sinsi le pays des tensions engendrées par la présence de deux millions cinq cent mille réfugiés. Mais le président sourient que la création d'un nouveau gouvernement à Kaboul doit se faire parallèlement au retrait soviétique, car c'est la meilleure façon d'assurer le retour rapide des réfugiés, qui autrement répugneraient à rentrer chez eux pour vivre sous un régime communiste. Tandis que les négociateurs de l'ONU estiment que c'est seulement après la signature d'un accord entre les Deux Grands sur le retrait soviétique que les diverses factions afghanes pourront faire les com-promis nécessaires à la mise en place d'un régime de coalition.

Le projet présenté par les Nations unies engage l'URSS à se retirer dans



An Sommaire:

1" TRIMESTRE 1988

ENTRETIEN: Michel CAMDESSUS: "Les grands enjeux monétaires".

DOSSIER: La politique internationale de l'Iran

ÉVÈNEMENTS:

L'accord Resgan-Gorbatchev, la crise boursière et monétaire, la France vue du Pacifique quels alliés pour Cory Aquino ? le XIII* Congrès du P.C. Chinois, l'Europe spatiale à l'Itorizon de l'an 2000 . . .

2" TRIMESTRE 1988

ENTRETIEN: Léopold SEDAR SENGHOR : prospective de l'Afrique.

Elections présidentielles et politique étrangère de la France

Israël, les territoires accupés et l'ONU, Gorbatchev hors d'Afganistan? la nouvelle équation cambodgienne, la construction du Grand Maghreb, les conséquences économiques du sommes européen, l'encyclique de Jean-Paul II et les relations internationales.

Directeur de la publication :

HERVÉ CASSAN

La Nouvelle Revue de l'actualité internationale

France: Institutions 280 F; Particuliers 210 F Étranger : Institutions 320 F; Particuliers 280 F Dépôt dans les librairies universitaires et vente au numéro.

Le TRIMESTRE du monde : 30, cours Albert 1er 75006 PARIS

Evolution politique

1747: début du règne d'Ahmad Shah Durrani, le fondateur de l'Afghanistan

1893 : la ligne Durand entérine la perte par l'Afghanistan, au profit de l'Inde britannique, des provinces pachtounes situées entre la passe de Khyber et l'Indus.

1923: première Constitution.

1933 : accession de Zahir Shah au trône. 1937: le pachtoun devient la langue officielle.

1955 : début d'un programme intensif d'aide économique soviétique.

1964: une nouvelle Constitution met en place une Chambre élue et accorde le droit de vote aux femmes

17 juillet 1973 : un coup d'Etat dépose Zahir Shah. La république est proclamée. Mobamed Daoud devient chef de l'Etat. 1975 : signature d'un traité de non-agression avec l'URSS.

27 avril 1978 : coup d'Etat. Le Parti démocratique et populaire afghan (PDPA) s'empare du pouvoir. M. Taraki devient président du Conseil

due 1978 : signature d'un traité d'amitié avec l'URSS. Septembre 1979 : Taraki est renversé par Hafizullah Amin.

sabre 1979 : Amin est exécuté. L'armée rouge envahit le pays. M. Babrak Karmal devient le nouvel homme fort. 1981 : début à Genève des négociations indirectes entre Kaboul et Islamabad.

général du PDPA. 8 sévrier 1988 : M. Gorbatchev annonce le retrait des troupes soviétiques pour le 15 mai à condition qu'un accord soit conclu à Genève.

4 mai 1986: M. Ahmadzai Najibullah rempiace M. Karmal comme secrétaire

irles A, B, C, D) et de Lyces français favec internat des 15 ans. Excellents resultats. **Gianda école londée en 1908**

THE TELEPOR - THE 450600 olch

SUISSE

Le Cambodge à la recherche d'une réelle neutralité

A victoire en 1975 des Khmers rouges au Cambodge, leur refoulement début 1979, après quatre ans de régime esclavagiste, par l'armée vietnamienne et la persistance du contrôle de Hanoï, ont fait de ce « conflit régional » à dimensions multiples un des grands problèmes internationaux de la décennie, un foyer d'affrontements entre la Chine, l'Union soviétique, les Etats-Unis, les pays de l'ASEAN et le Vietnam. Comme en Afghanistan, au Nicaragua et en Angola, la recherche d'une « solution politique » à ce conflit se révèle pleine d'obstacles et truffée de risques.

Par PHILIPPE DEVILLERS

Isoler le Vietnam, décréter contre lui des sanctions économiques, financières et politiques : en 1979, la Chine, l'Association des nations du Sud-Est asiatique (ASEAN) (1), les Etats-Unis et leurs alliés avaient cru pouvoir ainsi forcer le gouvernement de Hanoï à retirer ses troupes du Cambodge pour y rétablir le gouvernement « légitime du Kampuchéa démocratique - (khmer rouge), titulaire du siège à l'ONU. Mais rien n'y fit, ni le boycottage, ni la « leçon » que Pékin crut devoir donner aux Vietnamiens sur leur frontière en février 1979, ni les résolutions annuelles de l'ONU.

Tactiquement soutenues par l'Occident, la Chine et la Thallande donnèrent d'abord aux Khmers rouges de Pol Pot les moyens de reprendre et d'intensifier la guérilla contre les troupes vietnamiennes. Mais, à partir de 1981, leurs crimes furent mondialement connus : dès lors il n'était plus possible de soutenir une telle faction si on n'y associait des forces politiques khmères

C'est ainsi que sous la pression, sur-tout, de Singapour et de la Thaïlande, et avec l'appui de Pékin et de Washington, a été créé en juin 1982 un « gouvernement de coalition du Kampuchéa démocratique » (GCKD) dont le prince Norodom Sihanouk, ancien chef d'Etat du Cambodge et désormais diriant du Front uni national pour un Cambodge indépendant, pacifique et coopératif (FUNCIPEC), a assumé la présidence. M. Son Sann, chef du

Front national de libération du penple khmer (FNLPK), en devenait le premier ministre, et un dirigeant khmer rouge moins compromis, M. Khien Samphan, le ministre des affaires étrangères. Ce gouvernement de coalition tripartite a obtenu, pour chacune de ses composantes, ou « factions », une aide militaire et humanitaire de l'étranger, la plus générense, celle de la Chine, étant distribuée par le canal

Mais, pas plus que la pression diplomatico-économique, la guérilla n'a obtenu de résultats probants. Elle a, certes, créé une certaine insécurité sur le territoire de la République populaire de Phnom-Penh, contrôlée par les communistes de M. Heng Samrin et son Parti populaire révolutionnaire; mais elle n'a pu se rendre maîtresse d'aucun territoire. Pis, à la suite de l'offensive vietnamienne de février-mars 1985, elle a perdu la quasi-totalité de ses bases situées sur la frontière thatlandaise, d'où, puisant largement dans les camps de réfugiés, elle pouvait lancer des opérations vers l'intérieur. La base territoriale de la coalition antivietnamienne s'est ainsi réduite à quelques kilomètres carrés.

Sur le plan international, elle n'en représentait pas moins la « résistance », la « légitimité onusienne » et demeurait l'espoir de tous ceux qui, jugeant inacceptable l'inclusion du vietnamicame, luttaient pour la restau-ration intégrale de sa souveraineté et de son indépendance.

Le rôle de l'Indonésie

Evolution politique

18 mars 1970 : le prince Sihanouk est renversé par des militaires dirigés par Lon

27 janvier 1973 : signature des accords de Paris mettant fin à la guerre du Viet-

17 avril 1975 : les Khmers rouges conquièrent Phnom-Penh alors que la présence américaine s'effondre en Indochine. Le prince Sihanouk redevient chef de

25 décembre 1978 : le Vietnam envehit le Cambodge. Un nouveau pouvoir s'installe à Phnom-Penh, dirigé par M. Heng Samrin, chef de l'Etat. Le prince Sihanouk quitte le pays pour s'établir à Pékin.

Février 1979 : les Chinois attaquent le Vietnem pour « donner une leçon » aux diri-

22 juin 1982 : formation d'une coalition d'opposition en exil sous la présidence du prince Sihanouk, qui coordonne les guérilles hostiles à la présence vietne-

7 mai 1987 : le prince Sihanouk se met « en congé » de la présidence du gouverne-

4 décembre 1987 : rencontre, en France, entre la prince Sihanouk et la premier ministre du gouvernement de Phnom-Penh, M. Hun Sen.

l'Etat. Les mesures « radicales » du nouveau pouvoir font des centaines de

DEPUIS 1983, cependant, l'impasse était évidente pour tous. A Hanoï comme à Phnom-Penh, on avait compris qu'il serait impossible d'obtenir une reconnaissance, même de facto, du fait accompli et que, tôt ou tard, le Vietnam devrait retirer ses troupes, et le gouvernement de Phnom-Penh élargir sa base politique. Phnom-Penh se déclarait alors disposé à négocier avec tout groupe khmer se dissociant de Pol Pot et à lui faire place dans la République. Il obtint quelques ralliements.

La coalition antivietnamienne persistait en revanche à exiger le retrait des troupes de Hanoi avant toute discussion. Mais déjà, parmi les puissances de la région, des attitudes divergentes se faisaient jour. Si la Thallande (et avec elle Singapour) entendait obtenir sans aucun marchandage cette évacuation du Cambodge - dont elle veut faire un « Etat tampon », - l'Indonésie, estimant qu'à long terme le danger pour elle est chinois, se préoccupait d'obtenir le même résultat par la négociation, en échange de garanties offertes au Vietnam. De telles assurances devraient éviter que le Cambodge ne retombe sous influence chinoise et laisser intacte la force d'un Vietnam perçu à Djakarta comme le glacis le plus avancé de l'Asie du Sud-Est. D'où les efforts de l'Indonésie pour entraîner l'ASEAN dans une exploration des possibilités de compromis avec

Not et liés aux Etats-Unis.

milliers de victimes.

Ainsi est née en 1984 l'idée que la « solution politique » du conflit pourrait être un « gouvernement quadripertite de réconciliation nationale ». Venue du prince Sihanouk, elle allait faire son chemin, mais chacun allait l'interpréter à sa manière. Avant d'aller plus avant, le prince avait accepté de rencontrer M. Hun Sen, premier ministre de Phnom-Penh, début décembre 1984, à Paris. L'opposition de la Chine fit tout échouer et l'on allait perdre des mois en vaines explorations.

Finalement, ayant réussi à adopter une position commune, les trois factions de la coalition offraient, le 17 mars 1986, un plan en huit points, proposant une négociation au Vietnam sur le retrait de ses troupes et, en même temps, la constitution d'un gouvernement quadripartite de coalition. toujours sous la présidence du prince Sihanouk, mais comprenant, cette fois, la faction Heng Samrin de Phnom-Penh. Ce plan fut immédiatement rejeté par Phnom-Penh et Hanoï, qui y virent une tentative de légitimer « clique criminelle de Pol Pot » et de préparer son retour au pouvoir.

A Phnom-Penh, M. Hun Sen pro-posa, quant à lui, le 18 septembre 1986, une négociation aux factions adverses, à l'exception de Pol Pot : en fait, un élargissement de son gouvernement aux non-polpotistes. C'était une autre version, maximaliste, de la même idée: un certain partage du pouvoir, mais sans aucune perte de contrôle.

Le prince Sihanouk, saisissant la nature de l'impasse, lança alors, de concert avec Djakarta, l'idée d'une « cocktail party » où les quatre factions pourraient se rencontrer de manière informelle, sans préalable ni étiquette, et discuter des moyens de rétablir la paix au Cambodge. Pékin, les Khmers rouges et M. Son Sann exprimèrent leur désaccord. Cependant, à partir de décembre 1986, Pékin fit secrètement savoir au prince Sihanouk que, après tout, une rencontre bilatérale entre la coalition antivietnamienne et le gouvernement de Phnom-Penh pourrait être utile. Déjà, par des intermédiaires, Hanoï avait fait comprendre qu'il y était favorable. L'Union soviétique, à son tour, se montrait active en ce sens. On continuait cependant à se heurter à l'opposition, voire au veto, du Front de M. Son Sann

gouvernement de coalition. Mais on sait que, pressé par ses partenaires et par Pékin de revenir sur cette décision, il a fini par y consentir après avoir obtenu, semble-t-il qu'ils acceptent de s'associer à ses efforts politico-

diplomatiques (2). M. Hun Sen s'étant en effet porté garant d'un retrait de l'armée vietnamienne du Cambodge dès la réalisation d'un accord entre les parties cambodgiennes, il s'agit de conclure cet accord le plus rapidement possible. Le prince Sibanouk pourrait alors rentrer dans son pays en libérateur. Il pourrait s'entendre avec M. Hun Sen sur le cadre général de ce qui suivrait, et tout d'abord sur la mise sur pied d'un gouvernement (ou d'une autorité) provisoire dont la composition et la tâche seraient précisées, ainsi que la façon dont il serait contrôlé. Dans quelles conditions, acceptables par toutes les parties concernées (khmères et étrangères), cette autorité provisoire

CÉRÉMONIE, DANS UN CAMP DE RÉFUGIÉS, EN L'HONNEUR DU PRINCE SIHANOUK

discuter qu'avec Hanoï, et seulement

Alors, le 7 mai 1987, perdant patience et voulant recouvrer sa liberté d'action et de manœuvre, le prince Sihanouk se mettait « en congé » pour un an de la présidence du gouverne-ment de coalition et, en son nom personnel cette fois, entamait une remarquable exploration. Il obtenait de sept personnalités khmères un appel à une négociation quadripartite à Paris (28 août 1987). En septembre, himême acceptait cette proposition, et M. Hun Sen l'imitait dix jours après. Une rencontre Sihanouk-Hun Sen était décidée dans le secret, alors que l'Assemblée générale de l'ONU se préparait à voter, le 14 octobre, une nouvelle résolution exigeant le départ du Cambodge de toutes les troupes étran-

On connaît la suite. La rencontre de Fère-en-Tardenois, « entre compatriotes », entre « personnes privées » (Samdech Norodom Sihanouk et M. Hun Sen), entre un « aîné » et un « cadet », a abouti le 4 décembre 1987 à un bref communiqué déclarant en substance: 1) il n'y a au conflit cambodgien d'autre solution que politique; 2) cette solution doit être négociée entre toutes les parties cambodgiennes concernées, sur la base d'un Cambodge souverain, indépendant, neutre et démocratique; 3) dès l'accord intervenu, une conférence internationale se réunira pour en garantir les résultats.

Il n'était question dans ce texte ni du retrait vietnamien ni de la cessation de l'aide extérieure aux factions. Mais le prince Sihanouk fit savoir que M. Hun Sen lui avait donné l'assurance formelle qu'il avait la garantie du retrait vietnamien dès l'accord conclu entre Cambodgiens. De toute façon, précisait-il, les forces de la coalition lutteraient contre les Vietnamiens jusqu'au retrait total de ceux-ci.

Cétait une base de départ, qui fut presque unanimement saluée par l'opinion internationale.

Malgré la réserve de Pékin et la franche désapprobation de MM. Son Sann et Khieu Samphan (qui amena le prince à reviser momentanément ses projets), une seconde rencontre, cette fois à Saint-Germain-en-Laye en janvier 1988, permit d'examiner un certain nombre de problèmes concrets. Le prince Sihanouk alla jusqu'à proposer, si on ne parvenait pas à associer à la discussion les deux autres factions, la formation d'un « gouvernement provisoire bipartite», entre lui-même et M. Hun Sen.

Immédiatement accusé de « trahison » par M. Son Sann et confronté, à son arrivée à Pékin, à la discrète mais profonde opposition des Chinois et des Khmers rouges, le prince annonçait le 30 janvier sa décision - définitive, irrévocable et irréversible » de démissionner de ses fonctions de président du

pourrait-elle être formée ? Cela demeure à explorer ; mais il existe plusieurs précédents qui prouvent que le problème n'est pas insoluble. Du reste, un tel gouvernement n'aurait pas à se prononcer sur le régime futur du Cambodge. Il devrait seulement, parallèlement au retrait vietnamien, obtenir le cessez-le-feu et en assurer l'efficacité, · harmoniser » les forces armées et l'administration et, surtout, conformément aux grands principes agréés par tous, préparer l'autodétermination du peuple cambodgien par l'élection d'une assemblée constituante souveraine.

La lutte se déroulant actuellement sous la forme d'un harcèlement par des guérillas, il ne peut y avoir de ligne de cessez-le-feu. Il faut que les parties (3) conviennent de rester où elles sont le jour J, de ne plus s'attaquer et, pour l'essentiel, de laisser les forces vietnamiennes se retirer du pays selon un calendrier précis.

Resterait à régler le problème des zones de contrôle des quatre factions, Comme Phnom-Penh a reconnu que son armée ne serait pas en mesure de faire face partout aux Khmers rouges, dont l'effectif combattant (estimé à 30 000) et l'entraînement sont supérieurs, la question la plus grave qui se pose dès maintenant, et qui serait le problème numéro un de l'autorité provisoire, est de savoir comment éviter un double écueil : d'une part, que les Khmers rouges réussiss prince Sihanouk appelle un « coup de force contre le peuple khmer (4) » et s'emparent de la capitale pour ensuite rétablir per la terreur leur pouvoir sur tout le pays ; d'autre part, que les parties tentent de se retrancher dans des zones déterminées, faisant rapidement du Cambodge un nouveau Liban. Comment passer de quatre armées à une armée nationale unique, condition primordiale de la réconciliation et de l'indépendance? Comment éviter les règlements de comptes, les « bains de sang = et le chaos ?

Sachant désormais que le retrait vietnamien aura lieu en 1990, les Khmers rouges se préparent déjà à la contre-offensive générale » qui, selon le credo maoïste, doit assurer la victoire finale. Ils on ont les moyens, ayant su préserver pratiquement tous leurs cadres et leur organisation. Le prince Sihanouk n'ignore pas que, dans sa recherche d'une solution, le principal obstacle est de ce côté-là. Il confesse, à propos des Khmers rouges: « Il vaut mieux les avoir avec nous que contre nous (5). » Mais quelles illusions peutil encore nourrir à leur endroit ?

Le « pluralisme politique », idéal du prince et de M. Son Sann, maintenant accepté par M. Hun Sen, ne peut séduire les Khmers rouges. Dans des élections vraiment libres, quelles chances leur parti aurait-il en effet d'attirer les foules, en dehors de quelques milliers de fanstiques à qui le < génocide > n'a rien appris? Se sachant condamnés par le verdict de la démocratie, n'ont-ils pas d'autre issue que le « maquis permanent » ?

Le retour des Khmers rouges au pouvoir est redouté par la quasi-totalité de la population khmère, mais aussi par les Etats-Unis et l'Europe, par l'Indonésie et la Malaisie, par l'Australie, sans compter le Vietnam, l'Inde, l'Union soviétique. Mais seules la Chine et, dans une moindre mesure, la Thanande ont les moyens de le

Le calcul des Khmers rouges

SOULIGNANT la nécessité de rééquilibrer les forces armées de la coalition antivietnamienne et de réduire la prépondérance des Khmers rouges, le prince Sihanouk a récemment indiqué (6) que les Etats-Unis envisageaient de renforcer ses propres unités. L'aide américaine pourrait tripler les forces sihanoukistes d'ici à 1990 et les porter à 50 000 hommes au moment où le retrait vietnamien serait parachevé, ce qui permettrait de mieux contrôler la situation. Mais il est évident que les polpotistes ont tout intérêt à retarder le plus possible la solution politique, à attendre l'événement imprévu (une «indisponibilité» du prince, par exemple) qui leur laisserait la voie libre pour une reconquête du pouvoir une fois les Vietnamiens partis. Le prince semble avoir fort bien perçu ce calcul.

An point où est déjà parvenu le dia-logue Sihanouk-Hun Sen, son interrup-tion décevrait profondément les espoirs de tous ceux qui, à l'intérieur surtout, voient en Norodom Sihanouk l'homme capable à la fois d'obtenir que le retrait des Vietnamiens s'opère sans désastre et de restituer au Cambodge sa place dans l'« économie mondiale », dans l'indépendance et la dignité. Le prince semble donc condamné à poursuivre ses efforts dans le sens qu'il a lui-même

C'est pourquoi des que l'accord de principe sur le gouvernement provisoire sera esquissé, et que se posera le pro-blème du cessez-le-feu, la conférence internationale, proposée par le prince et acceptée par M. Hun Seu, s'imposera, avec comme tâche première de désigner une commission de contrôle et, éventuellement, une « force de paix internationale » de nature à éviter les coups d'Etat de l'une ou l'autre faction et à assurer les transitions pacifiques.

Il est difficile d'imaginer qu'une telle évolution puisse s'esquisser sans l'accord de M. Son Sann et des Khmers rouges. La paix ne peut être rétablie sans eux. Leur objectif avoné étant le

retrait des Vietnamiens, il leur serait difficile de s'opposer à une formule qui, précisément, assure ce retrait rapidement et dans les meilleures conditions. Bloquer le progrès amorcé serait prendre une très lourde responsabilité. Et il en est de même pour Pékin et Bangkok. C'est sans doute parce qu'il a été assuré d'un soutien à ses efforts que le prince a accepté de continuer à assumer la présence de la coalition.

En un mot, les perspectives de paix sont relativement encourageantes. Mais le salut et l'indépendance du Cambodge résident dans un statut de neutralité réelle dont le prince Sihanouk, par son passé et sa personne, est probablement la meilleure garantie. Mieux que quiconque sans doute, il est capable de le négocier.

L'Association des nations de l'Asie du sud-est groupe le Malaisie, l'Indonésie, Singa-pour, la Thatlande, Brunei et les Philippines.

(2) La lettre du prince Sihanouk à M. Son Sam, le 26 janvier 1988, prouve que la tension entre les deux personnalités reste vive.

(3) Le FUNCIPEC affirme qu'il dispose de 17 000 hommes – dont 9 200 à l'intérieur – et que son concurrent, le FNLPK, ne compterait plus, selon la même source, que 3 000 combattants rait plus, seion sa 3000 combattants.

(4) Déclaration du prince Sihanouk au 19 décembre 1987.

(5) Ibid, 22 janvier 1988. (6) Financial Times, 17 décembre 1987.

Edité par la SARL le Mond Gérant : André FONTAINE istrateur général : Bernard WOUIS Imprimerie du « Monde » 7, rue des Italiens 75009 PARIS

nmission paritaire des journaux et publications : nº 57 438 ISSN : 0026 - 9395,

A la disposition des diffuseurs de presse pour modifications de service, demandes de réassort ou autre, utiliser notre numéro de téléphone vert : (16) 1 05-36-11-11.

TENT OF S 12.47 生食された 人 .2-7.5. 4 Affatt ann bereit a feet 200 in in dinseres 🗯 ALC: NO. OF PARTY 12 Suits en la tunin se el 😅 THE REPORT OF THE PARTY. ં PR BROOM helt milesen The management Sim me commit HATT BET AND AND THE RESIDENCE MA WE SHE The same

Commence of Conties,

--i.L

" "INCE

Sal LE AND MAN

THE RESIDENCE

CO STABLE ON BANK

A SECTION AND AND ADDRESS OF THE PARTY OF TH

A. S. Denoral

RHETO

Me neutrali

calendrier précis.

Resterait à régler le probleme des contrôle des quaire les comme Phnom-penh à recomme faire les estrait pas en membre des l'effectif combattant (estimate le question la plus son en maintenant, et qui son pas en maintenant, et qui son le prose dès maintenant, et qui son le prose des maintenant, et qui son le problement de le problement pose des maintenant, et qui suit problème numéro un de l'autour st de savoir commen état de seu d'une par état d'une par double écueil : d'une part de la double : d'une part d'une part de la double : d'une part Khmers rouges réussissen de la chancuik annelle un de la Khmers rouges reussissen et en prince Sihanouk appelle un on en force contre le peuple khmer (i), s'emparent de la capitale pour leur por le rétablir par la terreur leur por le leur por le pays : d'autre part angle : tout le pays : d'autre part que la le tout le pays : causse par, que la le sies tentent de se retrancher date zones déterminées, fassant rapide de Cambodge un nouveau Libar de de Cambodge de quatre armée à de Cambouge un nouveau titat (e mest passer de quatre amés i le armée nationale unique, conding le la récognition le mordiale de la réconciliation a Pindépendance ? Comment évie k

Sechant désormais que le me vietnamien aura lieu en 1990 h Kamers rouges se préparent dés la - consecoffensive generale , qui the ke credo maciste, doit assure is to toire finale. Its en out les moves que préserver pratiquement un la dete et leur organisation le par Sibanouk n'ignore pas que din l sacherche d'une solution, le prima propos des kinners rouges: - # to mienz les avoir avec nous que mon Actes (5). > Man quelles illusion pa B encore nourter a leur endroit !

Le « pluralisme pultique », idele prince et de M. Son Sana, mame accepté par M. Hun Sen se se sédaire les Khimers rouges Dan is Mections vraiment libres, quelle incoca leur parti auran-il en de leur les foules, en dehors de ge miliers de fanatiques à qu'i cocide » na rien appris ° S Ameeratie, g'entels pas d'autre in maquis permanent . ?

Le retour des Khmers rouges as pawife est redouté par la quasi-toulisée le population Limere, mais ausi pr Etats-Unus et l'Europe, par l'inte adicia et la Malaisie, par l'Aussale sine compter le Vietnam, l'Inde PUnion seviétique. Mais seile le e et. dans une moindre menn k Essilande ent les moyens dele

Lances reuges

remait des Vietnamiens, il leur mas difficile de s'opposer a une formit précisément, assure ce retrat de tent et dans les meilleurs com tions. Bioquer le pregres amore seil dre une très leurde responsibilit Et il es est de même pour Pélas Bengkon. C'est sans doute para qu'il la prince a accepté de continuer à anmer la présence de la continue.

- La un mot, les perspectives de più Man le salu: e: l'indépendance Cambodge résident dam un statut de manuralité réelle dont le prince Sisprobablement in menteure games. manhie de le négocier.

(5) L'Amoristiere des nations de l'Astà ma-est groupe la Malante, l'Indonées, Sap mar, la Thatlande, Brunes et les Philippes 14 Ce In leating the prince of the Philippine

La lettre du prince Silhanok i M So

Thom, in 26 parvier 1933, prince que la tenta

Thom les dons personnalises reste vie. THE FUNCIPEC Affirms out form the same concurrent, is FNLPK at come. (4) Discharation do prince Sibanes s ng. 19 dicembre 1987. (5) Bud 22 marrier 1998. (6) Planarial Times, 17 décembre 1911.

Edical par la SARL le Monde Gerant And FONTAPIE du Mende 7, rue des l'alient 75009 PARIS

non paritaire des journess misses : 2 57 438

stoom des de Cuseum de produ Afternions de service dermis est autre, militar mire mate mater : (16) 1 05.36411.

RHÉTORIQUE ANTI-OCCIDENTALE ET RÉALITÉS ÉCONOMIQUES

L'interminable dépendance de l'Iran

U conflit opposant l'Iran aux Etats-Unis et à certains de leurs alliés, les médias iraniens et internationaux ne donnent qu'une image simplifiée. En insistant sur la rhétorique antioccidentale des dirigeants de la révolution islamique ou sur les scandales des livraisons d'armes, ils oublient le plus souvent de rappeler que l'Iran reste dépendant des économies de l'Ouest pour une grande part de ses importations. Il ne pouvait guère en être autrement, puisque, neuf ans après la chute du régime des Pahlavi, le gouvernement de l'imam Khomeiny n'a fait aucune tentative pour changer la structure économique du pays.

Par AHMAD FAROUGHY

En se fondant sur les déclarations des responsables iraniens, la production agricole nationale serait en chute libre. « Cette année (1) 2,25 milliards de rials ont été mis de côté pour les importations de produits de première nécessité, déclare M. Qassemi, gouverneur de la Banque centrale, tandis que la totalité de nos revenus pétroliers pour 1986-1987 n'a été que de 6 mil-liards de rials. Cela signifie que plus d'un tiers des ressources en devises du pays sont consacrées aux importations de denrées de base, alors que celles-ci auraient du provenir du secteur agri-

Si un tel constat d'échec est fréquent parmi les autorités, notamment au sujet d'un secteur qui emploie encore près de 70 % de la population active, ce que le régime de l'imam Khomeiny évite de rendre public, c'est que la quasi-totalité des denrées agricoles importées proviennent des pays occi-dentaux. A cet égard, il est intéressant de comparer les chiffres de 1977 - soit deux ans avant la chute du régime du chah - avec ceux publiés depuis l'instauration de la République islamique (voir le tableau I).

D'autres branches vitales de l'économie nationale connaissent une dépendance encore plus importante à l'égard des importations. Selon les rares statistiques officielles, les industries - dont la plupart ne sont que des ateliers de montage d'éléments l'abriqués à l'étranger - ne pourraient fonctionner sans

Calendrier des lêtes nationales 4 HONGRIE 4 SENEGAL 16 DANEMARK Fête de l'indépen 17 SYRIE 18 ZIMBABWE 19 SIERRA-LEONE 25 PORTUGAL 26 TANZANIE 27 AFGHANISTAN 27 TOGO

RUBRIQUE IMMOBILIER Maisons campagne, fermettes, belles demeures

29 JAPON 30 PAYS-BAS

A. V. en SAINTONGE BOISÉE Liste sur demande : OFFICE FONCIER DE SAINTONGE 17270 MONTGUYON

les matières premières, également importées, et dont les principaux fournisseurs sont, une fois encore, les pays occidentaux. Mais c'est surtout dans le secteur des produits manufacturés que l'Iran est le plus dépendant de l'Occi-

Selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le niveau des exportations occidentales vers la République islamique au cours du premier semestre de 1987 reste considérable (voir

Ces quelques données illustreut la crise économique et politique à laquelle est confronté le régime de l'imam Khomeiny : la plupart des produits consommés étant importés des pays occidentaux, le gouvernement iranien est obligé de les subventionner à perte afin d'éviter que la hausse des prix pratiqués sur le marché mondial ne soit répercutée à l'intérieur. Les raisons politiques sont évidentes : le pays se trouve engagé depuis plus de sept ans dans une guerre meurtrière contre l'Irak, et certains responsables craignent que les problèmes économiques ne déclenchent une vague de mécontentement. « Le coût élevé de la vie pourrait dissuader de l'effort de guerre les familles des déshérités dont sont issus nos combattants », déclare l'hodjatoleslam Hachemi Rafsandiani. l'homme fort du régime, président du Parlement, en ajoutant « qu'il n'est pas opportun de demander au peuple de consentir de plus grands sacrifices économiques (3) > .

Qu'implique un tel aveu ? Comment le régime peut-il prétendre faire échec à l'« impérialisme de l'Ouest » alors que, de l'alimentation à l'armement, il est totalement dépendant des puissances qu'il déclare combattre ?

Par les dépenses militaires qu'elle engendre, la poursuite de la guerre est également une dynamique de l'intégration économique de l'Iran dans le marché occidental. Si le budget militaire est officiellement, pour l'année iranienne 1366 (mars 1987 - mars 1988), de 9 milliards de dollars - soit environ 20 % du total des dépenses budgétaires prévues, - une grande partie de cette somme est officieusement consacrée aux achats d'armes. Malgré le secret qui entoure les négociations régulièrement menées par les émis-saires iraniens dans les différentes capitales occidentales, des informations de sources diverses out mis l'accent sur le volume et la diversité des armes recherchées par le régime.

En 1986, les révélations de ventes secrètes d'armes américaines à l'Iran ont été à l'origine du scandale de l'« lrangate », dans lequel était directement impliquée l'administration Reagan. En Suède, la presse a révélé que des firmes telles que Bofors et Nobel encouraient des poursuites judiciaires pour avoir illégalement vendu de l'armement et des munitions à l'Iran, non seulement sous le gouvernement social-démocrate d'Olof Palme, mais aussi sous les précédents gouvernements conservateurs (4). En Grande-Bretagne, à la suite de la décision prise en septembre 1987 par le gouvernement de Mme Margaret Thatcher de fermer à Londres le bureau iranien d'achats d'armes, qui employait trente militaires iraniens, la presse révélait qu'environ 70 % des achats d'armes de la République islamique à l'étranger étaient effectués à partir de la capitale britannique. Ces acquisitions se montaient, depuis le début de la guerre contre l'Irak, à 5 milliards de livres, soit environ 10 milliards de dollars (5). Au fil des mois, de Rome à Paris, où l'« affaire Luchaire » n'est que la dernière en date, d'autres capitales européennes ont été mises en cause par des révélations analogues.

Cette dépendance à l'égard de l'Occident a, bien entendu, des conséquences politiques. A l'intérieur, l'Etat est obligé de composer avec son principal concurrent, la puissante classe marchande du bazar, et avec les nombreux entrepreneurs du secteur privé, à la fois importateurs et distributeurs. Cette alliance présente cependant des risques : potentiellement dangereuse pour la stabilité du régime, en cas de dispa-rition soudaine de l'imam, elle ne manquera pas de peser lourdement sur la politique de son successeur.

Nul n'oublie au sein du gouvernement que la révolution islamique a été entièrement financée par le bazar et certains entrepreneurs. Ils espéraient, en effet, que l'avènement d'un gouvernement islamique changerait une structure économique qui les avait appauvris au profit des nombreux affairistes de la cour, principaux intermédiaires entre l'Etat et les entreprises occidentales. Or la guerre contre l'Irak, qui mobilise les travailleurs et draine les ressources, la paupérisation qui frappe

PRODUITS ALIMENTAIRES

dont : céréales et préparations à base

MATIÈRES PREMIÈRES

de céréales

ET PRODUITS BRUTS

dont : produits chimiques et connexes ... RIENS MANUFACTURÉS

dont : machines et matériel de transport . .

ce : Commerca exsérieur par produits 1985, OCDE, Paris. 1987.

les centres urbains. l'effondrement des cours du pétrole et, enfin, la hausse des prix sur le marché mondial ont augmenté l'inflation et fait chuter le rial. Un seul exemple illustre la crise financière iranienne : en 1979, année de la révolution, le dollar américain valait 75 rials; aujourd'hui, sur le marché parallèle, il s'échange à 1 200 rials, soit une perte de valeur du rial de 1 500 % en moins de neuf ans.

Un tel échec économique était-il prévisible? Les révolutionnaires islamiques sont arrivés au pouvoir avec pour objectif de changer la structure politique des institutions en évitant toute transformation économique de la société. Durant les années qui précédèrent la révolution, plusieurs religieux avaient cependant tenté d'élaborer une théorie économique « islamique » dans le but de démontrer que, tels le capitalisme et le marxisme, l'islam avait aussi sa propre philosophie économique. Deux religieux avaient particulière-ment étudié ce sujet, l'ayatollab Mahmoud Taleghani - décédé durant les

premiers mois de la République islamique à la suite des tortures subies dans les prisons du chah - et l'ayatollah Mohammad Bagher Sadr, exécuté en 1980 en Irak, où il résidait, par le régime du président Saddam Hussein, qui l'accusait de comploter contre l'Etat afin d'instaurer une république islamique dans ce pays (6).

Quelles que soient les réserves que l'on puisse formuler à l'égard de ces études, elles ont le mérite de poser le problème des lois islamiques et de leur interprétation par l'appareil clérical, notamment dans le contexte du droit à l'entreprise et à la propriété privées. Mais la disparition de leurs anteurs, avant la consolidation de la République islamique, a permis au régime de l'imam Khomeiny d'éviter un débat sur la politique et l'orientation économiques de l'Iran qui aurait risqué de provoquer de sérieuses critiques en ce qui concerne l'intégration du pays au marché occidental et des conséquences politiques qui en découlent.

Craintes soviétiques

'ACTUELLE structure économi-J que de la République islamique conditionne également ses alliances étrangères, notamment les rapports conflictuels qu'elle entretient avec l'URSS (7). Selon certains officiels soviétiques, Moscou craindrait que Téhéran ne cherche à provoquer une révolution islamique dans les républiques soviétiques d'Asie centrale, dont bon nombre sont de culture iranienne. Lorsque la guerre avec l'Irak aura pris fin, déclare M. Igor Belaev, l'un des responsables politiques de l'hebdomadaire soviétique Literatournaia Gazeta, Téhéran concentrera ses essorts au nord, c'est-à-dire sur les républiques musulmanes d'Union soviétique, tant sous l'influence de l'Idéologie de l'imam Khomeiny – même s'il devait disparaître entretemps – que sous celle des Américains, qui reviendront sans doute en

2 570,316

274,350

1 404,040

2 563,613

858,421

1 532,773

272,697

623,670

3 037,719

force en Iran (8). » Une telle crainte. avivée par le soutien financier et militaire que le régime de l'imam Khomeiny apporte aux groupes islamiques de la résistance afghane, expliquerait pourquoi l'URSS fournit et entretient 80 % des armes utilisées par le pouvoir bassiste irakien dans la guerre contre

Infécdée économiquement aux puissances industrialisées, combattant l'idéologie communiste à l'intérieur et les avances soviétiques à ses frontières, la République islamique en guerre contre l'Irak représente - en dépit des apparences et de la rhétorique officielle - l'un des plus sûrs alliés de l'Occident aux portes de l'Asie et au sein du monde musulman.

(1) L'année iranienne commence le (2) Ettelast (quotidien de Téhéran),

(3) Ettelast, 23 juillet 1987. (4) Selon le New York Timer du 1= mars 1987, l'ancien premier ministre Olof Palme aurait été assassiné pour avoir voulu faire ces-ser les livraisons militaires suédoises à la République islamique.

(5) Le Monde, 25 septembre 1987.

(6) Mahmoud Talegheni, Eslam ve Male-kiyyat, Entocharat Press, Töböran, 1965. Mohammad Bagher Sadr, Eghtesad e Ma, Borhan Press, Töböran, 1978. Voir la traduction de certains textes de Sadr dans les Cahlers de l'Orient, Paris, nº 8-9.

(7) Ahmad Faroughy, « Comment la diplomatie iranienne entend epdiguer l'insuence soviétique», le Monde diplomati-que, septembre 1987.

(8) Déclaration à l'AFP, 7 décembre 1987.

*PRINCIPAUX FOURNISSEURS (en millions de dollars, moyennes mensuelles au premier semestre 1987): RFA: 128,75; Japon: 90,35; Turquie: 35,83; Italie: 35,40; Royaume-Uni: 35,35; Pays-Bas: 21,41; Suisse: 15,85; Australie: 15,71; France: 14,20; Belgique-Luxembourg: 13,36; Espagne: 8,97; Autriche: 8,31; Suède: 7,04. (Source: Statistiques mensuelles du commerce extérieur; OCDE, novembre 1987.) Tableau II. - PART DES EXPORTATIONS DE L'OCDE DANS LES IMPORTATIONS

Tableau I. - LES ACHATS A L'OCCIDENT *

(Pays membres de l'OCDE, en millions de dollars)

1 569,511

775,166

(-	Millions de dollars, moj	yennes mensuelles)	
ANNÉES	IMPORTATIONS TOTALES	EXPORTATION vers I'In	IS DE L'OCDE
		En valenr	Ea %
1984 1985	1 550 1 180	804 620	51 55
1986	1 037	518	49
1987 (1" semestre)		455	

Sources: OCDE, statistiques mensuelles du commerce extérieur, juin-nov. 1987 ; Ressalai notidien de Téhéran) du 26 août 1987.

ABONNEZ-VOUS A **LE NOUVEL HEBDO DU JEUDI DIRIGE PAR** BERNARD LANGLOIS

Abonnez-vous pour 3 mois, 6 mois ou 1 an et payez Politis nettement moins cher

Adressez vos abonnements à Politis-Abonnements, BP 90, 75961 Paris Cedex 20 Tél.: 46.36.24.24

☐ Oui, je désire profiter d'un abonnement à prix réduit à Politis et je choisis un abonnement de : ☐ 3 mois, 12 n ^{os} , 200 F {au lieu de 240 F} ☐ 6 mois, 26 n ^{os} , 400 F (au lieu de 520 F) ☐ 1 an, 52 n ^{os} , 740 F {au lieu de 1 040 F} Etranger-CEE nous consulter
NOM
CODE POSTAL
PAYS
Je joins un chèque

de F

à l'ordre de la SFNH.



LES CONTRECOUPS DE LA RÉVOLTE PALESTINIENNE

Traumatismes dans la communauté juive américaine

E nombre de Palestiniens tués en Cisjordanie et Gaza a dépassé la centaine, et l'insurrection se poursuit dans les territoires occupés par Israël. L'impasse politique demeure totale après le refus de M. Shamir d'accepter le plan de paix proposé par le secrétaire d'Etat américain, M. Shultz. Toutefois, au cours de son récent voyage aux Etats-Unis, le premier ministre israélien a pris la mesure des traumatismes provoqués dans la communauté juive américaine par la «révolution des pierres».

Une évolution des esprits est en cours chez de nombreux juifs américains qui considèrent de moins en moins Israël comme « un Etat moralement sans tache ».

L'avocat new-yorkais Morris Abram est un homme très occupé. Dirigeant du Conseil pour les juifs d'URSS, il anime la campagne des juifs américains en faveur de l'émigration de leurs coreligionnaires soviétiques. En tant que président du Conseil des présidents des principales organisations juives, il joue le rôle de porte-parole de l'ensemble, très fractionné, de la communauté israélite organisée.

A la veille de la visite de M. Gorbatchev à Washington, en décembre 1987, il a conduit une manifestation de deux cent mille personnes devant le Capitole. Pourtant, la protestation avait un caractère un peu rituel car aujourd'hui les élites américaines sont déterminées à négocier avec Moscon.

M. Abiam a dû renoncer subrepticement à sa propre insistance à faire de l'émigration des juis soviétiques une condition aux négociations sur le contrôle des armements; il a dû aussi freiner les ardeurs de ses associés qui réclamaient un boycottage des compagnies américaines faisant des affaires avec l'URSS. Cependant, ces embarras de M. Abram paraissent mineurs si on les compare aux problèmes qui lui sont posés depuis que les Arabes de Gaza, de la Cisjordanie et même d'Israël ont entamé leur mouvement de protestation et de résistance.

La première réaction de M. Abram fut sans équivoque : l'OLP, les « terroristes », sont responsables. La peur du « terrorisme », largement distillée depuis une dizaine d'années, en particulier par le lobby pro-israélien, s'est substituée à celle du communisme dans la démonologie américaine. Mais cet épouvantail n'a pas en cette fois l'effet escompté. Les médias, le département

 Professeur à Georgetown University Law Center, Washington.

- Par NORMAN BIRNBAUM * d'Etat et même l'armée et le gouverne-ment de Jérusalem ont soutenu le contraire : le soulèvement est totalement indigène. Le dernier à tenir TOLP on les « terroristes » pour coupables fut le président Reagan, prompte-ment corrigé par ses propres conseil-

M. Abram opéra alors une peu élégante retraite. Il dénonça la « distorsion » des faits et le « parti pris » des médias qui permettaient à des dizaines de millions d'Américains de reconnaître instantanément l'agent du Shin Beth, vêtu d'une veste bleue, qui se spécialisait dans la bastonnade des prisonniers palestiniens. Bien que n'étant pas retourné à Gaza depuis 1970, M. Abram affirma que les conditions économiques et sociales y étaient « meilleures qu'en Egypte ». Dans un plaidoyer insolite, il proclama qu'Israël, selon les conventions de Genève, a le droit d'exécuter les émentiers : dans ces conditions les bastonnades, les expulsions et les arrestations doivent être considérées comme un traitement humain.

M. Abram se rendit aussi au département d'Etat pour protester contre

l'abstention de Washington au Conseil de sécurité des Nations unies, au mois de décembre 1987. Il rejeta également comme « impropre » la suggestion du secrétaire d'Etat adjoint, M. White-bead, aux dirigeants juifs de faire pres-sion sur les officiels israéliens afin qu'ils imaginent des solutions négociées à l'insurrection. Enfin M. Abram trouva aussi le temps de prêner des pressions supplémentaires sur l'URSS visant à accroître l'émigration juive, tout en évitant de commenter l'affirmation de l'administration républicaine qu'Israël, en bloquant la réunification de dix mille familles arabes dans les territoires occupés, violait les droits de

M. Abram ne manqua évidemment pas de proclamer que les juifs de la Diaspora ne pouvaient se substituer aux Israéliens pour définir les condi-tions de la sécurité de leur Etat. Cet argument, aussi usé qu'hypocrite, lui valut une réplique ironique de M. Howard Siegman, du Congrès juif américain : ai les présidents des organisations juives avaient vécu dans l'Israël de l'Ancien Testament, ils auraient critiqué avec indignation les prophètes pour leur manque de solidarité natio-

En visite en Israël durant la première semaine de mars, M. Abram a finalement reconnu que « le statu quo n'est pas acceptable Indéfiniment par les juifs américains... L'occupation est la cause des désordres ».

Malgré cette dernière volte-face, il est peu probable que M. Abram et ses collègues suivent désormais une ligne cohérente et critique. Ces embarras et ces retourgements n'en traduisent pas moins l'état de démoralisation des responsables de la communauté juive américaine. L'Impasse politique en Israël, l'érosion évidente du soutien à Jérusalem dans l'opinion publique, la consternation et les protestations des juifs, ont submergé les dirigeants du judatsme américain.

Un renversement du doéme sioniste

l'ensemble des six millions de juifs américains (environ 2,5% de la population). Seulement la moitié de cette communauté, plus prospère et mieux éduquée que la moyenne (15% des professeurs d'université sont juifs), appartient à des congrégations religicuses. Les Lumières en général, le réformisme social en particulier (appelé libéralisme aux États-Unis), ont été rejetés par les intellectuels juifs néoconservateurs regroupés autour de la revue Commentary et de

ES dirigeants ne représentent pas M. Reagan, au profit d'un néodarwime social vulgaire. Pourtant, un majorité de la communauté, y compris parmi ceux qui vont à la synagogne et sans oublier un nombre non négligeable de rabbins et de théologiens, demeure obstinément libérale, 70% des électeurs juifs out choisi M. Mondale contre M. Reagan à l'élection présidentielle de 1984, alors que 60 % des Blancs protestants votalent pour le candidat républicain.

Israël joue un rôle majeur dans le psychisme des juifs américains. Une majorité d'entre eux acceptent ce renversement paradoxal du dogme sio-niste : su lieu qu'Israël garantisse la sécurité de la Diaspora, c'est la Diaspora qui assure la survie d'Israël. Car pour eux, la Terre promise, ce sont les Etats-Unis. Le très faible courant d'émigration vers la Terre sainte est sans commune mesure avec les centaines de milliers d'Israéliens qui vivent dans le Nouveau Monde.

Quand le citoyen américain Jonathan Pollard fut condamné à la prison à vie en mars 1987 pour espici faveur d'Israël, les juifs des Etats-Unis furent durement affectés. De nombreux dirigeants espéraient que la cause des refuzniks soviétiques permettrait d'unir leurs coreligionnaires menacés par l'assimilation. C'était déjà reconnaître qu'Israël ne pouvait jouer un tel rôle, voire suscitait des sentiments ambivalents. L'invasion du Liban en 1982 avait déjà provoqué de profondes divisions : le général Sharon est un héros pour une importante minorité; pour les autres, il est une personnalité répugnante.

L'insurrection arabe a réveillé le traumatisme du débat sur le Liban et rallumé des controverses encore plus passionnées. Mais le traumatisme original remonte bien plus loin, à la guerre de juin 1967, quand les juifs américains découvrirent avec étonnement que nombre de leurs compatriotes ne considéraient plus Israel comme un Etat moralement sans tache. Bien sûr. les néoconservateurs et les adeptes de la «solidarité tribale» récusent cette mise en cause morale, tout en exigeant le respect des droits de l'homme pour les juifs soviétiques.

La presse communantaire est pleine de lettres de lecteurs expliquant qu'ils ne lisent plus le Washington Post, le Los Angeles Times et qu'ils ne regar-dent plus les principales chaînes de télévision. Un récent sondage indique qu'au moins une moitié des juifs con dèrent les médias comme antiisraéliens; ce pourcentage n'est plus que de 25 % pour les non-juis. Des délégations de dirigeants israélites ont protesté auprès des principales chaînes de télévision, en particulier contre le parallèle tracé entre Israël et l'Afrique du Sud.

Dans la communauté, on note deux réactions contestatrices. L'une provient de cercles qui ne sont pas nécessairement intégrés à des organisations, en particulier l'intelligentsia - ou au moins une fraction influente de celle-ci. Dans un éditorial énergique (1) du journal Tikkun, fondé en 1986 pour contrer Commentary, son directeur, M. Michael Lerner, a lancé un appel contre l'actuelle politique israélieune et a suggéré l'arrêt de l'aide américaine si Jérusalem persistait dans son attitude. Une autre protestation est venue de rabbins qui, comme le respecté Alexander Schindler, ont soutenu qu'Israël risquait de perdre son âme.

Le judaïsme américain est aujourd'hui assiégé de toute part : des intransigeants du Likoud aux dissidents de La paix maintenant, une foule de protagonistes israéliens sont venus aux Etats-Unis pour conquérir l'opiAffair Committee) qui lui suggéra d'abord de renoncer à sa démarche, puis d'éviter de critiquer M. Shamir. Il refusa, et la publication de la lettre doit être considérée comme une très sévère défaite du lobby. Celui-ci a toutefois opéré un certain rétablissement en bloquant une initiative similaire à la Chambre des représentants.

L'utilité d'Israël pour la politique étrangère des Etats-Unis explique en partie l'étonnant succès du lobby proisraélien (4). Si, comme il est proba-ble, l'ensemble de cette stratégie est réévaluée, les relations avec Jérusalem en seront affectées. Cette modification dépendra en partie de la très active et influente communauté israélite, mais aussi de la prochaine élection présidentielle. Le candidat démocrate Michael



Manufestation en faveur des juies soviétiques à Washington, le 6 décembre 1967 Main le sort des «refespiles» ne sulfit plus à souder le con

nion. Les diplomates israéliens se dépensent sans compter, mais, comme le gouvernement qu'ils représentent est divisé, leur performance est peu convaincante. Les affirmations trop souvent rabachées que les difficultés se réduiraient à une crise des « relations publiques » n'apaisent plus personne.

Les juifs ont été choqués par les sondages indiquant qu'une majorité de l'opinion publique considérait qu'Israel était moralement dans son tort. Les dirigeants catholiques et protestants ont fait savoir à leurs homologues juifs que la communauté se devait d'être plus critique à l'égard de Jérusalem.

M. Shamir a toutefois reçu un prestigieux soutien en la personne de M. Henry Kissinger, qui a suggéré qu'Israël expuise les journalistes des territoires occupés et emploie le maximum de force (2).

Bien plus décisive est la lettre (3) envoyée à M. George Shultz par trente sénateurs (signée par certains juifs influents comme M. Rudy Boschwitz du Minnesota, M. Howard Metzen-baum de l'Ohio, M. Warren Rudman du New-Hampshire et par des parti-sans comus d'Israël comme M. Cranston de Californie ou M. Moynihan de New-York). La missive, qui critique sévèrement M. Shamir pour son refus d'échanger la paix contre les territoires, représente un pas considérable, une ingérence dans le débat intérieur à Jérusalem que le lobby pro-israélien cherche à éviter.

Comme les mêmes élus avaient, le 17 décembre, voté, malgré la réduction des dépenses budgétaires, une aide plus substantielle à Israël, il est difficile d'évaluer la signification exacte de cette démarche. La lettre fut conque par le sénateur juif et libéral du Michigan, M. Carl Levin, qui s'est rendu celèbre par un rapport qui dénisit l'existence d'une supériorité conven-tionnelle soviétique en Europe. Il discuta de son contenu avec le lobby proisraélien (l'American Israel Public

Dukakis, gouverneur du Massachusetts, dispose des plus forts appuis dans la communauté. Par contre, le viceprésident George Bush est vu avec suspicion et le sénateur Jesse Jackson avec hostilité - il est le seul prétendant à la Maison Blanche à se prononcer pour des négociations entre Israel et les Arabes et à insister sur le droit des Palestiniens à une patrie.

La crise récente a approfondi le désarroi mais aussi accéléré les changements parmi les citoyens juifs aux Etats-Unis. Avec un tel ébranlement à la base, les dirigeants, même les plus obtus, ne pourront rester passifs. Le conflit entre le soutien inconditionnel à Israel et l'attachement aux traditions américaines de défense des droits de l'homme et d'appui au principe de l'autodétermination est maintenant ouvert. Il ne peut plus être ignoré. Une nouvelle phase des relations triangulaires entre Israel, les juifs américains et la politique américaine a commencé.

(1) Tikkun, mars 1988. (2) International Herald Tribune, 8 mars

(3) New York Times, 6 mars 1988. (4) Voir Edward Tivnan, The Lobby: Jewish Political Power and American Foreign Policy, Simon and Schuster, New-York, 1987.



Abonnement 120 F Renseignements 9/11 av. Franklin Roosevelt 75008 Paris Tél. 43.59.32.38

Des.

MORALISATION, COM Ventamien des complais à Far-Lais a firm rette SIN IN PARTIC SERVICE The traditional in SECTION TRUE | EINITED

(4) Sept. 14 (1) 150/200 fre the party of Marin Charles. The second papers. mmm famil der u felbiefe de aditiatta unith liszge 申 網 AZ SERVE DE LE LETTE EL PERSONAL 📥 aft Rate bier bie bie er er meine SE Viscon per per services Marson To Makeste

frice et bon

Entertain and the commence of the

正式になって イン・ア かかけ

all the second of the second

The transport of the same of the Same

Ban isti 🛶 🦠 (L. 🕦 🖦

Maria Value V Ind

Company of the property

Committee of the second second

Contract the America Carrier of the same of the same

are with the tracks about \$6

The Martin Charles Plans

12 mar 25 17 4 1 4 1

The fact of Figure 1988

The second second

100 at New 2 18. 88

The new property of the Charles of Security

The sequence is true THE REAL PROPERTY. The second of the last Part of Cartages, and The season of the second STATE STATE The state of the Control A STANSON POR The second second The state of the s The second secon · Des legacione de mande The late of the said A. S. C. S. The way to be a series of the Town but The second second CO CATALON OF THE PARTY OF THE of all the beat The second second second

DE FRAICHE

Para Pil



américai

Affair Committee) qui bi d'abord de renoncer à si puis d'éviter de critiquer M de refasa, et la publication de la latte considérée comme une la la défaite du lobby. Celuici à la quant une initiative similaire.

L'utilité d'Israèl Donné de la latte de latte de latte de la latte de l

dépendra en partie de la trè les influence communauté israélle,

aussi de la promaine election più fielle. Le candidat démocrate in

aussi de la prochaine élecu

LA COURSE A LA PRÉSIDENCE AUX ÉTATS-UNIS

Des partis prisonniers de leur image

ÉMORALISATION, crise financière, aggravation de la Chambre des représentant

L'utilité d'Israèl pour la présentangère des États-Unis chipse des États-Unis chipse straffien (4). Si, comme il chipse ble, l'ennemble de cette miles prévaluée, les relations aver les est seront affectées. Cette modifie dépendra en partie de la très ser pauvreté, extension des emplois temporaires...: l'élection présidentielle aux Etats-Unis a lieu cette année dans des circonstances fort complexes. Les Partis démocrate et républicain sentent bien la nécessité de proposer au pays une nouvelle politique et des changements radicaux. Mais ils ne peuvent, pendant les primaires, modifier leur discours traditionnel sous peine de désorienter leurs électeurs et d'encourager l'abstention.

Par STANLEY ARONOWITZ •

Après les élections primaires du mardi 8 mars aux Etats-Unis la situation des candidats à l'investiture des deux grands partis s'était quelque peu éclaircie. Du côté républicain surtout, avec la victoire du vice-président George Bush qui, en écrasant son principal rival, M. Robert Dole, allait le conduire à se retirer de la course à la résidence trois semaines plus tard. M. Pat Robertson, le célèbre télévangéliste, avait certes récolté 13 % des voix mais n'obtenait que neuf délégués. Il serait cependant erroné de penser qu'il n'a plus d'influence sur le parti. Lui et les autres fondamentalistes détiennent la clé de la « stratégie sudiste » des Républicains qui leur a permis, au cours des vingt dernières années, de gagner toutes les élections présidenlles sauf en 1976. Cette année-là, M. James Carter l'emporta. Ce chrétien conservateur, fondamentaliste et sudiste; démontra par sa victoire l'importance qu'a, pour les deux partis, un électorat de plus en plus nombreux à la fois chrétien, militant et conserva-

Comme à l'ordinaire, la course à l'investiture démocrate est plus complexe, même si l'élection du 8 mars a simplifié les choses. Comme prévu, le gouverneur du Massachusetts, M. Michael Dukakis, l'a emporté, mais de peu, sur ses deux concurrents, qui recherchaient l'appui des délégués du Sud, le révérend Jesse Jackson et M. Albert Gore, sénateur du Tennessee, qui se veut le plus conservateur de tous. M. Richard Gephardt, représentant du Missouri, est arrivé loin der-rière et, après la primaire du Michigan, e annoncé son retrait de la compétition. Il avait beaucoup souffert de la montée de M. Gore, qui, comme lui, a exploité les ressentiments traditionnels du Sud contre les politiciens du Nord et les grandes sociétés. A gauche, M. Jackson a mieux usé que M. Gephardt de ses positions hostiles à l'establishment. Sa triomphale victoire ultérieure dans le Michigan place le parti démocrate dans l'embarras et annonce, certes, une intie plus serrée que prévue entre le pasteur noir et M. Dukakis; mais rien encore ne permet de dire qu'il a de fortes chances face au gouvernement du Massachusetts ou à des candidats potentiels comme M. Mario Cuomo, gouverneur de New-York, ou M. Edward Kennedy, qui pourrait bien attendre dans l'ombre. Car si M. Dukakis a mené une campagne très efficace et sait récoher des fonds, sa personnalité ne s'impose pas.

Les débats visant à la sélection des candidats des deux partis n'ont rien apporté de neuf, aul ne pouvant ou ne voulant défendre des idées qui modifieraient leurs idéologies traditionnelles. Chez les républicains, c'est à qui sera le plus conservateur, réduira le plus rapidement le budget fédéral et l'énorme endettement qui a tant affaibli l'économie, sera le plus dur à l'égard des Russes. Seul M. Robertson a promis des changements radicaux : il s'oppose au traité sur les missiles de portée intermédiaire en Europe et veut faire des Etats-Unis un système théocratique chrétien. Des idées peu prises au sérieux, mais M. Robertson labor partout un réci avertissement aux répu-blicains.

Ses succès montrent que de très nombreux fondamentalistes - des millions peut-être - sont favorables à un pouvoir de droite refusant tout comomis, ce qui crée des difficultés à M. Bush. Car M. Bush, même s'il veut apparaître comme l'héritier de M. Reagan, est un «modernisateur». Il se situe au centre de son parti, c'est-à-dire certes à droite, mais sa position peut être qualifiée de «réaliste conservatrice». Il se démarque de l'anticommunisme agressif et du profond conserva-tisme social des républicains du sud et de l'ouest. Il n'a pas publiquement critiqué les récentes mésaventures de l'administration, mais il a, en privé, dit son désaccord avec nombre de mesures. Il a très vite approuvé le traité signé avec Moscou, alors que M. Dole avait hésité à le faire, non qu'il le condamnăt, mais il recherchait l'appui de la droite. Plus même que M. Bush, M. Dole incarnait le «réalisme conservateur», repoussant les propositions ridicules de M. Jack Même si l'étoile de M. Kemp a pâli, la droite a encore une influence prépondérante sur la définition du prop du parti. M. Bush doit donc à la fois s'identifier à cette bese et s'en différencier suffisamment pour, le jour des élections, avoir le soutien d'indépendants modérés, pour qui il est exclu de

L'élection intervient dans des cir-

constances fort complexes. D'un côté, la crise économique de la décennie pus sée a faiblement touché les Etats-Unis, du moins si on les compare avec l'Europe occidentale. Certes, les Américains ont souffert de la désindustrialisation et du déséquilibre des échanges ; ils subissent une extrême polarisation de classes et de revenus à cause de la faiblesse du système de sécurité sociale, des syndicats et du mouvement des droits civiques chez les Noirs. Mais, d'un autre côté, certains éléments ont joué en sens inverse. Le plus important est la capacité de certains secteurs - le tertiaire notamment - à créer des emplois. La véritable explosion des services financiers, des chaînes de restauration rapide, des entreprises de technologie de pointe a créé presque vingt millions d'emplois en dix ans, même si presque antant ont dispart dans l'acier, l'automobile, le textile, la construction, etc. Le taux officiel de chômage a pu être maintenu autour de 6 % depuis la fin de la récession en

sion de vivre un boom. Certes, nombre de ces nouveaux emplois sont mal payés, et à mi-temps. Ils out surtout attiré des hommes jeunes, peu qualifiés ou peu diplômés. Les syndicats n'ont les mobiliser pour leur faire obtenir de meilleures conditions de travail et une meilleure protection sociale. Et le gouvernement peut dire qu'il a fait ce que nombre de pays européens n'ont pu réalisse. Voilà qui ne peut qu'aider les républicains, surtout dans le Nord-Est, que l'on disait condamné au déclin et qui se développe plus vite que le reste du pays. Dans ces Etats, les démocrates, sauf dans le Maine, le New-Jersey et la Pennsylvanie, contrôlent actuellement les Chambres et les sièges de gouverneur. La plupart d'entre eux ont été en excellents termes avec le monde des affaires et out pris des mesures en faveur du développement et de la création d'emplois grâce au secteur privé.

En revanche, le Sud conservateur (Texas, Oklahoma, Louisiane, etc.) souffre de la récession en raison de la baisse du prix du pétrole, de la fermeture d'usines et de la faiblesse des secteurs financier et commercial.

Ainsi, les différences régionales compliquent le tableau politique. Cependant, le gouvernement sédéral, dont l'influence sur le développement organisé au plan régional a pourtant été assez faible, peut revendiquer les succès remportés, sauf si les démo-crates font appel aux fidélités locales et mettent l'accent sur leurs propres rela-tions avec les milieux d'affaires.

Mais plusieurs composantes traditionnelles de la base démocrate sont très attachées à des initiatives nationales, spécialement dans le combat contre la pauvreté et le chômage chez les minorités et les femmes qui ont été peu, voire pas du tout, aidées par la plupart des gouvernements des Etats, quel que soit le parti au pouvoir. Pour ces groupes, le candidat est jugé selon

sociales. Tel est le problème qui divise le plus les démocrates, même s'il est peu apparu pendant la campagne. Tous les candidats s'en tiennent an vieux credo, et M. Gephardt avait fait beaucoup pour s'attirer les voix des travailleurs affectés par la concurrence internationale et prônait le protectionnisme. Si M. Dukakis n'a pas évoqué cette mesure, c'est essentiellement parce que sa base se situe hors de la classe ouvrière et des minorités. Elle dépend du commerce, des industries de haute technologie surtout, situées sur les

ses engagements en faveur de mesures

Un vide syndical

QUANT à M. Jackson, il a bénéficié du soutien quasiment unanime des Noirs, toutes classes confondues, ce qui signific un progrès énorme par rapport à 1984. Lui étaient alors hostiles une fraction importante des politiciens noirs et de la classe moyenne, qui ne lui donnaient aucune chance contre M. Walter Mondale et lui reprochaient des remarques antisémites faites pendant la campagne. La détérioration des conditions de vie des Noirs (le chômage les touche deux fois plus que la moyenne nationale, et environ 50 % des jeunes Noirs sont sans emploi) et la chute importante du niveau de vie de millions de Noirs et d'Hispaniques ont provoqué une désaffection massive de ces minorités à l'égard de la direction du Parti démocrate, accusée de n'avoir pas œuvré en leur faveur depuis 1980. M. Jackson sera-t-il à même de faire voter cette base pour un autre candidat? Des millions de Noirs s'abstiendront-ils parce qu'ils ne voient guère de différences entre les partis?

En raison surtout de la mauvaise prestation de M. Mondale en 1984, la centrale syndicale AFL-CIO, son principal soutien électoral, est demeurée neutre en 1988. Cependant, au fur et à mesure du déroulement des primaires, des conseils locaux de syndicats ont penché en favour de MM. Gephardt et Simon, dans le Middle-West surtout. où la désindustrialisation a fait des ravages. Le programme social de M. Simon, le protectionnisme de M. Gephardt font partie des idées traditionnelles des syndicats, bien que les

syndiqués noirs aient soutenu M. Jackson. La faillite relative des deux candidats proches des syndicats souligne le déclin du poids de la classe ouvrière, même au sein du Parti démocrate.

Ce tableau montre le paradoxe des élections de 1988. C'est à l'évidence une année où les deux partis sont obligés de se présenter comme des institutions prêtes à faire une nouvelle politique économique et sociale. Mais ils ne peuvent, pendant les primaires, s'offrir le luxe de promettre des changements radicaux à leurs bases réciproques puisqu'ils violeraient leurs croyances fondamentales. Le gouvernement fédéral républicain de ces huit dernières années a engagé de fortes dépenses, mené l'administration contrale à la banqueroute, fragilisé l'éco-nomie dans bien des secteurs. Tout futur président aura à préconiser de fortes réductions des dépenses d'armement, à imposer à nouveau une réglementation des banques, des compagnies aériennes et autres moyens de transport, à poursuivre une politique de cohabitation avec Moscon.

Un tel changement convient à la majorité des Américains, mais non aux républicains militants, qui jouent un rôle décisif dans les primaires. Pour la même raison, les candidars démocrates ne peuvent se défaire de l'image traditionnelle de leur mouvement s'ils veulent obtenir l'investiture. A cause de ces impératifs d'image et d'identité, les questions brûlantes qui se posent au pays ne peuvent être débattues lors de la campagne. Elles attendent pourtant une réponse du futur président.



Deltaitis, gouverneur du Mande mara, dispose des plus forts appuista le communauté. Par contre, le ter provident George Bush est vu rets Sicion et le sénateur Jesse Jacksus milité - il es: le seul prétendatif Massen Bianche à se prononce per the adpociations entre Israel a la Arabos et à insister sur le drot le Palestiniens à une paine.

La crese récente a approfesi i disarroi mais aussi accelere les desp monts parati les citoyens juis m Brate-Limis. Avec un tel ebranienen is bese, les dangeants, mème la le these. Se pourront rester possible soullet entre le soutien inconditions nell of l'attachement dux mains phrecaines de défense des trois t Phoenene et d'appui au princie à Pautodétermination est maintent amert. Il ne peut plus être ignare lin souvelle phase des relations man faires entre Israel, les juis ambien at la politique américaine a comment

(1) Tikhus, mars 1988. (2) Belowational Herald Tribut, [50

(3) Mos York Times, 6 mars 1988. (4) Voie Edward Torac, The List Angles Political Power and America Forth Politics, Sustain and Schuster, New York 191

> de la Chambre de Com France - Canada Abonnement 120 F Renseignements \$711 av. Franklin Roosevell 75008 Fans TH 43.59.32.38

Crise et boom économiques

OR, chez les démocrates, la tradi-tion du New Deal et du populisme est bien enracinée, et tous les candidats, au cours de la campagne, s'y sont référés. Tel est le problème majeur auquel doit faire face M. Dukakis. Son image n'est pas éloignée de la tradition du New Deal, mais il a beaucoup fait pour la gommer sauf lorsque la pression électorale exigeait le contraire. Les fonds considérables dont il dispose proviennent de puissances économiques qui voient en lui une occasion de modifier l'héritage reaganien en ce qui concerne les dépenses militaires, l'igno-rance des affaires internationales, qui a multiplié les désastres pendant huit ans, et l'indifférence apparente du gouvernement en ce qui concerne les difficultés économiques. M. Dukakis a tou-jours favorisé le monde des affaires dans le Massachusetts, refusant de proposer des augmentations substantielles

* Professeur au Graduate Center de la City University of New York. Actuellement professor associó à l'université Paris-VIII-Vinceanes à Saine-Denis. des dépenses sociales ; mais il a su cal-mer les syndicats, les minorités et autres secteurs libéraux grâce à des programmes très sélectifs. Conservateur sur le plan social, ce catholique est «pour la famille» et contre l'avortement. Il a certes condamné la politique de M. Reagan en Amérique centrale, mais pas de manière offensive. Et, comme les autres candidats démocrates, M. Jackson excepté, il se tait au sujet des événements au Proche-Orient, révélant ainsi implicitement ses sentiments pro-israeliens.

Mais la vraie signification de la lutte électorale est occultée. En surface, les candidats font de leur mieux pour ne rien dire, de peur de perdre l'appui de secteurs vitaux de la population. Politiciens et experts de l'économie out le sentiment que les vieux programmes un font plus le poids. Et pourtant, républicains et démocrates se réclament en masse de ces programmes, car leur base est composée de gens qui s'identi-fient à leur parti à travers une idéologie

VIANDE FRAICHE ARGENTINE POUR LE CORPS DIPLOMATIQUE (POSSIBILITÉ HALAL-CACHER) - Autres produits alimentaires ; - arrivages de l'Argentine par avion garantis; - expéditions partout dans le monde.

carnar France 17, rue de la Comète - 75007 Paris Telex: 20 50 88 F - Tel.: 47-06-96-61

LE CITOYEN, L'ARGENT ET LA DÉMOCRATIE LE MONDE DIPLOMATIQUE publie le deuxième numéro de sa collection La vague libérale déferle sur l'Occi-La vague moerate deserve sur A une dent depuis plus de dix ans. A une société asservie par l'Etat succéde société asservie par l'Etat libertés tait nu monde of les libertés ran un monde ou les moertes seraient assurées par le profit individuel à la portée de tous les viduel à la portée de tous les Le Monde diplomatique n'a cessé de souligner la vanité d'un tel projet, qui aggrave les inéga-lités, mine la démocratic, n'annonce en rien la fin de la crise en Occident et bloque tout servir de dévelorment tout espoir de développement du tiers-monde. Seule une autre « manière de voir », permettrait de l'argent-roi, permettrait de sortir de cette impasse. EN VENTE CHEZ **VOTRE MARCHAND** DE JOURNAUX 96 p. - 38 F **BON DE COMMANDE** LE LIBÉRALISME CONTRE LES LIBERTÉS Tarif France: 42 F - Tarif étranger: 45 F (frais d'expédition inclus) Commande à faire parvenir avec votre règlement à : LE MONDE - Service Vente au numéro - 7, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09

FRAUDES, ARRESTATIONS D'OPPOSANTS, ÉTAT D'URGENCE

Les ratés de la démocratie au Sénégal

EU de régimes africains offrent à l'opposition politique la possibilité de s'exprimer au cours des campagnes électorales. Au Sénégal, à l'occasion des élections présidentielle et législatives du 27 février dernier, le président Abdou Diouf et son Parti socialiste ont affronté l'ensemble de l'opposition, dominée par le Parti democrate sénégalais de M' Abdoulaye Wade. Cette consultation aurait pu devenir un exemple pour tout le continent. En fait, par ses nombreuses irrégularités, elle a surtout mis en évidence les limites de l'expérience démocratique dans ce pays.

Toutes les consultations électorales organisées durant la longue période de despotisme plus ou moins éclairé du président Senghor (1960-1980) avaient invariablement été marquées par la victoire de son parti, l'Union progressiste sénégalaise (UPS, devenue aujourd'hui Parti socialists), à des majorités écrasantes, de l'ordre de 80 % à 100 % des suffrages. Le chef de l'Etat étant aussi le secrétaire général de l'UPS, une confusion s'était établie entre l'Etat et le parti, favorisant au sein de ce dernier le développement d'une mentalité de parti unique encore vivace aujourd hui.

Cependant, avec l'avènement en

1981 de M. Abdou Diouf, successeur désigné du président Senghor, et après le rétablissement du multipartisme, les élections du 27 février 1983 se déroulerent dans un contexte politique très différent. Pour la première fois depuis longtemps, les jeux ne semblaient pas faits d'avance, et les Sénégalais purent assister à une campagne électorale exceptionnellement ouverte, menée essentiellement en langue nationale, et mettant aux prises cinq candidats à la présidence de la République et huit partis aux législatives. L'enjeu principal, alors, n'était pas tant l'élection présidentielle. Car M. Diouf bénéficiait de l'état de grâce que lui avaient valu plusieurs initiatives heureuses : élargissedes états généraux de l'éducation et de la formation, suppression du visa de sortie obligatoire, annulation des dettes des paysans envers l'Etat, ou encore création d'une cour spéciale chargée de réprimer l'enrichissement illicite. Aux élections législatives, en revanche, le PS, victime de l'usure du pouvoir et affaibli par des dissensions internes, se

sontait sérionsement menacé par l'opposition montante. La surprise fut générale lorsque, à la veille du scrutin, la Cour suprême, en principe chargée de veiller à la régularité des opérations électorales, rendit un arrêt supprimant l'obligation pour chaque électeur de présenter une pièce d'identité au moment du vote. C'était la porte ouverte à toutes les frandes... le plus légalement du monde. De surcroît, le jour du scrutin, checun put constater les mêmes irrégularités massives que par le passé : votes multiples, votes d'étrangers ou de mineurs, falsifications de procès-verbaux, etc. De telle sorte que, lorsque la Cour suprême proclama M. Diouf élu avec 83 % des suffrages, et le PS majoritaire au Pariement avec 111 députés sur 120, les 9 élus de l'opposition dénoncèrent aussitôt ces résultats comme dénués de toute signification et refusèrent de sièger à l'Assemblée nationale.

Cinq ans après, en raison de ce précédent, plusieurs forces politiques, dont le Rassemblement national démocratique (RND), fondé par Cheikh Anta Diop, et le Mouvement démocratique populaire (MDP) de l'ancien président du conseil Mamadou Dia, ont préféré appeler à l'abstention; pour elles, les conditions d'élections sincères et honnêtes n'étaient pas remplies. Les ai partis d'opposition en lice en février 1988 (trois candidats à la présidence et cinq listes aux élections législatives) n'entendaient nullement, quant à eux, servir de caution à une simple parodie électorale : ainsi, le contrôle de la transparence et de la régularité du scrutin sera-t-il un thème central de la CHIMDRIANS.

Fin de l'état de grâce

ES joutes électorales, en 1988, intervienment dans un contexte difficile pour le PS et le président Diouf. Le bilan du quinquennat est marqué par l'application fidèle du plan d'ajustement structurel recommandé par les institutions financières interna-tionales (FMI, BIRD) – dont les conséquences sociales néfastes sont bien connues. Au président sortant, on reproche, pêle-mêle : la vie chère : les licenciements massifs dans la fonction publique et l'industrie; la paupérisa-tion croissante du monde paysan; le chômage des jeunes diplômés de l'Université: la répression brutale et avengle du séparatisme diols en Casamance; la corruption et la concussion généralisées, surtout dans l'entourage immédiat de la présidence : l'endettement excessif de l'État, contraint d'emprunter sur le marché les capitaux néces aires pour honorer le service de la dette extérieure (celle-ci approcherait les 1 000 milliards de francs CFA) (1), etc.

Toutes ces critiques pourraient se résumer en une phrase : le président Diouf a décu les espoirs de changement placés en lui. L'ouverture démocratique se réduit à une simple légalisation des partis, toujours privés, en dehors des périodes électorales (vingt et un jours tous les cinq ans, à raison de trois à cinq minutes par jour), de toute possibilité d'accès aux médias audiovisuels, qui restent un monopole d'État. La renonciation aux poursuites liées à l'enrichissement illicite, l'adoption du projet d'« école nouvelle», rejeté par les élèves et que les syndicats d'enseignants estiment très éloigné des conclusions de la commission de réforme issue des états généraux de l'éducation, la ratification du code de la presse, récusé par les professionnels de l'information, confirment que le gouvernement n'a pas su mener à terme les réformes pro-

Dès la mi-1987, le président Diouf a commencé de battre le rappel de ses troupes, multipliant les comités de soutien à sa réélection et sollicitant activement les chefs religieux et coutumiers pour qu'ils prennent publiquement position en sa faveur. Certains chefs spirituels, dont le khalife général des Tidianes et le cardinal de l'Eglise catholigue, refusent de se prêter à ces manœuvres. Tandis que des consignes de vote intempestives, lancées notamment par le khalife général des Mourides et l'évêque de Thiès, heurteut de nombreux fidèles.

Le leader du PDS, Me Wade, réussit à capitaliser à son profit la déception générale en se présentant à l'élection présidentielle comme le candidat du changement (sopi, en wolof). Maigré l'échec de ses efforts pour être investi candidat unique de l'opposition, il s'est d'emblée imposé comme le seul rival crédible du président sortant. Disposant de gros moyens financiers et misent plus sur le phénomène de rejet d'une équipe usée et discréditée que sur la force de persuasion de leur propre programme, M. Wade et son parti ratissent large en menant une campagne extrêmement vigourense où la dénonciation des abus de pouvoir le dispute aux promesses les plus alléchantes : réduction de plus de moitié du prix des denrées de première nécessité, recrutement de tous les « maîtrisards-chômeurs », amnistie des détenus politiques casamançais, réintégration des quelque mille cinq cents policiers définitivement radiés à la suite de la rébellion d'avril 1987, instauration d'un authentique régime parlementaire... L'une des clés de l'incontestable succès populaire de la campagne du PDS réside, paradoxalement, dans la similitude de ses méthodes avec celles du PS. Car, finalement, le PS et le PDS se disputent la même clientèle, courtisent de manière semblable les grands électeurs et partagent, malgré les apparences, une seule et même conception de la politique. Tous doux empruntent leurs références doctrinales aux idéologies de la vieille Europe, en se réclamant, respectivement, du socialisme démocratique et du libéralisme. La principale différence tient à ce que l'un dispose de l'appareil d'Etat hérité du colonialisme

encore des brutalités de la police à l'intérieur du campus lors de la grève de janvier 1987. Elle pensait que la présence des journalistes étrangers à l'occasion des élections lui permettrait de manifester à nouveau son mécontentement sans risquer la répétition de telles exactions. Un mot d'ordre de grève de « cent quarante-quatre heures » fut ainsi lancé à compter du

Trois jours sculement avant l'ouverture du scrutin éclatent les premiers incidents graves de la campagne flectorale. A Thies, ville ouvrière située à 70 kilomètres environ de Dakar, un meeting du PDS que Mª Wade devait présider fait l'objet d'une mesure d'interdiction de gouverneur de la région, invoquant des raisons d'ordre public; par contre, la tenue du meeting concurrent organisé par le PS va être autorisée. Ce cas flagrant d'inégalité de traitement suffit à mettre le feu aux pondres. Dès son entrée dans la ville, le cortège présidentiel est la cible de huées et de jets de pierres qui dérontent les officiels et sement la panique dans leurs rangs; la riposte, rude mais tardive, des forces de l'ordre donnera le signal de deux jours d'émeutes particulièrement violentes dans la « cité du

ain bass

15 NOS MITTERS

AND THE LOUIS NAME OF THE

FEE E COLUMN

Action to the Building

CANAL COLLEGE DESIGNATION

The graph of the state of the second

All areas or or for vertible

EAST

Tribe ber ber befaret et.

The Paris of the Indiana.

Petit of

sur la bombe

Piqué au vif, M. Diouf, enlevant son boubou de candidat pour revêtir son costume de président de la République, s'en prend, des le 26 février, aux dirigeants de la coalition conduite par Mª Wade. Les qualifiant de « bandits de grand chemin » et d'« hommes de subversion, sans fol ni loi, qui utilisent des enfants comme chair à canon », il va les menacer de ses foudres, ajoutant qu'il les considère comme « responsa-bles du désordre ». « La démocratie sénégalaise est malade », avoucra-t-il, affirmant qu'a il faut extirper les mauvaises herbes

Vigilance de l'opposition

TOUTEFOIS, la veille du scrutin, le calme était déjà revenu à Thiès. Et le 28 février, les opérations de vote dans l'ensemble du pays se déroulent sans incident majeur et dans une apparente tranquillité. Bien qu'il soit difficile d'évaluer avec précision l'ampleur des fraudes, il semble que la ferme vigilance des délégnés de l'opposition dans les bureaux de vote ait imposé de sévères limitations aux possibilités de trucage électoral, au moins dans les villes. Cependant, dans les bureaux de vote légaux (plus de quatre mille, mais, selon Me Wade, il en existait de fictifs), les présidents sont tous dési-

avec une ironie teintée d'amertume, ces résultats officiels appellent plusieurs remarques. La discordance est manifeste entre ces statistiques globales et les chiffres affichés devant chaque bureau de vote, tels qu'ils ont pu être relevés dans diverses circonscriptions du pays, notamment par des journalistes indépendants. L'abstention est estimée à 42 %, mais elle a probablement été sous-évaluée car des lots de cartes usurpées ont été utilisés pour des votes en série. A lui seul cependant, un tel taux, sans donte partiellement lié au mot d'ordre d'abstention de partis influents comme le RND, traduit bien une désaffection générale pour les

Des dizaines et des dizaines de procès-verbaux out été annulés par la Cour suprême. Le bruit a couru au palais de justice de Dakar que, partout ou Me Wade et l'opposition arrivaient ents de bureau avaient refusé de signer les procès-verbaux, qui s'en trouvaient ipso facto invalidés. Bien des Sénégalais out été choqués lorsqu'au lendemain du scrutin, sans même attendre la publication des résultats définitifs, le premier ministre français a envoyé son conseiller special, M. Fernand Wibaux. remettre un message de félicitations au président Dionf pour sa réélection, affirmant que la « démocratie a bien fonctionné » et l'assurant du sontien indéfectible de la France.

En maintenant hors du jeu officiel tout parti d'opposition autre que le PDS, les résultats des élections du 27 février 1988 accentuent la bipolarisation de la vie politique et faussent le fonctionnement des institutions,

Le problème est de savoir quel sens et quel contenu l'on souhaite donner à la démocratie sénégalaise. Alors que l'ensemble de l'opposition proteste contre les entraves à la liberté d'expression, les caciques du parti au pouvoir reprochent en public au président Diouf d'avoir « laissé trop de démocratie = (sic) dans le pays, et le président lui-même estime que ses adversaires sont de « mauvais perdants » ; il parle de la nécessité d' « assainir la démocratie sénégalaise » en la dotant de « garde-fous » contre les « déviations et perversions » qui la menaceraient. Auparavant, peut-être sous l'emprise de la colère, il n'avait pas hésité à stigmatiser une « pseudo-jeunesse malsaine », qu'il avait promis de « redresser ». Mais quelle serait la force d'une démocratie dont se verrait exclue la jeunesse, qui représente plus de 60 % de la population? Quel est le contenu réci du multipartisme si toute forme d'alternance au pouvoir est inacceptable? Enfin, que peut signifier un système de démocratie représentative dont tous les mécanismes institutionnels sont gérés dans une langue étrangère, le français, inintelligible pour près de 90 % des Sénégalais? Tout prouve suffisamment l'inadéquation du droit an fait politique.

Bien que le débat électoral ait escamoté des questions déterminantes pour l'avenir du pays, il aura au moins permis de se demander si la démocratie sénégalaise mérite bien son nom.

(L'auteur, un intellectuel de Dakar, a choisi, pour des raisons de sécurité, de conserver l'anonymat.)

(1) Soit près de 3 milliards de dellars (1 franc CFA = 0,02 franc).



M' ABDOULAYE WADE, LEADER DU PARTI DÉMOCRATIQUE SÉNÉGALAIS Déagrew, su nom de Shéralimes, les actes du pouvoir

français, que l'autre cherche à lui rayir, vainement jusqu'à présent.

An fur et à mesure du déroulement des trois semaines de campagne électorale officielle, le ton va monter, la tension s'accroître et les incidents se multiplier – surtout dans les villes où, plus que dans les douze mille villages que compte le pays, l'opposition est mieux à même de surveiller les opérations de distribution des cartes d'électeur. D'innombrables « erreurs matérielles » sont enregistrées dans le traitement, pourtant informatisé, des listes électorales (omissions, double on triple inscription, non-radiation de citoyens décédés ou simplement émigrés, etc.); trop de difficultés et de leuteurs entravent la délivrance des cartes, découragent plus d'un électeur potentiel. Les éditorialistes de l'unique quotidien national, l'officieux dakarois le Soleil. s'en inquiètent et lancent, de concert avec l'ensemble des partis en lice, des appels pressants à la population pour l'inviter à s'acquitter de son devoir civi-

Ce décalage entre le pays légal et le pays reel, traditionnel dans toute l'Afrique postcoloniale, se confirme lorsque, en pleine campagne électorale et de façon totalement imprévue, la jeunesse scolaire et estudiantine se met en grève. Elle manifeste d'abord pour obtenir la satisfaction de ses revendications matérielles; puis, une fois rejointe dans la rue par les jeunes chômeurs, alle organise marches et défilés sous la bannière du « sopi ». D'une ampleur considérable, la protestation a bien évidemment été l'objet d'une tentative de récupération par les partis d'opposition, même si à l'origine elle était née d'un mouvement autonome.

La jeunesse en révolte, de même qu'an grand nombre d'adultes, n'était pas tant en faveur de Me Wade et du PDS que contre le PS et le président Diouf. Cette jeunesse se souvenait

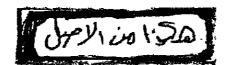
gnés par l'exécutif et choisis parmi ses agents. En milieu rural, surtout, il n'est pas rare que le chef de famille vote pour les siens et les chefs de quartier au nom de leurs voisins: Enfin, des dizaines de milliers de cartes d'électeur non retirées par leurs destinataires ont été illégalement distribuées aux respon-mbles du PS.

Aussi, lorsque, tard dans la muit, le ministère de l'intérieur rend publics les premiers « résultats provisoires et officieux » qui, comme à l'accoutumée, créditent le président sortant et le PS d'une victoire écrasante, cela provoque une explosion aussi violente qu'éphémère, et qui déclenche la répression. Dans la matinée du 29 février, les forces de l'ordre attaquent la permanence du PDS afin d'empêcher Mº Wade d'y tenir sa réunion de bilan post-électoral. Du coup, la protestation tourne à l'émente et s'étend surtout dans les quartiers populaires de Dakar et de sa banliere, où le déploiement massif des forces de l'ordre ramène rapidement le calme.

En fin de journée, les autorités arrêtent M. Wade à son domicile avec dix de ses partisans, dont trois étaient pourtant converts par l'immunité parlementaire. M. Amath Dansokho, chef da Parti de l'indépendance et du travail (PIT), est également arrêté. Peu après, le président Diouf décrète l'état d'urgence avec couvre-feu dans toute la région de Dakar, pour sauver l'« ordre républicain ». Dès lors, la rapture entre la société civile et l'Etat est consom-

Ce n'est qu'une fois le situation reprise en main par les autorités que la Cour saprême proclame M. Diouf élu, avec 73 % des voix contre 26 % à M Wade, tandis que le PS enlève 103 sièges de député, les 17 autres revenant au PDS. Accueillis par une large fraction de la population avec une colère et une frastration contempes, ou

Le Monde sur minitel ABONNEZ-VOUS RÉABONNEZ-VOUS au Monde et à ses publications 36.15 TAPEZ LEMONDE puis ABO



Sénégal

Piqué au vif. M. Diouf, calenda boubou de candidat Pour continue de président de la Réput. s'en prend, dès le 26 février saté la coalition continue de la coalition continue de la coalition continue de la coalition continue de la grand chemin » et d'. house de grand chemin » et d'. house subversion, sans foi ni loi, quantime des enfants comme chair à considere continue chair à considere continue chair à considere continue continue de sénégalaise est malade » de senégalaise est malade » de sanon affirmant qu' » il faut extupe :

de l'opposition

avec une ironic teintée d'amende resultate officiels appelled par remarques. La discordance de la feste entre ces statistiques gibble les chiffres affichés devant de bareau de voie, tels qu'ils on pi relevés dans diverses circoscrite de pays, notamment par de ja Estes indépendants. L'abstente estimée à 42 °c, mais elle a probe mont été sous-évaluée car de incartes usurpées un! été utilisés paré votes en série. A lui seul cependate sei taux, sans doute partiellementia mot d'ardre d'abstention de pa influents comme le RND, tradai were désaffection générale pur le

Des dizames et des dizins e procès-verbaux ont été annulés per Cour suprême. Le bruit a come subtis de justice de Dakar que, par des Me Wade et l'opposition annuement en tête, les président avancent en tête de signe les des Séries ent été choques forsqu'ai les mais du servoire, sans même attentif président des résultats définité à président des résultats définité à président manistre français a envoire manistre procial. M. Fernand Wantendert un message de félicitaions président Diouf pour sa résence affirmant que la « démocratie à le fonctionne » et l'assurant du mais factionne » et l'assurant du mais l'assurant du mai

Es maintenant hors du jeu dist neut partir d'opposition autre qu'i POS, les résultats des élector à 27 Revrier 1983 accentuent la bipiomation de la vie politique et fasses functionnement des institutions.

Le problème est de savoir que se es quel contenu l'un scahate dons he démocratie seneralaise. Alos # l'essemble de l'apposition protes Contre les entraves à la liberte d'espe tion, les eaziques du parti au pore reprochest en public au présis Dioni d'avoir . Iniase trop de despre the . frie ; dans le pays, et le printe tus motore estime que ses adimans tout de « mauvais persons » . 1 pt de la nécessité d' - assant la list consie senegalaise - en la domit · parde fous · centre les · disimi of perversums - qui la memental Aupuravant, peut être sous l'appe de la colère, il n'avait pas bisité int matther une « pseudo-jeuneste # Anther . qu'il avait promis de . min Mais quelle serait la force de dienocratie dent se verrait exche inmene, qui représente plus de 60 ? the he population ? Quel est k com stel de multipartisme si tout les Calternance au pouvoir est imong bie ? Enfin, que peut signifier ma these de démocratie représentent dost tous les mécanismes insums Bolts scar geres dans une langue ent the français, immelligible po Perts de 90 % des Sénégolais les suffice rament l'inadéquation à dock an fait politique.

Men que le débat électoral sit se sant des questions determinants par la pays, il aura au proposité de se demander si la démons son son son.

(Flauteur, un intellectuel de Dans, seinelle, pour des reusens de sécurit, l'anonymus.)

Ch Soit pole de 3 miliaris de la CTA = 0,02 franc).

INDUSTRIE D'ARMEMENT ET LIBERTÉS

Main basse sur les crédits militaires français

FRANÇOIS MITTERRAND, lors de son intervention du 22 mars à la télévision, rappelait qu'il est du devoir d'un président d'« indiquer les orientations, les grands choix, en matière de politique extérieure et de sécurité du pays, de défense ». Mais une fois faits « les grands choix » et votés les crédits, les décisions en matière d'armement n'ont plus grand-chose à voir avec les pratiques démocratiques. En France, comme ailleurs, le complexe militaro-industriel est tout sauf un mythe.

Per l'emiral ANTOINE SANGUINETTI

Le 22 décembre 1987 à l'Assemblée nationale française, à propos de l'affaire Luchaire, M. Pierre Messmer, président du groupe RPR, dénonçait à a presse « le dysfonctionnement de l'Etat » et « la désagrégation de l'institution militaire » comme s'il s'agissait d'un phénomène nouveau lié au passage des socialistes au pouvoir. C'est pourtant sous M. Michel Debré, ministre de la défense gaulliste, qu'ent lieu, il y a dix-huit ans, le 24 décembre 1969, le célèbre départ des vedettes de Cherbourg vers Israël, sans que l'opposition tente pour autant de mettre en cause ce ministre, ni l'Etat. Pourtant aussi, l'appareillage clandestin, dans un port de guerre, de cinq petits bâtiments avec équipages étrangers, était certai-nement plus facile à détecter et à déjouer que le chargement, sur un cargo de passage, de quelques caisses détournées ultérieurement de leur destination déclarée.

On frappa, à l'époque, le préfet maritime de Cherbourg et le directeur du service des affaires internationales -- ventes d'armes à l'étranger -- de la délégation ministérielle à l'armement, service créé et légué à M. Debré par son prédécesseur aux armées, M. Messmer justement. Il est regrettable qu'au lieu de rechercher ce qui rend incontrôlable l'organisation qu'il a lui-même mise en place, il tente de détourner aujourd'hui l'accusation contre ses

adversaires politiques.

Dans un pays comme les Etats-Unis, gros producteur d'armements, il existe deux ensembles organiques parallèles, l'industrie et le Pentagone. Leurs collusions sont suffisantes pour que le président Eisenhower (1953-1960) ait cru devoir les dénoncer en son temps, mais leurs rapports et leurs actions restent soumis dans certains domaines – comme les choix de matériels, les prix, ou même les ventes – à des arbitrages interministériels et, en tout cas, comme on a pu le constater, au contrôle du Congrès.

Il faut savoir que l'organisation, en France, est très différente. Elle élimine en fait les possibilités d'arbitrage politique entre industriels et militaires. Elle empêche le contrôle parlementaire et même gouvernemental sur les décisions d'études, de fabrications et de ventes d'armes. L'appareil compétent, extérieur du reste à l'institution militaire proprement dite, a été confisqué en effet par le corps des ingénieurs de l'armement.

Ceux-ci, issus de la botte – les premiers – de Polytechnique et bénéficiant à ce titre de l'appui inconditionnel et déterminant des anciens X disséminés au sommet des grandes administrations, mènent des carrières sinueuses entre les postes de responsabilité des secteurs privé et étatique de l'industrie d'armement. Sous le couvert d'une militarisation fictive mais commode — à l'instar des anciens ingénieurs du génie maritime, — qui les fait parfois confondre fâcheusement avec des militaires qu'ils ne sont pas et n'ont jamais été, ils ont investi progressivement le ministère de la défense au terme d'une évolution entamée il y a

près de quarante ans.

Jusqu'à cette époque relativement récente, le principe de regroupement des fabrications d'armement sous la coupe d'un ministère spécialisé n'avait prévalu que pendant les guerres. En

temps de paix, les industries concernées – y compris étatiques – fonctionnaient indépendamment les unes des autres : tout comme leurs clients, les armées de terre et de l'air, et la marine, coiffées chacune d'un ministère distinct.

La manie de réorganisation, centralisations et restructurations, de quelques apprentis-sorciers — oublieux de la vieille sagesse des États « diviser pour régner » — a conduit par étapes successives à l'organisation actuelle. En janvier 1951, la décision de réarmer la France par ses moyens propres a débouché d'abord sur un ministère de l'armement distinct de ceux des trois armées. Mais à ce stade les ministres étaient les intermédiaires obligés entre militaires, industriels et ingénieurs, pour élaborer les programmes ou négocier les solutions.

Très vite donc, ceux qui révaient de s'affranchir de ce contrôle politique mirent au point la parade; sous un prétexte de rationalité, le ministre de l'armement devint, dès la même année 1951, ministre adjoint de la défense, chargé de l'armement; lui-même remplacé dix ans plus tard, en 1961, par un délégué à l'armement, ministériel d'abord, général aujourd'hui. Parallèlement, les trois ministres des armées de terre, de l'air et de la marine sont devenus simples secrétaires d'Etat sous un ministre unique de la défense, avant d'être supprimés.

Le règne des échelons irresponsables

CTUELLEMENT, le seul minis-A CTUELLEMENI, le seul muns-tre de la défense, regroupant les anciennes attributions de quatre départements ministériels, est ainsi confronté à la fois aux trois armées et à un énorme complexe industriel, dont le contrôle lui échappe évidemment. S'il a, en effet, la tutelle de tout ou partie des industries touchant aux études ou fabrications d'armements, celle-ci est exercée dans la réalité, comme l'indique son titre, par le délégué. Une délégation, c'est une « commission qui donne à quelqu'un le droit d'agir au nom d'un autre » (Grand Robert, tome 2, page 87). Le délégué a, de surcroît, le contact direct avec les militaires dans leur ministère commun et, second de la hiérarchie, y a le pas sur eux. Après une période, enfin, où il fut choisi dans le secteur industriel civil, la nomination d'un ingénieur général de l'armement a parachevé la constitution de l'Etat dans l'Etat.

Les décisions ne remontent, dès lors, qu'exceptionnellement au niveau du ministre, et toujours intelligemment tracées d'avance dans ce cas, avec d'autant moins d'aléas possibles que la voix du délégué est prépondérante sur celles des armées. Mais, conformément à la pratique néfaste de la Cinquième République de délégations d'autorité et de signature à des cabinets irresponsables au sens réglementaire, ce sont couramment ceux du ministre et du délégué qui agissent, discutent et

Les cabinets sont le type même de la technostructure, spécifique de la France, qui s'est saisie progressivement du pouvoir à Paris. Ceux qui travaillent à ce niveau sont discrets, et peu connus, même si quelque « affaire » les met à l'occasion, à leur corps défendant, sous les feux de l'actualité. Le fonctionnement des cabinets a été dénoncé à piusieurs reprises par des personnalités éminentes, comme Edgar Faure. Fernand Grévisse, Pierre Racine ou René Massigli, sans aucune amélioration tangible.

Leurs critiques sont les mêmes pour tous: les cabinets se substituent aux bureaux, brouillant sinsi l'articulation normale des attributions et des resnonsabilités, et font écran entre les ministres et les services. Leurs membres, s'ils sont souvent de bonne qualité et même brillants, sont en général carac-térisés par leur jeunesse, leur inexpé-rience et leur ambition de s'affirmer. Parfois de même origine et formation que les directeurs qu'ils contrôlent, mais moins élevés dans la hiérarchie de leur corps, ils sont en position de les contrecarrer sans en avoir la connaissance des affaires ni les responsabilités réglementaires. Il en résulte éviden-ment l'altération de la qualité des décisions, l'affaiblissement de l'autorité du ministre et la démoralisation de la haute administration. En outre, dans ces conditions malsaines, comme chaque fois que prévalent le népotisme ou le favoritisme, les faiblesses individuelles trouvent des possibilités d'expression insoupçonnée

Dans les cabinets du ministre de la défense, comme dans celui du délégué, les ingénieurs de l'armement sont assez nombreux pour veiller efficacement aux intérêts de la corporation. Ils s'y créent des relations et solidarités utiles — ainsi que leurs collègues inspecteurs des finances ou contrôleurs des armées — et reçoivent les dividendes de leur efficacité et de leur dévouement en pantouflant dans les postes de direction de l'industrie d'armement, sans abandonner pour autant leurs retraites « militaires ».

miniares.

Plus grave encore, les chefs militaires de très haut niveau ont été contaminés et se recasent, en violation de la loi, dans les mêmes conditions. On veut espérer que ce n'est pas en fonction de la souplesse ou de la compréhension témoignées envers leurs fournisseurs de matériels quand ils étaient en service

La mainmise totale du corps de l'armement sur la tutelle des industries dont il procède à une conséquence immédiate : le complexe tentaculaire ainsi créé avec les principaux secteurs industriels du pays — mécanique, aéronautique, électronique, informatique, nucléaire et chimique depuis peu — est en position de détourner les crédits militaires d'investissements vers un sontien incontrôlable d'intérêts techniques ou financiers particuliers. Les armes ne sont plus étudiées et fabriquées en fonction des doctrines de défense réfléchies à l'échelon politique. Ce sont les doctrines qui sont adaptées, tant bien que mal, à l'emploi des armes produites (1).

conques (1).

Conques désormais en fonction de concepts techniques ou opérationnels parfois dépassés des camarillas dominantes, on de luttes intestines, une partie de nos armes perdent progressivement leur qualité ancienne. Si quelque voix autorisée tente courageusement de dénoncer, à ses risques et périls, leurs déficiences, elle est aussitôt rappelée à l'ordre, au nom d'un « devoir de réserve » aussi opportun que contraire à l'intérêt national. Mais c'est un fait

que l'étranger - Europe et maintenant tiers-monde - les récuse, dans la mesure où elles ne répondent plus aux conditions actuelles du théâtre européen ou aux impératifs du combat moderne.

Et la mévente aidant, quand nos produits restent exportables, les directives de politique étrangère du gouvernement passent après les intérêts des entreprises dirigées par des membres du lobby. Le PDG de Luchaire vient du corps de l'armement. Celui de la Société nationale des poudres et explosifs (SNPE), qui a été mis en cause et démissioné pour ses ventes à l'Iran, appartenait pour sa part au cabinet des ministres de la défense, de 1974 à 1983.

La situation devient évidemment encore plus insaisissable quand on nomme ministre de la défense non plus un politique, mais un technocrate comme M. André Giraud: ancien directeur du Commissariat à l'énergie atomique (CEA), polytechnicien, camarade d'école et parfois de promotion de nombreux ingémieurs en fonction et patrons de l'industrie de l'armement.

On a pu écrire sans qu'il réagisse (Pierre Péan, Secret d'Etat, pages 100 et 113, Fayard, Paris, 1986) qu'André Giraud éprouve « des difficultés à supporter un contrôle démocratique», qu'au CEA, « il voyait d'un mauvais œil son ministre de tutelle se mêler de ses affaires » et qu'il y « récusait même l'autorité du président de la République ». Il ne s'agit certainement pas d'une mentalité isolée dans l'élite technocratique. Et sans doute ne faut-il pes chercher ailleurs l'origine des manquements délibérés aux consignes gouvernementales qui ont marqué nos exportations d'armes ou la raison des dissimulations, au public comme aux gouvernants, des enseignements réels de Tchernobyl.

Ceux-ci, amplement discutés aux Etats-Unis et dans le reste de l'Europe, ne sont pas étrangers au renoncemen au nucléaire de combat - ou antiforces - que l'on peut percevoir en filigrane dans le processus d'accords initié par les deux Grands (voir encadré). Et pourtant, en France, la loi de program-mation présentée au Parlement par M. Giraud ne tient aucun compte de cette tendance mondiale. De même pour la bombe à neutrons - dont le même M. Giraud se targue d'être le promoteur français (Péan, id., page 113), - le dossier présenté aux politiques a pu leur faire croire qu'il s'agit d'un matériel « d'une nature complètement différente d'une... bombe nucléaire qui ravage tout alentour » (F. Mitterrand, conférence de presse, Hanovre, 22 octobre 1987), bref d'une sorte d'armement conventionnel, alors qu'il s'agit d'une bombe thermonucléaire dans la plénitude de ses effets (voir encadré 2) et de rien

On ne saurait mieux conclure que l'ancien directeur de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), Pierre Marion, dans un récent article (le Monde, 28 novembre 1987) : « La classe politique n'est pas capable de contrôler le complexe militaroindustriel. Elle n'est pas capable de le ramener à sa place, celle d'un exécutant des politiques voulues par le pouvoir civil et élaborées par un processus démocratique. Elle n'ose pas le dénoncer clairement à l'opinion publique. » Il reste à espérer qu'un gouvernement entreprendra quand même un jour de rétablir le fonctionnement normal de l'Etat républicain, dans un domaine d'une telle importance.

 Sur l'industrie d'armement française et le commerce des armes, voir les articles de Jean-Dominique Merchet, Jean-Paul Hébert et Alain Gresh, le Monde diplomatique, mars 1988.

Les enseignements de Tchernobyl

"ACCIDENT nuclésire survenu le 26 avril 1986 dans une centrale soviétique a tourné à la catastrophe : 31 morts, 299 victimes hospitalisées; 135 000 habitants évacués; des dizaines de milliers de cancera préviables, en URSS et en Europe, dont des milliers mortels; plus de 100 000 personnes devant recevoir des soins le reste de leur vie; cent millione d'Européans et de Scandinaves, à l'ouest de l'URSS, potentiellement atteints. Au plan matérial enfin, on a appris par bribes, au fur et à mesure de vicisaltudes de commercialisation, la contamination de denrées alimentaires, un peu partout en Europe.

Tout cela a matérialisé les dangers extraordinaires découlant déjà d'un simple accident relativement limité, survenu à grande distance, et immédiatement combattu par les hommes au lieu d'être intégré à une action de destruction volontaire et optimisé en conséquence dans ses effets. On a ainel pris conscience que Tohemobyl, où il n'y a pas eu d'explosion nucléaire, mais une simple fuite de gaz radioactif consécutive à une explosion d'hydrogène, n'apparaîtrait que comme un incident mineur par rapport à toute explosion nucléaire de combat, qu'on la qualifie de tactique ou de préstratégique, dans le centre surpeuplé de l'Europe. On a aussi compris qu'uns telle scrion, au lieu de renforcer la défense, risquerait d'entraîner su contraîre l'écroulement dans la panique de toutes les atructures, militaires et administratives, des nations suropéannes.

Tchemobyl a amené l'opinion, en dépit des communiqués lénifiants, à regarder d'un cell nouveau les incidents répétés survenus dans les installations nucléaires civiles. Mais dans la pensée politique et militaire française, au contraire, rien n'a encore bougé. Le budget d'équipament de nos armées en 1987 set encore consacré pour 36 % au nucléaire, plus que l'année précédents. De même la loi de programmation 1987-1991 a retanu tous les projets, y compris « préstratégiques », pratiquement sans débat.

On peut mesurer le différentiel de réflexion des autres pays dans le fait que les premiers accords de désermement, conclus récemment ou à venir, laissent entrevoir le renonciation des Deux Grands au nucléaire comme moyen de combet.



LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

31, quai Voltaire Paris 7° Tél. (1) 40,15,70,00.

Petit précis sur la bombe à neutrons

'ARME à rayonnement renforcé, communément appelée « bombe à neutrons », set en fait une bombe H, d'une puissance de 1 à 10 kt. Comme dans toute bombe H, l'amorçage est effectué par une bombe A, qui donne lieu dans tous les cas à des effets mécaniques et thermiques importants. Sa différence se situe dans la réaction de fusion consécutive à l'amorçage atomique, aménagée pour produire une plus grande quantité de nautrons et donc des effets de radiation accrus.

L'explosion d'une arme neutronique aura donc, comme celle de toute arme nucléaire, des effets mécaniques (souffie), des effets thermiques (chaleur) et des effets de rayonnements radioactifs. Mais sa carectéristique essentielle est que ces demiers seront ressentis à une distance plus grande du point d'explosion que les effets mécaniques et thermiques (1).

Un schéma annexé aux lignes précédentes, et comparant les effets de deux explosions, fissile classique et neutronique, de même puissance (1 kt), indique une portée léthale (souffile et radiations) de 2 025 m pour la première et 2 600 m pour la seconde ainsi qu'une portée destructive par souffile et chaleur de 5 200 m pour la première, contre 3 573 m pour la seconde. Il y a donc bien un gain, mais relativement léger.

Dans tous les cas, lorsque l'on accroît la puissance de l'explosion, les zones où les effets mécaniques et thermiques sont importants augmentent plus rapidement que celle où les neutrons constituent la principale cause de décès. Finalement, l'effet « bombe à neutrons » n'existe que pour des puissances très faibles, inférieures à deux kts, tandis que les effets collatéraux sur les populations civiles restant toujours très importants (2).

(1) Autrement, nº 55, novembre 1983, « La bombe », p. 76.
(2) La revue du GRIP (Groupe de recherche et d'information sur la paix), Bruxelles, nº 10, hiver 1986, p. 28.

En vente le 11 avril :

LE LIBÉRALISME CONTRE LES LIBERTÉS

Manière de voir nº 2

IGNACIO RAMONET

E vice-président américain, M. George Bush, est aujourd'hui fort bien place pour recevoir l'investiture du Parti républicain pour l'élection présidentielle. Sa campagne pourtant paraissait terne, et il avait même été battu dans l'Etat de l'Iowa par le « télévangéliste » Pat Robertson. Que s'est-il soudain passé pour que M. Bush bénéficie d'une si grande sympathie dans l'opinion conservatrice ?

Essentiellement : sa victoire sur Dan Rather, célèbre journaliste de la chaîne CBS et présentateur du journai télévisé de plus forte audience des Etats-Unis. Fin janvier, lors d'un entretien en direct. Dan Rather harcela le viceprésident en lui posant des questions sur son rôle dans l'affaire de l'« Irangate »; M. Bush, au lieu d'esquiver. contre-attaqua et reproche au journaliste sa propre attitude quelques semaines auparavant lorsque Dan Rather - pour protester contre un débordement de temps sur son émission - avait, sous le coup de la colère quitté les studios « au mépris des télépectateurs -. Dan Rather ne s'attendait certainement pas à une telle répartie ; il resta interloqué.

Un tel incident est parfaitement insolite. D'habitude, les hommes politiques - surtout en période électorale font preuve d'une grande déférence à l'égard des journalistes de télévision; ils savent que ceux-ci ont la sympathie des téléspectateurs. Mais M. Bush n'ignore pas que cela est en train de

PLORATION DÉBATS ÉLECTORAUX ET

Apothéose des images,

changer; et qu'une grande partie de l'opinion se montre de plus en plus excédée par la suffisance de certains présentateurs et par le rôle déterminant que joue le télévision dans les campa gnes électorales. A cela s'ajoute le fait que Dan Rather est la bête noire des conservateurs américains; M. Richard Nixon déjà le détestait parce qu'il fut le premier journaliste à le traiter de « tricheur ». En 1985, des politiciens républicains lancèrent même une cam-

pagne pour acheter la chaîne CBS dans le but de l'éliminer. Leur consigne était : « Achetez vingt actions de CBS et devenez le patron de Rather. »

En osant attaquer ce journaliste, M. Bush a procuré un sentiment de revanche à des millions d'électeurs républicains. Dès le lendemain de cet incident, ses partisans exhibaient des T-shirts avec des slogans comme : « Votez Bush, licenciez Rather » ou - Bush I. Rather 0 -.

Des « consommateurs de politique »

CETTE affaire prouve, une fois encore, l'importance de la télévision dans les enjeux électoraux. Les campagnes s'organisent, aussi bien aux Etats-Unis qu'en France, autour de ce média qui demeure l'instrument privilégié pour s'adresser en bloc à la masse des électeurs. La radio n'atteint plus qu'un public trop fragmenté; l'affichage est de plus en plus considéré comme négligeable; et les meetings à travers le pays n'ont pour objectif que d'obtenir un passage non payant dans les journaux télévisés des stations régionales. L'un des grands soucis des consultants on communication est d'ailleurs de « créer des événements » autour des candidats pour qu'ils aient accès gratuitement à la télévision.

Tous les hommes politiques font cela, M. Ronaid Reagan lui-même, au début février 1988, à la veille d'un vote du Congrès sur l'aide aux « contras », a essayé de lancer à la télévision un « message à la nation ». Mais les trois grands réseaux (ABC, CBS, NBC) qui touchent, à une heure de grande écoute, 70 % des téléspectateurs ont refusé de diffuser ce message en constatant que le discours de M. Resgan « ne contenait rien de nouveau sur

la politique des Etats-Unis en Amérique centrale. » Les chaînes avaient déjà, le 14 octobre 1987, refusé de transmettre un appel du président en faveur de la nomination du juge Bork à la Cour suprême.

Pour avoir accès à la télévision, la meilleure solution consiste, aux Etats-Unis, à acheter du temps d'antenne et à

diffuser des « spots politiques». Mais cela coûte excessivement cher. La production d'un spot revient. moyenne. 30 000 dollars, et sa diffusion, à une heure de grande 6coute, peut aller

j u s q u ' à 100 000 dollars pour un seul pas-sage. Or il faut produire plusieurs spots et multiplier les passages. La télévision en arrive à absorber ainsi la part principale des frais d'une campagne. Pour un résultat intellectuel fort insatisfaisant. Car un spot ne permet pas au candidat de s'expliquer sur le fond, ni de développer une argumentation construite. La politique est une cer-taine forme de la pédagogie, et il est impossible de faire de la pédagogie en quelques dizaines de secondes. L'apothéose des images implique l'évacua-tion des idées. En dehors même des spots, le rythme de la campagne interdit tout traitement sérieux des grands problèmes. David Garth, un consultant Electoral américain, résume ainsi avec ironie l'épreuve : « Vingt-neuf débats avant les conventions de chaque parti, avec six candidats par débat, et un meneur de jeu. Chaque candidat a deux minutes pour expliquer son programme de politique étrangère, deux minutes pour son programme politique et économique... (1).»

Les citoyens étant de plus en plus occupés à consommer, les conseillers des candidats les considèrent tout simplement comme des « consommateurs de politique»; la fonction des spots tend donc à être la même que dans le domaine commercial. L'un des pères de la communication politique américame, Rosser Reeves, résumait d'ailleurs ainsi l'objectif des spots : - J'imagine que l'électeur dans l'isoloir hésite comme dans une pharmacie lorsqu'il s'agit de choisir entre deux pâtes dentifrices. Il choisira finalement la marque dont on lui a le plus parlé (2)...

Cette excessive médiatisation transforme les leaders politiques en vedettes populaires et conduit les chaînes à proposer au public, friand d'indiscrétions, des portraits sans complaisance des candidats. Gare alors à ceux qui n'auraient pas un parcours de vie irré-prochable. La télévision enquête sur le passé lointain des candidats, épie leur comportement présent et dénonce tout écart de conduite. M. Gary Hart n'est

(1) Libération, 7 février 1988. (2) Cité per Vance Packard dans la Perestine, Calmann-Lévy, Paris, 1984, p. 179.





La civilisation libérale

(Suite de la première page.)

Le mythe visiliot, c'est celui du consensus : les principales composantes de la société communieraient dans la poursuite de quelques grands objectifs. Le ralliement des socialistes à la stratégie de dissuasion nucléaire a pu, un temps, créer l'illusion. Mais les dissensions restent grandes en matière de doctrine d'emploi des divers systèmes d'armes. De même, à l'évidence, aucun consensus n'existe sur les principales questions de l'heure : enseignement. recherche, fiscalité, interventions économiques de l'Etat, statut de la Nouvelle-Calédonie, conception du maintien de l'ordre, avenir de la Communauté européenne, relations avec l'Afrique, système monétaire international, etc. Ah! si l'on pouvait offrir du rêve aux Français, les persuader que les vieux clivages droite-gauche appartiennent à la préhistoire de sociétés que l'on prétend postindustrielles...

Un moyen efficace permet cependant de donner l'impression que le consensus gagne du terrain : pour ce faire, il suffit de tenir le grand public dans l'ignorance, de ne point trop lui parler des raisons et des conséquences de telle ou telle option, de le traiter en mineur inapte à entrer dans la complexité de savants dossiers que les gouvernants, eux, gèrent avec une parfaite maîtrise... L'art d'éviter les véritables problèmes laisse ainsi un champ d'autant plus large aux attaques persomelles. Appauvrissant l'information, gommant les difficultés, évacuant toute réflexion et tout débat, le us est antinomique de la démo-

Quant aux techniques que l'on dit modernes, la classe politique les emprunte au petit monde du com-merce. Etudes de marché : d'une Eblouissante précision scientifique, elles révèlent qu'il fandrait simultanément augmenter les revenus des agriculteurs, les pensions des personnes agées, les crédits de l'enseignement, etc. Vente à crédit : le gouverne-ment distribue des subsides en pleine campagne électorale, et chacun promet de satisfaire tout le monde - votez aujourd'hui, vous paierez demain, Sondages : quel parti lave plus blanc? Publicité : débile mais jamais mensongère; d'ailleurs, disent les professionnels, la publicité possède toute la dignité d'une information; ils savent pourtant que, pour faire mouche, la publicité doit être fastidieusement répétitive, alors que, denrée périssable,

l'information se renouvelle sans cesse. Ce commerce politique coûte de l'argent? Beaucoup d'argent, en effet, pour vendre du vent. Heureuse surprise : l'argent qui finance les campagnes électorales n'est pas, lui, consen-suel. A la douillette lumière d'intérêts

bien concrets, le portefeuille redéconvre spontanément les allégeances de partis, les oppositions propres au débat contradictoire, essence de la démocratie (5). La nette disparité des ressources financières dont disposent la sauche et la droite devient le superbe hommage que l'esprit partisan rend à la confrontation d'idées et d'intérêts que d'aucuns voudraient noyer dans les brumes du consenue.

DÉES et intérêts? Les premières sont toujours fort utiles pour servir les seconds. Dans tous les camps. Drapées dans l'idéologie floue d'un très vieux néolibéralisme, les forces conservatrices out depuis deux ans comblé de faveurs leur clientèle et tenté non sans succès de grignoter des « conquêtes sociales » chèrement acquises au fil des générations. Et voilà que soudain, à l'approche du scrutin, la droite vacille sur ses bases, paraît moins sûre de ses dogmes : elle offre une provende de 3 milliards de francs aux agriculteurs, multiplie de généreuses ouvertures en direction de quiconque dispose d'un bulletin de vote. Oubliées les fières dénonciations du social étatisme » coupable de fausser le ieu du marché, mises au rancart l'exaltation du goût du risque et la condamnation de cette « mentalité d'assistés » qui paralyse l'économie. Tout bien pesé, le darwinisme social que le meilleur gagne, et périssent les faibles - est un mauvais argument

Et les « forces de progrès » ? Encore à leur aise pour vitupérer toute conces-sion au racisme, elles semblent ne plus avoir d'idées claires sur les intérêts

principes de la démocratie ?

qu'eiles doivent défendre. Ceux des couches défavorisées? Mais qui donc ne leur promet monts et merveilles ? Si bref qu'ait été son passage au pouvoir, la gauche a mis beaucoup d'eau gestionnaire dans son vin social. Nul ne lui en ferait grief si elle proposait une autre manière de gérer strictement, en vue d'une plus grande équité. Mais gérer pour gérer... A-t-elle peur de proclamer ses ambitions, on bien les aurait-elle laissées s'édulcorer ? Croitelle encore que, selon la formule naguère lancée par M. Helmut Schmidt, . les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après-demain » ? N'a-t-elle pas compris que, au temps de la robotisation de la production, cette

vicille logique a fait long feu? Mais alors qu'attend-elle pour préconiser l'extension de l'économie sociale. le développement du secteur non mar chand, les sociétés à but non lucratif, toutes activités créatrices d'emplois et qui, sans sacrifier la rentabilité, misent moins sur le profit à court terme que sur la production utile de biens matériels et immatériels? Si performante soit-elle, une entreprise - qui bénéficie pourtant d'allégements fiscaux et de grandes facilités de licenciement - n'a pas reçu mission de veiller au bien-être de la communauté nationale. Ce rôle appartient à l'Etat, aux pouvoirs régionaux, aux collectivités locales, qui disposent de vastes moyens d'intervention.

Vent-on faire croire à an « consensus » euro-américain pour propulser tout l'Occident sur la route lu d'un libéralisme salvateur? Passe encore que l'un quelconque des aspi-rants à la présidence des Etats-Unis et,

Dans notre numéro de mai

SOCIÉTÉS ÉCLATÉES

PLANÈTE ÉCARTELÉE

l'humanité n'avait disposé d'autant de richesses ; et pourtant, les

inégalités s'aggravent au cœur même des pays les plus prospères.

Les sociétés éclatent alors que notre planète elle-même se déchire.

Dans les villes surpeuplées du tiers-monde, de nouvelles tensions

explosives remettent en cause le modèle de civilisation urbaine.

Quel sens donner au progrès, au travail humain quand raculent les

Un dossier de huit pages :

● Les nouveaux déchirements, du Nord au Sud ● Le

recui des classes moyennes aux Etate-Unis . La pau-

vreté en France et en Europe • La faillite du modèle

urbain dans le tiers-monde
Les coûts de l'innovation

technologique @ L'égalité sous le règne libéral @ Les

slogans de la modernité . La mise en condition média-

tique . Les ghettos cultureis des exclus.

L'économie souveraine se propose d'unifier le monde, Jameis

en France, les candidats de droite n'oscat mettre en cause le non-système monétaire qui profite fastneusement à l'économie américaine au détriment de l'Europe et des autres régions du monde. Mais ce lourd silence de la gau-

Pourquoi ne pas dire aux Français ce que nul n'ignore aux Etats-Unis? Par exemple ceci : symbole de la nouvelle société en train de naître, le nombre des sans-abri ne cesse de croître dans la patrie de M. Ronald Reagan - quelque trois millions de personnes selon les estimations officielles; en décembre dernier, la Conférence des maires a annonce que vingt-quatre sur vingt-six grandes agglomérations verraient leur flot encore grandir en 1988. Début février, un sondage a révélé que le sort des sans-logis et des affamés - la faim, en Amérique! - serait le problème numéro deux posé au futur président : juste après le déficit du budget fédéral, bien avant le contrôle des armes nucléaires et la lutte contre le SIDA (6). Le libéralisme accouche d'une bien étrange civilisation...

IVILISATION? Mais oui, c'est bien de cela qu'il s'agit, en France comme aux Etats-Unis, dans ces élections qui interviennent en un moment où tout change en profondeur. Tout : les modes de production et le statut de l'emploi, les valeurs qui imprègnent une société, les relations avec l'Est comme avec le tiers-monde surendetté, la finalité même de l'économie, les normes qui régulent les relations sociales, la comunication et la culture de plus en plus

livrées aux affairistes... Et c'est ce monde effervescent, à la fois fascinant et plein de risques, que l'on voudrait aborder avec des idées qui datent du siècle dernier. Peut-être estce par pudeur, pour ne pas étaler l'archabine de leurs conceptions, que, sar les deux rives de l'Atlantique, les candidats à la magistrature suprême se repaissent de généralités, se complaisent dans les banalités. Mais cette explication ne leur fait-elle pas trop crédit? Comme leurs prédéc des années 30, qui courbaient l'échine en attendant les cinquante millions de morts de la seconde guerre mondiale, faut-il imaginer que, pris au dépourvu avenglés par leurs calculs au jour le jour, ils ne voient pas venir les grands déchirements économiques et sociaux annoncés par tant de signes avantcoureurs?

Une civilisation nouvelle est en gestation, rendue inéluctable et maîtrisable par l'essor des nouvelles technologies, la généralisation de l'accès à l'enseignement, la mondialisation de l'économie, l'élargissement du champ des connaissances. Attendra-t-on

l'effondrement de l'ancienne société pour donner un grand coup de faubert dans des théories économiques périmées ? Ou bien veut-on prendre à brasle-corps cette chance inespérée d'imaginer un « new deal », une autre définition des règles du jeu, une manière moderne de percevoir les relations entre l'homme et la production ?

E part et d'autre de l'Atlantique, laissons faire les péolibéranz, moins satisfaits de leur bilan qu'ils ne venient bien le dire, mai consolés de leur impuissance. Et alors se déploieront simultanément sous nos yeux quelques spectaculaires réalisations industrielles et les ravages de la grande pauvreté, d'admirables avancées scientifiques et une régression sociale, l'insultante satisfaction de quelques-uns et la sombre morosité de tous ceux sur qui ne se sera pas posé le bienveillant regard des dieux de la fortune. Ainsi se met en place la « civilisation » libérale.

« Jamais autant qu'aujourd'hui le capitalisme n'avait administré la preuve de sa capacité d'améliorer le sort des pauvres et d'engendrer des mœurs démocratiques», affirme M. Michael Novak (7). Mais quelque trente-cinq millions de pauvres et environ 50 % d'abstentionnistes aux Etats-Unis osent ne pas partager cette ardente conviction. Le système, répond M. Robert Lekachman (8), « tend à corrompre les vertus bourgeoises, comme la thésaurisation, qui favorisent l'essor du capitalisme » et, en outre, il a mine nos institutions politiques : l'inégalité de la distribution du pouvoir économique [...] se traduit par une inégalité de la répartition du pouvoir politique ».

Ancien PDG de la banque Citicorp, président du groupe des conseillers économiques de M. Reagan, M. Walter B. Wriston proclame ingénument ce qu'aucun libéral français n'a encore osé avouer : « La morale est une affaire strictement personnelle, sans rapport avec les institutions » politiques et économiques (9). Qui donc voudrait considérer comme une « civilisation » le produit d'un système par avance disculpé des injustices par lesquelles il gangrène la société ?

CLAUDE JULIEN.

(5) Voir dans ces pages les articles d'Ignacio Ramonet et de Christian de Brie.
 (6) Cf. US News and World Report,
 29 février 1988.

(7) Auteur notamment de The Spirit of Democratic Capitalism, ancien « catholique de ganche » converti au libéralisme; dans un débat publié par Harper's Magazine et repris par Dialogue, nº 4, 1987, sous le titre « Capitalisme et morale ».

(8) Auteur de The Age of Keynes et de Greed is Not Enough, dans le même débat. (9) Même débat.

DE BANK

and the second second second A TANTON CONTRACTOR OF THE PARTY OF THE PART Sich Miller 🗼 💢 Hard 💏 Transmitte un printing With the Company of the William Company of the Comp Andrius und eine Derpien. 🐲 William Company Harris Figure 1 to he breaks The state of the Report of Constitution Seartales

Bett ette tet au been de The state of the s the manual electerists The state of the state of The second of middle The state of the posterior of Contract of Policipa de Comment of the sea marche of And the second selection of - Nacons

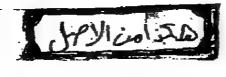
The transle of The state of being ber a The state of the s tes process The state of the s THE STATE OF THE S Aut tout adio et il Sales of the sales

The state of child

Milieux !

The Conference of that on the contract of the co argon. Concept of pour leaves The second of Airs of Can, en Thus grand Page 100 True grand Ch 1962 Ston det

Cer argent



Jes images

de politique »; la fonction de la tend donc à être la même de la domaine commercial. L'après de la communication politique le caine. Rosser Reeves, résulting le lears ainsi l'objectif des spots : lears ainsi l'objectif des spots : le comme dans une pharmacle le s'agis de choisir entre deux pius afficies. Il choisira finalement de comme les leaders politiques des les les ders politiques en le compositaires et conduit les ches populaires et conduit les ches populaires et public. Cette excessive médiatisation le forme les leaders politiques en les leaders politiques en les populaires et conduit les chaines le poser au public, friand d'indisent des portraits sans complaines en des portraits sans complaines en des portraits sans complaines en d'antraient pas un parcour de la prochable. La télévision enquête le prochable. La télévision enquête le comportement présent et démos. comportement présent et dénort de conduite, M. Gary lang

(1) Liberation, 7 fevrier 1988 (1) Liberation, various trea.
(2) Cité par Vance Packard des his massion chandestine, Calmann-Lin, le



drement de l'ancienne mi reconner un grand coup de fait des théories économiques p

corps cette chance inespérée de

Minition des regles du jes, m

mandere moderne de percevoir la mi

item entre l'homme et la producen!

and consolés de leur impusses

sion se déploieront simulaine

was your quelques specucione

de la grande pauvreté, d'adminie

The Control of the regions

lociale, l'insultante satisfaction è

come come sur qui ne se sem pas pod

Monweillant regard des dieux de la la

tion - libérale.

Me. Ainsu se met en place la « civile»

a James autant avaujoudint

capitalisme n'avait administri li

prince de sa capacité d'amélier l

nort des pauvres et d'engendre le

quartes démocratiques », affice

M. Michael Novak (7) Mas quels

totale cinq millions de pauvres et an

50 % d'abstrationnistes aux Eus

Unie ocent de pas partager cell

M. Robert Lekschman (8), - uni

corrempte les vertus bourteaux

me l'essor du capitalisme d. t.

entre, il « mine nos institutions policy

ques : l'inégalité de la distributes par une inégalité de la réparition à

Ancien PDG de la banque Chica

Wriston proclame ingenumen

services: « La morale est un affet services personnelle, sans rapid

more bes institutions - politiques e lo

aredak d'un système par arable

supe des injustices par lesquelle

marties (9). Qui done route

Vancen hberal français n'a court de

deldent the groupe des conseilles to

poerotr politique ...

frace conviction. Le système riqui

e la thésourisation, qui jour

signations et la sombre monstit

ations industrielles et les me

or an - new deal - une sur

E part et d'autre de l'Aine

que, iaussons faire les plois

raux, moins sausfaits & le beilan qu'ils ne veulent bie i

EXPLORATION DE L'AVENIR

évacuation des idées

pas, il s'en faut, la seule victime de ce jeu de massacre qui fait dire à l'histo-rien Jean-Noël Jeanneney: « L'idée est assez effrayante qu'on ne pourra bientôt plus avoir comme président des Etats-Unis que quelqu'un qui aura été élevé sous une cloche de verre ; un garçon qui n'aura pas vu de semmes jusqu'à l'âge de vingt-cinq ans, à qui on en présentera une seule, et qui fera des enfants qui seront eux-mêmes élevés sous cloche (3).»

Au regard radicalement puritain que portent les chaînes sur les mœurs des candidats s'ajoute l'effet des « negative spots », c'est-à-dire ces spots où l'on démolit l'adversaire en insistant sur les révélations destructrices faites par les médias (4). Conséquence: en 1958. 58 % des citoyens américains avaient confiance dans les hommes politiques; trente ans plus tard, ils ne sont plus que 19 %. En France aussi grâce à la télévision, les dirigeants sont entrés de plainpied dans la culture de masse. Or celleci concerne essentiellement la vie

privée (celle des stars, des rois, des héros sportifs) et se situe dans la sphère de l'apolitisme ou de l'extra-politique. Le public veut donc les voir dans leur comportement quotidien, dans l'univers de leur vie privée qui devient, dans un système très médiatisé, plus importante que leurs opinions strictement politiques. C'est en défini-tive sur leur comportement privé qu'il seront jugés plutôt que sur leurs idées. · Chacun est convaincu - dit l'histo-

rien Théodore Zeldin - que les hommes politiques ont, en définitive, peu de pouvoir sur les grands problèmes de la vie : le chômage, la pauvreté... Ce qui compte c'est la généro-sité, la qualité de la relation avec les citoyens, et c'est à travers la télévision que l'on peut se faire une idée du capital de sympathie d'un homme public (5).

Tel est l'objectif, par exemple d'une émission comme « Questions à domicile » qui voudrait présenter les responsables politiques dans leur contexte familier. Certains out senti le risque, et

au lieu de leur domicile, proposent de recevoir les animateurs de l'émission dans leurs bureaux hâtivement humanisés. Afin que tout reste dans la sphère publique.

En France, les spots politiques demeurent interdits. Aussi, pour avoir accès à la télévision, en dehors des temps d'antenne prévus dans le cadre de la campagne électorale proprement dite, les candidats doivent faire preuve d'astuce. Sont, bien sûr, favorisés ceux qui, en raison de leurs fonctions, out des acti-

vités pouvant donner lieu à un compterendu dans les journaux télevisés. En premier lieu, le chef de l'Etat, M. Francois Mitterrand, qui n'a pas manqué, en ce début de 1988, de multiplier les déplacements, les visites, les participations à des rencontres internationales et ainsi - sans faire campagne - a été plus souvent présent qu'aucun autre candidat dans les journaux télévisés du

M. Jacques Chirac, premier ministre et maire de Paris, n'a pas été en reste.

Tandis que les autres candidats n'accédaient à la télévision qu'à condition de faire le pitre dans des émissions de divertissement et de variétés ; à l'occasion du lamentable jeu des « petites phrases » ou alors, plus dignement, dans le cadre d'émissions canoniques comme « l'Heure de vérité », « Questions à domicile», «7 sur 7», «le Monde en face > ... où la force de séduction doit l'emporter sur l'intelligence de l'exposé (7).

La guerre des médiateurs

D'E plus en plus, en France aussi, les électeurs fondent leur jugement sur les interventions des candidats à la télévision. Mais l'affichage reste malgré tout un espace d'expression privilé-gié. Même si certains experts en communication le considèrent obsolète: Pour les présidentielles - dit par exemple Claude Marti - montrer sa tête par voie d'affiche, ça n'a aucun intérêt. L'affichage c'est fini (8) ». De surcroît, l'affiche agace les citoyens, car, contrairement à l'émission de télévision que l'on peut ne pas regarder. elle s'impose dans le paysage urbain et les force à la voir. Dans la campagne actuelle, elle illustre bien l'ère du vide et brille par un laconisme qui frôle l'aphasie. Un seul mot pouvant tenir lieu, le plus souvent, de programme : · l'ardeur », « le courage », « la volonté », « génération », « conflance ...

L'image l'emporte sur le verbe, sur les idées. Celles-ci d'ailleurs doivent rester assez abstraites, vagues, imprécises. Car tout l'objectif des campagnes est d'essayer de convaincre à peine 10 % d'indécis. C'est pourquoi, interrogés sur le type de campagne que devait faire M. Mitterrand, certains conseillers n'hésitent pas à proposer « qu'il fasse court et obscur » (Claude Marti) et que sa campagne soit - brève et floue » (Jean-Claude Parodi) (9),

Les électeurs - même ceux, fort nombreux, qui souhaiteraient se dêterminer sur de vrais critères politiques sont donc sollicités d'entrer dans le jeu des oppositions de personnes et dans la stratégie de séduction imaginée par les conseillers en communication des candidats. Ces conseillers savent que le grand public, selon les lois de la culture de masse, demande aux leaders politiques de posséder quatre vertus principales : la chaleur humaine, la conviction, la sincérité et, en dernier lieu, l'intelligence. Aucune de ces qualités n'est forcément politique. Et, partant des mêmes données, chaque conseiller en communication cherchera à séduire, au profit du candidat qu'il met en images, le plus grand nombre de citoyens.

Dès les années 50, le leader démocrate américain Adlaī Stevenson déclarait : · Pouvoir faire la publicité des candidats à la présidence, comme s'il s'agissait de produits alimentaires est l'ultime indignité infligée à l'esprit démocratique. » Les campagnes électo-rales deviennent en effet, par la force des médias, une joute où s'affrontent

en réalité, non plus des candidats, mais des médiateurs, des experts en marketing, des conseillers en communication. Le 24 avril et le 8 mai prochains nous saurons, enfin, qui des conseillers des principaux candidats aura effectivement gagné cette élection, M. Jacques Séguéla (Mitterrand), M. Jean-Michel Goudard (Chirac) ou M. Jacques Bille

Tel est, chacun l'aura compris. l'enjeu véritable de cette élection qui déterminera, pour la durée d'un septennat, une nouvelle philosophie de la communication. La guerre des médiateurs (avec leurs campagnes, leurs stratégies, leurs offensives, leurs cibles et leurs bombardements d'images) l'emporte en intérêt sur le débat piteux des candidats. Et l'on finit par oublier que c'est la démocratie qui se trouve

IGNACIO RAMONET.

(3) Entreties avec Sylvie Blum et France de Nicolay, in Dossiers de l'audiovisuel, numéro 17, spécial « Télévision-spectacle-politique », janvier-février 1988. (4) Et cela en toute impunité. Les « néga-tive spots » sont protégés par le premier amen-dement de la Constitution américaine sur la liberté d'agrancier : ils request des sontenis liberté d'expression : ils peuvent donc soutent les pires contre-vérités sans encourir ancune

ponisuite.

(5) Dossiers de l'audiovisuel, op. cil.'

(6) Marie Guichoux, « Les bonnes recettes pour figurer au menu de vingt heures », Libérazion, 7 mars 1988.

(7) Live absolument à ce sujet : Noël Nel, A fleurets mouchetés. 25 aus de débats télévisés, INA, la Documentation française, Paris, 1988. (8) Le Quotidien de Paris, 14 janvier 1988.

(9) Le Nouvel Observateur, 29 janvier 1988.



CHRISTIAN

ENDEZ vos candidats à la manière dont les entreprises vendens leurs produits », conseillait, dès 1956, le responsable de la campagne électorale du Parti républicain des Etats-Unis, Leonard Hall. Depuis, la démocraties occidentales. En France en particulier, où, d'une consultation à l'autre, corruption et publicité tournent en dérision l'élémentaire déontologie qui devrait présider au choix du

Si l'argent et la politique ont toujours entretenu des relations intimes, qui s'intensifient en période électorale, un phénomène récent s'est généralisé et amplifié depuis un quart de siècle : l'irruption, dans la vie politique, des techniques de vente de la société de consommation. Conçu comme une marchandise, le produit politique est désormais offert sur un marché électoral où tous les moyens sont utilisés nour forcer l'adhésion du consommateurélecteur, davantage traité en cible de campagne promotionnelle qu'en citoyen responsable.

Or le marketing politique coûte cher, très cher, de plus en plus cher, à l'image du marketing commercial auquel il emprunte ses procédés : études de marché, enquêtes et son-dages répétés, traitement informatisé des données; conception, organisation et gestion des campagnes ; fabrication de l'image du candidat ; mise en forme des messages diffusés sur tous les sup-ports utilisables : radio et télévision, cassettes et vidéotex, affichage, bulletins, plaquettes, journaux et achats d'espaces dans la presse, grands ras-semblements montés en spectacle, campagnes téléphoniques, publipos-tage sur électeurs ciblés, objets publicitaires divers, etc. S'y ajoutent les frais de transport (avions privés) et d'hébergement de toute une équipe d'accompagnateurs, les locations de bureaux, de matériel et de moyens de communication (téléphone, télex, studios d'enreà une foule d'intermédiaires et de spécialistes, des consultants au service d'ordre. La liste est longue.

Il faut aujourd'hui beaucoup d'argent pour jouir du droit de parler et de participer au débat. En vingt ans, le montant des dépenses électorales a été multiplié par dix, doublant en moyenne à chaque nouvelle consultation, pour atteindre vraisemblablement le milliard de francs aux élections nationales en France, en Allemagne, en Grande-Bretagne, en Italie, le milliard de dollars aux Etats-Unis. Pour l'élection présidentielle française de 1988, on laisse entendre que les trois principaux candidata dépenseront chacun de 200 à 300 millions de francs, ceux du Parti communiste et du Front national, de 80 à 150 millions. Si tel était le prix à payer pour le débat d'idées, l'évaluation critique des programmes et des hommes, il n'y aurait peut-être pas lieu de s'en offusquer. Les protagonistes des campagnes modernes ne manquent pas de souligner que ces dépenses représentent environ 30 francs par électeur, à peine le prix d'une place de cinéma, une fois tous les cinq ans en moyenne; pour que s'exerce la démocratic politique, ce n'est pas trop cher payé. Mais l'on se doute bien que ce n'est pas de cela qu'il s'agit.

les grands marchés d'armes ou de travaux publics, aux délits d'initiés sur les opérations financières et monétaires.

Débordement des puissances d'argent

S'y ajoute la pratique du clientélisme auprès de certaines catégories d'électeurs, sur lesquels sont saupondrés en temps utile aides et crédits publics. Les démocrates-chrétiens en Italie ou la droite en France s'en sont fait depuis longtemps une spécialité



UN PLACEMENT DE RAPPORT

sans en avoir le monopole. Et la lettre de Pierre Viansson-Ponté à M. Jacques Chirac est restée ouverte: « Pendant des mois, vous arrosez, vous inondes littéralement [le pays] de crédits, de bienfaits et de cadeaux; à fonds perdus, si j'ose dire, puisqu'il s'agit de nos fonds (2).

Lorsque toutes ces inégalités se cumulent au profit des droites conservatrices, comme c'est souvent le cas, elles leur procurent un avantage diffi-

Incapables de financer par leurs fonds propres (cotisations et souscriptions) les énormes dépenses qu'ils engagent dans les campagnes, candidats et partis ont recours à des moyens détournés, le plus souvent illicites. Ainsi, corruption et criminalité financière tendent à devenir le nerf de la démocratie. Prise en charge, en espèces ou en nature, d'une partie des frais par des entreprises amies, dont on espère qu'elle rapportera dix fois la mise. Associations et bureaux d'études dont la principale activité est de débiter des fausses factures, prélevant sur les circuits économiques et financiers une dîme qui ira alimenter les caisses noires. Le procédé rodé au début de la Vª République par les gaullistes avec l'aide de professionnels s'est depuis généralisé, en particulier dans les col-

lectivités locales, à l'ensemble des partis (3). Tous les moyens sont bons, et l'imagination en la matière est sans limites (4). L'argent est rarement refusé, d'où qu'il vienne, y compris de la Mafia — en particulier aux Etats-Unis et en Italie - ou de puissances étrangères réputées hostiles. Partout gravitent autour des responsables politiques de discrets imprésarios financiers, entourés de correspondants circuits complexes et secrets, et qui prélèvent leur part des profits. L'actualité des démocraties occidentales déborde de ces affaires édifiantes qui, un moment, attirent l'attention.

La plupart des pays ont depuis longtemps adopté des législations s'efforcani de moraliser la vie politique. Trois séries de dispositions permettent d'y contribuer : le plafonnement des dépenses électorales des candidats (en Grande-Bretagne on aux Etats-Unis, dans certains cas), mais il est facilement tourné et rarement respecté : le financement public des campagnes (aux Etats-Unis sur option, en Italie) et des partis (en Allemagne, en Italie), complété éventuellement par un financement privé, plafonné et déductible du revenu imposable ; la publicité et le contrôle des comptes, organisés dans tous les pays cités, mais rarement assortis de sanctions dissuasives. La nouvelle loi française du 11 mars 1988, prise dans un contexte d'affairisme débridé, reprend les différentes techniques de réglementation, privilégiant les dons privés, qui favorisent les citoyens les plus aisés (5). Sachant qu'au bout du circuit le

financement est supporté par le consommateur-contribuable, il est préférable qu'il l'assure publiquement plutôt que par le biais de généroux donatours de l'argent des autres. « Rien ne nous interdit, plus sard, d'améliorer les dispositions prises et de poursuivre l'édification d'un temple jamais achevé, celui de la morale politique », conclut le premier ministre Jacques Chirac en présentant la nouveille loi à l'Assemblée nationale (6), tandis que déjà l'argent ruisselle. Car les marchands ont envahi le temple, et personne ne s'avise de les en chasser. Un projet pourtant moins utopique qu'il n'y paraît.

Toutes les législations en vigueur tendent seulement à limiter le poids de l'argent du marketing et de la publicité dans la démocratie électorale, comme si celle-ci était condamnée à rester sur la défensive, reconnaissant implicitement que la politique est bien une marchandise de plus à consommer, la promotion des ventes électorales un spectacle à financer, dont il faut sculement tempérer les excès. La stricta limitation de la durée des campagnes, des règles déontologiques très précises. le contrôle et la sanction rigoureuse de tous les manquements et débordements devraient contribuer à remettre les

Milieux d'affaires et clientélisme

? analyse du financement des campagnes électorales révèle une autre réalité. Elle met en évidence la formidable inégalité des moyens financiers entre les partis et les candidats. Traditionnellement, l'argent provient de ceux qui le détiennent ou le contrôlent, c'est-à-dire, pour l'essentiel, des milieux d'affaires (entreprises industrielles, commerciales, financières, fédérations patronales et professionnelles). Aux Etats-Unis, on estime que 90 % des fonds sont fournis par 1 % de la population, la plus grande partie provenant des hommes d'affaires. « Je crois pouvoir affirmer que 95 % des sonds dépensés pour les élections au Congrès proviennent du secteur privé -, révélait des 1967 le président de la commission des finances du Sénat (1). Cet argent va tout naturel-

lement à ceux qui défendent leurs intérêts. Dans tous les pays, la droite et les conservateurs en recueillent la meilleure part, dans un rapport de un à dix. Même si à titre de police d'assurance multirisque, les gens d'argent ont pris l'habitude de ne pas mettre tous leurs œufs dans le même panier et de « beurrer les deux côtés de la tartine » en cor-

rompant les gauches respectables. Inégalités entre les partis et les majorités qui occupent le pouvoir et ceux qui sont dans l'opposition. Le contrôle de l'appareil d'Etat ouvre l'accès à des moyens considérables : prise en charge par les services publics de dépenses partisanes (personnel, matériel, locaux, transports, téléphone, courrier); fonds secrets; attribution de contrats publics avantageux à des entreprises qui apporteront une aide, en retour, en période électorale; voire

Des dépenses qui sont suir l'électeur

DANS les pays européens, 85 % à 90 % des électeurs qui participent ont fait leur choix bien avant que la compétition ne s'engage et ne le modifieront pas. Le tapage électoral vise environ 10 % d'électeurs flottants, et les publicitaires reconnaissent qu'une bonne campagne peut déplacer 1,5 % à 2 % des voix. C'est trop cher payé pour un résultat qui risque d'être annulé par celui obtenu en sens inverse par le ou

Il est peut-être temps de s'aviser que les énormes investissements engloutis dans les campagnes électorales sont un échec. Dans aucun pays, ils n'ont amélioré l'information et la participation des citoyens à la vie politique. Au contraire. Aux Etats-Unis, pays à la pointe des dépenses et des techniques de communication, l'abstention s'est accrue avec les coûts de financement ; la moitié des électeurs ne participent pas aux présidentielles, les deux tiers s'abstiennent aux législatives. En limitant la compétition aux coûteuses techniques d'emballage et de promotion de l'image des candidats, les vendeurs de produits politiques font fuir l'électeur, dès lors que la question n'est plus de savoir s'il reste des différences entre les candidats-produits offerts sur le marché électoral, mais si, en définitive, les différences changent quelque chose.

(1) M. Russell Long, lui-même enfant chéri e l'industrie pétrolière. (2) Lettre ouverte aux hommes politiques,

Albin Michel, Paris, 1976.
(3) Voir parmi les dernières affaires, celle des fausses factures de Nancy ou celle de

des fausses l'actures de l'acture de l'acture d'allemagne. Pour l'histoire des financements en France, voire André Campans, l'Argent secret, Arthaud, Paris, 1976; pour la période la plus récente: les « Dossiers du Canard enchaîné », l'Argent des élections, mars 1988.

enclaise ... l'Argent des élections, mars 1988.

(5) Phafonnement établi entre 120 et 140 millions de francs des dépenses de chaque candidat à l'élection présidentielle, à 500 000 francs aux législatives; financement public partiel des campagnes présidentielles, dons privés plafonnés pour les législatives; publicité et contrôle du Conseil constitutionnel.

(6) Le 2 février 1988. (7) « La politique, la vie et le citoyen », Bulletin d'information du Centre d'informa-tion civique, 1º 86, deuxième semestre 1987.

engrime le société ? CLAUDE JULES (8) Voir done ors pages in article for the Riverseast of de Curstian de Bra.
(4) Cf. US News and World Rept.
(5) Restaurant 1982. (7) Anter notamment de The Spirit

Antone notamment de The Spring Control of Co (A) Antone de The Age of Konse des mais de mine des

Par JACQUES LE GOFF *.

Tragique évidence : le droit du travail traverse l'une des périodes les plus sombres de sa brève histoire. Piètre consolation : cette situation affecte pratiquement tous les pays (1). En Grande-Bretagne, aux Etats-Unis, en RFA, en Italie... pertout la précarité gagne du terrain (2), tandis que battent en retraite les organisations syndicales, les institutions représentatives du personnel, les grands droits collectifs conquis de haute lutte (en particulier le droit de grève). Partout le vent de la déréglementation souffle en tempête et met à mai les digues patiemment édi-fiées depuis les années 1850-1900. Plus grave sans doute, il les ébranie dans leurs fondations mêmes, dans leur principe de légitimité : « A quoi bon, faiton observer ici on lè, un droit du travail, privilège des « nantis » (3), quand l'important dans un contexte de chômage généralisé se situe du côté de l'emploi... Et précisément, les difficultés d'embauche ne sont-elles pas la conséquence « naturelle » d'une législation « grand-maternelle » (Letoy-Bauliou), desservant, dans le fond, les intérêts de ceux que l'on voulait protéger. . On connaît ces variations sur le fléau du bien » (4) qui rejoignent les imprécations d'un Hayek contre le « mirage de la justice sociale » (5). de quelques cénacles de néo ou ultra-

leur assure une diffusion capillaire qui amplifie très sensiblement la crise du droit du travail. Crise de la technologie et des pratiques juridiques, mais aussi crise du discours idéologico-culturel, óbranió non sculement par la nouvelle donne économique mais également, et peut-être surtout, par le retour en force édifié le droit du travail. « La situation actuelle pose la

libéraux. Leur puissance de séduction

du social (6). . A partir de 1983, cette questions devient centrale ou plutôt le redevient. Et le plan de rigueur du gou-vernement socialiste en est la preuve la plus éciatante. Il est vrai que l'euphorie de la période de croissance avait engendré l'illusion d'un social soumis aux seules lois de son propre développe-ment, affranchi des contraintes d'une économie assez prospère pour autoriser tous les espoirs. Tout paraissait possi-ble... ou presque, Il a bien fallu se rendre à l'évidence : ce que l'on prensit pour une bourrasque était en réalité un phénomène tellurique imposant à tous une révision des stratégies sociales. 1983 peut être, à cet égard, considéré comme l'année de l'aveu : le social ne peut plus être pensé autrement qu'étroitement indexé sur l'économid'articulation s'impose d'urgence.

Travailler comme des Asiatiques

B débat n'en demeure pas moins riès ouvert sur le point de savoir jusqu'où peut et doit aller le réajustement du social au « maître » qui vient de découvrir sans pudeur son visage. Deux grandes thèses s'affrontent. Le thèse socialiste ou « deuxième gauche », qui prend acte des exigences impérienses de l'économis tout en refusant de lui offrir le social en holocauste. « Si le progrès social dépend du progrès économique, affirme M. Jacques Delors, il devra être consideré de plus en plus comme un élément essentiel pour le succès de la politique économique (7) ». M. Michel Delebarre se refuse à sonscrire au « schéma selon lequel l'économie devrait strictement dominer le social (8) ». En clair « le social n'est pas un sous-produit de l'économie, il en est un élément essentiel (9) ».

De leur côté, les libéraux de stricte obédience, si prompts à déchiffrer dans cette malédiction « naturelle » le signe de quelque châtiment expiatoire, prêchent l'humilité devant les faits « qui prennent leur revanche... On vous avait mis en garde. Voyez où votre présomption prométhéenne nous a conduits... » l'Après les délires

* Doctour en sciences politiques, impec-ieur du travail.



ALGÉRIE, NIGER, MAURITANIE

Projeter ou construire votre voyage **AVEC D'AUTHENTIQUES GUIDES SAHARIENS**

et des SPÉCIALISTES INCONTESTÉS

du désert Renseignements sur l'ensemble de nos voyages : L'ATELIER SAHARIEN

دle Village م 38410 Scint-Martin-d'Uriage Tél.: 76-89-52-19

du modèle libéral contre lequel s'était question des rapports de l'économie et

« constructivistes », et « artificialistes », retour donc au « sérieux », conversion à la réalité et à ses lois : « L'économie détermine le social N'insistons pas sur l'argumentation d'un discours bien connu (11). Souli-

Un droit étendu et renforcé

renforcé et la loi — mais cela vaut dans tous les domaines — est en général appliquée. La puissance des syndicats — la centrale ouvrière (LO) a 2,2 millions

de membres pour une population de 8,4 millions - et le faible taux de chô-

mage (1,8 %) expliquent qu'il n'y ait pas de pressions perconate ou économique

pour remettre en cause les acquis sociaux. Les années 70 ont vu arriver successi-vement la loi sur la sécurité de l'emploi (LAS), qui ne permet les licenciements

que pour des raisons strictement économiques, la loi sur la représentation du per-

sonnel dans les instances de l'entreprise et au conseil d'administration et la

fameuse loi sur la participation des salariés aux décisions (MBL), qui a donné lieu à une longue bataille et fait que toute décision importante, en dehors des

formation, une extension de la loi sur les vacances et une loi sur l'égalité des

L'extension du droit du travail a eu pour conséquence de multiplier les recours au tribunal du travail (AD). Celui-ci, qui existe depuis 1928, s'est vu adjoindre deux nouvelles chambres. Le nombre des juges est passé de sept à

toujours interdites. En principa, les contrevenants sont passibles d'une amende de 200 couronnes (autant de francs). Mais le nombre de salariés condamnés est

faible. Et ce sont les syndicats qui paient l'amende. Le patronat proteste contre

Un nouveau projet propose de nommer des représentants du personnel dans les groupes de travail qui préparent les conseils d'administration des

sociétés, afin de mieux participer aux décisions. Le patronat pousse des hauts

cris, parle de rigidité, de bureaucratie, mais les sociaux-démocrates, au pouvoir depuis 1932 (avec une interruption de 1976 à 1982), veulent faire voter la

prospérer. Les agences d'emploi privées sont interdites. Toute offre d'emploi

doit, en principe, être notifiée à l'Agence pour l'emploi (AF). Il existe cependant

des sociétés d'intérim pour secrétaires ou ouvrières de l'industrie mécanique,

On comprend que, dans un tel contexte, les sociétés d'intérim ne puissent

GUY DE FARAMOND,

Elles ont été suivies dans les années 80 par une nouvelle loi sur les congés-

Les « grèves sauvages » menées en période da conventions collectives sont

salaires, doit être discutée avec les personnes concernées.

le fait que cette loi soit mal appliquée. C'est un vieux débat.

sexes dans le monde du travail.

mais elles restent marginales.

- Company Company Company を 出来する。

OIN de restreindre le droit du travail à la faveur de la crise, les Suédois l'ont

gnons, en revanche, sa banalisation dans les pratiques qui en dévoilent les ressorts : réhabilitation du profit et du pouvoir patronal sous convert de restauration de l'économie dans son primat. Comment ne pas être frappé de l'impudence, voire du cynisme crûment affichés depuis quelque temps par certains chefs d'entreprise qui n'hésitent plus à annoncer bruyamment des licenciements pour « améliorer le taux de profit > ou à mettre en garde leurs salariés par des propos jusqu'alors inusités : « Si vous ne travaillez pas comme des

EN SUÈDE

Asiatiques, nous sommes foutus >. La « revanche des faits » ne serait-elle pas aussi, en de nombreux cas, une revanche des hommes, soucieux de maximiser l'effet de situation? Tout se passe finalement comme si le social devait

« Entre 300 000 et 400 000 embauches supplémentaires ». Chacun garde en mémoire le nombre mythique avancé par M. Gattaz pour vanter les mérites de la suppression de l'autorisation administrative de licenciement économique (lois des 3 juillet et 30 décembre 1986). Ici et là on s'était pris à rêver d'une nouvelle terre promise. On connaît la suite... Nous ne sommes pas sortis du désert. Tant s'en faut. Car outre l'échec prévisible, et prévu, de cette mesure, il faut souligner son influence délétère sur le climat social de nombreuses entreprises (12). Les salariés ont, en effet, cu le sentiment de perdre une protec-

redevenir un « sous-produit » de l'éco-

nomic, apprécié à la seule aune de la

rentabilité et de la productivité.

tion importante, de se trouver privés, dans un contexte précarisant, d'un instrument d'équilibrage des relations salariés, il appartient aux partenaires sociaux de définir librement par voie conventionnelle la nature et l'impor-

culièrement en matière de représentation du personnel).

D'autres mesures empreintes d'un libéralisme moins intransigeant visent une adaptation du social sur un mode tempéré. L'objectif est d'assouplir le droit en vue de le mettre au service de la politique de l'emploi. Objectif certes louable. Mais il faut bien constater qu'en pratique l'assouplissement

confine à une véritable abdication. La loi du 17 juin 1987 sur l'aména gement du temps de travail est révélatrice de cette dérive. Un an auparavant, M. Michel Delebarre, par une loi de février 1986 portant sur le même obiet s'était efforcé de maintenir social et économique dans un rapport de tension, d'échange global sur le mode du « donnant-donnant ». Tout aménagement de quelque ampleur, tel que la modulation de la durée du travail, devait trouver sa contrepartie dans une réduction de la durée moyenne du travail. Par ailleurs, tout accord d'entreprise était subordonné à un accord-cadre au niveau de la branche. Or, avec la loi de juin 1987 non seulement le second garde-fou disparaît, mais il n'est plus fait mention de mesures de compensation obligatoires aux astreintes nées de l'aménagement. L'affaire est laissée à la discrétion des partensires sociaux: « Même si la réduction du temps de travail paraît être la contrepartie la plus naturelle des variations d'horaires imposées aux ordinaires de gestion de la maind'œuvre.

Il ne fait plus de doute que les divers régimes dérogatoires instaurés en faveur de catégories particulières de demandeurs d'emploi (surtout les jennes) alimentent cette tendance. Les stages d'insertion à la vie professionnelle (SIVP) (15), en particulier, sont « utilisés à tort et à travers parce qu'ils coûtent moins cher aux patrons (16) », avec les conséquences que l'on sait pour les travailleurs permanents. Dès avril 1987, l'ANPE attivait l'attention sur les . effets d'éviction au détriment d'autres classes d'âge ». Le diagnostic s'est confirmé.

Enfin, pas de stratégie active qui ne passe aujourd'hui par la « mobilisation du social » autour d'un «projet », et d'un « programme » ou d'un « plan »... Il s'agit de faire de la dynamisation des selariés un facteur de prospérité. Dans son principe, cet objectif ne présente rien de choquant. Et d'ailleurs le succès des cercles de qualité et antres « groupes » de progrès montre bien l'intérêt qu'y portent les travailleurs, dans le fond satisfaits de voir ainsi reconnues et valorisées des compétences souvent en jachère (17).

Il est néanmoins permis de se demander si une telle stratégie n'est pas insidiensement porteuse de graves



avec l'employeur. Le fort taux d'antorisation n'empêchait pas l'intervention de l'inspecteur du travail d'apparaître comme une garantle contre l'arbitraire, comme un moyen de contenir le pouvoir de l'employeur sur un point stratégiquement décisif, spécialement dans les entreprises dépourvues de représentation du personnel. A l'houre actuelle. la tétanisation que suscite la crainte de perdre son emploi a d'indéniables effets entropiques sur l'ensemble du droit du travail, déstabilisé et paralysé dans sa mise en œuvre par peur de se singulariser. Et de proche en proche, la subordination brutale du social à l'économique provoque un mouvement en chaîne de stérilisation du droit (parti-

grands accords positifs, le tout-venent de la négociation tend à s'inscrire sur le fond de compromis plutôt négatifs du type aménagement on... licenciements.

L'adaptation des régimes du contrat à durée déterminée et du contrat de travail temporaire procède d'une même inspiration. Amorce par la loi du 25 juillet 1985, à l'initiative du gouvernement socialiste, le mouvement s'est trouvé nettement amplifié par l'ordonnance du 11 août 1986 suppriment un élément important du dispositif limitatif (liste des cas de recours) tout en rappelant sous forme de pétition de principe le caractère de droit commun du contrat à durée indéterminée : « Le contrat à durée déterminée ne peut avoir pour objet de pourvoir durablement un emploi lié à l'activité normale et permanente de l'entreprise ». Ce faisant, et malgré le maintien de certaines dispositions protectrices, le champ du travail précaire a connu une croissance accélérée. Selon l'INSEE, 70 % des recrutements de 1986 dans les entreprises de plus de 50 salariés se sont faits avec un contrat à durée déterminée (14). En France, comme aux Etats-Unis ou en Grande-Bretagne, de plus en plus de salariés doivent quitter leur statut de permanent pour être dans bien des cas réembauchés presque immédiatement sous régime précaire. Banalisés, les contrats à durée déterminée et les contrats de travail temporaire tendent à devenir des instruments

Antoine Lyon-Caen et André Jam-mand, Droit du travail, démocratie et crise, Actes-Sud, Arles, 1986.

Actes-Sud, Arles, 1986.

(2) Pour la Grande-Bretagne, voir Bernard Cassen, «Chômeurs et reutiers au pays du néo-libéralisme réel», le Monde diplomatique, juin 1987; pour les Etats-Unis, voir Pierre Dommergues, «l'Amérique s'interroge sur la meilleure façon de gérer son déclin», le Monde diplomatique, octobre 1987.

(3) Rapport Dalle-Bounine, Pour développer l'emploi, juin 1987.

(4) Philippe Beneton, le Fléau du bien. Essai sur les politiques sociales occidentales (1960-1980), Laffont, Paris, 1983.

(5) Sous-titre du tonne 2 de Fouvrage de

(5) Sous-titre da tome 2 de l'ouvrage de Frédéric von Hayek, Drolt, législation et liberté, PUF, Paris, 1981.

(6) Pierre Rosanvallon, in préface de Roustang, Travailler autrement, Duned, uris, 1983. (7) Revue de droit social, octobre 1982. (8) Sénat, J.O. Débats, du 29 janvier 1986, p. 100.

(9) ibid.
(10) M. Pierro-Christian Taittinger,
Senat, J.O. Débats du 29 janvier 1986, p. 75.
(11) Cf. Claude Julien, • Le corset libéral », le Monde diplomatique, novembre
1984.

tulat d'une nécessaire coïncidence d'intérêts entre les salariés et l'entreprise. La coïncidence est sans doute réelle pour une bonne part comme le soulignent les progrès de l'esprit d'entreprise. Mais sous prétexte de valoriser le social on en vient finalement, par le néo-corporatisme (18) et le patriotisme qui l'accompagne, à nier son autonomie, füt-elle relative, et à reconnaître un minimum de distance entre les diverses composantes de l'entreprise et la possibilité offerte d'exprimer les divergences à travers le réseau des contre-pouvoirs. L'unanimisme et le conformisme qu'il engendre ne font pas habituellement le meilleur ménage avec la démocratie. Que la productivité devienne le seul critère d'appréciation de la qualité du social. voilà qui ne laisse pas d'effrayer. A ce compte, il faudra sans tarder frapper d'ostracisms tous ceux (handicapés divers, inadaptés sociaux...) dont la rentabilité n'est pas averée. La mobilisation du social se paiera-t-elle d'exclusion renforcée du monde du travail?

Le risque est réel. Baisse des effectifs syndicaux (19), recul de la participation aux élections professionnelles (20), relative désaffection vis-à-vis des institutions représentatives du personnel, pénurie de candidatures, doute quant à l'efficacité de ces instances, recours de plus en plus fréquent au référendum... l'entre-

(12) Les contrats de reconversion, qui ren-contrent peu de succès, n'ont que très faible-ment limité les rigueurs de cette mesure. (13) Circulaire de la Direction des rela-tions du travail, 87/7 da 30 juin 1987.

(14) le Monde du 13 octobre 1987. (15) Cf. Alain Lebanbe, «Le succès ambigu des SIVP : une façon détournée d'embancher à moindres frais», le Monde, 5 janvier 1988.

(16) Edmond Maire, la Monde, 19 soût (17) A titre indicatif, les deuxièmes assises de l'Association française des cercles de qualité (AFCERQ) out réuni 12 000 personnes en juin 1987.

(18) Cf. Alain Supiot, « Notes sur le néo-corporatisme en France », *Drois et Société*, 1987, nº 6.

(19) Scion l'Institut syndical européen, « le laux de syndicalisation se situerait des une fourchette comprise entre 12 et 16 % »; cité par Michel Noblecourt, « Les syndicats pean de chagrin », le Monde du 19 novembre 1987.

(20) Tanz d'abstention de plus de 50 % aux dernières élections prud'homales de décembre 1987.

AUROYAUME-UN

L'inflexible logique

Date of the state of the state of the The second of the second Specification and an entire programmed Tegrandes of the state of the s di emistra nga iga iga igi gas**ak sapah saba**

demand of the second A second responsible control of the Later to the growth of the day willing State of the state Tate to an other wight disquire with the Programme to the same same same Statistics of act of one butte die

Roth park 2 in Flag Address of the second The second of th The state of the s The both of the services to the services THE WE PUT NOT THE CONTRACTOR SAN TON METERS

Management of the second The second of the second The same state of Man in the

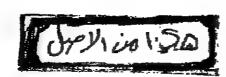
The second secon The second of th And the Property of the Party o Total Service Management of the Control of the Cont The state of the s STEEL STEEL STEELS

Property of the property of th THE PART OF THE PARTY AND THE and the same of th V-y 222 ar a mountain

Terra de la Fre-green de la Company The seconds and The second of the second State with the state of the sta

Tablette Paper 4

71 1 2 000 F



= de gestion de la it plus de doute que le dérogatoires insidate de catégories particular d'emploi (suron de la landace de la st confirmé.

"as de stratégie acire sie urd'hut par la "noblime", autour d'un "projet, et gramme ou d'un "projet, et gramme ou d'un "par la saire de la dynamisure de cet objectif ne prése hoquant. Et d'aillean de progrès moure la de progrès moure la la satisfaits de voi au et valorisées des ours ent en jachère (17).

Jéanmoins permit de séanmoins permit de ; ii une telle stratige lo isement porteuse de pro-Tet entièrement sur k



t ies sainnés et l'enne icidence est sans done € bonne part comme k Progres de l'esto Mais sous prétexte de CILI OR OR VIEW finds fo-corporatisme (18) a in accompagne ing . fut-elle relative et i minimum de dispat traes composantes de ia possibilité offett divergences à traver le ntre-pouvoirs. L'anaaformisme qu'il aux habituellement k pel ec la démocrate Ou devience le seul criére le la qualité de soul se pas d'effrayer Ac

ectifs syndicaux (19). cipation aux élections (20), relative that des unstitutions reprétre quant à l'efficient résérendum. l'ent

ta sans tarder imppet

us ceux (handicipé

25 SOCIAUX...) dogs is

pas avérée. La mobili-

ie paiem-t-elle d'erdiu mende du traval

de reconversion qui se ers de cette mestre le la Direction des sis du 30 juin 1987. : [] octobre 1987. Lebaube, . Le sant ire, le Monde, 19 mil tif, ics deutièmes reum 12 000 person

Notes . Droit d

DES CONQUÊTES SOCIALES

le monde du travail

prise est devenue au cours des der-nières années le cadre idéal de stratégies fondées sur le primat militant de l'individu libéré des contraintes de l'idéologie taylorienne (21) pour être immédiatement réintégré dans des collectifs très homogènes. Ce double mon-vement est très bien analysé par Phi-lippe Messine lorsqu'il décrit la « stratégie du grain de sable » qui contribue « à ce que les particules soient aussi dures et abrasives que possible en évitant qu'elles ne s'agglomèrent malencontreusement. Le regroupement des travailleurs sur des objectifs définis de manière indépendante, donc critique, risquerait de dynamiter le projet. Aussi est-il zouhaitable que le salarié s'identifie aussi totalement à son entreprise que l'enfant à sa famille... (22) ». En fait, ce qui est ainsi mis en évidence c'est très exactement le modèle libéral des relations sociales, tel qu'on l'a vu fonctionner pendant tout le dix-neuvième siècle et plus tard. Le social n'est plus, dans cette perspective, le lieu de constitution d'une identité collective, stable, prenant place dans un jeu de pouvoir. mais l'instrument de libération et de maximisation du potentiel des individus dans un processus inscrit dans une logique d'efficacité et de producti-

Il y a dans ces pratiques nouvelles, qui ne sont pas à rejeter d'un revers de main, motif à désappointement mais gussi à affronter audacieusement la question désormais centrale de la réarticulation entre l'individu et le collectif. de l'invention d'un « nouveau social ». M. Jean Auroux avait bien pressenti l'importance de cet enjeu lorsqu'il conçut l'idée des groupes d'expression des salariés. La réponse s'est avérée insuffisante (23), mais le sillon mérite encore d'être creusé.

Est-il surprenant que le droit du travail subisse rudement les contrecoups de tels changements? La logique contractualiste, civiliste, a déjà regagné une partie du terrain cédé pas à pas, pendant un siècle, à la logique statutaire avec l'affermissement et l'extension du dispositif légal et conventionnel. Elle explique que, en présence de propositions de modification des conditions d'emploi et de travail, les salariés en principe « libres » de refuser n'aient en fait d'autre choix que l'accord ou... le licenciement. Et cette pratique se généralise. Nombre d'entre eux « acceptent » les accommodements, voire renoncent à certaines garanties prévues par les textes. Puisqu'ils sont « d'accord » pourquoi protesteraient-ils? Ainsi, par touches successives et parfois avec l'aval des juges (24), le droit du travail basculet-il insensiblement du statut vers le contrat individuel avec un risque con dérable d'aggravation de la crise de confiance dans les vertus du collectif.

Un autre danger majeur menace le droit du travail : le déplacement d'une part de plus en plus importante de l'activité normative du centre (loi, conventions de branche) vers la périphérie, vers l'entreprise désormais parée de toutes les vertus (25),

« Vous signez on je licencie... »

N l'espace de cinq ans, les positions des lins et des autres ont considérablement évolué au point de se présenter aujourd'hui à fronts renversés. Côté CNPF, le changement d'analyse est particulièrement saisissant. 1981 : le rapport Auroux préconise un développement de la négociation d'entreprise en harmonie avec la négociation de branche (26). M. Yvon Chotard proteste et fait part de sa crainte que « les conventions collectives qui déterminent our l'ensemble des entreprises d'une pour l'ensemoie aes entreproduitions branche les salaires et les conditions de travail ne deviennent... un échelon qui perde petit à petit de l'importance par rapport aux accords d'entre-prise (27) ». Et M. Barrot, su cours des débats de 1982, dénoncera le risque de « balkanisation des rapports sociaux (28) ». 1987, M. Périgot plaide pour « la décentralisation de la négociation collective», M. Guillen précisant pour sa part que « le CNPF recommande un redéploiement de la politique contractuelle. En dehors des problèmes relatifs à la prévoyance sociale, il importe de renvoyer au plan des entreprises le maximum de questions afin qu'elles soient traitées au plus près des réalités (29) ».

La loi du 22 juin 1987 sur l'aménagement du temps de travail leur donne entière satisfaction sur ce point... comme sur les autres. L'article L 212-2 indique en effet qu'« Il peut être dérogé par convention ou accord collectif étendu ou par convention ou accord d'entreprise ou d'établissement à celles des dispositions... relatives à l'aménagement et à la répartition des horatres de travail à l'intérieur de la semaine, ainsi qu'aux modalités de récupération des heures de travail per-

Un tel déplacement de l'activité normative, du centre vers la périphérie, comporte certains avantages incontestables (souplesse, meilleure adéquation du social aux exigences économiques), mais il recèle également de très graves dangers pour le droit du travail.

D'une part, le risque d'une flexibilité généralisée : l'incidence de textes comme celui de juin 1987 déborde, en effet, très largement son objet. Ils affectent, par contagion, d'autres domaines en donnant à penser de proche en proche que tout ou presque est-négociable, y compris les règles répu-tées d'ordre public. L'inquiétude paraît d'autant plus fondée que depuis quelques années, des associations patronales n'hésitent pas à mettre en cause très ouvertement l'ordre public social « carcan hiérarchique et institutionnel » et plaident pour une inversion de la situation actuelle. Ainsi Entreprise et progrès, le mouvement Entreprise à taille humaine industrielle et commerciale (ETHIC) et l'Institut de l'entreprise préconisent-ils un système juridi-que particulièrement flexible dans

lequel la règle deviendrait l'« occord collectif d'entreprise - (30) et l'excep-tion la loi et le règlement. Alors qu'actuellement le dérogation doit être expressément prévue par les textes, dans ce système, clie scrait de plein droit - sauf mention contraire. Ainsi la loi deviendrait-elle une « solution supplétive » (31). On ne pouvait aller plus loin dans la déréglementation.

D'autre part, le risque de voir s'enga-ger des négociations factices. Pour être crédible, une négociation suppose un minimum d'équilibre entre les forces en présence. Cet équilibre peut encore se réaliser au niveau de la branche et de l'interprofession. Mais, hormis les grandes entreprises très minoritaires en nombre, qui peut affirmer que dans les établissements de petite et moyenne taille cette condition sera remplie? De nombreux exemples montrent déjà que les sections syndicales ne font pas véritablement le poids dans ce dernier cas, Et la négociation, au lieu de se jouer sur le mode du « donnant-donnant » prend souvent des allures de plan Orsec: « Vous signez ou je licencie... Vous avez le choix » ! Et là où les syndicats ne sont pes implantés, la tentation sera forte de « négocier » avec le comité d'entreprise ou les délégués du personnel, voire directement avec le personnel sollicité par référendum. Les accords pudiquement dénomnés « dérogatoires » alors qu'ils sont parfaitement illégaux ont proliféré depuis deux ou trois ans et l'on ne voit guère pour l'heure le moyen d'en contenir le flot. Signalons d'ailleurs que cette pratique va tout à fait dans le sens des propositions d'Entreprise et progrès qui mettent hors jeu le délégué syndical au profit de « mandataires élus » plus - conscients des contraintes qui s'imposent à leur propre entreprise, plus ouverts aux souplesses demandées par la direction pour accroltre une productivité sans laquelle aucune réponse satisfaisante ne peut être fournie aux aspirations des man-

dants (32) ». Ce très net retour au « privé » est corroboré par la résurgence de certains des traits caractéristiques du patronat de droit divin, plus sûr que jamais de son bon droit. Il est le signe indiscutable d'une crise de l'espace public dont l'histoire prouve qu'il constitue le support naturel des conquêtes démocrati-

Sans céder au catastrophisme, on a tout de même des raisons de se montrer inquiet de l'avenir du droit du travail. menacé par le retour en force d'un modèle socio-économique et idéologicoculturel historiquement éprouvé, avec les conséquences que l'on sait. Il va de soi qu'il n'est pas question d'en revenir à l'effrayant silence des fabriques du dix-neuvième siècle. Mais ai la tendance devait se poursuivre qui peut dire ce qu'il adviendrait de la parole des travailleurs, si chèrement conquise?

JACQUES LE GOFF.

(21) Le rapport entre l'affirmation de l'individu et la crise du taylorisme est bien mis en évidence par Jean Bunel : dans « Le réenchantement de l'entreprise », Sociologie du travail, mars 1986, p. 262. (22) Liberté, égalité, modernité, Laffont, Paris, 1985, p. 88.

(23) En dépit des changements positifs des praiques de pouvoir (cf. notre ouvrage ; Du silence à la parole. Calligrammes, Paris 1985, p. 333 et suivantes), le dispositif a rapidement atteint ses limites et, comme le scaligne Daniel Martin : « Il n'a pas produit, souf dans de petites organisations à fonctionnement démocratique, la révolution culturelle que certains appelaient de leurs vocux. » management on nonvelle institution? », Sociologie du travail, février 1986, p. 192).

(24) Cf. l'article fulminant de Gérard Lyon-Caen: «Les juges brâlent le code du travail», le Monde du 3 décembre 1987. (25) Cf. Bernard Casson, « Un nouveau maître à penser, l'entreprise », le Monde diplomestque, noût 1987.

(26) Cf. la loi du 13 novembre 1982, (27) Revue des deux mondes, 1982, p. 21. (28) Assemblée nationale, J.O. Débats

(29) Assemblée générale du CNPF (Liai-sous sociales, du 5 juillet 1987). (30) Cf. la brochure intitulée le Contrat collectif d'entreprise, février 1987.

(31) ibid.

AU ROYAUME-UNI

L'inflexible logique du démantèlement

OUR rendre son tonus à l'économie, le gouvernement britannique veut « libérer le marché de l'emploi » et réduire les facteurs inflationnistes (dépenses publiques et prélèvements obligatoires) qui gênent l'investissement. C'est pourquoi se mettent en place, le 1ª avril 1988, avec une inflexible logique un remodelage de la protection sociale et une diminution de la fiscalité pour les gros revenus, tandis que se poursuit la réforme du droit syndical. En bref, on bride les syndicats et on brade la protection sociale.

La protection du droit de grêve repose, au Royaume-Uni, sur l'immunité. Celle-ci n'intervient désormais que si les salariés concernés ont voté la grève à bulletin secret, procédure qui interdit l'urgence et la souplesse (1). En outre, tout développement du conflit hors de ses limites d'origine, toute action de solidarité, toute grève dite « politique » est passible de lourdes amendes et autorise les employeurs à floencier sans préavis ni indemnité avant de demander des dommages et intérêts aux syndicats. Un employeur qui s'estimerait gêné par une grève dans une entreprise sutre que le sienne pourra bientôt traîner les grévistes

En attendant, les employeurs proposent des « sweetheert's agreements » aux plus offrants d'entre les syndicats, qui doivent faire les joils cœurs auprès des patrons, renoncer même à la grève licite, en échange d'un monopole de représ tation, mais non d'embauche. C'est le fin du fin (ou la fin dernière ?) de la démocratie sociale : ce n'est plus le salarié qui choisit son syndicat, c'est le patron qui choisit pour lui entre les syndicats concurrents (2). Il est vrai qu'il reste au travailleur, mieux défendue que jamals, la liberté de ne pas se syndiquer.

La système de protection sociale du Royaume-Uni ignore le salaire minimum garanti, à l'exception de quelques secteurs de petites entreprises où des commissions paritaires nationales fixent des minima obligatoires. Mme Thatcher a réduit le nombre de secteurs protégés et a « libéré » les jeunes de l'autorité des commissions. Mais les salaires ainsi déterminés peuvent être inférieurs au minimum vital, et c'est alors le contribuable qui verse la différence, qui subve tionne de fait les bas salaires. Ce système concerne également tous ceux qui, pour une raison ou une autre, se trouvent démunis : l'État assure un revenu minimum à chacun (3). Telle est la philosophie d'un système complexe où chaque situation, chaque activité de la vie, peut donner droit à des prestations « complé-

Les ministres successifs des affaires sociales n'y ont rien changé sur le fond. Par contre, ils ont modifié le vocabulaire, le niveau et la distribution des prestations. Avec la demière réforme, selon The Economist, « un tiers des plus pauvres seront plus pauvres encore (4) ». Par exemple, six millions de foyers vont perdre leur allocation logement en totalité ou en partie, tandis qu'un projet de loi prévoit une substantielle augmentation des loyers. Des chercheurs de l'université de Nottingham, quant à eux, estiment que ces changements lèsent 60 % des intéressés et ne bénéficient qu'à 17 % d'entre eux. Pour l'essentiel, il s'agit d'une redistribution entre les plus pauvres, au bénéfice de ceux qui ont un emploi : la réforme décourage, sinon le chômage, au moins le chômeur.

Mme Thatcher s'estime responsable de l'incontestable redémarrage d'une pertie de l'appareil productif. Sur le plan social, c'est un sinistre retour en amère. Mais la docilité des salariés paraît s'émousser sérieusement dans les entraprises où renaissent simultanément le conflit et le profit. Et les tensions inflatio raprennent dans une société profondément divisée.

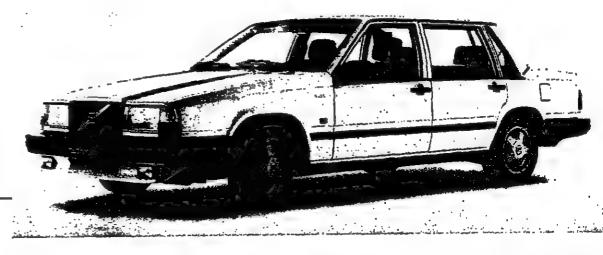
FRANCOIS POIRIER.

(1) Voir François Poirier «Les coups de boutoir de lièm Thutcher», le Monde trustique, fövrier 1986.

(2) Voir, sur la situation syndicale au Royaume-Un vitaturique, vol. 4, nº 3 (1987) et vol. 4, nº 4 (1988).

(3) De 1 000 F à 2 000 F par moit environ, selon les situations et la contidons. Le coût de la vie est à peu près le même qu'en France.

(4) 12 mars 1988.



CERTAINES VOITURES EN DISENT LONG SUR VOTRE STATUT.

Le 1° privilège Volvo : le luxe du choix.

Ouand on recherche une voiture de prestige, le luxe des Volvo a tout pour séduire. Et, quand on réfléchit, les qualités des Volvo ont tout pour convaincre: solidité, fiabilité, longévité qui font des Volvo des voitures différentes.

Choisissez la vôtre : 340, 240, 480, 740 ou 760, et roulez en privilégié. Modèle présenté: 740 Turbo 4 portes.

L'autre privilège Volvo:

le luxe en hors taxe.

Oue vous soyez coopérant français, fonctionnaire en poste à l'étranger, n'oubliez pas, lors de votre passage en France, que toutes ces Volvo sont disponibles en hors taxes chez Volvo TDS. Conditions spéciales pour les membres des corps diplomatiques. Les ventes hors taxes Volvo TDS, une manière intelligente de faire du luxe une excellente affaire.

Volvo France — 138, Avenue des Champs-Elysées — 75008 Paris Tél: 42.25.60.70 - Télex: 642 932

VOLVO

COMMENT CONCILIER LA LUTTE CONTRE LE PROTECTIONNISME

Négociations au GATT dans

E commerce mondial se porte bien en dépit de la crise économique : il a progressé de 4 % en volume l'an dernier. Et pourtant, les grandes négociations multilatérales qui ont commencé voilà plus d'un an à Genève à l'initiative du GATT se déroulent dans un climat d'affrontement. Un regain de nationalisme économique aux Etats-Unis - en partie suscité par le déficit de leur balance commerciale - contribue à aggraver les rivalités entre les grands pays industrialisés, tandis que les pays en voie de développement en sont encore à lutter pour améliorer leur accès aux marchés du Nord. Ils doivent aussi se garder des nouvelles convoitises des industries des services, devenues les véritables moteurs des sociétés postindustrielles.

Par MIREILLE LEMARESQUIER

Guerre des céréales, des vins; bagarre de la chaussure; mais aussi guerre de l'acier et conflit entre Airbus et Boeing : le commerce international a ses luttes fratricides, car ses enjeux se chiffrent en milliards de dollars. En toile de fond : les emplois d'un monde industrialisé confronté depuis plus de dix ans au chômage, et la persistante précarité des conditions de vie dans le tiers monde.

Si le commerce mondial s'est accru en volume de 4 % l'an dernier, pour atteindre le chiffre record de 2 450 milliards de dollars — la croissance la plus forte des années 80, - le recours au protectionnisme n'a pas diminué et les pays en voie de développement, grands exportateurs de produits de base, attendent toujours un prix plus équitable des matières premières. Le dynamisme du commerce ne doit cependant pas être interprété, selon les experts de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), comme l'indice d'un boom de la production ou de l'emploi. Un signe encourageant pour les pays en voie de développement : l'amélioration de leurs exportations et le fait que les quinze pays le plus lour-dement endettés (1) alent euregistré un net redressement de leurs résultats commerciaux. En 1987, leurs exportations ont augmenté de 10 % en valeur et leurs importations de 7 %.

Le GATT insiste, dans son dernier rapport sur le commerce international. sur l'essor des exportations des « quatre tigres » : Corée du Sud, Taiwan, Hongkong et Singapour. Le fait qu'ils soient inclus dans le groupe dit des « pays en voie de développement » suscite un véritable tollé dans bien des négociations internationales. Le 29 janvier dernier, le président Ronald Reagan a annoncé que les Etats-Unis leur retiraient le bénéfice de tarifs donsniers préférentiels, puisqu'ils « ne sont plus en voie de développement », selon

Deux exceptions: la Chine et l'URSS

Le GATT compte aujourd'hui quatre-vingt-seize parties contractantes, à l'exception notable de deux géants : la Chine et l'URSS. La Chine faisait partie des vingt-trois mem-bres fondateurs de l'organisation en 1947 ; mais, après la révolution de 1949, le siège fut occupé par Taiwan iusqu'à ce que l'ONU prive Formose de cette place, depuis lors res-

En 1983, la Chine a commencé les premiers sondages en vue de sa nantégration et depuis 1984, elle jouit d'un statut d'observateur. Conformiment à la procédure prévue au GATT, Pékin a adressé l'an demier un mémorandum décrivant son système économique, ses échanges avec l'étranger et les réformes envisagées ou déjà entrées en vigueur. La Chine, qui participe, à la différence de l'URSS, à l'Uruguay round, doit être traitée, disent les Américains, comme un candidat non mai et non comme un pavs réintégré. Mais le retour prendra du temps, même si le commerce extérieur de Pékin « pèse » plus de 80 milliards de dollars

En revanche, l'accession de l'URSS est beaucoup plus délicate. Moscou effectue des sondages au GATT depuis l'arrivée de M. Mikhail Gorbatchev au pouvoir et n'a pour le moment demandé que son admis sion à l'Accord multifibre (AMF). Se demande de participer à l'Uruquay round a été refusée. Les Etats-Unis s'opposent à l'adhésion des Soviétiques ; bon nombre de pays occidentaux - dont ceux de la CEE - souhaitent d'abord pouvoir juger de la réalité des réformes entreprises par l'équipe de M. Gorbatchev. Ils redoutent surtout la création au sein du GATT d'un bloc qui réunirait autour de l'URSS les Etats socialistes ayant déjà adhéré à l'Accord (Hongrie, Tchécoslovaquie, Pologne, Roumanie et Cuba).

un communiqué de la Maison Blanche. Une opinion qui est généralement partagée par les antres pays occidentaux.

La décision du président des Etats-Unis, sommise maintenant au Congrès, consiste à retirer ces quatre Etats de la liste des cent quarante et un pays bénéficiant du système des préférences généralisées, puisqu'ils enregistrent d'importants excédents dans leur commerce avec les Etats-Unis. La réaction la plus vive est celle de la Corée du Sud, qui entend faire appel devant le

Cette affaire témoigne d'un nouveau renforcement du protectionnisme américain, estiment les pays du tiersmonde, alors qu'à Genève on négocie depuis un an la libéralisation du commerce international. L'objectif de l'Uruguay round, troisième grande négociation commerciale multilatérale.

n'est rien d'antre que la levée de tous les verrous protectionnistes, l'assainissement des marchés, qui ne devraient plus être soumis aux partages des pays industrialisés, et la libéralisation des échanges de services.

Plus de deux milliards d'hommes vivent du travail de la terre et d'autres activités rurales, alors que l'agriculture est à l'origine des tensions commerciales les plus graves de ces dernières années. Une illustration exemplaire en est donnée par le conflit permanent entre la CEE et les Etats-Unis, où les agriculteurs pèsent toujours d'un poids politique important en période électorale. Mais le secteur agricole est également capital pour les pays du tiers-monde, où il fournit perfois les deux tiers des recettes d'exportation. La crise des marchés agricoles s'est nettement aggravée : les échanges mondiaux de céréales et de produits alimentaires stagnent, après avoir connu une croissance annuelle de quelque 35 % en moyenne de 1972 à 1982. Aujourd'hui, sept cent trente millions d'hommes souffrent de la faim alors que les surplus des pays industrialisés, engendrés par la multiplication des subventions. entraînent la chute des cours mondiaux. Les premières victimes en sont souvent les pays en voie de développement - pour le blé, le sucre, le riz, etc. - qui ne trouvent plus d'acheteurs. Selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), les subventions agricoles auraient augmenté ces cinq dernières années de 70 % aux Etats-Unis, de 36 % dans la Communauté européenne et de 18 % au Canada (le cas de l'Australie, avec 38 %, doit être apprécié différemment car en ce pays le recours aux subventions est plus récent).

Agriculture : la bataille des subventions

E montant des subventions agricoles de la CEE et des Etats-Unis aurait varié ces dernières années de 26 à 30 milliards de dollars. Mais les Américains affirment qu'on peut parler de 100 milliards de dollars pour qu'ils appellent les « onze subventions à la consommation». Devant de tels calculs, chacun jure de son innocence et dénonce le voisin, attendant que les concurrents se sacrifient avant de démanteler ses propres mécanismes de

C'est essemiellement parce que la CEE est le premier exportateur agricole mondial que les Etats-Unis demandent, depuis la réunion de la conférence ministérielle du GATT en novembre 1982, une négociation multilatérale sur l'agriculture, s'insurgeant en permanence contre la politique agricole commune. D'autant plus aujourd'hui que leur balance agricole est en déficit depuis 1986, ce qui ne s'était pas vu depuis trente ans. Pour eux, le recul a été particulièrement sévère sur les marchés agricoles d'Asie et de la Communauté européenne. Leurs exportations de mais, blé et soja (pour ce dernier produit, la concurrence est brésilienne) sont en chute

C'est ainsi que l'agriculture représente la négociation la plus difficile de l'Uruguay round. La déclaration de Punta-del-Este, adoptée le 20 septembre 1986, véritable tremplin des nouvelles négociations commerciales multilatérales, souligne la nécessité d'examiner non seulement les subventions à l'exportation mais aussi « les ment ou indirectement le commerce agricole ». Il s'agit là surtout des aides directes accordées par les Etats-Unis à leurs agriculteurs. Ce qui a fait dire aux ministres, français du commerce extérieur, M. Michel Noir, et de l'agriculture, M. François Guillaume, qu'« on avait élargi au maximum le champ de la négociation ».

Celle-ci a été entreprise à Genève au début 1987. Bien que multilatérale, elie se déroule entre trois groupes : les Etats-Unis, la CEE et le groupe de Cairns. Ce dernier, constitué en juillet 1986 dans la ville australienne de Cairns, rassemble treize pays dont les politiques économiques sont fort différentes : Australie, Nouvelle-Zélande, Canada, pour les pays développés du monde occidental; Argentine, Chili, Brésil, Colombie, Uruguay, Thallande, Indonésie, Malaisie, Philippines, pour le tiers-monde; et, pour le camp socialiste, la Hongrie, qui est l'un des rares pays de l'Est membres du GATT. Le groupe de Cairns, qui représente 550 millions d'habitants, assure 25,6 % des exportations agricoles mondiales (contre 31 % pour la CEE et 13,6 %

pour les Etats-Unis). - Des exportateurs efficients, dont l'Australie, avait expliqué le premier ministre australien, M. Robert Hawke, en out assez d'etre pris sous le seu croisé de la surenchère des subventions entre les Etats-Unis et la CEE, assez de se voir interdire des marchés. » Tout en se définissant comme une « troisième force », le groupe de Cairas a adopté des positions qui ne sont pas aux antipodes de celles de Washington, demandant notamment l'abolition totale de tonte forme de subvention à l'agriculture dans un délai de dix ans. La CEE est la cible désignée.

Depuis un an, une dizaine de propositions ont été déposées sur la table des négociations, dont les plus importantes sont celles des Etats-Unis, de la CEE, du groupe de Cairns et, plus récemment, du Japon, premier importateur agricole mondial (voir le sableau cidessous .

Les Etats-Unis, qui militent pour une privatisation totale de l'agriculture dans un délai de dix ans, ont fait du dossier agricole la pierre angulaire de toute la négociation de l'Uruguay

des subventions aux exportations. « Nous nous efforcerons d'obtenir à la conférence de Montréal un texte spécifique, substantiel et clair, démontrant que le round a fait des progrès importants », affirme l'un des négociateurs du Canada, l'un des principaux pays du groupe de Cairns. Quant à la CEE, elle sonligne an GATT que les récentes décisions prises au sommet de Bruxelles, en février dernier, pour la réduction des surplus agricoles (taxe de coresponsabilité sur les céréales, par exemple, du même type que celles appliquées sur les quotes laitiers, et mise en jachère d'un million d'hectares) sont des mesures difficiles à faire accepter certes, mais efficaces, alors que les autres négociateurs restent inactifs. . J'ai l'impression que les autres nous regardent et disent : c'est bien, continuez, et ne font rien », estime M. Guy Legras, directeur des affaires agricoles à la Commission enropéenne. Pour ce dernier, ou bien il y a crise agricole et il fant aujourd'hui prendre des mesures immédiates; ou siors il n'y a pas crise, contrairement à ce qu'affirment les Etats-Unis, l'Aus-



MANUFESTATION DE PAYSANS EUROPÉENS A LUXIMIDURG

round. - On jugera de l'avancement de cette négociation sur les progrès du dossier agricole », expliquait le 7 mars dernier le représentant commercial américain, M. Clayton Yeutter. Au début de l'année, ce dernier avait averti la CEE qu'elle aurait à payer un prix beaucoup plus élevé pour sa politique de soutien à l'agriculture si aucun scoord international n'intervensit dans le cadre de l'Urugusy round. Les Américains attendent de la conférence qui s'ouvrira à Montréal le 5 décembre prochain pour dresser le bilan de l'Uruguay round à mi-parcours des résultats bien concrets en matière d'agriculture, tandis que, pour la CEE, il s'agit plutôt de faire le point sur les progrès de ces deux premières années. Quelques sénateurs américains, venus récemment à Genève pour appuyer dans le forum de négociations la position de l'administration Reagan, out affirmé qu'en l'absence, précisément, de résultats concrets la législation des Etats-Unis pourrait devenir beaucoup plus dure en

Du côté du groupe de Cairns, on artend un accord-cadre avec des engagements bien précis sur l'élimination

tralie et bien d'autres. La Communauté se serait en effet entendu répondre à Genève, après l'annonce des mesures drastiques du sommet de Braxelles, que de telles propositions ne s'inscrivaient pas dans la philosophie générale et à long terme de l'Uruguay round...

Enfin, dans la perspective d'un démantèlement des subventions agricoles, tout le monde est d'accord pour utiliser, dans le calcul des coupes des fameux soutiens directs ou indirects. le système ESP - équivalent subvention à la production, - élaboré par l'OCDE et qui permet de quantifier les niveaux de protection et de soutien budgétaire dans le secteur agricole. Grâce à cette méthode, il sera possible d'asseoir la négociation sur une comaissance précise des sommes d'argent insufflées directement ou indirectement dans l'agriculture chaque année.

Banques, investissements, assurances, télécommunications, trans-

(1) Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Côte-d'Ivoire, Equateur, Maroc, Mexique, Nigéria, Pérou, Philippines, Uruguay, Venezuela, Yougoslavie.

NÉGOCIATIONS AGRICOLES: CE QUE PROPOSENT LES PRINCIPAUX PARTENAIRES

	CEE	ETATS-UNIS	GROUPE DE CAIRNS	JAPON
OBJECTIF	Réduction du déséquilibre entre l'offre et la demande, en tenant compte des facteurs socians et ruraire.	Libéralisation totale du secteur agricole.	 Libéralisation du commerce agricole et élimination des politi- ques agricoles qui ont des effets de distorsion. 	des enhanced and actions
CHAMP D'APPLICATION	 Ensemble des produits agricules, de base et transformés, avec une priorité aux secteurs en diffi- culté. 	● Tous les produits agricules, forestiers et de la pêche.	Tous les produits agricoles.	 Tous les produits agricoles, forestiers et halieutiques.
MESURES D'URGENCE	 Éngagements poncinels pour un an sur la discipline des prix. Réduction des quantités à expor- ter pour les céréales, le lait et le sucre. 	(Pas de proposition)	(Pas de proposition)	 Gel > des subventions à l'exportation à leur niveau actuel
MESURES A COURT TERME	 Engagements sur la réduction du soutien à la production, en tenant compte des mesures déjà prises. 	Idée d'un fast track (rythme accéléré) prévoyant des mesures à partir de 1988.	 Elimination progressive du sou- tien global, priorité aux subven- tions directes à l'exportation. 	 Elimination progressive des sub- ventions à l'exportation en excluant de cette démarche les soutiens intérieurs, partie inté- grante des politiques agricoles.
MESURES A LONG TERME .	 Réduction notable et concertée du soutien. Réaménagement de la protection extérieure pour réduire les distonsions existantes. 	 Libéralisation totale du secteur en dix aux, à dater de la fin des négociations. 	 Programme de réforme pour une libéralisation durable du com- merce, sur la base d'un nouveau code de règles et disciplines du GAIT. 	 Fixation de prix à l'exportation pour les principaux produits agricoles, selon une formule rationnelle tenant compte de la spécificité des produits.
POUR LES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT	 Traitement spécial et différen- cié, en tenant compte du niveau et des besoins du développe- ment. 	(Pas de proposition)	Traitement différencié et plus favorable.	Traitement spécial et différencié.

- 一丁里 細胞 reine getate 🌉

W THINK FORES I TIME

the second 1577 - 157 -Part of the part of the second The state of the past that The second second The state of the Publish The state of the state of the And the second second in indian 🦥 THE SAME WITH THE PARTY OF THE THE TOTAL OF THE PARTY THE PROPERTY OF STREET PARTY AND THE

3. 11.18

AND THE RESIDENCE TE TOTAL CE CONTRACTOR man had a lost on the first bearing. The week Manager and the second The second secon 2 - 721 7 m + out torents \$ TERRET OF THE PART OF THE PARTY

The transfer of the same of the same planten ber bereite berteite berteit material and the second and the party of the design to to the PATTA Mark or Although the same mie fin in Trengen bie Aufmite SHOW IN TAKES OF PERSONS COMME men bert er Jum seintfige Mitte mangara er, er gross **consi**t the mineral permittings to be being the tergrand ingegingt in the M STATES OF THE PROPERTY. and the second of the second o in Mala Brahilipa (1895) y 🛪 🗪 STORESTON OF THE STANKS BURNE

Part of the Section o And the formal and the street of the state o The same of the contract of th Martin and Section of the self-martin THE COMMISSION OF THE PARTY AND Party for the same of the party of State of the same of the

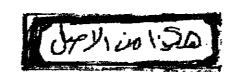
folia te i might om des services. Com to the extent is the dream. Service of management of the Santanian the state of the section of the sect And the first of the second of the them bein eine un anter bem Garden with water con-Service for the Land of the service of ******* * *** 781 about The Comment of Contract to Person brames aus d'est parte The state of the s The second of the second of the second

The man contract humber ---The same of the same the same and the same the tre per by given better the in the case of the same the second of the second of A TOTAL PARTY OF THE PARTY OF T The same of the sa and the same of the same of the same

> LES ESPACES DISRAEL Alain Dieckheff



DOCUMENTATIO a Voltage 75007 P#



des subventions aux exponsus - Nous nous efforcerons d'obsent conférence de Montréal un tent il flaue, substantiel et clair, dennie que le round a fait des progètions des Carada, l'un des principaux partie de Carada, l'un des principaux parties au GATT que les récht de Geissons prises au sommet le réduction des surplus agricules les excespole, du même type que che carada de coresponsabilité sur les cérele le appliquées sur les dennies lus estres les en jachère d'un milion des surplus des en jachère d'un milion des sur les que ce en jachère d'un milion des sur les autres difficiles des sur les autres difficiles des mesures difficiles des matters que les autres négociateur le mattres mous repord- de l'impression en carada autres nous repordalors que les autres négociatem le tont inactifs. « J'ai l'impression que cons regardent et diton. tent inactils.

" in impression qui autres nous regardent et disent la matinuez et ne font Sten, continuez, et ne fon da estime M. Guy Legras, duction la estime Sericoles à la Commission Pour ce dernier on la européenne. Pour ce dernier, on high As crise agricole et il (aut aujount) prendre des mesures immédiats à siors il n'y a pas crise, contrairement des Etats-Unis, l'An



d'autres. La Commu-uit en effet entendu réponaprès l'annonce des castiques du sommet de de leiles proposition ne inter pas dans la philosophie 4 à long terme de l'Uruguay

Min, dans la perspective d'un est des subventions esti-Lanet le mande est d'accord pour L'action le calcul des coupes des T mortiens directs on usein BSP - équivalent subrenuen et l'OCDE et l'OCDE Stick et de soutien budgétzire le section agricole. Grâce a cette sode, il nera possible d'assent la de sommes d'argent insuffiées ou indirectement dans CHIE Chaque année

Ques, investissements, assu-5. Micommunications, trans-

Paries, Finne, Philippenes, Urapay,

nician progressive et tetal des embrentions aux experiauons ericoles (sur une période à

Estas les prodeits agricoles

Gal subventions Perpetation & leur giveau

prior beodactories que _{enp} a l'exportation en suchiant de certe démarche les me intérieurs, partie intéthe des politiques agricules.

tion de prix à l'exportation in principant produits seion une farmule refle temant comple de la de produits.

n spécial et différen-

ET LA RECHERCHE DE NOUVEAUX DÉBOUCHÉS

un climat d'affrontement

ports, tourisme, spectacles, loisirs, et toutes les formes de la technologie... Les services sont aujourd'hui le secteur économique le plus important de la société post-industrielle. Bien qu'il n'ait jamais été véritablement défini et quantifié, les experts du GATT estiment qu'il représente désormais près du tiers du commerce international. Le premier exportateur en est la CEE, devant les Etats-Unis, le Japon, le Canada et la Suisse (2).

Les Etats-Unis, le Japon, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et la CEE ont donc demandé que la libéralisation du commerce des services soit le point fort

de l'Uruguay round. Les Américains en les marchés du Nord.

L'assaire des riches?

E N fait, les pays du tiers-monde ont estimé d'entrée qu'ils n'avaient rien à gagner à une telle négociation. Les plus pauvres craignent en effet de laisser envahir leurs marchés par les services des pays développés, tandis que ceux dont l'économie est mieux assise, tels l'Inde et le Brésil, entendent protéger leur industrie naissante. Le Brésil est un exemple typique : deuxième parc informatique des Amériques, il représente 50 % de celui de l'Amérique latine. Son marché dépasse celui de certains pays de l'OCDE comme la Suisse, la Belgique ou la Suède. Le gouvernement de Brasilia limite les importations et restreint le fabrication locale des groupes étrangers. En 1980, l'industrie informatique de ce pays n'occupait que 12 % du marché en volume ; en 1985, elle représentait 70 % du nombre d'ordinateurs vendus - mais les mini-ordinateurs y reviendralent 130 % plus cher qu'aux

Devant tant de méfiance, une formule sans précédent a été retenue pour traiter le dossier des services : la négociation ne s'inscrit pas menée dans le cadre du GATT, mais « sous son égide». Ainsi, la démarche libreéchangiste du GATT ne peut être appliquée d'emblée à ce secteur. Mais avant de négocier, encore faut-il définir ce que l'on inclut dans le marchandage. Informatique, banques, investissements, transports et tourisme restent les postes-clés pour les pays industrislisés. Mais, pour les pays en voie de développement, on pourrait aussi inclure, avec les mouvements de maind'œuvre, l'ouverture des frontières aux travailleurs migrants. Une telle proposition est qualifiée d'inacceptable par leurs partenaires du Nord, confrontés anjourd'hui à l'afflux de travailleurs immigrés. Cependant, pour bien des pays du tiers-monde, il faut accepter les règles du jau et, disent-ils, lorsqu'on négocie, on doit tout mettre sur la

il convient de procéder à des évaluations nationales précisant l'importance de ce secteur dans l'économie : une quinzaine en ont déjà été remises au socrétariat du GATT, en provenance des pays de l'OCDE. Car un autre problème se greffe sur la négociation ellemême, du fait que les pays en voie de développement n'ont pas assez d'experts. Comment, à Genève, la représentation diplomatique d'un pays pauvre pourrait-elle disposer de suffisumment d'effectifs hautement qualifiés alors qu'il existe quatorze groupes de négociations? « Qu'un grand nombre de pays ne participent pas à cette négociation constitue un problème prioritaire », explique M. Garry Sampson, responsable de la division des services au GATT. Au secrétariat de l'organisation, on ne cache pas qu'il faudrait mettre sur pied un mécanisme d'assistance technique afin que les pays

An-delà de l'inventaire des services,

avaient même fait une condition préalable à l'ouverture des nouvelles négociations dans lesquelles, en revanche, les pays en voie de développement refusaient de les inclure. Leurs chefs de file en la matière, l'Inde et le Brésil, ont toujours sait valoir en effet que les services n'étaient pas du ressort du GATT et qu'il était plus urgent de s'attaquer à la lutte contre le protectionnisme, qui frappe de plus en plus les exportations de marchandises du tiers-monde vers

du tiers-monde ne soient pas tenus à

l'écart d'un tel enjeu. L'autre grand problème concerne le rythme des négociations. Les Etats-Unis, la CEE et d'autres pays de l'OCDE souhaitent que l'on avance très vite, alors que des Etats comme l'Egypte, l'Argentine, l'Inde ou la Yougoslavie voudraient que l'on s'entende d'abord sur les principes avant de passer aux secteurs à négocier. La négociation a enregistré de nets progrès en l'espace d'une année, et une trentaine de propositions ont été avancées. Ce sont la CEE et les Etats-Unis qui ont le plus défriché le champ à négocier. Ce que proposent les Etats-Unis représente une sorte d'accord-cadre permettant de faciliter la libéralisation du commerce des services. Leur projet vise à obtenir l'engagement de « geler » les mesures restrictives à l'égard des fournisseurs étrangers de services comme point de départ pour négocier

ensuite des accords sectoriels. Les Américains mettent en avant les principes de la transparence, de la nondiscrimination et de l'application du traitement national aux fournisseurs étrangers. Ces derniers devraient donc avoir accès à part entière aux réseaux de distribution locaux, aux entreprises locales et à leur personnel, aux consommateurs et aux licences. Ce qui correspond à la stratégie des multinationales à la recherche d'une main-d'œuvre bon marché. Le projet américain suggère également d'interdire les subventions à l'exportation et d'établir certaines règles pour les subventions intérieures, ndant, des exceptions pourraient être faites.

La Communauté européenne a une approche plus nuancée, préconisant notamment l'élimination de toutes les réglementations établissant une discrimination entre fournisseurs étrangers de services. Elle demande aussi que les prestataires étrangers de services puissent, dans chaque pays, bénéficier d'un traitement aussi favorable que celul qui est accordé aux nationaux. Dans un premier temps, la CEE souhaite que les pays membres du GATT s'engagent à ne pas adopter de nouvelles réglementations discriminatoires. Ainsi propose-t-elle la réalisation d'un inventaire des réglementations nationales sur les services qui permettrait d'identifier celles qui font actuellement obstacle aux échanges, afin de les éliminer.

Sur les quatre-vingt-seize Etats avant adhéré au GATT, 70 % sont des pays en voie de développement. Ceuxci ont participé très activement, et souvent de façon déterminante, à la préparation de l'Uruguay round, notamment pour les deux nouveaux dossiers de l'agriculture et des services. En fait, rien ne peut se faire sans eux, même si les Etats-Unis, la CEE et le Japon sont les trois piliers de la négociation.

Mais le tiers-monde n'est pas un groupe homogène, moins que jamais aujourd'hui. Une trentaine d'Etats, en Asie et en Amérique latine, sont désormais qualifiés de « nouveaux pays industriels », et les clivages sont inéluctables dans des négociations aussi spécifiques et concrètes que celles du

GATT. Les intérêts des « quatre tigres » – Taiwan, Hongkong, Singapour et Corée du Sud - ne peuvent être identiques à ceux du Bangladesh ou des pays africains. C'est donc en rangs plus dispersés que le tiers-monde négocie, à la différence des discussions à la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), où le « groupe des 77 » (qui rassemble actuellement plus de cent vingt-cinq Etats) forme un front commun face aux Etats du Nord.

L'attente des pays du tiers-monde

C^E qu'attendent néanmoins de l'Uruguay round l'ensemble de ces pays, c'est d'abord l'élimination de toutes les mesures protectionnistes qui font obstacle à leurs exportations, notamment de produits manufacturés et semi-finis. A cet égard, la décision de la CEE, le 8 mars dernier, de lever les restrictions quantitatives sur cent vingt et un secteurs du commerce international (des sacs de jute aux racines de chicorée, en passant par l'assem-blage de câbles électriques pour les avions) marque une première étape dans cette direction.

Mais les pays en voic de développement souhaitent aussi pouvoir écouler leurs exportations agricoles et leurs produits alimentaires sur de nombreux marchés qui leur sont encore fermés. Si l'abolition des subventions aux exportations agricoles est une revendication, ils

craignent cependant que cette levée des soutiens ne provoque la hausse des prix mondiaux.

En octobre dernier, la Communauté

européenne a fait des propositions bien précises pour les produits tropicaux : elles portent sur 5 % du commerce mondial, mais représentent 40 % des exportations du tiers-monde. L'offre communautaire distingue les produits tropicaux industriels - tels que cacao, thé, café, bois tropicaux, caoutchouc naturel, jute, etc. - et les produits tropicaux agricoles comme les épices, les huiles essentielles, les fruits, etc. Pour le premier groupe, une série de réductions des droits de douane est prévue, pouvant aller jusqu'à 50 % pour les produits finis. D'autres abaissements sont proposés pour les produits agricoles : sibles pour les produits frais ou semi-finis, et plus importants pour les produits transformés. Mais, surtout, en matière non tarifaire, la CEE suggère l'élimination progressive des restrictions quantitatives nationales. Cependant, la proposition de la CEE est assortie de trois conditions : un partage de la charge sur le plan multilatéral par les autres grandes nations industrialisées de l'Ouest et de l'Est et par les pays les plus avancés ; un certain degré de réciprocité de la part des pays bénéficiaires; enfin, une réduction appropriés des mesures restreignant l'exportation des produits de base lorsque les pays en voie de développement sont en position dominante de fournisseurs sur

Cette initiative de la CEE est à ce jour le seul projet substantiel qui ait été formulé en faveur d'une libéralisation du commerce des pays tropicaux. Elle représente donc pour les pays en voie de développement une ouverture importante. Alors que leur dette extérieure dépasse globalement les 1 000 milliards de dollars, il est évident que, si les plus endettés doivent continuer d'en daver les interets, il faut let donner les moyens d'accroîtes leurs recettes d'exportation. C'est là un des enieux majours de cette négociation de l'Uruguev round, et la plupart des pays industrialisés ont bien compris l'interdépendance qui désormais existe entre les économies du Nord et celles du Sud. Cependant, certains d'entre eux persistent dans leur intransigeance en particulier les Etats-Unis. La surenchère à laquelle ils se livrent risque alors de faire dévier le cours des négoclations, dont l'objectif premier est d'élaborer les règles d'un commerce mondial plus équitable pour l'an 2000.

MIREILLE LEMANESOLIER

(2) Selon les statistiques de la CEE, le commerce des services de 1979 à 1984 représente une moyenne annuelle de 5 552 millions d'ECU pour la CEE, 1 984 millions pour les Brats-Unis, 1 236 millions pour le Japon et 289 millions pour le Canada (1 ECU = 7 F environ). La France arrive au premier rang des exportateurs de la CEE.

Une concertation toujours recommencée

L'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), en vigueur depuis quarante ans, s'applique à définir les règles propices à l'essor du commerce international: non-discrimination, concurrence loyale, règlement rationnel des différends, Ilbéralisation du commerce, utilisation des droits de douane plutôt que des contingents, etc. Les pays fondateurs du GATT, au nombre de vingt-trois en 1948, estimaient que cet accord ne serait qu'un arrangement temporaire august se substituerait un jour une organisation internationale du commerce, il n'y eut pas d'organisation de ce type, et le GATT, qui comprend aujourd'hui quatre-vingtseiza parties contractantes, ne surveille pas moins de 80 % du commerce mondial. Deux grandes étapes ont marqué son histoire : le Kennedy round (1963-1967) et le Tokyo round (1975-1979), tandis que les règles du commerce de l'en 2000 sont en négociation à Genève : c'est l'Uruguay round, amorcé en septembre 1986 par la conférence de Punta-del-

 LE KENNEDY ROUND. -- Le principal objectif du GATT est « la réduction substantialle des tarifs douaniers et autres 60, à réduire les droits de douane. Pour la première fois fut adoptée une méthode générale, ou linéaire, de réduction tarifaire pour les produits industriels. L'objectif - réaliser une réduction tarifaire de 50 % - a été atteint dans de nombreux domaines. Les concessione portaient aur des échanges d'une valeur totale estimée à quelque 40 milliards de dollars. Des accords bien spécifiques ont été conclus pour les céréales, les produits chimiques et l'établissement d'un code antidumping (interdisant de vendre un produit sur un marché étranger à un prix inférieur à son coût de production). Cinquante pays ont participé à cette négociation : ils représentaient 75 % du commerce international.

 LE TOKYO ROUND. – Devant les bons résultats obtanus pour l'abelssament des tarifs - essentiellement entre pays industriels, - on enchaîna avec les obstacles non tarifaires entraves au commerce autres que les droits de douane). Quatre-vingt-dix-neur pays ont participé, dans le cadre du Tokyo round, à la négociation d'une vaste série d'accords portant sur as questions tarifaires et non tarifaires. En novembre 1979, ils ont échangé des concessions sous la forme d'abaissements et de consolidations des droits, portant sur des échanges commer-claux de plus de 300 milliards de dollars : accords sur les subventions et mesures compensatoires, obstacles techniques au commerce, procédures en matière de licences d'importation, marchés publics, valeurs en douane, révision du code antidumping, commerce de la viande bovine, des produits laitiers, commerce des séronefs civils. Un résultat important de cette

nágociation fut la ráduction par les pays industrialisés des droits à l'Importation et autres obstacles au commerce qui frappaient les produits tropicaux exportés par les pays du tiers-monde.

 L'URUQUAY ROUND. — Le 20 septembre 1986, les ministres du commerce de quatre-vingt-douze pays du GATT, réunis à Punta-del-Este (Uruguay), ont lancé une nouvelle grande négociation commerciale multilatérale. La déclaration de Punta-del-Este, considérée comme un engagement politique, traite du commerce des marchandises, mais aussi, et surtout, elle ouvre des négociations aur le commerce des services et aux l'agriculture. Celles-ci, qui devraient durer quatre ans, ont commancé en février 1987 dans les domaines suivants : mesures non tarifaires, produits tropiceux, produits provenant des reasources naturelles, textiles et vêtements, agriculture, subventions, sauvegardes, aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (y compris ceiul des marchandises de contrefeçon), mesures concernant les investissements et liées su commerce. Cent cinq pays participent actuellement à ces négociations qui se déroulent à Genève.

• LES NÉGOCIATIONS OU LE TIERS-MONDE EST LE par l'adhésion au GATT de nombreux pays en voie de développernent, les parties contractantes, réunies en session spéciale en février 1965, décidèrent un traitement préférentiel pour les pays pauvres. Un chapitre spécial a été inclus dans l'Accord pénéral, demandant aux pays industrialisés d'accorder la priorité à l'abaissement des obstacles au commerce des produits des pays en voie de développement. Ainsi, ces pays bénéficient de certains avantages dans les négociations et ont le possibilité d'obtenir des conditions spéciales pour leur commerce avec les pays industrialisés. Cependant, ces demières années, ce sont eux qui ont été le plus touchés par le protectionnisme.

 L'ACCORD MULTIFIBRE (AMF). - Signé en janvier
 1974 et portant sur le commerce international des textiles, il intéresse au premier chaf les pays du tiers-monde, et notamment ceux d'Asie. Prorogé en 1978, 1982 et 1986 pour une nouvelle période de cinq ans, cet accord vise à promouvoir l'expansion et la libéralisation progressive du commerce des produits textiles, tout en évitant une désorganisation des marchés et des capacitée de production. Il régit 48 % du commerce mondial des textiles, soit 100 milliards de dollars par an.

L'Accord multifibre constitue une dérogation aux règles libreéchangistes du GATT : en limitant les exportations de textiles et vêtements des pays où la main-d'œuvre est bon marché, il apporte au commerce des pays du tiers-monde une restriction





14. Place de Rungis - 75013 PARIS

Téléphone: 45-88-44-45

MONDIALISATION DE LA PRODUCTION ET INTÉRÊTS NATIONAUX

Les filiales américaines contre l'économie des Etats-Unis

OUVENT accusés de vassaliser les économies de leurs pays d'accueil, les multinationales américaines mettent aujourd'hui en difficulté... le commerce extérieur des Etats-Unis. Raisonnant à l'échelle planétaire, et en seuls termes de profits, elles ont largement délocalisé leurs sites de fabrication en créant des filiales dont la production concurrence les exportations américaines et se trouve, pour partie, réexportée vers les Etats-Unis. creusant davantage leur déficit commercial. Par un effet de boomerang, l'idéologie libérale se retourne ainsi contre le gouvernement qui la proclame avec le plus de force.

Par JEAN LEMPÉRIÈRE *

A la racine du déséquilibre des échanges commerciaux des Etats-Unis se trouve la nouvelle répartition mondiale de la production induite par la stratégie des multinationales, avec la spécialisation de l'industrie américaine dans les secteurs de pointe. Et les difficultés actuelles mettent en évidence les contradictions entre les calculs des grandes entreprises et l'intérêt natio-

Les multinationales ne forment pas un bloc solidaire : il s'agit de sociétés âprement concurrentes, à l'étranger comme aux États-Unis, que la recherche du profit maximal a conduites à réorgamiser leur production par-delà les frontières dans un cadre plus large. Mais les échanges des Etats-Unis sont influencés par cette politique de façon décisive pour trois raisons :

- Les échanges avec les filiales et leur place dans le commerce des Etats-Unis ont une incidence directe sur la balance commerciale:

- La répartition des investissements sur le territoire américain y oriente la production vers la haute technologie aux dépens des industries traditionnelles (1);

- L'activité propre des filiales sur les divers marchés crée une nouvelle donne de la production et de la concurrence aux effets indéniables sur les importations et, surtout, sur les exportations américaines.

Le développement inégal des industries aux Etats-Unis et le déploiement

d'industries américaines à l'étranger stimulent les échanges. Le déficit commercial apparaît comme un effet secondaire et logique d'une production qui n'est plus répartie dans le cadre

Dans une étude récente (2), le rôle des filiales, et plus particulièrement celui des échanges intrafirmes, dans le commerce des États-Unis, a fait l'objet d'une première évaluation. Mais, à partir des mêmes sources (3), l'activité de production propre aux filiales indus-trielles, et leur présence sur les mar-chés locaux et les marchés tiers, offre un autre éclairage, complémentaire mais plus large. Il s'agit, en somme, de replacer le commerce des Etats-Unis, comme d'ailleurs celui de leurs partenaires, dans son contexte : celui de l'organisation internationale de la production on cours.

En 1984, le total des ventes de produits manufacturés des filiales industrielles majoritaires atteignait 284 milliards de dollars, soit près de 29 % des ventes des multinationales américaines elles-mêmes. Pour 1985, l'International Herald Tribune (15 janvier 1988) indique 294 milliards de dollars, Avec l'affaiblissement du dollar, les ventes de ces filiales ont dû diminuer, dans la mesure où les produits américains redevenaient plus compétitifs. Mais, même si elles étaient ramenées à 260 milliards de dollars, elles sersient encore du même ordre que les exportations des Etats-Unis...

Une stratégie sélective

CETTE distinction entre activités des filiales installées à l'étranger et celles du groupe aux Etats-Unis a quelque chose de superficiel face à une stratégie globale qui cherche à utiliser au mieux une décentralisation de la production, mais elle donne une idée plus claire des effets de l'internationalisation et de leur ampleur.

Au total, le réseau des filiales américaines représente, à lui seul, une capacité productive comparable à celle de puissances industrielles moyennes. Les commentaires sur les chiffres, ne pronant en considération que les lieux de production et les balances commerciales, devraient être sérieusement nuancés pour tenir compte des activités contrôlées par les capitaux étrangers.

Que montrent, en effet, les productions des filiales industrielles américaines, leur répartition géographique et sectorielle, et l'orientation de leurs ventes? Dans les neuf dixièmes des cas on constate que la création de ces filiales n'indique pas une diversification de la firme mais une spécialisation dans son secteur : la répartition de leurs branches d'activité est très proche de celle des maisons mères (4), ces dernières s'étant plutôt diversifiées vers les services.

Les implantations industrielles amé ricaines à l'étranger révèlent, à l'évidence, une spécialisation guidée par une stratégie très sélective. Les ventes des filiales représentent 40 % de celles des maisons mères pour la chimie, l'industrie pharmaceutique et l'automobile, 50 % pour l'informatique et jusqu'à 70 % pour les composants électroniques. Mais elles n'atteignent pas 15 % pour les appareils de radio, de télévision et le matériel de télécommunications, 11 % pour les textiles et l'habillement, 7 % pour la sidérurgie on les articles en cuir. Dans ces secteurs, certaines sociétés américaines ont naturellement profité d'une main-d'œuvre abondante et à bas prix pour accroître leurs profits, mais elles n'ont pas considérablement développé leur produc-

La production des filiales s'effectue principalement dans les pays déve-loppés (84%), le Canada venant largement en tête (29%), même sans compter le matériel automobile, qui constitue 46 % de leurs ventes. Mais, avec des ventes s'élevant à 146 milliards de dollars en 1984, le centre de production des filiales américaines est incontestablement l'Europe, où plus de la moitié de leur activité est concentrée presque à égalité au Royaume-Uni et

En 1984, les ventes des filiales industrielles américaines sur les marchés étrangers constituent donc un ensemble de 245 milliards de dollars, à rapprocher des exportations des Etats-Unis (201 milliards de dollars hors pétrole) ou, plus justement, de leurs exportations de produits manufacturés (145 milliards).

Dans les grands pays industriels, en particulier en Europe, les livraisons américaines de produits manufacturés. et même les exportations totales des Etats-Unis, sont nettement inférieures aux ventes des produits des filiales américaines dans leurs pays d'implantation, inférieures même de plus de moitié en RFA, au Royaume-Uni et en France, ainsi qu'en Australie et au Brésil. Au Canada, elles sont du même

Même si les positions occupées par ces filiales pouvaient difficilement être conquises et conservées depuis les Etats-Unis, les exportateurs américains se trouvent là devant une concurrence de fait importante qui n'apparaît pas dans les statistiques. Viennent encore s'y ajouter, en 1984, pour 84 milliards de dollars de ventes des sociétés mixtes à capitaux américains minoritaires. La préférence des Américains semble toujours aller vers les investissements majoritaires, voire à 100 %, catégoris dont la part s'est maintenue (77 %).

> EXPORTATIONS TOTALES des Eram-Unis en 1964 (hors pétrole)

Canada 41,6

Royaume-Uni 10,7

RFA

France

Autres pays d'Europe

Japon

Pays en développement

dont Asie

Par grands secteurs
Chimie

Essemble du monde 201

ent non électrique

statistiques de l'OCDE.

Pays industrialisés

Ce rapprochement donne une pre-mière idée de l'importance de la production industrielle contrôlée à l'étranger par les capitaux américains, de la situation particulière où se trouvent nombre d'exportateurs et, finalement, des limites de toute offensive commerciale de Washington. Sans doute, les multinationales modifient partiellement leur politique d'investissements aux Etats-Unis pour profiter, par exemple, de la chute du dollar et de l'amélioration de la compétitivité. Avec le temps, des résultats seront enregistrés, mais cela n'indique pas l'adoption d'une démarche plus « nationale », l'adaptation à des conditions nouvelles étant dans la logique même d'une stratégie planétaire d'organisation de la production en fonction des profits.

L'orientation des ventes est, en fait, très diverse selon les secteurs et les régions, car le rôle imparti aux filiales et leurs rapports avec l'industrie américaine peuvent être très différents.

La taille des marchés a joué un rôle décisif dans la création des filiales, surtout au début. Les ventes au marché local l'emportèrent très largement dans tous les grands pays industriels, principalement en Europe, mais aussi par exemple an Brésil, pays le plus industrialisé du tiers-monde. Autre cas de figure: les pays de taille moyenne ser-

secteurs (automobile, électronique, informatique) ont induit, dans les deux sens, d'importants circuits d'échanges caractérisés par la réexportation après transformation de pièces envoyées des Etats-Unis. A cux seuls, ces trois secteurs représentent 67 % des envois des filiales aux Etats-Unis (contre 59 % en 1977) et la moitié des livraisons totales des Etats-Unis aux filiales (5).

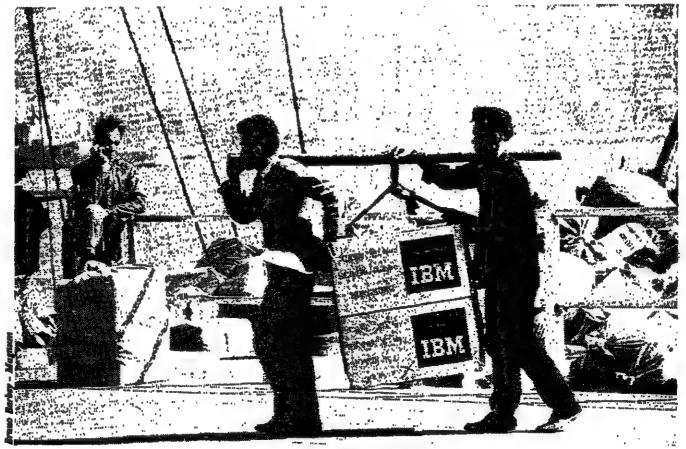
Les ventes sur marchés tiers des filiales industrielles dépassaient 66 milliards de dollars en 1984, soit près de la moitié des exportations américaines de produits manufacturés. En Europe, eurs livraisons aux pays voisins sont même supérieures aux envois des Etats-Unis. Elles sont comptées dans les statistiques comme exportations des pays d'accueil, et représentent souvent une part non négligeable: 9% pour la RFA, 7% pour la France, 14% (hors pétrole) pour le Royaume-Uni et les Pays-Bas, sans grand changement en

Il s'agit le plus souvent, d'échanges intrafirmes. Très rares dans les ventes sur place (4 %), ils constituent la règle dans les envois aux Etats-Unis. Dans les ventes aux marchés tiers, les filiales s'adressent, dans les deux tiers des cas. à des membres du groupe, surtout dans les catégories de produits dont les mul-tinationales américaines tiennent à contrôler la production et la distribu-

dans le secteur de la chimie. En 1985. les filiales des multinationales étrangères ont importé pour 105 milliards de dollars hors pétrole, ce qui représente plus du tiers des importations américaines, et leur part a progressé rapide-ment au cours des années récentes (2), Il s'agit, pour les deux tiers, de livraisons directes des sociétés étrangères à

La stratégie adoptée par les multinationales non américaines a été souvent différente de celle des multinationales américaines. Une conception moins radicale de la restructuration a prévalu, maintenant l'équilibre de la production dans leur pays, ce qui s'est traduit par un comportement finalement plus conforme à l'intérêt national.

La comparaison s'impose, par exemple, avec les deux autres grands producteurs mondiaux que sont l'Allemagne et le Japon. Leurs grandes sociétés, très actives dans le monde entier, ont pourtant conservé sur place une production satisfaisant, autant que possible, la demande interne. Là est le fondement de leurs remarquables résultats. La solidité de leurs industries traditionnelles et de leurs secteurs de demi-produits constitue à la fois une barrière contre la concurrence étrangère et une source de profits très appré-



L'INFORMATIQUE DÉLOCALISÉE EN ASIE A la recherche d'une main-d'œuvre qualifiée et bon metché

vent de plate-forme pour la pénétration du marché européen. Les livraisons aux marchés tiers absorbent alors l'essentiel des productions des filiales américaines: les deux tiers en Belgique et aux Pays-Bas, les quatre cinquièmes en

La situation est très différente dans le tiers-monde, et surtout en Asie, où les filiales envoient aux Etats-Unis plus de la moitié de leur production, servant ainsi d'ateliers pour l'industrie américaine. Quant aux filiales canadiennes, les ventes aux Etats-Unis sont de 36 %, contre 3 % seulement pour les filiales implantées en Europe.

Les délocalisations de production qui se sont développées dans quelques

VENTES DES FILIALES INDUSTRIELLES des multinationales américaines en 1984

10,3 14,8 6,5 24,5

0,8 5,3 2,4 2,5 1,5

66,7

11

6,1

Aux marchés tiers | Aux Etats-Unis

25

1,4 1,1 0,5 1,9 0,7

8,9 5,7

39,9

2,4 21

Quand les ventes des filiales implantées a l'étranger

CONCURRENCENT LES EXPORTATIONS DES ÉTATS-UNIS...

(En milliards de dollars)

21,2

25,8 7,2

30,9 4,3

10,5

33,5

25.7

14.7

17,7

tion: les composants électroniques, l'informatique, la chimie de base et le matériel de précision.

De nombreuses études ont polarisé l'attention sur ces exemples de concentration de la production et sur le développement très poussé des échanges intrafirmes. Mais il ne faut pas en tirer de conclusions hâtives : ces choix ont comme contrepartie un désengagement à l'égard de secteurs moins rémunérateurs laissés aux producteurs étrangers, le rôle des multinationales étant en effet minime dans de nombreuses bran ches, qui regroupent plus de la moitié de la production industrielle.

L'internationalisation ne s'effectue pas à sens unique. Elle intervient de plus en plus, aux Etats-Unis comme ailleurs, dans la production comme dans les échanges. Attirées par le plus grand marché du monde, dont l'expansion contrastait avec la stagnation générale, les sociétés étrangères y ont multiplié leurs implantations. Le mouvement s'est amplifié avec la chute du dollar. Même aujourd'hui, après le krach boursier, dans la sélection sévère imposée aux entreprises pour leurs investissements, la taille d'un tel marché peut contrebaiancer les perspectives d'une

On examine à la loupe les importations américaines de produits manufacturés, et pourtant la production sous contrôle étranger apporte maintenant plus qu'elles à la consommation améri-caine. Déjà, de 1977 à 1982, sa part dans la production totale des Etats-Unis avait plus que doublé (de 3,7 à 8,2 %), portant à plus de 17 % le taux de pénétration étrangère effective du marché américain (6). Ce mouvement s'est certainement accentué dans les cinq dernières années, mais dans quelles proportions? En 1985, 185 milliards de dollars de produits avaient été vendus par les filiales industrielles étrangères aux Etats-Unis dont un tiers

demi-produits apportent à la RFA 39 % de son bénéfice commercial et au Japon 37 % de son solde bénéficiaire (12 % sans la sidérurgie), mais entraî-nent aux Etats-Unis 23 % du déficit

C'est en effet la production qui fonde la richesse, d'où l'erreur, pour une grande nation, de la négliger, même partiellement, au profit d'intérêts particuliers.

Les difficultés actuelles des États-Unis montrent quels obstacles rencontre une mondialisation de la production, surtout en période de stagnation ou de récession. Les intérêts nationaux s'insurgent. Une organisation fondée sur la recherche du profit maximal à l'échelle mondiale se révèle moins rationnelle qu'il ne paraissait, et pleine d'embûches.

Jean Lempérière, « Quand les Etats-Unis achètent à l'étranger leur matériel de production », le Monde diplomatique, septem-bre 1986.

(2) Jean Lempérière, «Rôle des filiales américaines dans les échanges des Ents-Unis», Tiers-Monde, tonne 29, nº 113, janvier-

(3) Enquête annuelle du département amé-ricain du commerce sur les activités des multi-nationales américaines et de leurs filiales (US Direct Investment Abroad) et commentaires du Survey of Current Business.

(4) Souligné dans les maigres con ires du département du commerce.

(5) Le Center on Transnational Corpora-(5) Le Center on Transnational Corpora-tions (CTC) de l'Organisation des Nations unies soulignait, en 1985, que les mesures de protection qui se sont multipliées concernent surtout les secteurs et régions où les livraisons des filiales sont très faibles : vêtements, tex-tiles, chaussures, articles en cuir, appareils de télévision, tous produits pour lesquels les filiales fournissent moins de 2% des importa-tions américaines. tions américaines.

(6) Cf. Industrie mondiale: la com vité à tout prix, sous la direction de Michel Fouquin, CEPII-Economica, Paris, 1986.

mit miestissunte mpfe Commiss Andah et Fra to proses on transfer Jen is spitting professio quit-BETTER GETTER DES BESTERS

Le lent

FRANCOIS

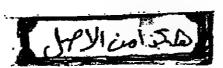
SAVIGNOM ? aminerate que l'expressante e per-The second section of the second sections of the second alperturate son morre. En 1970. Considere a Paris un le grange fin 17511 112. 22 mm.m. #1# 18611 1941 uzze en eller a enemala 💘 Wild the root mounts, AAN MARK Africa a commencial Company See to the second section of the second section is the second sec Late at a propriete sedimentale. terra Careriusni i. e. mest sconestife. Bat trata to see objets a mett. DE LITTE COURT OFFICE CONTINUES Proposition automagne partitions

i interesta de la company iffe in forme or statute to expelle deposition of the state of the Bertier Dir ge a laube de fin Michaelte en faven des State of the state of the section of Par travelor Pur lettres ourertes. The half the to and their scools. The section of the section of the section will The second of the second the second of th The many and emention Food tim your on inventions. La The state of the s

A second The Security and your & New order the state des siet and the see and the The second section and sections Stemen Stemen the sur as drawn de l'an to sopice on correspond Scattle entitle seconde de la bon State Cold in principe The sempline & Facility Time severaling

de techniques and de l'Institut major

The state of the s STATE OF OFFICE ACT SON CONTINUE MONEY Persons at most Active to systems due not A SECR. Lay Extract Guter



LE MONDE DIPLOMATIQUE - AVRIL 1988 - 21

les Etats-Uni

dans le secteur de la chimic le les filiales des multinationels le sères out importé pour 105 milles dollars bors petrole, ce qui r plus du tiers des importation caines, et leur part à programe ment au cours des années réce Il s'agit, pour les deux tien de la sons directes des sociétés étas

La stratégie adoptée par le La strategie accipación la la biomales non américaines a si su colla des multidifférente de celle des mulin américaines. Une conception américaines. Une conception a radicale de la restructuration à valu, maintenant l'équilibre de la restructuration à la restructuration à la restructuration de la restructuratio duction dans leur pays, or qui r'all dait par un comportement finde plus conforme à l'intéret national

Le comparaison s'impose, par e ple, avec les deux autres gant le ducteurs mondiaux que son l'Ale. soc et le Japon. Leurs grandes son spec er le supposition de monde entre pourtant conservé sur place un p duction satisfaisant, autam que pa ble, la demande interne, là en la dement de leurs remarquit résultats. La solidité de lens indes traditionnelles et de leurs secons demi-produits constitue à la foi le partière contre la concurrence in sère et une source de profits de p cisbles. A cux seuls, sans la chine

demi-produits apportent à la RFA

19 % de son benefice commerciales

Jenon 17 % de son solde beneficum

(12 % saza ia sidérorgie), mais esté

wood aug Etais-Unis 23 % du diffe

C'est en effet la production

Soude la richesse, d'où l'erreur par

une grande nation de la négliga.

mothe particliement, au profit det

Les difficultes actuelles des Ent

Unis montrent quels obstacles remit

tre une mondialisation de la prote

tion, surtout en période de sagnifi

de récession. Les interes mineres

Singuegent Une organisation for

mer le recherche du profit maxima

Féchelle mondials se revele mois

retionnelle qu'il ne parausait et ples

Links achtenet à l'étranger leur matrie à sandantion », le Monde diplomatique squi

(7) Jenn Lempérière, « Rôle des finis dans les échanges de finis Union : There Honde, tome 29, nº 113, pare

(3) Enquête annuelle du département mis

Most de comparce sur les activités de sur les les sur les activités de sur les activités de sur les su

Firest Interstruct Abroad) et comme de Burney of Current Business.

(6) Southerst dam les majors majors

(5) Le Center de Transacional Coperación (CTC) de l'Organization des Neils semigrant, en 1985, que les montre de l'acceptant qui se sont maltiplités communication de les frances en les frances

d'embaches.



Dans le corps à corps industriel qu'est devenue la compétition économique mondiale, le pillage des technologies est moins coûteux que l'effort de recherche et de mise au point. Quant à la contrefaçou, elle a pris une dimension planétaire, s'organisant au point d'investir n'importe quel marché dans le monde.

Le détournement de technologies, de savoir-faire et d'appellations commerciales n'est pas pour mant l'appear d'un petit groupe de pays nouvellement industrialisés. Régulièrement, des procès retentissants opposent entre elles de puissantes montentionales (Kodak et Polaroid, IBM et Fujitsu). Quant aux services spéciaux des grandes nations, ils prêtent volontiers main-forte aux firmes pour protéger leur patrimoine technologique en parfois forcer les secrets des concurrents.

Dam la matation profonde que traverse le système productif, les idées, l'intelligence, les investissements immatériels prement une importance décisive : les distinctions entre pillage délibéré, copie, imitation, inspiration, seront de plus en plus difficiles à établir.

Alors que la contrefaçon traditionnelle s'apparente plutôt au marché moir ou à l'économie souterraine, l'intellectualisation des nouveaux processus de production ouvre un espace vertigineux aux formes modernes de cette véritable « zone grise » de l'économie. Le domaine des logiciels met d'ores et déjà en relief le vacillement des catégories juridiques d'invention, d'originalité et de forme.

Des privilèges royaux accordés par Wenceslas IV en Bohème, au quatorzième siècle, pour l'exploitation minière, jusqu'aux problèmes épineux de propriété industrielle dans les biotecimologies, les Etats ont mis en place de complexes dispositifs réglementaires pour garantir aux inventeurs et aux entrepreneurs une protection de leurs inventions et de leur savoir-faire, de leurs marques et de leurs dénominations commerciales. Ces «règles du jeu» avaient aussi pour objectif, plus ou moins explicite, la promotion et la protection de leurs industries (1).

Autour de ces réglementations et de ces traités se sont édifiées des institutions — les offices de propriété industrielle, — chargées

d'enregistrer marques et inventions et, dans une certaine mesure, de faire respecter les règles du jeu. Pour moraliser la compétition commerciale et technologique, elles ont conclu traités et conventions, ce tissu enchevêtré d'accords sur la propriété industrielle tenant un peu lieu de droit de la guerre écono

De négociations ou ratifications, d'accords bilatéraux en suventions internationales, une diplomatie parallèle, technologique commorciola se met ainsi en place avec, comme enceintes, et commerciale, se met ainsi en place avec, comme excentes, l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) et, chaque jour davantage, l'Accord général sur les tartés douaniers et le commerce (GATT).

Le lent cheminement de la propriété industrielle

FRANÇOIS SAVIGNON *

EST à l'époque de la Révolution française que l'expression « propriété industrielle » entre dans le lanrage pour désigner uniquement le droit de l'inventeur sur son œuvre. En 1878, lorsque s'ouvre à Paris un « congrès international de propriété industricile », l'usage en a déjà étendu le sens aux dessins et modèles, aux marques et au nom commercial. Cinq ans plus tard, en 1883, la signature de la convention de Paris constitue l'acte de naissance de la propriété industrielle moderne. Cependant, on peut considé après comme avant cette convention, un développement historique particu-

Il semble qu'aucune civilisation n'ait connu de forme Institutionnelle d'encouragement à l'invention avant l'apparition en Europe, à l'aube de la Renaissance, de la pratique des privilèges d'exploitation en faveur des inventeurs et des introducteurs de techniques nouvelles. Par lettres ouvertes (litterae patentes), le souverain accordait par exemple à un verrier italien un privilège pour fabriquer des verreries « à la façon de Venise » ; c'est d'all-leurs précisément à Venise que, le 19 mars 1474, fut promulgué le premier texte connu reglementant l'octroi des privilèges pour les inventions. Le droit de l'inventeur, l'interdiction de la contrefaçon et aussi l'utilité pour l'Etat

Trois idéologies ont tour à tour prédominé au cours des siècles qui ont vu le développement complexe du système des brevets. Selon la première, l'intérêt national, exprimé par les gouvernements, prime sur les droits de l'inventeur : son application correspond approximativement à la période du mercantilisme. La seconde exprime l'individualisme nationaliste de la bourgeoisie montante; d'où le principe du droit au brevet pour tout inventeur. La troisième, enfin, s'emploie à faciliter la protection d'une même invention dans plusieurs pays : les puissantes compagnies créatrices de techniques nou-

Ancien directeur de l'Institut national de la propriété industrielle (INPI); coanteur, avec Yves Planscraud, de l'Etat et l'invention. Histoire des brevets, la Documentation franvelles pourront ainsi mieux organiser leurs marchés à l'échelle planétaire.

Quand l'intérêt de l'Etat prévaut, les privilèges sont accordés - au mieux si et dans la mesure où la réalisation des objectifs d'industrialisation du pays paraît l'exiger. Au pis, ils récompe sent des courtisans ou sont mis à l'encan. Ces abus sont à l'origine du cálèbre Statute of monopolies de 1624. qui limite le pouvoir du roi d'Angle-terre au seul cas de privilèges « pour un mode d'industrie inconnu dans le royaume » et pour une durée maximale

de quatorze ans. En passant de l'arbi-traire royal au contrôle judiciaire, le système anglais allait acquérir, aux dix-septième et dix-huitième siècles, certains des traits du brevet moderne : délivrance des patentes à tous les demandeurs, sous réserve de quelques exigences comme celle d'une description complète de l'invention. En France, avant comme après Colbert, des privilèges de toutes sortes seront accordés en vue de stimuler des entrepreneurs trop peu entreprenants au gré du pouvoir.

Favoriser la science et les arts utiles

ES révolutions américaine et fran-L çaise provoquèrent l'adoption presque simultanée de lois reconnaissant le droit au brevet pour toute invention. La Constitution américaine assigne au Congrès la mission de science et des arts utiles, en garantissant, pour une période de temps déterte, aux auteurs et inventeurs le droit exclusif à leurs livres et à leurs inventions ». La loi française du 7 janvier 1791 pose le principe que « toute découverte ou nouvelle invention, dans tous les genres d'industrie, est la propriété de son auteur ». Ce principe, régnant déjà de facto en Angleterre, s'étendit à toute l'Europe, en particulier grace à l'influence qu'exerça la loi française dans les pays conquis par Napoléon.

La première moitié du dix-neuvième siècle vit un développement quantitatif des brevets qui engendra lui-mènus le perfectionnement du système : les introducteurs de techniques étrangères cessèrent d'être traités aussi favorablement que les inventeurs véritables, et les procédures furent révisées en fonction de l'expérience. Seuls, toutefois, les Etats-Unis introduisirent, en 1836. l'examen de fond des demandes de brevet. Sans doute, les étrangers étaient-ils généralement admis à déposer des demandes aux mêmes conditions que les nationaux, mais des difficultés prariques rendaient très difficile la protection d'une invention dans de multiples

Cette situation devint de plus en plus mente pour les grands exportateurs de produits « modernes » lorsque, à partir de 1850, le libre-échange et les transports à vapeur créèrent les conditions d'échanges internationaux d'un type nouveau, illustrés par les expositions universelles que chaque capitale ent à cœur d'organiser. C'est à l'occasion de certaines d'entre elles, à Vienne en 1873, à Paris en 1878, que se tiendront des congrès préparatoires imaginant les solutions d'une internationalisation de la propriété industrielle. Le résultat de ces efforts, apparemment modeste mais décisif, fut le texte de la convention signés par onze pays, à Paris, le 20 mars 1883, et créant l'Union pour la protection de la propriété industrielle, qui compte aujourd'hui quatre-vingt-dix-sept mem-

Le texte de la convention, amendé à de nombreuses reprises, facilitera chaque fois davantage la protection dans plusieurs pays. Au cours des années 1960 et 1970, l'adhésion de nombreux pays en voie de développement, en particulier des anciennes colonies européennes, entraîna la contestation des brevets comme agents de transfert des techniques et - attitude que l'on retrouve anjourd'hui en filigrane des débats sur la contrefaçon (voir l'article d'Yves Plasseraud, p. 22) - mit un terme à cette orientation de la convention de Paris. Le mouvement d'internationalisation ne s'est pas arrêté pour antant, mais il a emprunté soit la voie d'unions régionales, soit celle d'accords spéciaux comme le brevet européen et le traité de coopération (voir encadré p. 24). Ce mouvement a rapproché les législations et rendu à peu près universels les critères de brevetabilité, de nouveauté, d'activité inventive et d'application industrielle.

L'évolution de la propriété industrielle n'est pas achevée. Les développements technologiques ont suscité des besoins de protection auxquels l'institution des brevets n'a pas répondu immédistement, de sorte que c'est en dehors d'elle qu'ont été recherchées des solutions plus ou moins satisfaisantes : systèmes particuliers pour les nouvelles obtentions végétales (1), recours aux dispositions du droit d'auteur pour la protection des logiciels (2), lois spéciales pour les topographies de semiconducteurs (3). Dans ce dernier domaine, c'est la notion de réciprocité

qui, imposée par les Etats-Unis, se substitue au principe libéral du traite-ment national, base de la convention de Paris. Les frontières entre les découvertes scientifiques, exclues du domaine des brevets, et les inventions protégeables créent des difficultés, en particulier dans les techniques biologiques. De toute part sont réclamés des efforts d'imagination et de renouvellement, mais on voit surtout apparaître des palliatifs...

Les marques, en tant que signes d'identification du propriétaire d'un objet, d'un animal ou d'un esclave, ont une origine qui se perd dans la nuit des temps. Dès l'Antiquité, elles acquirent une valeur commerciale et entraînèrent des imitations. La marque se généralisa avait surtout alors une fonction d'identification de l'artisan afin de permettre le contrôle de l'observation des règlements corporatifs. N'ayant pas un but publicitaire, elle était généralement discrète et peu perçue par le public.

Après l'abolition des corporations en France, en 1791, par la loi Le Chapelier, la marque réapparaît et change progressivement de caractère, pour devenir, au dix-neuvième siècle, un

moyen de ralliement de la clientèle. C'est soulement après 1850 que le législateur intervient partout pour défi-nir et délimiter les droits qui lui sont attachés: France, 1857; Etats-Unis, 1870; Royaume-Uni, 1873; Allemagne, 1874. Dans ce domaine également, la convention de Paris a joué un rôle important en matière de protection internationale. Elle a permis, en particulier, la création entre Etats membres d'un accord portant sur un système d'enregistrement international (Arrangement de Madrid, 1895) qui, une fois obtenue la protection dans le pays d'origine, en organise l'extension aux

Au plan européen, l'idée d'un droit unifié des marques, lancée au début des années 60, devrait prochainement déboucher sur la création d'un Office communantaire des marques. Les législations nationales devraient être largement harmonisées, en même temps que serait ouverte la possibilité de recourir à une marque communautaire unique valable pour l'ensemble des Douze.

(1) Loi française du 11 juillet 1970. (2) Loi française du 3 juillet 1985.

(3) Loi française du 4 novembre 1987.

CENTRE UNIVERSITAIRE D'ENSEIGNEMENT ET DE RECHERCHE EN MATIÈRE DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

PACULTÉ DE DROIT DE GRENOBLE UNIVERSITÉ DES SCIENCES SOCIALES

Le Centre universitaire d'enseignement et de recherche en matière de propriété intellectuelle, 5é en 1965, est rattaché à la faculté de droit de l'université des sciences sociales de Grenoble ; il est, d'autre part, associé au Centre national de la recherche scientifique qui lui a conféré le stant d'équipe de recherche du CNRS depuis le 1^{er} janvier 1974.

d'équipe de récherche du CNRS depuis le 1º janvier 1974.

La direction du Centre et la responsabilité de l'équipe de recherche sont assumées par un chercheur du CNRS (actuellement Marie-Angèle Perot-Morel, directeur de recherche au CNRS). Le personnel habituel de recherche est constitué par des enseignants, des chercheurs professionnels (CNRS ou chercheurs sur contrat), des chercheurs associés, des étudiants de 3º cycle.

Les activités du Centre s'orientent en trois directions : la recherche, l'enseignement, la forma-

La recherche est l'objectif essentiel du Centre : son programme à long terme porte sur l'ensemble des problèmes actuels que suscite, tant en droit interne que sur le plan international, l'évolution des divers droits de propriété industrielle (brevets d'invention, marques de fabrique, dessins et modèles industriels) ou de droits d'auteur.

Le Centre travaille en liaison smeter.

Le Centre travaille en liaison étroite avec les principaux organismes intéressant la propriété intellectuelle (en particulier, l'Institut national de la propriété industrielle (INPI); l'Organisation mondiale de la propriété industrielle (OMPI); il participe à toutes les associations nationales ou internationales de propriété industrielle ou de droit d'auteur, et entretient des rapports suivis avec les services de propriété industrielle d'an grand nombre d'extréprises.

Les travaux débouchent essentiellement sur des publications (ouvrages, thèses, articles) de tractère individuel ou collectif. Une revue spécialisée concernant les droits de propriété intellectelle dans les pays socialistes d'Europe de l'Est est, en outre, éditée annuellement. Le Centre organise périodiquement des colloques, tables roudes ou journées d'études de carac-tère scientifique et ayant généralement une dimension internationale. De fréquentes missions sont, en outre, effectuées à l'étranger, soit à l'occasion de réunions internationales, soit dans le cadre

Le CUERFI collabore enfin avec de nombreux centres français ou étrangers poursuivant des recherches analogues, en particulier avec tous les instituts de propriété intellectuelle des pays de la CEE et de pays de l'Est.

2. L'ENSEIGNEMENT

Le CUERPI sert de support aux enseignements spécialisés de 2° et 3° cycle qui sont dispensés à l'université des sciences sociales de Grenoble dans le cadre de la maîtrise en droit et du DEA droit des affaires, mention « propriété industrielle » : il apporte également son une comm à d'autres universités françaises ou étrangères, notamment en assurant un enseignement de droit comparé au Centre d'études internationales de propriété industrielle de l'aniversité de Strasbourg. 3. LA FORMATION

Le Centre a enfin pour objectif de promouvoir la comaissance de la propriété intellectuelle dans les milieux intéressés; dans ce but, il organise des sessions de formation professionnelle, au double niveau de l'initiation et du perfectionnement, s'adressant aux chefs d'entreprise, ingénieurs, cadres responsées de services de propriété industrielle ou praticiens des cabinets conseils et des

Lire pages suivantes .

PAGE 22 : La lucretive industrie de la contrefaçon, par Yvea Plasseraud ; Offices nationaux et organisations internationales;

PAGE 23 : Des formes nouvelles de transfert de technologie, par Marie-Angèle Hermitte ; Dessins et modèles : des législations disparates, par Pierre Cousin ; PAGE 24 : Le système des appellations d'origine, par Y. P. ; L'absence de délai de grâce, per Ernest Gutmann.

The second of th

*IMPOT DE DÉVELOPPEMENT » OU DÉLINQUANCE MONDIALE?

La lucrative industrie de la contrefaçon

YVES PLASSERAUD *

ES grandes marques, en par-ticulier de vêtements, de sacs, de parfums, et les produits de l'informatique et de l'électronique - cassettes, logiciels, microprocesseurs - constituent aujourd'hui les champs d'élection privilégiés de la contrefaçon. Une histoire aussi ancienne que celle du commerce : dans l'Antiquité déjà, les viticulteurs de la Narbonnaise tentaient de faire passer leur vin pour italien en apposant sur le bouchon de cire des amphores de faux sigilia (marques de commerce ou de fabrique).

La révolution industrielle entraîna une véritable prolifération de produits imités (en horlogerie, les Suisses étaient alors de redoutables contrefacteurs!) et de marques (surtout phar-maceutiques) contrefaites. Ce phénomène sera à l'origine de la signature, en 1883, de la convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle.

Si la contresaçon sut d'abord locale et européenne (Français et Italiens se taillèrent longtemps une solide contreréputation), la problématique Nord-Sud a aujourd'hui pris le relais. Le Nord a des marchés solvables, le Sud

des hommes et des besoins de devises. An début des années 70, les techniques de reproduction et de fabrication de masse se développant à un rythme rapide, les chefs de file de la nouvelle piraterie étaient Hongkong et le Japon. Au fil des années, respectabilité et crédibilité technologique obligent, le Japon, Hongkong et les autres «dra-gons» d'Extrême-Orient (Corée, Tai-wan) qui leur avaient emboîté le pas ont progressivement quitté le devant de la scène (1) et ont été relayés par la Thailande, l'Indonésie, le Mexique, le Nigéria, la Turquie, le Venezuela ou Singapour.

Réalisées dans des ateliers éparpillés et éphémères, les copies sont difficiles à contrôler, d'autant que leurs auteurs bénéficient parfois de la complicité des autorités locales. Plusieurs nouveaux pays industrialisés tendent, en effet, à ne voir dans les contrefaçons qu'une compensation à ce qu'ils qualifient de « pillage néocolonialiste », en même temps qu'une manière d'acquérir un indispensable savoir-faire. « Impôt de développement », la contrefaçon serait ainsi un raccourci vers l'industrialisation. En fait, tous les pays à économie de marché semblent passer, lors de leur industrialisation, par une phase de



L A dimension du phénomène est impressionnante : selon certaines estimations, 60 milliards de dollars de manque à gagner et des dizaines de milliers d'emplois perdus (2) pour les économies européennes. Pour les Etats-Unis, l'ordre de grandeur est identique : le piratage et la contrefaçon de copyrights, marques, secrets de fabrication, brevets, topographies de semiconducteurs et logiciels coûteraient à l'industrie américaine entre 50 et 60 milliards de dollars par an (3). A Singapour, soixante-dix millions de cassettes de musique sont contrefaites chaque année, dont cinquante millions destinées à l'exportation (4). Certaines contrefaçons de médicaments (amphétamines, antibiotiques) ont même entraîné des décès (5).

A l'imitation traditionnelle de marques ou de produits couverts par un brevet répondait bien la notion de contrefaçon que les Anglo-Saxons appellent infrigement, et qu'ils distinguent du counterfeiting qui peut recou-

Conseil en brevets d'invention, coanteur, avec François Savignon, de l'Etat et l'inven-tion. Histoire des brevets, La Documentation française, Paris, 1986.

vrir des activités certes contraires à la morale commerciale, mais conformes à la lettre du droit. On utilise parfois en français le terme de piraterie, qui présente cependant l'inconvénient de répondre à une autre définition en droit maritime. Cette difficulté terminologique cache un problème pratique: l'arsenal juridique des Etats est insuffisant pour lutter contre des pratiques multiformes (contrefaçons de brevets, de marques, de dessins et modèles), volatiles (vente à la sauvette sans structures commerciales) et internationales (fabrication, montage et vente dans des pays différents). La plupart des Etats ont entrepris de compléter leur législation (en France, par la loi du 3 juillet 1985 sur la protection du sur les topographies des semiconducteurs) et, en même temps, d'avoir la main plus lourde : procès plus nombreux, sanctions plus sévères.

C'est en général à l'exportation que se réalisent les plus beaux « coups ». C'est donc aux frontières que les produits pirates - s'ils ont suivi les circuits officiels - ont des chances d'être appréhendés. La saisie en douane est, de ce point de vue, un instrument



NEW-YORK, 1985: 25 000 PAIRES DE LUNETTES EN MIETTES

d'action privilégié. Elle ne figurait dans l'arsonal législatif, de façon réellement efficace, que dans quelques pays (RFA, Irlande, Royaume-Uni...). Les Etats-Unis, où des entreprises comme Levi Strauss, Revion, Kodak, Sen nite, Westinghouse, Herman Wouk inspirent particulièrement les contrefacteurs, ont innové à cet égard en adoptant, le 12 octobre 1984, une loi particulièrement circonstanciée sur la contrefaçon de marques. Seule une véritable collaboration internationale serait cependant en mesure de lutter efficacement contre un phénomène qui, notamment du fait de l'implication du grand banditisme – la Mafia y

« blanchirait » une partie de ses revenus, - a désormais une ampleur

Il y a pen à attendre d'un renforcement des mesures prévues par la convention de Paris : certains Etats n'y out pas adhéré, et la majorité, maintenant constituée de pays en développe-ment, est opposée à toute aggravation des sanctions. C'est donc au « Tokyo Round » (1978) de l'Accord général sur les tarifs douanier et le commerce (GATT) que les États-Unis ont lancé l'idée d'un code sur le commerce des contrefaçons, actuellement dénommé code sur la propriété intellectuelle. Ce projet a reçu l'aval de la Commission

des Communantés européennes, qui a introduit un dispositif de protection aux frontières de ses Etats membres dans un règlement (6) du conseil des ministres du 1er décembre 1986, interdisant « la mise en libre pratique des marchandises de contresaçon ». Enfin, le Conseil de coopération donanière (CCD) prépare une loi-type sur la saisie à l'importation des marchandises

Contrairement à la CEE et au Japon, qui s'en tiennent aux procédures de l'Organisation mondiale de la pro-priété intellectuelle, les États-Unis, sons la menace de sanctions commerciales, s'efforcent d'imposer des accords bilatéraux passant, en particufier, par l'adoption, par les pays « con-trefacteurs », de législations nationales conformes aux normes du GATT. Ainsi, pour pretéger leurs industries pharmacentiques et agro-alimentaires, ils sont parvenus à faire prendre au gouvernement coréen des mesures freinant la contrefaçon et ils continuent d'exercer de fortes pressions sur les Philippines, l'Indonésie, la Thailande et souhaitent trouver un accord bilatéral avec la Chine, dont la loi de 1985 sur les brevets laisse sans protection ces denx secteurs (7).

Quelle que puisse être l'efficacité des mesures juridiques adoptées ou en préparation, on fonde actuellement de grands espoirs sur le développement de nouveaux moyens techniques (hologrammes, marquage laser, etc.) d'identification des produits originaux qui pemetiraient une surveillance plus efficace du marché. Des contrats d'assurance contre le risque de contrefaçon sont également proposés.

La manière la plus efficace de marinaliser les contrefacteurs et leurs produits est cependant de faire comprendre aux Etats abritant les « pirates » et aux acheteurs qu'ils agissent, en dernière instance, contre leur propre

(1) Voir, notamment, le rapport au Conseil économique et social de M. Jean de Santis : « Le problème des contrefaçons » (Journal officiei, avis et rapports au Conseil économique et social, 9 juillet 1983).

(2) Selon le comité de liaison pour la lutte 9 % du commerce mondial et ferait perdre à la seule CEE 100 000 emplois.

(3) Voir Financial Times, 6 junvier 1988.

(4) Voir Newsweek, 9 février 1987. (5) Voir Vincent Carratt, «Commercial Commerciating » in Droit et pratique du commerce laternational, Vol. 12, nº 2, 1986,

(6) Nº 3842/86.

(7) Voir Catherine Grosset-Fournier et Yves Plasseraud, le Nouveau Droit chinois des brevets, EGYP, Paris, 1987 (67, bd Haussmann, 75003 Paris).

INSTITUT DE RECHERCHE EN PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE HENRI-DESBOIS

FORMATION CONTINUE 1988

- DROIT DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE I-Protection des inventions en France -Défense et exploitation du brevet
- 111 Protection des inventions à l'étranger V-Protection des marques
- V-Exploitation et défense de la marque VI-Les créations protégées par le droit d'auteur
- DROIT D'AUTEUR ET AUDIOVISUEL
- PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET C.E.É. PROTECTION JURIDIQUE DES INNOVATIONS **INFORMATIQUES**
- PROTECTION DES DESSINS ET MODÈLES EN FRANCE ET A L'ÉTRANGER
- DROIT COMMUNAUTAIRE ET LICENCES DE BREVETS
- LE DROIT D'AUTEUR AU REGARD DES CONVENTIONS INTERNATIONALES
- PROTECTION DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE AU JAPON

APPUI AUX

ENTREPRISES

PUBLICATIONS

- COLLECTION "LE DROIT DES AFFAIRES -PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE"
 - Vers une érosion du droit des brevets d'invention?
 - L'examen des marques à l'épreuve
 - de la pratique -La Commission nationale des
 - inventions de salariés Les licences de brevets et le droit
 - communautaire
 - Droit d'auteur et droits voisins « La loi du 3 juillet 1985
 - Banques de données et droit d'auteur
 - -La protection des produits semiconducteurs
- COLLECTION "DOCUMENTATION PRATIQUE" - Les marques de fabrique.
 - de commerce ou de service Les inventions de salariés

CENTRE DE DOCUMENTATION

Renseignements

2 place de la Bourse 75002 PARIS Tél. (1) 40.26.83.12

UNIVERSITÉ DE DROIT, D'ÉCONOMIE ET DE SCIENCES SOCIALES DE PARIS

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

Offices nationaux et organisations internationales

ES offices nationaux de propriété industrielle portent des dénominations diverses et revêtent des formes administratives variées. Ils assument, dans chaque pays, les fonctions d'enregistrement et de délivrance des titres de propriété industrielle, ainsi que l'information du public. L'office national français est l'Institut national de la propriété industrielle (INP1), qui a son siège à Paris et dispose de centres régionaux à Bordeaux, Lyon, Marsaille, Nancy, Nice,

L'INPI, outre ses fonctions d'examen et d'enregistrement des demandes de titres de propriété industrielle et de délivrance de ces titres, tient le Registre cantral du commerce et des actes des sociétés, source d'information juridique essen-tielle sur les entreprises. Son dispositif d'information comprend :

une bibliothèque technique et juridique, riche de nombreux ouvrages et périodiques sur la technologie, le droit et la jurisprudence de la propriété indus-

des salles de consultation des brevets (français, européens et étrangars), des marques françaises et internationales, des dessins et modèles ;

des bases de données sur les brevets français et européens, les offres et les demandes de techniques cessibles ; sur les marques françaises et internatio-nales ; sur les comptes et bilans des sociétés anonymes (SA) et des sociétés à responsabilité limitée (SARL) établies en France. Deux prestations supplémentaires sont offertes aux consultants :

le service d'information rapide, qui fournit, aous vingt-quatre heures, les ren-seignements extraits des bases de données et la photocopie des documents ;

le service aux entreprises, qui répond « sur mesure » aux questions concernant brevets et marques. Outre des bulletins officiels (l'édition Brevets publie les abrègés de toutes les demandes), l'INPI publie Propriété industrielle-Bulletin documentaire, revue d'information, de doctrine et de jurisprudence. (Institut national de la propriété industrielle-Bulletin documentaire, revue d'information, de doctrine et de jurisprudence. (Institut national de la propriété in l'al de la propriété de l'al de l'al

industrielle, 28 bis, rue de Leningrad, 75800 Paris Cedex 08. Tél.: (1) 42-93-21-20; télex: 290368 INPI Paris).

Dens le cadre de la prime ou de l'aide à l'innovation, l'Agence nationale de valorisation de la recherche (ANVAR) finance une partie des travaux des entre-prises liés à la propriété industriale. (43, rue Caumartin, 75436 Paris Cedex 09. Tél.: 42-66-93-10). Les conseils en brevets sont regroupés au sein de la Compagnie des conseils en brevets d'invention. (21, rue de Leningrad, 75008 Paris. Tél. : 45-22-55-11).

Aux niveaux international, européen et africain, on dénombre quatre organi-

Entrors:

- l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI): institution spécialisée des Nations unies, ayant son siège à Genève et compétente en matière de droits d'auteur et de propriété industrielle. Chargée, notamment, de l'administration des competitions de Pours (depies de Paris

matière de droits d'auteur et de propriété industrielle. Chargée, notamment, de l'administration des conventions de Berne (droits d'auteur) et de Paris (propriété industrielle) et de nombreux arrangements particuliers conclus dans le cadre de cette dernière, notamment du PCT;

l'Organisation européenne des brevets (OEB) regroupe les pays membres de la CEE (sauf le Danemark, l'irlande et le Portugal) ainsi que l'Autriche, le Liechtenstein, la Suède et la Suisse; elle délivre des brevets européens (voir l'encadré de François Savignon, page 24) et a son siège à Munich en RFA;

l'Organisation africains de propriété intellectuelle (OAPI): regroupe actuellement traize États africains francophones et a son siège à Yaoundé au Cameroun;

l'African Regional Industrial Property Organization (ARIPO) regroupe actuellement treize Etats africains angiophones et a son siège à Harare au Zimbébwe.

MARIE ANGELE

plant were to the land of the products & The state of the s

Partie to March 18 and

Dessins et modèles

and to promote a Supincial of the state of t

martin Date of the page day More

Saturation away line will Bette fire car st tues name men STATE TO TO DECIMAL BER 4 Emperante des anduers et avenifices The state of property and and and to an are are and approprie. 400 500

Let. Die est deliegt gette fig d the equations removable The termes I am require the to Barry Double My Street Devoted Tues (1985) And the depositions reside NAME OF TAXABLE PARTY.

Charles the moote d'art applic Priparie drait des desserts et réstat Ti per enempre tefuset tout Wes et the et même. Character a ute concur set tel sterdt er. Et publique Middell

De to les ail terences de réglisse Proposition on plus unable de la California Transport enterné. Dans le part Regist on mandre de la Expensed Co. Prevents was proposed Part e sun : Chice communit

Asset 3 to Cour

CEIPI -

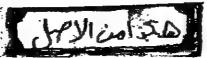
Contracts de La Agreements on

Strategies of

Eraresy and Rules in

COORDINATEUR :

N- Pouvatchy, C



DES USINES CLÉS EN MAIN A L'ASSURANCE QUALITÉ

MARIE-ANGÈLE

A quête d'un instrument adé-

quat pour assurer le commerce de la

technologie entre opérateurs de

niveaux de développement différents commença, dans les années 70, avec la

contestation de la propriété indus-trielle: l'institution du brevet visc, en

effet, à réaliser le commerce d'une

innovation, segment technique étroit,

alors que les pays du tiers-monde ont besoin d'acquérir une technologie dans

son intégralité. Simple description

écrite qui, aux termes de la loi, doit

être suffisamment précise et claire

pour être décryptée par les hommes de

métier, le brevet est inefficace en pays

sous-développé, où ces hommes sont

Il fallait donc trouver le support juri-

dique de l'échange d'une technologie

tout entière et parvenir à l'intégrer aux

contrats permettant l'implantation d'un

ensemble industriel. Il y avait alors

deux voies possibles : soit le recours à

l'investissement étranger, soit l'achat d'un ensemble usine plus technologie

HERMITTE *

Des formes nouvelles de transfert de technologie

des Communautés européenne de introduit un dispositif de protières de ses Elait de protières du 1 de de la maistres du 1 decembre 1986 de marchandises de contrejaçar le Conseil de coopération de

Contrairement à la CEE qui c'en tiennent any Japon, qui s'en tiennent aux cet de l'Organisation mondiale de la priété intellectuelle, les étals menace de sancia. priète intencement, les Emples sons la menace de sanctions de ciaics, s'efforcent d'imposti secords bilateraux passant to libe secords biliteraux passant en per lier, par l'adoption, par les pays te trefacteurs », de législations minus conformes aux normes du Gap Ainsi, pour pretéger leur aut. conformes aux normes du GAP
Ainsi, pour pretéger leurs infine
pharmaceutiques et agroaliment
ils sont parvenus à faire prente;
gouvernement coréen des mesures
ant la contrefaçon et ils comment la contrefaçon et ils contre ment la contreraçon et ils come d'exercer de fortes pression art Philippines, l'Indonésie, la Table et souhaitent trouver un accord la cat avec la Chine, dont la loi de la la basuare la seca cane ser les brevets laisse sans protection

Quelle que puisse être l'effice. des mesures juridiques adoptes as préparation, on fonde actuelleme que la décention de la déce grands espoirs sur le dévelopement grammes, marquage laser, etc.) its palication des produits originale pernettrajent une surveillance pard cace du marché. Des contais de mance contre le risque de contréle sont également proposés.

La manière la plus efficace de as gineliser les contrelacteurs et leurs duits est cependant de faire compa cire and Etais abritant les « pintes» aux acheteurs qu'ils agissen, a è sière instance, contre leur pro-

(1) Vour, notamment, le rappor a Cassaccasique et social de M. Jeas de San La problème des controfaçous, libre des controfaçous, libre problème et rapports au Consei éma es consei é moites 1983) 66 66 apoul, 9 judiet 1983)

(2) Schoo in comuté de lustos pour le les patrofajus, selis-a représe commerce mendul et ferni petrit Von F. nancial Times, 6 junier 198

Wat Newsweek, 9 fevner 1987, (5) Vose Vincent Carrote, Connect Connection of the second of th

(7) Vour Catherine Grosset-Former : The Passerand, le Ausvers Drit des des beweis, EGYP, Paris, 1987 (6), h 1500a Paras.

nationaux ons internationales

Print portent des dénomination d'elementratives vanées. Ils assumet.
d'elementratives et de délivrance des (4) inclustratile UNPI: Qui a son signi A Bandania, Lyon, Marseila, Nancy, No.

ii) dit d'unnigestrement des demands d teres de cos titres, tient le Régistre de les acurca d'information jundique essedistantebon comprand :

Trans, elebe de nombreux ouvrages et pina le est le jurisprudence de la propriété mus

nité (finançais, auropáens et étranges), de 18, dan desains et modèles : times at surpeers, les offres et les the the marcues françaises et memate de anonymes (SA) et des socials d an France.

strate pilleres sur consultants : TOWNER WOULD WINGT -QUESTION THEUTES, IN 181 tides est la photocopie des documents; THE PART OF THE PARTY IS NOT QUESTIONS CORES

Jack public les abrègés de tout Manualla Bulletin documentare, reve Manualla Bulletin national de la propriét 20000 Pens Codex 08. Tel. : (1) 42-53

ide il l'imponetion, l'Agence nationale de Base Course for, 75436 Paris Codes (S.

de au aver de la Compagné de Laningred, 75008 Paris. Tel.: 45

et afficien, on dénombre quatre organ

Mochaele (OMPI) : mstruton st man singe & Geneva et competente industriale. Chargos, notam F de Some (drocts d'auteur) et de Pari

The Portuge of the complete of (OAPI) : regroupe actual THE RESIDENCE A Yourned ou Come

Non (ARIPO) regroupe act the act sings à Harare su Zembali facilité par l'expansion du système financier international. Très vite l'investissement étranger fut banni des pays sous-développés « conscients », car la soumission de la politique de développement à la logique d'une multinationale n'avait que des inconvénients; l'un d'entre eux était dirimant: dans l'espace de la multinationale, la technologie reste captive. Et ce fut la grande vague d'achats d'usines clé en

La simple intégration du brevet et du savoir-faire à l'ensemble industriel s'avéra rapidement insuffisante, le personnel local ne parvenant pas à utiliser ce savoir-faire qui, contrairement à ce que le mot évoque, n'est encore que de l'écrit. C'est alors que s'est dégagée la distinction entre le savoir-faire, dont le transfert reste inefficace en pays sousdéveloppé, et le savoir-produire, acquisition concrète d'une compétence technique collective, pour laquelle n'existait aucun outil juridique comm susceptible d'en assurer la transmission. Telle fut la cause de la longue dérive économico-juridique d'un type de contrat à l'autre : toujours plus perfectionné, toujours plus lourd, toujours plus cher.

L'évolution a été d'abord marquée par une accumulation de prestations intellectuelles, disposées en strates suc-

cessives : au contrat clés en main, on ajouta de la formation du personnel, de l'assistance technique, du management, des contrats de commercialisation du produit fini... Puis, devant les échecs, on fit porter la revendication sur l'obtention de garanties non seulement pour les prestations matérielles. mais aussi pour la formation et l'assistance, passant ainsi aux contrats produit ou marché en main. En ajoutant anx prestations matérielles le coût des prestations intellectuelles, puis le cost de la garantie de ces dernières, on en était arrivé, sans toujours s'en rendre compte, à doubler le prix des installa-

Il est difficile d'apprécier les effets de cette fuite en avant, les progrès techniques, moins inexistants qu'on ne l'a parfois avancé, syant été occultés per l'endettement qui en est partiellement résulté. Il reste, malgré tout, un début de structure industrielle, anarchique bien sûr, et la présence des premières générations d'ingénieurs dotés d'une certaine expérience : on n'achète et on ne construit pas la dixième cimenterie d'un pays comme on a acheté et construit la première.

Trois éléments caractéristiques des nnées 70 ont dispara : on ne demande plus de technologies altra-sophistiquées. On trouve au contraire, dans certains contrats, l'idée que le constructeur fournira un procédé et des équipements qu'il utilise lui-même depuis plusieurs années. On cherche, quand c'est possible, à confier la construction de l'usine à un fabricant du produit désiré et non plus à l'une de ces entreprises d'ingénierie, structures polyvalentes sans expérience industrielle propre, qui ont longtemps dominé l'industrialisation du tiersmonde. Enfin, l'exigence de garanties très lourdes, comme celles qui avaient abouti au contrat produit en main, a disparu. Les prestations de formation professionnelle et d'assistance technique, à l'inverse, sont totalement entrées dans les mœurs, et le mouvement vers l'entreprise conjointe (joint-venture) se confirme partout dans le monde.

Le phénomène est déjà ancien, mais une meilleure maîtrise du fonctionnement efficace de la minorité de blocage permet à certains pays sous-développés d'abandonner l'idée qu'il leur fallait, en tout état de cause, détenir 51 % du capital. Ici aussi, des opérations moins onéreuses peuvent être envisagées. Mais ce qui est le plus caractéristique des opérations récentes, c'est la marginalisation de l'idée de transfert de technologie au profit de celle d'un transfert

De nouvelles figures contractuelles sont en train de voir le jour dans cer-

tains pays ayant déjà un ensemble d'expériences, échecs et réussites confondus. Le contexte est très répétitif: il s'agit d'industrics légères et de technologies sans sophistication extraordinaire. La première phase de l'opération est l'achat d'un procédé à un fabricant de stature internationale, qui sera ensuite chargé, autour de ce procédé, de mettre en place l'usine adé-quate, la formation adéquate, etc. Derrière le mot « procédé », on trouve un ensemble de prestations intellectuelles classiques, comprenant les licences de brevet et la vente du know-how, mais surtout une licence de marque qui devient, en fait, le cœur de l'entreprise.

C'est en effet sur la licence de marque que l'industriel du Sud compte pour que son partenaire, dont le nom est impliqué, s'engage totalement dans l'affaire. Les contrats prévoient qu'une part non négligeable de la production sera exportée par les services commer ciaux du fabricant dans les mêmes conditions que celles faites aux filiales.

A partir de cet accès au marché international, tout s'enchaîne logiquement : parce qu'il commercialise les le fabricant transfère ses propres

normes de qualité dans tout le procès de production : équipements identiques, matières premières identiques du point de vue de l'origine on de la composition, mêmes contrôles aux mêmes étapes de la fabrication, mêmes contrôles sur le produit fini. Il y a en quelque sorte une reproduction à l'identique de l'outil et, surtout, des méthodes de production, ce qui élimine à peu près tout risque de distorsion entre les productions des deux parte-

En fait, le système permet de penser que l'industriel du Sud est assuré d'une excellente prestation sur le plan matériel et pour tont ce qui concerne le transfert de la documentation technique, entendue dans son sens le plus large. A l'inverse, le contrat ne tente pas du tont d'assortir la formation du personnel d'une quelconque garantie : elle est réalisée dans de bonnes conditions, puisque le personnel local est formé d'abord dans une usine du fabricant, identique à celle qui est en cours de construction, puis an poste de travail qu'il occupera effectivement. Le risque formation reste donc entre les mains de l'acheteur.

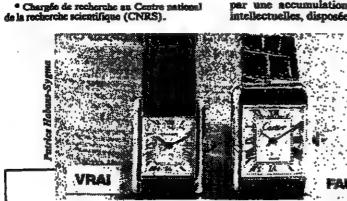
Rationaliser le procès de production

'ASPECT véritablement original L de ces contrats, qui ressemblent per ailleurs aux grandes opérations Est-Ouest des années 60, est l'accent mis sur le transfert des procédures d'assurance de la qualité, méthode utilisée chez le fabricant, qui vise à obtenir, par la rationalisation du processus de production la maîtrise de la qualité. Dans les rapports Nord-Sud, ces procédures, testées de longue date, penvent garantir les qualités et quantités convenues. Elles constituent certainement un excellent support de transfert, à la condition que les équipes d'encadrement de l'acheteur aient déjà une certaine compétence collective dans la branche industrielle concernée. Elles seraient, en revanche, insuffisantes dans des pays de sous-développement total. On peut les qualifier d'instru-ments de développement intermédiaire.

Pas de changement juridique fondamental dans les rapports industriels Nord-Sud depuis quelques années, mais une certaine professionnalisation de la relation, et une redistribution des cartes qu'il ne faut pas ignorer. De nouveaux pays industriels quittent le camp de la contestation du brevet parce qu'ils deviennent eux-mêmes innova teurs. A l'inverse, les pays de la CEE,

distancés dans certains domaines, se isneent dans une politique d'entreprises conjointes avec les Etats-Unis pour obtenir des transferts de technologie : c'est ce qui s'est passé dans le domaine des fibres optiques, utilisables pour les télécommunications, les réscaux câbiés... Le retard européen était difficilement rattrapable mais, dans les secteurs dépendant des marchés publics, il était difficile à des entreprises étrangères de s'implanter. La société Coming Glass imagina donc un réseau d'entreprises conjointes fonctionnent dans le marché commun : elle fournirait sa technologie, et les Européons le marché.

L'affaire se fit sous la haute surveillance des autorités de Bruxelles, qui appliquèrent à la lettre les théories tiers-mondistes — les licences de brevet exclusives furent transformées en licences non exclusives, un certain nombre de pratiques restrictives supprimées, les droits de vote et de gestion des représentants de la société mère américaine réduits - et qui en utilisèrent même la terminologie, puisque l'objectif visé est de maîtriser « le moment et le rythme auxquels Corning Giass transfère sa technologie ».



Dessins et modèles : des législations disparates

Par PIERRE COUSIN *

U carrefour de l'art, de l'industrie et du commerce, les dessins et modèles sont à la recherche de leur identité. Sur le plan juridique, cette situation se traduit par des problèmes de frontières entre le droit les concernant et les autres droits de propriété industrielle et artistique. La loi française actuelle les a résolut par des mécanismes.d'exclusion, de coexistence, ou encore de cumul.

Exclusion vie-à-vis des brevets : dans le système français, si une forme est esairement dictée par sa fonction, la protection par dessins et modèles lui est interdite, seule celle de la fonction pouvant éventuellement être reche per brevet. D'où le risque de laisser sans aucune protection un effort tel que celui

Coexistence avec les marques, la loi française admettant qu'une marque puisse être constituée non seulement per un signe surapposé au produit, mais per la forme même de celui-ci. Il y a, cette fois, le risque d'un court-circuit du droit temporaire des dessins et modèles par calui, perpétuel, des marques.

Cumul avec la propriété artistique, le droit français n'ayant pas voulu distinquer l'art pur de l'art appliqué, évitant ainsi de transformer les juges en arbitres

L'équilibre est délicat mais il donne satisfaction à ses utilisateurs en France. Les autres législations nationales ne l'ayant cependant pes trouvé dans les mêmes termes, il en résulte des disparités entre les protections dont la même couvre peut bénéficier seion les pays, notamment en Europe.

Ainsi, les législations nationales n'admettant pas toutes la théorie de l'unité de l'art, la même œuvre se verra soumise, d'un pays à l'autre, à des régimes différents. Une œuvre d'art appliqué ayant, en France, vocation à être protégée tant par le droit des dessins et modèles que par celui de la propriété artistique se verra, par exemple, refuser toute autre protection que celle des dessins et modèles en Italie et même... en France si sa première divulgation a eu lieu en Italie ou si elle a été conçue per un Italien ! De même, si la divulgation d'une œuvre n'empêche pas son dépôt ultérieur à titre de dessin et modèle en France, alle l'interdit en République fédérale d'Allemagne.

De telles différences de régime sont difficilement admissibles dans le marché de plus en plus unifié de la CEE. Un effort d'harmonisation s'imposait donc et Il est maintenant entamé. Dans le passé, Paris à su prendre l'initiative de nombre de conventions internationales dans le domaine de le propriété industrielle. En sera-t-il de même en matière de dessins et modèles, alors que l'Organisation européenne des brevets est implantée en RFA et qu'il apparaît de moins en moins probable que l'Office communautaire des marques soit installé en France ?

CEIPI - STRASBOURG

Licences et Tranfert de Technologie Licensing and Transfer of Technology

1" module du 7 au 10 juin 1988

Contrats de Licence et de transfert de technologie

Agreements on the transfer of technology and licenses

2º module du 4 au 7 octobre 1988

Stratégies et lois des transferts de technologies et

des coopérations techniques

Strategy and Rules in Transfer of technology and Technical Cooperation

Langues : français et anglais

COORDINATEUR: M. Jacques-Henri GAUDIN, CGE-Group, Paris

Frais d'inscription, Inscription fees :

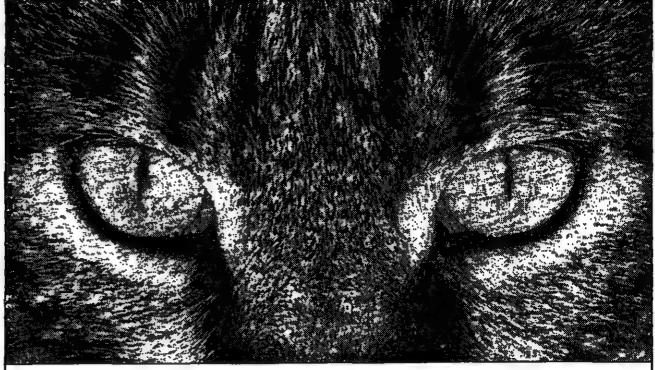
3 500,00 FF per personne et module

Please contact for more information

Mre Pouvatchy, CEIPI, place d'Athènes, 67000 Strasbourg (France)

Tél.: 88-61-56-04

· Pour tout renseignement complémentaire



L'information dans le domaine de la propriété industrielle est une dé fondamentale pour la stratégie de votre entreprise :

- surveillance de vos concurrents, ■ veille technologique,
- dépôt de brevets,
- création de marques.
- Télésystèmes Questel, premier serveur européen de banques
- de données, vous offre l'accès à : phus de 25 millions de brevets du monde entier,
- toutes les marques en vigueur en France, et ce sur votre
- micro-ordinateur ou sur votre minitel.
- Avec des partenaires prestigieux tels : l'Institut National de la Propriété Industrielle (INPI) à Paris, en relation avec l'Office Européen des Brevers (La Haye)/l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (Genève), Derwent Publications

Ltd. (Londres), et Compu-Mark (Anvers). Télésystèmes Questel, l'information stratégique pour votre Entreprise. Contactez-nous.



83-85, boulevard Vincent-Auriol 75013 Paris. Tel.: 16 (1) 45.82.64.64 - Telex: 204.594 F.

Questel Inc.

5201 Leesburg Pike, Suite 603. Falls Church. VA 22041 USA. Tel.: (703) 845-1133 - Toll-free: (800) 424-9600.

Brevets et marques dans la guerre commerciale

ANCRÉ DANS LE TERROIR FRANÇAIS...

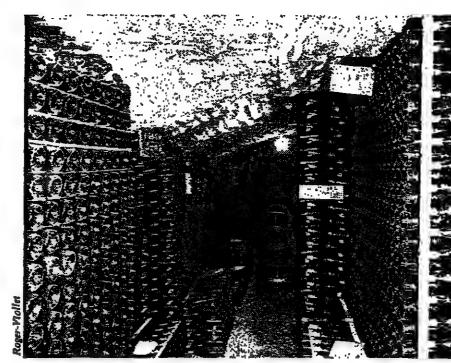
Le système des appellations d'origine

la plupart des mécanismes de protection des droits de propriété industrielle ont connu des développements parallèles dans les divers pays industrialisés. Il n'en va pas de même pour les appellations d'origine que l'on peut considérer comme une création largement française (mais d'autres systèmes tendant au même but existent à l'étranger, par exemple en RFA, en Espagne, en Italie et même en Afrique du Sud).

De longue date, la France a, en effet, été réputée pour l'exceptionnelle qualité de certains de ses produits alimen-taires, alliant les caractéristiques issues de la nature aux spécificités du labeur des hommes. Fromages et vins sont deux des domaines où une constante recherche de valorisation des produits et d'amélioration de la qualité devait donner naissance à l'institution connue sous le nom d'appellation d'origine. Et la réflexion pourrait d'ailleurs être étendue à certains secteurs industriels : mouchoirs de Cholet, céramiques de Vallauris, porcelaine de Limoges, etc.

L'appellation d'origine implique d'abord l'identification des meilleurs produits d'une spécialité régionale puis la mise au point d'un cahier des charges des modalités optimales de production. Ainsi, par exemple, en matière de vin, un terroir est rigoureusement délimité et, à l'intérieur de son périmètre, seules les meilleures parcelles (sol. exposition, etc.) sont retenues : une liste limitative des cépages à utiliser et des proportions correspondantes est établie (y compris les rende-ments maximaux à l'hectare); enfin une charte des techniques de vinification est mise au point.

Ce cahier des charges autorise tous les producteurs du terroir concerné à revêtir leurs produits présentant les



LE SAVOIR-PAIRE SÉCULAIRE DES VIGNERONS BOURGUIGNONS Au cerrice des come

caractéristiques requises de la mention - appellation d'origine contrôlée ». Il s'agit là d'un véritable « monopole d'occupation » d'une considérable valeur économique (un brandy produit dans la région de Cognac, mais n'ayant pas droit à l'appellation d'origine, se vend beaucoup moins cher qu'un cognac) et qui présente la caractéristi-que originale de bénéficier à des exploitants qui se font concurrence entre eux.

Ce système est mis en place par les pouvoirs publics en liaison étroite avec les instances professionnelles concernées. Le dispositif ainsi élaboré pragmatiquement, sectour par sectour, est ensuite inséré dans un ensemble natio-

UN HANDICAP POUR L'EUROPE

L'absence de «délai de grâce»

ERNEST GUTMANN •

ELON les droits de brevets applicables dans la plupart des pays européens, une invention dont la nouveauté n'est plus absolue ne peut plus être protégée. Sa divulgation prématuree, par un tiers ou par son inventeur, entraîne donc la perte du droit au brevet. Dans d'autres pays, les droits sont moins sévères à l'égard de l'inventeur, lorsqu'il est lui-même l'auteur de la divulgation. Celle-ci réalisée, il peut encore demander une protection, s'il effectue le dépôt d'un brevet dans un «délai de grâce»; un an aux Etats-Unis et - sous certaines réserves - six mois au Japou.

Fant-il supprimer ce délai de grace, là on il existe, on, an contraire, l'étendre à tous les pays? La question est au cœur du projet de traité sur l'harmonisation des droits de brevets qu'étudie à l'hours actuelle l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle

Domaine public et intérêt public

L E principe du délai de grâce sus-cite, en France, de sérieuses réserves. Comment, disent certains, distinguer celles des divulgations antérieures qui seraient opposables à un brevet postérieur et celles qui ne le scraient pas? L'incertitude juridique qui en résulterait pour les tiers, sinon pour l'inventeur lui-même, ne devrait cependant pas être le seul facteur à prendre en compte. On peut, en particulier, se demander si la sanction nullité du brevet - frappant l'inventeur trop disert n'est pas préjudiciable à l'intérêt public. En effet, l'invention qui «tombe dans le domaine public»

n'est pas seulement perdue pour l'inventeur. Elle peut l'être aussi pour la société. La nullité du brevet - ou son absence - entraîne alors souvent le désintérêt des industriels : n'étant plus assurés de l'exclusivité, ils hésitent à engager les investissements nécessaires à l'exploitation d'une invention non protégée.

Le problème est moins grave dans les pays qui out adopté le délai de grâce car une invention considérée comme perdue par l'industrie européenne peut encore conserver chez eux toutes ses potentialités de développement : bénéficiant localement d'une

protection efficace, leurs entreprise peuvent sisément, à partir d'une base autochtone, se lancer à la conquête des marchés européens alors libres. A l'inverse, la perte du brevet, aujourd'hui insurmontable en Europe, pour toute invention prématurément divulguée, a pour effet de restreindre l'éventail des choix d'innovations et de projets techniques nouveaux pour les seuls industriels du Vieux Continent.

Les pays dans lesqueis le délai de grace existe n'y renonceront pas, quel que soit le sort ultérieur du traité étu-dié par l'OMPI. L'incorporer dans les droits de brevets en Europe restituerait leur attrait à des inventions aujourd'hui abandonnées et rétablirait une situation de concurrence plus saine au plan international. Cela supposerait que soient aussi préservées la cohésion de ces droits et la sécurité juridique des tiers, les inventeurs eux-mêmes devant prendre conscience qu'une telle disposition ne les protégerait pas nécessairement contre des publications de tiers. éventuellement suscitées par leurs propres divulgations.

Il reste que, pour un inventeur soucieux de préserver ses droits sur son invention, le bénéfice du délai de grâce ne constituera jamais un substitut adéquat au maintien du secret jusqu'au

Consail en brevets d'Invention

Le brevet européen et le traité de coopération (PCT)

EUX instruments permettant de protéger simultanément une invention dans plusieurs pays ont commencé à fonctionner le même jour, le 1º juin 1878 : la convention sur le brevet européen et le traité de coopération en matière de brevet, plus connu sous le sigle PCT (Patent Cooperation Treaty).

Conçus à la même époque, les deux systèmes se ressemblent ; en particulier, ile organisent de manière analogue les premières phases d'instruction des demandes de brevet. Le dépôt d'une seule demande, dans une seule langue, comportant la désignation de ceux des Etats membres (1) où la protection est ée, confère les mêmes droits que le dépôt d'une demande nationale dans chacun de ces pays. Une recherche sur l'état de la technique est ensuite effectuée ; la demande et le rapport sur l'état de la technique sont publiés, permettant au demandeur et au public de se former une opinion fondée sur la validité de l'Invention su regard des critères de nouveauté et d'activité inventive.

A partir de là, les deux systèmes différent : tandis que la demande de brevet européen, après avoir subi un examen, aboutit, si elle satisfait aux critères exigés, à un brevet européen unique, équivalent dans chacun des peys désignés à un brevet national, la demande internationale, selon le PCT, reste sountise, dans chacun des pays désignés, aux examens prescrits par les législations nationales. A la différence d'une demande suropéenne, une demande internationale peut aboutir à un brevet dans un pays et être rejetée dans un autre.

Le brevet européen est devenu le moyen le plus utilisé dans le monde pour protéger une invention dans plusieurs pays européens. Le PCT a connu un développement moins rapide mais progresse régulièrement. Les deux systèmes sont d'ailleurs plus complémentaires que concurrents puisque la plupart des demandes PCT comportent le protection en Europe par la voie du brevet euro-

(1) Pour le brevet européen : les Etats membres de la CEE, sauf le Danemark, l'Irlande et le Portugal, mais aussi l'Autriche, le Liechtenstein, la Suède et la Suisse. Pour le PCT : quarante Etats dont la plupart des pays européens, les Etats-Unis, le Japon, l'Australie, l'Union soviétique, le Brésil...

Glossaire

Activité inventive : une invention est considérée comme impăquant une activité inventive si, pour un homme de métier, elle ne découle pas d'une manière évidente de l'état de la technique.

Appellation d'origine : droit de propriété industrialle attaché à un lieu géographique dont certains produits jouissent d'une réputation de qualité liée à leur origina (voir l'article d'Yvas Plasseraud ci-dessus).

Brevet d'Invention : document émis par un office gouvernemental (ou un office régional agissant pour plusieurs États) sur la base d'une demande qui décrit une invention. Crée une situation légale salon laquelle l'invention bravetée ne peut normalement être exploitée qu'avec l'autorisation du propriétaire du bravet. La protection conférée par le bravet est limitée dans le temps.

Contrefeçon : atteinte aux droits conférés par un titre de propriété industrielle, plus spécialement par copie ou limitation non autorisée (voir l'article d'Yvee Plasseraud page 22). Dessins et modèles : droit de propriété industrielle portent sur des créations à

caractère commercial (voir l'article de Pierre Cousin page 23).

Etat de la technique : tout ce qui a été rendu accessible au public avant le dete de dépôt de la demande de brevet par une description écrite ou orale, un usage ou tout sutre moven.

larque : droit de propriété industrielle portant sur un signe distinctif servant à identifier les produits ou les services mis sur le merché par un industriel ou

Nom commercial : terme qui sart à distinguer un fonds de commerce des fonds

Nouveauté : une invention est considérée comme nouveile si elle n'est pas comprise dans l'état de la technique.

Revendication : partie essentielle d'un brevet, qui délimite l'étendue du droit exclusif conféré au titulaire.

Savoir-faire : Information technique transmissible, non publique et non protégée par un brevet, parfois appelée know-how.

PRODUITS DU TERROIR

nal, dont les bases légales out été

posões en 1919 par un texte compor-

tant des sanctions pénales et assurant

done une forte protection aux appella-

tions. Un Institut national des appella-

tions d'origine des vins et eaux-de-vie

(INAO) vient coordonner l'ensemble

des activités nationales et régionales des domaines concernés, sous la hou-lette du ministère de l'agriculture.

La France reconnaît les appellations

d'origine des pays avec lesquels elle a

conclu des accords et leur assure la

forte protection de sa propre loi. La réglementation de la CEE fournit éga-

lement une bonne protection aux appel-

lations d'origine des pays membres et des États tiers grâce à une réglementa-

tion sévère des pratiques culturales et cenologiques, et de l'étiquetage des vins

et alcools. Ce dispositif est déjà entré

en vigueur pour ce qui les concerns et

on commence à voir certaines éti-

quettes arborer la mention communautaire de VQPRD (vin de qualité produit dans une région déterminée), à la

place des traditionnelles mentions fran-

çaises AOC (appellation d'origine contrôlée) ou VDQS (vin de qualité

Le système est pourtant loin d'avoir

le même succès partout, et de nom-

breux pays, à l'instar de l'Australie, du Canada et des Etats-Unis continuent à

refuser toute protection sérieuse aux

appellations d'origine étrangères, favo-

risant ainsi la concurrence déloyale

pratiquée par leurs ressortissants... et la tromperie de leurs consommateurs.

supérieure).

VINS FINS D'ALSACE médaillés : Ch. SCHLERET, propriétaire visiculteur à F 68230 TURCKHEIM

CENTRE D'ÉTUDES INTERNATIONALES **DE LA** PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE



UNIVERSITÉ ROBERT SCHUMAN PLACE D'ATHÈNES

67084 STRASBOURG CEDEX - Tél. : 88-61-18-18/88-61-56-04



LE CENTRE D'ÉTUDES INTERNATIONALES DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE (CEIPI) est né de l'heureuse rencontre de l'industrie et de l'université.

Créé il y a vingt-cinq ans, le CEIPI a tout d'abord pour vocation de former des spécialistes en matière de propriété industrielle (brevets d'invention, marques, dessins et modèles industriels, design, concurrence et trans-

Les études, qui portent sur une durée universitaire d'une année, conduisent à un examen qui, en cas de succès donne droit au diplôme d'études internationales de la propriété industrielle (brevets, marques, etc.), soit au diplôme d'études internationales en brevets d'invention, soit encore au diplôme d'études internationales en murques, dessins et modèles industriels.

Sont admis au centre les personnes de nationalité française ou étrangère, titulaires d'un diplôme d'ingénieur ou d'une maîtrise des facultés de sciences.

Pour permettre aux spécialistes qui sont déjà entrés dans la vie professionnelle de suivre les cours et de passer les examens, le CEIPI organise, tous les deux ans, un enseignement de sept semaines, réparties sur une

Les débouchés réservés aux diplômés du CEIPI sont ceux de la profession libérale de conseil, de spécialiste des services de propriété industrielle de l'industrie, de la profession d'avocat et de la fonction publique. Le CEPI à aussi développé une section internationale organisant des enseignements de perfectionnement en matière de transferts de technologie et de brevet européen. Aujourd'hui, le CEIPI assure la formation en vue de la préparation de l'examen de qualification auprès de l'OFFICE EUROPÉEN DES BREVETS, dans différentes villes

LE CENTRE D'ÉTUDES INTERNATIONALES DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE s'est également vu confier par l'ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE (OMPI) à Genève, la formation de resr l'OKGANISATION MONDESTRE des pays en voie de développement sur une courte durée de trois semaines. Enfin, il y deux ans, le CEIPI a, en collaboration avec l'Institut de recherche en franchise (IREFF), et avec le soutien de la Fédération française de la franchise, mis en place un enseignement d'une année universitaire visant à former des spécialistes en droit et ingeniérie de la franchise.

Le directeur général, 1.-1. BURST Le diplôme qui est délivré en fin d'année est un diplôme d'études supérieures spécialisées,

mara par part de la sutrapresió Manie-

Al - la Decementalime frumpele STORES AND A ENGLISH OF A REPORT OF The many per and the second of PROBLEM PARTIES - Property

fre et Men in mare, befehrebt

The first project of the project of the first proje MENIGNE IVAL ION ROTHER #

TEMPS STRATEGICAL - 1 the second of the second at the arms of ment as an arms of a service at the MAIS CASSAGE !! PROBLEMES POLITIQUES EE

ER ESTARN ECONOMIC

the state of the second of ATTEL MARK - Un pustoned and action of the second a

Poursuite contre le

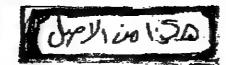
23 mars s'est démadé d Marde deliamente la la la constante la constante de Claude James la constante la co e pia gram édite une l

Note that the second se the and democratics. Description exposé communit se C- pour leur part, table

V- Françoise G ancien PDG de la A' are jacqued the

Curnaliste, diese de Françoi 3 Fare roter du Carte

anente): Jean Le verdier berd redi



AP POUR L'EUROP «délai de grâce

S LA GUERRE COMMERCIALE

effectue se ucpor a un bitor de la délai de grâce : an an an de la Unis et — sous certaines réame :

Faut-il supprimer ce délai de la contraire de de la proprieté intéléget de la proprieté intéléget de la proprieté intéléget diale de la proprieté talelle

public et intérêt public

protection efficace, leus empe peuvent assement, à parir d'us la autochtore, se lancer à la complète coarchés européens alors libre l'inverse, l'à perte du brant marches europeens alors him l'inverse, la perte du bree aujourd'hui insurmontable en limber pour toute invention prémaine divuiguée, a pour effet de range l'éventail des choix d'innovations et l'éventail des choix d'innova projets techniques nouveau par sculs industriels du Vieux Coning

Les pays dans lesquels le des Stage exists u.h. Lestouce. R. (681) die per l'OMPI. L'incorpore del droits de brevets en Europe resulter leur attrait à des inventions aujourt mbandonnées et rétablirait un m tion de concurrence plus saine au s international. Cela supposera e anent aussi preserves la colone cor droits et la sécurité jundant le Liers. les inventeur eux-nême de prendre conscience qu'une telle din sion ne les protegerait pas nicesa MICH CONTE des publications de le eventuellement suscitées par leur p pres disrelgations

A resid que, pour un inventeu se cieux de preserver ses droits ser a tovention, le bénéfice du délai de ple Se constitue a jamais un substitut de mignet de breset.

Maropéen coopération (PCT)

The strenger samplifications une inventor and a forestion for a marie jour, le 19 jui E stropten et la traite de cooperation PCT : Patent Cooperation Treen. an parameter posses d'instruction de Germande, dans une seule large.

Fiete mémbres 11 du la protection et la dépôt d'une demande nationale des Fiftee de la technique est ensute elle tal de la technique sont publies, permitte Character open fortier sur la valuté u

a definite un entre. Aboute. Leile satisfair aus omes Calent dens chacun des pays diegnisi Calente, seton la PCT, reste soumse, die Principal demande internationale paid Principal dema un autre

the part is place up you can be monde par Property Les PCT is control un dele currents pursque la piupat del A see Emrope par la vote du brevet elle

The Committee of the CFE, and is December, to Liochtenston, a Suedo et in Susse Par

THE THEFT IF (CEIPI) ME THE GE

des spécialistes en matière de l'ans-

THE TRANSPORT OF THE CASE OF SECUE Charles internationales en mar-

Mallatres d'un diplome d'ingenieur

polle de souvre les cours et de the supi summers, repartes ser une

mile de conseil, de spécialiste des

the state of the same. iants de perfectionnement en per parette la terretton en 412 de la Ereis, das differentes viles

Genive, la formation de res-licación dente de trois semaines. The annie oneversitaire visant à

Amer général, 1-1. BURST

« LA GUERRE NOUVELLE », de Gisèle Charzat

Une stratégie de l'amont

traités. Ainsi naquirent l'alliance atlantique, l'OTAN (qui étouffa au passage l'Union européenne occidentale (UEO), senie organisation de défense européenne), le traité de Rome, la CEE et combien d'autres non négligeables. Toutes furent insuffisantes - ou même s'opposèrent - à la réalisation d'une entité ouropéenne apte à l'affron-tement du siècle des technologies exotiques et émergentes et, par là même, à

Par le général

EPUIS mai 1945, l'Europe

occidentale, vaincue, humiliée, un

temps exsangue puis économiquement

forte, se cherche. Dans le désordre.

Sans grand dessein politique. Son passé

tumultueux pèse sur elle et aussi

- nonveauté - la pression sans

nuances de chacune des deux grandes

Aussi bien dans les faits : «l'Europe! la défense de l'Europe!»

ne sont plus objectifs mais incantation.

Ses Lotharingiens, conditionnés par des siècles de vie en conglomérat, se satisfont organiquement de la tutelle

américaine. L'Angleterre, à quelques

satisfactions d'amour propre près,

court au-devant des exigences d'outre-

Atlantique. Scule, la France s'est arra-

chée à ce sourre-tout en 1966. Peut-

être, sans doute, demain, l'Espagne...

Quaranto ans viennent ainsi de

s'écouler, secoués de rudes crises dans

les rapports Est-Ouest, qui n'impliquè-

rent directement que trois fois les

supergrands. Ils s'en sont d'ailieurs très

bien tirés. Sans casse. Ces convulsions, et beaucoup d'autres, furent vécues avec angoisse par les Européens en

Chaque menace, chaque grand-peur

ne pouvait que provoquer de la part des hommes politique du continent - dont

certains furent grands - des initiatives

qui se traduisirent per une multitude

de conférences, d'accords, voire de

situation passive de glacis.

Et un théâtre sud?

GEORGES

assumer pour tout ou partie sa défense. Ces quarante années virent la foudroyante mutation de la guerre conventionnelle en menace nucléaire, d'abord, ca compétition vitale pour la maîtrise de l'espace, ensuite.

Les hommes qui nous gouvernent les ont vécues dans la discontinuité du pouvoir. La génération montante n'entretient que des sigles sans signification pour elle. Il était temps que tout cela fut ordonné et mis en situation.

Gisèle Charzat (1) le fait avec rigueur mais aussi avec vigueur en 150 premières pages denses et alertes, ponctuées de jugements sonnant clair. C'est là une « mise à plat » indispensable pour que le Français de 1988 puisse, sachant où il en est et pourquoi. se poser raisonnablement la question

Interrogation capitale. Le temps est en effet arrivé où les Européens dispersés et concurrents se trouvent devant le plus formidable dési que l'Amérique se soit jamais lancé à elle-même et au monde après les projets Manhattan (bombe à fission) et Apollo (l'homme sur la Lune) : l'initiative de désense stratégique (IDS).

Que le fantastique projet d'architec-turer l'espace et le ciel de boucliers antimissiles nucléaires aboutisse ou non est paradoxalement de seconde importance. Ce qui compte est que l'Amérique, créant à son profit un troisième et gigantesque appel d'air pour les cher-cheurs du monde entier, a entrepris de s'assurer la maîtrise des technologies extrêmes qualifiées pudiquement d'« exotiques » nécessaires à la réalisation d'un projet apparemment démesuré sur le plan militaire. Point n'est besoin d'énumérer ici les recherches et découvertes du Livermore Laboratory on de tels autres centres américains. Gisèle Charzat en fait son affaire, qui démontre, en sus, combien la sous-traitance aux firmes européennes (3 % du budget de l'IDS) lour lie de fait les

Dans le même temps, le Pentagone retrouve l'esprit de victoire, refuse le match sul d'une défense statique sur les positions qui découpent en tranches les territoires sud-européens de l'OTAN. Lignes franchement comiques lorsque l'on sait que le C3 (commandement, coordination, communica-tion) permet d'appréhender la guerre en temps réel à l'échelle de la planète. Aussi bien les Etats-Unis se sont-ils, depuis 1980, dotés d'un nouveau règlement de manœuvres: le FM 100-5, dont un avatar a été proposé comme panacée à l'OTAN sous le nom, très haute couture, de Follow on Forces Attack (FOFA).

Ne pas vouloir se contenter d'une pure défense aéroterrestre et se proposer - cependant que l'on bloque sur place l'échelon de tête - de le couper attaque dans la profondenz, est certes une vision digne de la puissance et du ressort américains. Fâcheusement pour les Européens, fait remarquer Gisèle Charzat, la réalisation de FOFA repose sur l'intégration de technologies dont l'Amérique a seule commencé à s'assurer la maîtrise, ce qui constitue, de fait, une considérable avance. D'un seul coup les réalisations européennes en matière d'armements conventionnels s'en trouvent déclassées. Sans un formidable sursaut communautaire pour s'accrocher au peloton de tête, les sol-dats de la Vieille Europe vont se trouver en tout - commandement et exécutant - dépendants du Pentagone à un point encore jamais atteint.

Avec Ariane, Hermès, Colombus, Eurêka; avec les projets européens: ESPRIT (technologies de l'informa-tion). Brite (recherche fondamentale), Race (Communications), la France s'efforce désespérement depuis trente ans — et depuis 1981 en particulier 🖚 de relancer une coopération européenne sur les technologies qui signifieront la compétitivité au vingt et unième

A de très rares exceptions près, ces projets sont « non suivis » et dérisoirement financés. En chaque occasion l'Angieterre, qui ne veut pas plus d'Europe continentale que Pitt ne voulait d'Europe napoléonienne, se défile en chantonnant - une chanson d'esclave heureuse = (Max Jacob). La RFA est immobilisée par l'Est comme par l'Ouest. L'Italie se veut la bonne élève de l'OTAN, côté dollars. Alors, abandonner?

Non. Dans un dernier chapitre hardiment intitulé « A la France », Gisèle Charzat entonne une Marseillaise de l'espoir, de la capacité de notre pays de se donner les moyens du renouveau de sa défense. De Gaulle l'a fait en son temps, incompris de tout le monde politique mais instinctivement soutenu par

S'adapter aux technologies nouvelles? Pour cela d'abord couper le bois mort des armements conventionnels: chars, porte-avions, chasseurs-bombardiers, armements qui furent prestigieux parce que déterminants dans la bataille d'hier et qui ne sont plus que ruineuse quincaillerie; se doter d'un grand projet de l'espace; passer de la « nation en armes » née en 1792 et morte en 1940 à la « nation armée » ; de la défense fondée sur la stratégie des moyens à celle à qui les moyens proposent une stratégie. C'est assez dire que la défense change de plan. De la militarisation intégrale elle passe dès aujourd'hui à la mobilisation permanente des cerveaux comme du tissu industriel et économique de la nation. La guerre c'est « avant ». Cette conception, Gisèle Charzat la dénomme très joliment : stratégie de

D'un tel sursaut dépend à court et moyen termes la place de la France dans le monde et, par voie de consé-quence, la liberté du citoyen de

(1) Gisèle Charzat, la Guerre nouvelle, ck, Paris, 233 pages, 89 F.

Dans les revues...

E DÉFENSE NATIONALE — M. Bores-nikolf plaide en faveur d'« une Europe politi-que et militaire», « troisième pôle», « contre-poids» aux deux blocs. (Avril mensuel, 38 F. — 1, place Joffre, 75708 Paris.)

- 1, place Joffre, 75708 Paris.)

9 REVUE POLITIQUE ET PARLEMENTAIRE. - Une livraison entièrement
consacrée aux enjeux du marché unique de
1992, en particulier à l'introuvable espace
social. (N° 993, junier-février, himestriel,
68 F. - 17, avenne Gaurgund, 75017 Paris.)

19 PROBLÈMES ÉCONOMIQUES. -

B PROBLEMES ECONOMIQUES.—
Denn numéros respectivement consacrés aux questions enropéennes (notamment sous l'angle financier) et aux problèmes de l'entreprise (en particulier aux concepts de culture et de projet d'entreprise). (N° 2063, 24 février, et 2066, 16 mars, hebdomadaire, 7,50 F.— La Documentation française, Paris.)

B FOREIGN AFFAIRS. - Un réquisitoire du professour Reich contre « l'économie de l'Illusion » américaine, et une analyse des réformes en URSS et en Chine. (Vol. 66, » 3, 1988, 5 annaires par su, 5,95 dollars. — 58 East 66 th Street, New-York, N.Y. 16021, France Links)

E FOREIGN POLICY. - Plusiours études sur les relations Est-Ouest avant le pro-chain sommet et une analyse de « la société civile » soviétique. (Printempa 1988, trimes-triel, 5.25 dollars. — PO Box 984, Parming-dale, N.Y. 11737, Etats-Unis.)

M ALLEMAGNE D'AUJOURD'HUL -Une amilyse du changement de programme du SPD. (N° 162, octobre-décembre 1987, héannel, 50 F. — Chande Lusset, Jérôme Vallant, 8, rue Faraday, 75017 Paris.)

n LE TEMPS STRATÉGIQUE. — La réussits suédoise, comme démenti au credo libéral : et un article démographique sur l'immigration, « saint pour l'Europe ». (N° 24, trimestriel, 25 FS. — 2, rue Bovy-Lysberg, case 418, Genève 11.)

& PROBLÈMES POLITIQUES ET SOCIAUX. — Trois domiers: «Le début aux l'identité allemande»; (u° 578, 19 février 1988); «Réforme politique en Chine» (u° 579, 4 mars). «Le renouveau des sciences humaines en URSS». (N° 580, 18 mars). — (24 F le manére. — La Documentation franche Deries).

B FAR EASTERN ECONOMIC REVIEW. — Un douier de quarante pages qui fourmille d'informations sur la Chine : politique, économie, droit, arts; etc. (24 mars 1988, hebdomadaire, 22 F., ou 29 dollars de Hongkong. — 181-185, Goucester Roud, Riongkong.)

E ACTUEL MARK. — Un pessionment numéro sur le marciame au Japon dent trus écoles jouent un rôle actif dans le select mod-

numéro de mai 1987.

ses yeux de dénaturer les faits.

lectuel du pays. (N° 2, 1987, semestriel, 100 F. - L'Harmattan, Parie). S AFRIQUE CONTEMPORAINE. -Tendances et perspectives de la démographie africaine. (N° 145, premier trimestre, trans-triel, 35 F. – La Documentation française, Paris.)

E ARAB STUDIES QUATERLY. — Les relations entre les États-Unis et le Maroc, en particulier les conséquences de leur soutien à Rabet dans le conflit du Sahara cocidental.

Rabat dans le conflit du Sahara cocidental.
(Vol. 9, 2º 4, autonnae 1987 (dernier recu),
trimestriel, 5 dellars. C/o AAUG, 556 Trapulo Road, Belmont, Ma 62172, Etnes-Unic.)

El ARABIES. – La diversification de la
politique trangère algérienne et l'amélioration des relations avec les Estat-Unic. (N° 15,
mars, mananel, 30 F. 78, ran Joudirey, 75917
Paris.)

& MONDES EN DÉVELOPPE-MONDES EN DEVELOPPE-MENT. – Une analyse de l'économie de guerre en Irak et une étude sur les teudances de la crise économique en Iran. (N° 58-59, 1987, trimestriel, 150 F. – Gordes, C/O ins-titut de sociologie, berese 1105, CP A 124, avenue Jeanne, 448-1050 Brancelles.)

E LE MESSAGE DE L'ISLAM. mière partie du message historique de l'imam Khomeiny aux pèlerius de La Mecque en août dernier, dont le texte sera intégralement reproduit en français en plusicars hyraisons. (Nº 51, mars, abomement amund: 1800 rials en 18 dollars. — BP 14 155 — 3899 Téhéran.)

SI LES CAHIERS DE L'ORIENT. - Un donder sur le conflit irako-iranien, un sutre sur les territoires occupés et une très intéressante les territoires occupés et une très intéressants présentation de la « nomentilature » irakienne. (N° 3-9, quatrième trimestre 1987 – premier trimestre 1988, trimestriel, 120 F. — 38, rus Saint-Dominique, 75067 Paris.)

El L'ARCHE. — La réaction des juifs de Prance aux événements dans les territoires occupés par Israél: « Ils sont à 98 % derrière decupés par Israél: « Ils sont à 98 % derrière

force , ben't la rovue du Fends social juif uni-fié. (N° 371, mars, measurel, 22 F. – 14, rue Georges-Berger, 75017 Paris.) S JOURNAL OF PALESTINE STU-

DAES, - Quels sont les mythes américains sur le Proche-Orient ? Comment la politique de le Proche-Orient? Comment la politique de Washington influence-t-elle la situation dans la région? (N° 66, hiver, trimestriel, 4,95 dollars. — JPS, Georgetown Station, POBent 25301, Washington, DC 20077-3343.)

E CULTURES ET FOL — Un numéro spécial consacré au «drame des Palestiniens, aux violences du sioname et an silence des nations ». (N° 122, usors-avvii 1988, bissectriel, 20 F. — 5, sue Sainte-Hélène, 69062 Lyon.)

Lyon.)

Poursuites en diffamation

contre le Monde diplomatique

Monde diplomatique par l'Institut d'études de la désinformation, à la suite de l'article de Clauda Julian intitulé « L'art de la désinformation », publié dans le

télévision, quotidiens ou hebdomadaires (le Point, le Palerin, etc.) coupables à

qu'elle constitue une arme essentielle dans la lutte du communisme international contre les démocraties. Devant le tribunal, les témoins cités per l'institut ont lon-

guernent exposé comment ce travail de sape est conçu et orchestré par Moscou.

Deflassieux (ancien PDG du Crédit Lyonnais) ; Stéphane Hessel (ambassadeur de

France); Albert Jacquart (Institut national d'études démographiques); Bernard

Langlois (journaliste, directeur de Politis) ; Roger Leray (ancien grand maître du

Grand-Orient de France) ; RP Henri Madelin (ancien provincial des Jésuites de

de la Fédération française des sociétés de journalistes) ; Gilles Perrault (écrivain) ;

Jean-Louis Rollot (secrétaire général de la Ligue de l'enseignement et de l'éduca-tion permanente) ; Jean Théoleyre (amiral CR).

France, directeur du Cemtre Sèvres) ; Denis Perier-Daville (journaliste, préside

Ont, pour leur part, témoigné pour Claude Julien :

Le vardict sere rendu à la fin du mois d'avril.

E 23 mars s'est déroulé à Paris le procès en differnation intenté contre le

Le plaignant édite une Lettre qui dénonce les stations de radio, chaînes de

Cet institut affirme que cette « désinformation » est inspirée par le KGB et

Mem Françoise Giroud; MM. Raymond Aubrac (ancien resistant); Jean

I LE JOURNAL DE LA PAIX-PAX CHRISTL - Un éditorial de Jacques

Duquesne fort critique à l'élection présidentielle » à propos du désarmement et du commorce des armes (Mars, mensuel, 12,50 F. — 44, rue de la Santé, 75014 Paris.)

B STUDBA DIPLOMATICA. — Jean-Claude Paye, secrétaire général de l'OCDE, analyse les conditions d'une meilleure croissance économique. (N° 6, bimestriel, 506 francs belges, — 38, avenue de la Courtume, 1050 Bruxelles.)

5 LES CAHIERS DU CREMMAP. -Les problèmés économiques, socianx et biolo-siques posés par l'évolution de l'agriculture et la crise des marchés internationanx des pro-duits agricoles. (N° 14, février, mansuel. — 292, rue Saint-Martin, 75141, Paris

m IFDA. – Le travail de groupe des pay-sans d'Afrique noire et la intte populaire pour l'environnement en Hongrie. (Mars-avril, binestriel, abonnement annuel: 48 francs suisses. – 4, place du Marché, 1260 Nyou,

Suisse.)

Suisse.)

E RONGEAD-INIPOS. — Face aux fluctuations du marché international du soja dont
elle rappelle l'historique, la revue s'enquiert
des couséquences d'une reconversion possible
de la production dans les pays du Sud comme
le Brésil. (Vol. 88, s° 1, abonnement annuel
120 F. — Risean des ONG européennes sur
les reconstant sur lineariest et la disalon-

B NACLA. - Un dossier sur le « Mexique, sa crise, son fatur», pour mieux com-prendre la situation dans ce pays qui, lai assai, élira un nouvean président cette année. (Vel. XXI, nº 5-6, décembre 1987, trimestriel, 3,5 dollars. - 151 West 19th., 9th Floor, New-York, NY 18011.)

BREVUE NOUVELLE. — Un important donier: «Amérique centrale, Pannée du destin » par Alain Hertoghe, Michael Stührenberg et Eric Venturini. (Tome LUXXVII, 18° 2, Sévrier, mensuel, 34 F. — Rue Potagire 16, 1639 Braxelles.) & POUVOIRS. - Un numéro consecré au

se FULUVUIES. — Un numéro consacré au Sénat de la Ve République : élection, organisation et fonctionnement, fonction législative et évolution du rôle de l'Assemblée purlementaire. (N° 44, mars, trimestriel, 85 F. — PUF, 14, avenue du Bein-de-l'Épisse, RP 90,91063 Évry Cedez.)

SI POLITIS. - Un dossier sur le vote écologiste en France et un portrait du candidat le plus discret à l'élection présidentielle, le « vert » Antoine Waschtet. — (N° 18,

24 mars, hebdomadaire, 26 F. - 76, rue Villiers-de-l'Isle-Adam, 75020 Paris.) 81 ARTICLE 31. — Dernier volet d'une étude sur l'UNI, organisation étudiante extrémiste, et son influence au sein de la majorité et du gouvernement depuis 1986. (N° 37, mars, messuel, 20 R. — Bolte postale, 83, Paris audit 11)

is NON-VIOLENCE. — Un dessier sur les menaces de régression du droit d'asile dans plusieurs pays européens. (N° 112, mars, mensuel, 15 F. — 20, res Dévidet, 45200 Mon-

engis.)

migrations internatio-NALES. – L'immigration multiculturelle au Canada, les effets de la récession sur les jeunes migrants en Europe de l'Ouest et aux Etan-Unis. (Vol. XXV, n° 4, intergeuverne-

Etan-Unis. (Vol. XXV, s. 4, hatergouverne-mental pour les migrations, Cp 71, 1211 Genère 19,)

B CROISSANCE DES JEUNES NATIONS. — Un numéro spécial sur le thème « Vaincre le racisme » comportant de nombreux témoignages et enquêtes. (N. 303, mars, measuel, 26 F. — 163, honievard Maissherbes, 75017 Paris.)

B INFORMATIONS ET COMPATION

TAIRES. - Sur le thème « Habitat et développement», quelques expériences concrètes dans le tiers-monde. (61, Octobre-décembre 1987, trimestriel, 40 F. — Contre croissance des jeunes nations, 31, piace B 69002 Lyon.)

B REVUE INTERNATIONALE DU TRAVAIL - Phosicurs articles sur l'emploi et le chômage, en particulier : « La particapa-tion des travailleurs comme moyen de vaincre le chômage ». Lire aussi : « La biorévolution et l'agriculture : vers un recul de la misère dans le tiers-monde ? » (Vol. 127, p° 1, 1988, six numéros par an, 15 FS. — BFT, CH-1211 Genère 22.)

Genère 22.)

El ASSOCIATIONS TRANSNATIONALES. — Une critique radicale des ONG,

comme un cheval de Troie » ; et le rôle des
ONG dans les pays asiatiques du Commonvenith. (1988, n° 1, bimestriel, abonneuent
annuel : 1 300 francs belges. — Union des
associations internationales, n° Walden

10, 1056 Bruches.

S REVUE INTERNATIONALE DE LA CROIX-ROUGE. — Un numéro presque entièrement consecré aux « Troubles et tensions internes» (N° 769, jauvior-février, 5 trancs suinces. — 17, avenue de la Paix, CH-1267 Genèva.)

2 FUTURIBLES. - Deux articles sur les perspectives de propagation de SIDA en Europe et aux États-Unis, et une contribution de Michel Godet sur les défis et la crise mon-diale des systèmes éducatifs (N° 1118, Sévrier, measuel, 50 F. — 55, rue de Varenne, 75431 PARE CALL (7.)

S BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ DES
AMIS DE HASSAN RAMDAN. - Préses-

AMIS DE HASSAN HAMDAN. — Présentation de l'envre du philosophe et poète libanais assassiné en mai 1987. (Nº 1, mars, 20 F. — BP 55, 69349 Francheville.)

H FRANE. — Cette revue artistique et littéraire américains publiés à Paris présonte un dossier sur la littérature philippine et de nombreux poèmes écrits en angiais ou traduits du tagalog (N° 8-9, hiver 1967-1988, hi-aumel, 60 F. — David Applefield, 31, Rue Colomb-Delorma, 93100 Montrail.)

H POSITIF. — Un entretien avec le melleur documentariste français. Raymond

leur documentariste français, Raymond Depardon, et un dossier sur les réalisateurs étrangers en France. (N° 325, mars, mensuel, 35 F. - 1, quei Conti, 75906 Paris.)

E REVUE DE L'INSTITUT DE SOCIOLOGIE. — Un dossier : « Émdes du cinéma belga » par une vingtaine de spécia-listes. (N° 3-4, mars, semestriel, 400 francs E LE FRANÇAIS DANS LE MONDE – Louis-Jean Calvet relève les mots de l'année 1987-1988, du « lundi noir » à inos de l'ames (30-7-706), de "annu noy" a la «perserrolle». Egalement, une première reconsion des projets à la veille du bicentemire de la Révolution française. (N° 215, Sevies-tears, 8 montres par an, 46 F. — 26, rue des Fossis-Saint-Jacques, 75065 Paris.)

BIBLIOGRAPHIE

Les problemes d'actualité. vus par les organisations internationales

sization de complexition et de Alveloppe-

• AJUSTEMENT STRUCTUREL ET PERFORMANCE DE L'ÉCONOMIE: la sentence des experts de l'OCDE, et leurs sentence des experts de 1 val.

recettes pour pousser plus avant dans la voie
du libéralisme et de l'intégration. (OCDE, Paris, 1988, 398 pages, 195 F.)

. SOMALIA: ECONOMICS FOR AN UNCONVENTIONAL ECONOMY: HA rapport très complet (en anglais) sur les spéci-ficités de l'économie somalienne, par Vali Jamel. (BIT, Genève, 1988, 123 pagez.)

• La télévision future dans une Europe sans frontière. Réunion interna-tionale à Urbino, du 6 au 9 avril. (Centro Alti Studi Europei, via Safft 1, Urbino, Italie. Tél.: (0722) 320005.) o L'information télévisée. Dans le

Colloques et rencontres

cadre des Rencontres télévision 1988 qu'organise le Centre de recherche et nn colloque international aura lieu le ven-dredi 8 avril, avec in participation de nos collaborateurs Ignacio Ramonet et Ber-nard Cassen. [Françoise Calvez, 10, rue Farnerie, 26000 Valence. Tél.: 75-43-

e Europe 1992, Plategration finan-cière. Colloque international organisé à Paris, les 12 et 13 avril, par l'Institut francais des relations internationales. (IFRI, Monique Benisty, 6, rue Ferrus, 75683 Paris Cedex 14. Tél. : (1) 45-80-

• Pakiston : un pays unicomme et pourtant... Séminaire du Ceatre français du commerce extérieur, à Paris, le 18 avril (CFCE, direction de l'information et de l'informatique, 10, avenue d'Iéna, 75783 Paris Cedex 16.)

· La situation alimentaire mor ences pour les politiques agricoles. Une session, les 19 et 20 avril à Paris, de la Société française d'économie rurale. (SFER, 16, rue Claude-Bernard, 75231 Paris Cedex 05. Tél.: (1) 47-07-

 L'endettement international. Séminaire du Centre de formation aux réalités internationales, à Paris, le 19 avril.

 Court de la contre de la (CEFRI, 30, rue Cabanis, 75014 Paris, Tél.: (1) 45-65-25-00.)

 Associations, organisations in ouvernémentales et droits de l'hom Colloque organisé, les 22 et 23 avril à Lyon, par l'Institut des droits de l'homme de l'Université catholique de Lyon, avec la participation de notre collaborateur Alain Greah. (IDH, 10-12, rue Fochier, Lyon-2-. Tél.: 72-32-50-50.)

 European Defence and European Political Union. Colloque organisé à Mainz (RFA), du 12 au 15 mai, par la General Assembly of European Students. [75, rue d'Amsterdam, 75008 Paris. TEL: (1) 40-16-11-03.)

 Angola, perspectives de paix. Sémi-naire hebdomadaire organisé tous les mer-credis à Paris par le Forum international de politique. (FIP. 71, boulevard Richard-Lenoir, 75011 Paris. Tél.; (1) 43-38-24-87.)

Justice à Mexico

Le 5 novembre 1986, Ivan Menendez qui dirigeait à Mexico l'édition du Monde diplomatique en langue espagnole, était retrouvé mort, baillonné et anaché, dans le coffre de sa voiture (1). C'était le quatorzième journaliste amazand au Mexique depuis 1980. Jamais les auteurs de ces crimes n'avaient été arrêtés : mais cette fois - malgré les étranges circonstances entourant le meurtre, - un suspect, M. Rodolfo Andy Limon, quarante-deux ans, allait très vite être accusé de l'assasamut de nocre ami.

Il vient d'être condamné, le 18 mars 1988, à quarante ans de prison, peine maximale prévue par le code pénal mexicain. Le jugement a établi la responsabilité de l'accusé, reconnu coupable de meurtre

(1) Cf. Claude Julien, «Assassinat», le Monde diplomatique, décembre 1986.

L'EDITION A L'ENCAN

L'édition est depuis quelques années le terrain de grandes manœuvres financières internationales – fusions, offres publiques d'achat (OPA) sauvages ou amicales, participations croisées - dont l'ampleur et la brutalité ne le cèdent en rien à celles qui ont cours dans d'autres domaines touchant de moins près à la création intellectuelle.

Perçue comme un secteur sensible - et donc justiciable de mesures spécifiques, comme la loi Lang sur le prix unique du livre, - la production éditoriale n'est rien d'autre pour les grands groupes qu'une matière première, certes auréolée d'un grand prestige, des industries multimédias de la communication, Des industries dont l'implacable logique de rentabilité les conduit graduellement à subordonner le contenu du « produit » livre à son mode de commercialisation sur des marchés internationaux de plus en plus uniformisés, et donc à rechercher la standardisation aux dépens de l'originalité (voir ci-contre l'article de Jean-Guy Boin et Jean-Marie Bouvaist).

Le lamentable spectacle qu'offre anjourd'hui le paysage audiovisuel français sous le règne de l'Audimat, des séries américaines et du tronçonnage des films par la publicité annonce-t-il la mutation à venir d'un monde de l'édition que l'opinion associe encore à de grandes figures comme celle de Gaston Gallimard, aux cafés littéraires de la rive gauche, voire aux débats on intrigues des comités de lecture (1) ? L'enjeu est considérable, et c'est pourquoi le même ministre de la culture et de la communication dont la loi a ouvert le vole au décervelage télévisuel a malgré tout jugé bon de s'interroger sur l'avenir du livre français. Sans être encore alarmant, le constat ne porte guère

Et ce n'est pas l'accélération de la concentration de l'édition française dont le récent rapprochement, au sein du Groupe de la Cité, de la Compagnie européenne de publications qui contrôlait déjà Larousse et Nathan, et des Presses de la Cité est le dernier exemple en date – qui rassurera tous ceux, pour qui ni le livre ni non plus le journal ne sont des produits comme les autres. Deux empires dont la colonne vertébrale industrielle — la Compagnie générale d'électricité (CGE) pour le Groupe de la Cité et Matra pour Hachette - est à cent lieues de la littérature se partagent désormais plus de la moitié du chiffre d'affaires de l'édition française. Et chacun - la récente tentative d'OPA d'Hachette sur le groupe américain Groller en témoigne — ressent le besoin de s'internationaliser pour mieux résister aux concurrents britanniques, néerlandais, italiens ou allemands.

Paradoxalement, au moment même où, comme les industriels des autres secteurs, les éditeurs européens renforcent leur implantation outre-Atlantique (3), c'est le modèle éditorial américain qui s'impose en Europe : recherche du best-seller déclinable sur tous les médias, marginalisation des

Si, en France, la lecture et le marché de l'édition stagnent depuis neuf ans, les pays en développement, aux structures éditoriales fragilisées par l'état général de leurs économies, voient progresser le nombre de lecteurs sans livres (volr ci-dessous l'article d'Ezzedine Mestiri). Rien n'indique que les restructurations mondiales en cours remédient en quoi que ce soit à cette situation. BERNARD CASSEN.

(1) Voir le livre-témoignage caustique que vient de publier Michal Deguy, ancien lecteur E Gallimard, le Comité, Champ Vallon, distribution Distique, Paris, 1988, 208 p., 89 F. (2) Patrice Cahart, Le livre français e-t-il un avenir? Rapport au ministre de la culture la communication, La Documentation française, Paris, 1988, 181 p., 60 F.

(3) Voir Herbert R. Lottman, « The Internationalisation of Publishing », The Bookseller, Londres, 19 février 1988.

La création sous

JEAN-GUY BOIN * ot JEAN-MARIE **BOUVAIST **** EUX géants dominent aujourd'hui l'édition française : Hachette, contrôlé par Matra, et le Groupe de la Cité, sous la coupe de la Compagnie générale d'électricité (CGE) et d'Havas. Assurant, à eux sculs, plus de la moitié du chiffre d'affaires de la production de livres (10,6 milliards de francs au total en 1986), et près des deux tiers de celui de la diffusion, de la distribution et des clubs (sur un total de 4.7 milliards de francs en 1986) (1), leur puissance rassure les uns, inquiète les autres.

Face anx grands groupes américains et européens, la France dispose donc désormais de structures d'une taille suffisante pour affronter les batailles, présentes et futures, des industries de la communication, dans lesquelles le livre a encore un rôle à jouer. Mais surtout le renforcement continu de ces deux empires et la répartition de leur capital font entrer l'édition de livres dans une logique et des modèles d'orga-nisation privilégiant la rentabilité aux dépens de la création.

Quand un groupe industriel et financier investit dans un secteur nouveau, l'une de ses premières préoccupations est d'en contrôler la distribution. En ce qui concerne le livre, le problème est complexe : 270 000 titres réputés disponibles, 13 000 nouveautés par an, et jusqu'à 30 000 points de vente pour cerizins ouvrages de grande diffusion. L'entrée dans l'édition des techniques de la logistique puis de la distributique (2) a multiplié la puissance des appareils commerciaux des Deux Grands. Recherchant l'effet de dimension, pour remodeler les réseaux de vente à leur gré, ils contraignent leurs concurrents à renforcer leurs structures pour survivre. Mais les nouvelles machines à distribuer coûtent cher : non seulement elles limitent les capacités d'investissement des éditeurs dans des « produits » nouveaux (recherche d'auteurs, livres dits «à risque»), mais, progressivement, elles conduisent la distribution à modeler le produit lui-

Depuis les années 50, les techniciens de la vente directe (par correspondance et par courtage) recherchaient des produits-livres adaptés à leur système. Avec le « livre de poche » lancé

Directeur commercial et financier des éditions La Déconverte.

Par

Professor & Puniversité Paris-Nord.

par Hachette en 1953, une technique de production industrielle de grande série permettait un abaissement considérable des prix de vente, la standardisation des formats facilitant le stockage et les manutentions. Rééditant des titres qui avaient déjà fait leurs prenves sur le plan commercial, le « livre de poche » était, sans risque, mis en place dans un nombre considérable de points de vente.

Au fil des années, les grands éditeurs et quelques moyens lancèrent à leur tour, avec des succès inégaux, des collections bon marché au format de poche. La majorité de ces collections présentent elles aussi des rééditions. Le développement des clubs a complété le poids de ces dernières. Ainsi France-Loisirs, filiale du Groupe de la Cité, réalise 11 % du chiffre d'affaires de toute l'édition avec environ trois cents titres sélectionnés parmi les meilleures

ventes réalisées en librairie. Les séries standard renforcent l'industrialisation de la production. Il s'agit de « nouveautés » conçues sur un même modèle « fidélisant » les clientèles. Harlequin a été la plus belle réussite commerciale dans ce domaine. La recherche de l'effet de dimension ne touche pas seulement les rééditions et

les séries. Aux politiques de catalogue et de constitution de fonds durables se substituent les mises en place massives de nouveautés et le développement accéléré des rotations (un titre chasse l'autre) qui rentabilisent davantage les investissements effectués dans la distri-bution que les réassorts d'ouvrages à vente régulière, mais à rotation lente.

Pour que leurs distributiques fassent du profit, tout en occupant une place prépondérante chez les détaillants, les deux grands groupes sont amenés à diversifier leur production et à couvrir tout les secteurs : littérature, éducation, jeunesse, sciences humaines et sociales, livres de référence, beaux livres, livres pratiques, bandes dessinées, etc. Cette préoccupation se traduit par la création de nouveaux départements ou de nouvelles filiales, par le rachat d'entreprises, par une présence directe ou indirecte dans toutes les spécialités et par l'utilisation de tous les circuits de vente. Le livre est désormais davantage un moyen qu'un objectif : contrôler un groupe d'édition et de distribution constitue le « ticket d'entrée » le moins élevé pour prendre pied et se développer dans les industries culturelles et celles de l'information et de la communication.

Le satellite contre le manuscrit

HACHETTE et le Groupe de la Cité sont aussi, avec des approches et à des degrés différents, des groupes de presse importants. Hachette-Matra est le deuxième éditeur et le premier diffuseur de presse. Le Groupe de la Cité est le sixième éditeur de presse et le premier dans les publications professionnelles spéciali-sées, grâce à la Compagnie européenne de publications (CEP). Il est toujours majoritaire dans le groupe Express, contrôle le groupe Média et les publications Denis Jacob. Les liens privilégiés avec les filiales française de Bertelsmann-Grüner und Jahr (Prima, Géo, Ca m'intéresse) permettront de nouvelles synergies.

Mais, au-delà de la presse, la diversification vers les médias audiovisuels, considérés comme source de haute renprincipal de repreneurs déjà largement présents dans la radio, la télévision, le cinéma, le câble et le satellite, le vidéodisque, le CD-ROM, les logiciels et les bases de données. De la « novellisation » à la « déclinaison » sur tous supports d'un même concept éditorial, le

tendance paraît davantage à élaborer des produits-livres, dérivés de séries de télévision, qu'à concevoir des adaptations cinématographiques, télévisuelles ou radiophoniques à partir de livres. De plus, le grand « boom » audiovisuel et électronique tardant à se déciencher, il faut, pour être présent dans tous les secteurs prometteurs, payer cher les indispensables observatoires qui permettent de « voir venir ».

M. Jean-Luc Lagardère, patron de Matra, avait présenté sa prise de contrôle d'Hachette comme « le mariage du satellite et du manuscrit ». A plusieurs reprises M. Yves Sabouret, directeur général du groupe, a répété que les profits qu'Hachette allait réaliser dans l'audiovisuel permettraient de financer la survie du livre. Or.

(1) Chiffres tirés de Patrice Cahart, Le tivre français a-t-il un avenir?, La Documentation française, Paris, 1988, 181 pages, 60 F. (2) Alliance de la robotique, de l'informa-tique et de la télématique su service de la dis-

es fourd

"oc auffit weit. The second section of STATE OF THE STATE

Chartes des

The state of the s general and the dis one ! And the second of the second The second of death of the second of the sec

Tarre to a ser aliana e THE REAL PROPERTY AND PROPERTY AND PROPERTY AND PARTY AN

100 to 10

per state and

The second second second Committee of the Commit grammers print leverage and nie reger in gest die teerd 🍇 🗯 geman, in terrantine & e. Application building that is the second man and and the barrate.

Ministry of Dis Passes a migras for firms and and and and The first traceur tel. ica cold merm tarteum rabifate 🗱 🛤 piere e como ne lace levies 👼 Buertrage ten fer in die bereich apparente et les les et parbieres 🛊 CONTRACTOR OF PARTY AND attisements sens lies de prés de

The endings of art, opp and the TEN LOS POR ABORES Dia ter any de auffer-seit bet that it inch ien fil. mill



Des lecteurs

EZZEDINE MESTIRI * ABSENCE de support écrit n'a pas empêché la transmission des connaissances dans certaines sociétés où une tradition orale et une mémorisation poussée ont pu sauvegarder le savoir. Si le mode oral reste aujourd'hui dominant dans différentes cultures et civilisations, notamment africaines, il est inexact d'en affirmer le caractère exclusif. Il n'y a pas de peuple sans écriture. Tous, à un moment donné de leur histoire, ont accède à l'écrit.

Sait-on, par exemple, que la découverte de papyrus sur les rives du Nil montre que le continent africain a été le premier à produire des livres? Le métier d'écrivain et d'éditeur est né sous une forme embryonnaire, grâce au travail de quelques scribes égyptiens. Par la suite, l'extension de l'islam sur le continent et l'afflux des marchands arabes vers les grands centres urbains ont aidé au développement de l'écrit.

Anjourd'hui, à chaque minute de chaque jour un nouveau livre paraît dans le monde. Plus de 80 % de ces ouvrages sont publiés dans les pays industrialisés. Ainsi en 1983, sur une production mondiale de 772 000 titres, seuls 191 000 ont été imprimés dans les pays en voie de développement, dont à peine 10 000 en Afrique.

L'essor du livre dans le tiers-monde dépend essentiellement de quatre facteurs : la réussite des politiques d'alphabétisation, la création de maisons d'édition locales, la mise en place de réseaux de libraires et le développement des bibliothèques. Durant la décennie écoulée, si quelques initiatives et de louables projets ont vu le jour, le tableau dans son ensemble reste sombre. Le nombre d'analphabètes est malheureusement en augmentation : 760 millions en 1970, 824 millions en 1980, et, si les tendances actuelles se maintiennent, 912 millions d'ici à la

⁶ Membre du comité de rédaction de Croissance des jeunes nations, Paris.

Dans les pays en voie de développe. ment, et plus particulièrement en Afrique, les petites maisons d'édition naissent pour parfois disparaître ranidement. Le réseau de diffusion est quasi-inexistant, le coût du livre est élevé et la qualité très inégale, tant du point de vue littéraire que de celui de la présentation. Mais publier dépend d'abord des conditions économiques et techniques de fabrication. Or, depuis 1970, l'augmentation du prix de la tonne métrique du papier a creusé le fossé séparant le tiers-monde et les pays industrialisés dans la consommation du papier culturel. L'Afrique en utilise moins de 1 000 kilogrammes par

habitant et par année, l'Asie 2000, l'Amérique latine 3 500 et les Etats-Unis, premiers consommateurs du monde, 38 000, soit sept fois plus que la moyenne internationale. De surcroît, l'industrie papetière est l'un des secteurs économiques où la concentration géographique est la plus forte : Amérique du Nord, pays scandinaves et Europe de l'Ouest. Même concentration au plan financier autour de quelques sociétés multinationales très liées les unes aux autres.

Au-delà des difficultés matérielles, l'édition dans le tiers-monde est souvent pénalisée par deux phénomènes spécifiques : la

Donner des livres pour préserver l'avenir du français

A vitesse croissante de rotation des dépôts de livres chez les libraires, et donc des inévitables retours, fait que, souvent, le sort d'un ouvrage — indépen-damment de sa qualité — se décide, par médias interposés, en quelques semaines. Résultat : des millions d'exemplaires passent chaque année au pilon.

Dans le même temps, dans de très nombreux pays en développement, des centaines de milliers, voire des millions de lecteurs potentiels, en particulier les professeurs de français et leurs élèves, dépourvus des revenus leur permettant d'acquérir des ouvrages, sont sevrés de textes français.

C'est pour remédier partiellement à cette situation aberrante que des dizaines des milliers d'ouvrages promis au pilon ou, chez les particuliers et les bibliothèques, à la poubelle, ont été fournis gratuitement à des pays comme Haiti ou la Guinée. C'est aussi ce que vient de faire la Maison de l'Amérique latine à Paris (1) en collectant 100 000 ouvragres, dont la moitié fournis par les Lions clubs de France, et en les envoyant au Brésil où ils seront répartis entre les bibliothèques des soixante-quinze implantations des Alliances françaises.

Dans les prochains mois, la Maison de l'Amérique latine, avec l'aide des Lions clubs de France, de la Compagnie générale maritime (CGM), de plusieurs industriels et des pouvoirs publics, envisage de livrer plusieurs nouveaux gros contingents d'ouvrages de littérature générale à l'Argentine, au Brésil, à Cuba, à l'Uruguay et à plusieurs autres pays. En même temps, la Maison répondra, de manière plus sélective, à d'autres besoins spécifiques : ouvrages de référence, livres et revues scientifiques, livres pour la jeunesse, bandes dessinées etc.

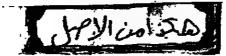
Loin de concurrencer les exportations, ces opérations peuvent créer, recréer ou maintenir un appétit de lecture en français qui risque de s'éteindre, faute d'être alimenté, et qui, un jour, constituera une demande solvable.

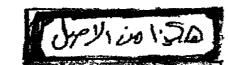
(1) 217, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris. - Tél.: 42-22-97-60.



DAYS CHE!

Actable et la Censure. 🍂 Societé lunisiones de treating classque, dist ce pertation du la Autant à Trus the con erre in en pratique tunisiens of the Contro Importer distant Carle, automits, la penta En Algérie, le transcentional du Hyper the Chaque année, une chaque année, une chaque année, une continue année, une continue année de contin S Sousculent en ver Sent gednetit Bang one des livres pour en de bricolage algérienne rome or peu maginative Course of Assign ie naturale sie et de la dissina





les séries. Aux politiques de et de constitution de fonds de su substituent les mises en place de nouveautés et le dévelue accéléré des rotations (un tiere) qui rentabilisent de la livre investissements effectués dans de pour que les réassors d'aux vente régulière, mais à rotations pour que leurs distributions.

Pour que leurs distributique du profit, tout en occupat le prépondérante chez les détails prépondérante chez les désides deux grands groupes désides deux grands groupes sont aux dout les secteurs : littérant à tout les secteurs : littérant à sociales, livres de référent à sociales, livres de référent à nées, etc. Cette préoccupain à tements ou de nouvelles fillels à tements ou de nouvelles fillels à directe ou indirecte du par la création de nouvelles fillels à directe ou indirecte du par la création. rachat d'entreprises, par une ple directe ou indirecte dans lone cialités et par l'utilisation de la circuits de vente. Le livre es de davantage un moyen qu'un de contrôler un groupe d'édition a Eribution Constitue le . 18 d'entrée » le moins élevé poir le pied et se développer dans le principal de la collection price culturelles et celles de lub tion et de la communication

e contre le manuscrit

tendance parait davantage à des produits-livres, dervés de sa télévision, qu'a concevoir de le tions cinémategraphiques, ille on radiophoniques à partir de long plus, le grand « boom » actions. Electronique tardant à se déclar faut, pour être présent dans me socieurs prometieurs, payer de indispensables observatoires pi metten: de « voir venir ».

M. Jean-Luc Lagardire, por Matra, avait présenté sa pier controle d'Hachette come. meriage du sateilité et du manne. A plusiours reprises M. Yver Silve directeur géneral du groupe l'ig que les profits qu'Hachette albig ser dans l'audiovisuel permennes. finance: la survie du live. majourd'hui, c'est le livre a la pa

(1) Chillres tires de Posice Che. Taken (rangen, 2-1-1) un anente?, la Dec (2) Adiabas de la robouque, de l'aic tique el de la leismatique su serve ble

éation sol les fourches caudines de la rentabilité?

qui doivent dégager des marges suffi-santes pour financer les investissements dans les autres supports. Et d'abord en restreignant les frais de recherche et les risques de l'innovation. Les investissements vont actuellement aux études de marché pour les produits de grande consommation et aux budgets de promotion sur les produits sûrs : rééditions, séries, « coups ». Mais la « loi de Diderot > (sur dix livres, six font perdre de l'argent, trois équilibrent à peu près recettes et dépenses, un seul fait du profit) s'applique aussi aux nos > commerciaux. Aux Etats-Unis, 50 % des = poche grand public > sont pilonnés, et le pourcentage des retours de hard covers oscille entre 35 et 55% (3). La France est ainsi en train de rejoindre, dans l'absurdité, le grand modèle américain.

Chaque année, 13 % environ des titres produits en France sont des cenvres traduites et, si l'on isole la caté-

60 % des nouveautés sont des traductions. L'anglais arrive en tête, suivi de l'américain : plus de 80 % à eux deux. L'allemand vient loin derrière (8 %), puis l'italien (4%). Dans l'autre ser on peut estimer que 15 à 20 % des titres de littérature générale publiés en français sont traduits à l'étranger. Il s'agit surtout de documents, biographies, livres d'histoire et de sciences humaines, quelques romans aussi et, bien sûr, des livres de cuisine. Compte tenu du travail de prospection pour trouver des acquéreurs, la rentabilité est souvent incertaine, surtout lorsqu'il s'agit de pays à monnaie faible et à aire linguistique étroite. Et, malgré les aides publiques françaises aux éditeurs étrangers qui traduisent des livres français, le maintien d'un département spécialisé digne de ce nom est régulièrement remis en cause dans bon nombre d'entreprises.

Nouvelles tendances

POURTANT se confirme en France aux Etats-Unis depuis plus de dix ans : au pouvoir des directeurs littéraires traditionnels se substitue celui des scheteurs et vendeurs de droits, ce qui entraîne quatre risques majeurs sur les politiques éditoriales :

- on ne public sur le marché national que si l'on est sûr d'un achat en « poche » et en club :

- on privilégie les «produits» qui pourront se «décliner» sur plusieurs mipports:

- on réduit le risque en éditant des titres qui ont déjà counn un succès public dans au moins un pays étranger ; - certains décideurs, convaincus

qu'un succès ne peut devenir international s'il ne séduit pas d'abord le marché américain, ont tendance à «américaniser » leurs auteurs nationaux. Et les modèles ne sont pas, bien sûr, puisés chez Faulkner ou Dos Passos.

Les progrès techniques ont rendu possibles, puis nécessaires, les coéditions entre éditeurs français et étrangers dans le domaine des livres illustrés. Le partage des frais de conception du prototype et les coimpressions à la suite en plusieurs langues autorisent des abaissements sensibles de prix de revient. De magnifiques réalisations, surtout en livres d'art, ont ainsi été menées à bien à des prix abordables, mais aussi beaucoup de coffee-table books luxueux et inutiles. Et, surtout, domine la standardisation la plus banale dans une grande partie de l'édition pour la jeunesse (exploitant les séries télévisées internationales) et les livres pratiques.

Les coproductions internationales. résultant de la mise en commun des capacités les plus compétitives de plusieurs éditeurs, sont parfois plus aseptisées encore, et réservées le plus souvent à des « produits lourds » (chers), dans lesquels dorures et quadrichromies comptent davantage que les contenus. Elles font entrer l'édition dans ce que Philippe Schuwer appelle l'« édition à répétition» (4), c'est-à-dire la réutilisation des mêmes documents iconographiques, d'un livre à l'autre, pour illustrer des textes empruntés au catalogue des éditeurs concernés et le «prêt à éditer» avec ses formes diverses de robotisation intellectuelle.

Dès la naissance du livre imprimé, l'Europe s'est imposée aux éditeurs comme un marché naturel. De Venise à Nuremberg et d'Anvers à Paris, des stratégies d'alliance entre les entrepreneurs concurrents s'avéraient indispensables pour parvenir aux seuils de rentabilité que les frontières de chaque pays ne permettaient pas d'atteindre. Les langues internationales de communication culturelle que constituaient encore le latin et le grec facilitaient les échanges. Cinq siècles plus tard, l'Europe est à nouveau présentée comme le marché d'avenir des producteurs français de livres, mais les enjeux cais, à l'image de leurs concurrents européens, ne limitent pas leurs ambitions au seul Vieux Continent.

· Pour nous battre à armes égales avec nos concurrents étrangers, nous devons devenir éditeurs à part entière dans leurs pays », déclarait M. Yves Sabouret en novembre 1987 (5). Certes, depuis plusieurs décennies, Hachette contrôle des éditeurs sco-laires en Amérique du Nord et du Sud, mais Bertelsmann fait mieux. Après avoir pris le contrôle de vingt-trois maisons d'éditions en RFA, imposé ses clubs de livres (et de disques) dans dix-neuf pays (totalisant plus de 16 millions d'adhérents), le groupe allemand, qui contrôle Bantam Books et Doubleday, est devenu le premier éditeur de « poche » sur le marché américain. Multinational, Bertelsmann est également multi-médias. Grüner und Jahr, qu'il contrôle à 75 %, rassemble trente et un magazines : vingt en RFA, les autres en France et en Espagne. Géo s'est installé en Grande-Bretagne en 1987. L'année précédente le rachat, aux Etats-Unis, de RCA, numéro trois de l'industrie musicale, et de Sonopress, deuxième distributeur de disques, a placé Bertelsmann au tout premier rang de l'industrie musicale. Et l'on trouve le groupe allemand bien

Jean-Denys Philippe

implanté dans le cinéma, la télévision, le câble, le satellite, le vidéo-disque, l'édition électronique...

Présence et prudence dans les nouveaux médias, investissements lourds dans l'imprimerie (quinze imprimeries en Allemagne, aux Etats-Unis, en Amérique du Sud, en Italie), la stratégie ambitieuse de Bertelsmann consiste à valoriser ses savoir-faire, à en acqué rir dans des domaines nouveaux, à faire fructifier tous les croisements possibles

entre ses domaines d'excellence et les occasions qu'offrent les progrès techniques. En Europe le groupe semble privilégier le lancement de nouveaux produits, mais aux Etats-Unis le déploisment s'effectue par le rachat d'entreprises (6). Son développement intéresse d'autant plus l'édition francaise que les liens avec le Groupe de la Cité (France-Loisirs), mais aussi Bordas, semblent de plus en plus

Hachette, pour sa part, semblait, jusqu'à ces dernières semaines, privilé-gier la presse. Aux Etats-Unis, la percée de Elle et le contrôle à 90 % de Curtis Circulation Company, deuxième distributeur de presse - qui vient ren-forcer la filiale Edit 7 Inc., - ont contribué à la progression du volume d'activités réalisé à l'étranger par le groupe français (35,2 % du chiffre d'affaires total en 1986). En juillet 1987, un accord a été signé avec l'italien Rizzoli-Corriere della Sera, avec participations croisées pour « renforcer de manière durable les liens entre les groupes en vue d'une stratégie de déve-

meni commune au niveau euro-

véen et international, dans tous les domaines de la communication ».

C'est en avançant des arguments semblables pour le marché mondial des encyclopédies qu'Hachette a lancé le 14 mars dernier une offre publique d'achat (OPA) sur l'un des dix premiers éditeurs américains, Grolier. Une démarche très ambitieuse, puisque le coût total de l'acquisition s'élèverait à 2,3 milliards de francs et ferait de l'empire de M. Jean-Luc Lagardère le troisième groupe mondial d'édition.

Au dire de leurs protagonistes, les concentrations en cours dans l'Hexagone - la dernière en date étant l'acquisition des éditions Rombaldi par Hachette - devraient compenser le: pertes d'une filiale par les gains d'un autre, donnant ainsi à l'entreprise en difficulté le temps de se remettre à flot, De même, grâce à la diversification des produits et des supports, la récession d'un secteur serait équilibrée par le développement d'un autre. Avec l'internationalisation, la baisse de consommation d'un pays ou d'une aire linguistique verrait ses effets amortis par l'extension des ventes dans un autre pays ou une autre zone.

Comme chaque groupe réaffirme sa volonté de préserver l'autonomie éditoriale de ses composantes, le livre se trouverait donc renforcé par les grandes manœuvres en cours. Mais cette autonomie n'est-elle pas limitée à quelques variations personnalisées et mineures d'une même politique édito-riale? Le risque n'est-il pas celui d'une mondialisation des marchés per l'uniformisation de l'offre ? Là encore les assortiments de la plupart des librairies américaines ont de quoi inquiéter!

L'obligation de conformité à la norme mondiale n'a certes pas encore envahi l'ensemble de la production nationale : l'édition française n'est pas colonisée par des capitaux étrangers et, en matière de livre, la situation n'est pes, pour le moment, celle de l'audiovi-suel, où les Etats-Unis produisent, le reste du monde diffusant et consommant leurs produits. C'est pourquoi entre la jeune francophonie et les traditions culturelles de l'Europe occidentale, entre l'Amérique latine et quelques flots de sympathie épars à travers le monde, la pensée, la littérature, la langue françaises, l'édition française donc, ont encore une chance de survie et de développement. Pour la saisir, face à une « reprocuiture » qui envahit et envahira de plus en plus les grands empires de la communication et de l'édition, il s'agit aujourd'hui d'inventer des structures efficaces de résis-tance. En portant le regard au-delà des frontières nationales, au-delà de la scule défense du patrimoine et de l'artiangat de luxe.

JEAN-GUY BOIN et JEAN-MARIE BOUVAIST.

(3) Lowis A. Coser, Charles Kadnahin, Walter W. Powell. Books. The Culture and Commerce of Publishing. The University of Chicago Press, Chicago, Londres, 1985.

(4) Philippe Schuwer, Editeurs aujourd'hul, Retz, Paris, 1987.

(5) Livres Hebdo, nº 40, 28 septe 1987.

(6) Hadmut Holisen, « Bertelsmann, la tra-dition de l'écrit », *Médias Posvoirs*, n° 6, mara 1987.

Des lecteur privés d'écrit

habitant et par année, l'Asir l'é l'Amérique fatine 3 500 et la la Unit. premiers consommitent morphile, 35 COO, soit sept fois play in mayenne internationale. Demai Plandustrie papetière est l'an de s seurs économiques où la concession geograph: que est la plus forte: Ash Barope de l'Ouest Même const tion au plan financier autour & ques sociétés multinationale use tes maies aux autres

Au-dell des difficultés mities l'édition dans le tiers-montes souvent penalisee par @ phénomènes specifiques :

wres pour préservel r du français

es diplex de ivres chaz les librares, di del Branders, in start d'un ouvrage - nogé e per midde merposes, en que nues besseut chadre subse an bad he agaibreux pays en développement, si ma de lecteurs potentials, en parocial The Transport

as pilon ou, chez les paracules d's conte granuternent à des pays comme les illes faire le Marson de l'Amenque issui

Marie Mantune (CGM), de plus d de lurer plusaeurs nouvellu de l'Argentine, su Brésil, à Cat.1 la salone serros, la Maisch réponda d la salone serros, la Maisch réponda d salone spécifiques : ouvrages de réfero Tie jauseure, bendes dessinées etc. The see aptropose pervent cree, sold

doet is moute fourns par les les Million des Aliances françaises. America transcer successive of the L'édition algérienne reste cependant limitée et peu imaginative sace à la demande énorme et variée des lecteurs, i une demande solvable. et l'Entreprise nationale algérienne du livre (ENAL) détient le monopole de l'édition et de la diffusion.

bureaucratie et la censure. Ainsi en Tunisie, la Société tunisienne de diffusion, organisme étatique, dispose du monopole de l'importation du livre et s'attribue la presque totalité de celui de la messagerie. Autant à Tunis qu'à Rabat, l'Etat exerce une influence sur ce qui doit être lu en pratiquant une censure qui ne dit pas son nom. Quelques libraires tunisiens et marocains pervent certes importer directement, mais, chez les autorités, la peur du livre est réelle. En Algérie, la tenue du Salon international du livre d'Alger provoque, chaque année, une immense ruée des lecteurs. Achetant des ouvrages par couffins entiers, les amateurs se bousculent, en venant parfois aux mains pour acquérir aussi bien des romans que des livres pour enfants, des manuels de bricolage ou des dictionnaires que des encyclopédies.

DANS UNE BIBLIOTHÈQUE, AU CAMEROUN

En Amérique latine, la situation est indiscutablement meilleure, mais le monde du livre, sauf au Brésil, qui dispose de puissantes entreprises d'édition, reste fragmenté et déséquilibré. La demande des pays hispanophones du continent américain est confrontée à une offre essentiellement localisée en Espagne, L'ensemble du sous-continent de langue espagnole produit annuellement 24 000 titres et l'Espagne à elle scule 32 000, dont 4 000 dans d'autres langues. Cette faiblesse des structures éditoriales est aussi une des conséquences des politiques officielles, beaucoup de gouvernements ne considérant toujours pas le livre comme un indispensable instrument de développe-

Dans le tiers-monde, la soif de livres bute sur leur prix, qui atteint des miveaux malheureusement très supérieurs à celui préconisé lors de l'année internationale du livre en 1972: l'équivalent d'une heure de travail payée au minimum garanti. Reste, en théorie, le recours aux bibliothèques, mais elles sont pen développées dans de nombreux pays hors des stricts besoins scolaires. Ainsi, au-delà des contraintes scolaires, l'enfant n'est pas encouragé à lire, ou très peu.

Au Maghreb, ces dernières années les bibliothèques se sont transformées en salles de classe pour lycéens. Les quelques lecteurs venant pour emprunter des livres s'y sentent rapidement étrangers... Ce phénomène inquiétant s'explique par l'insuffisante capacité d'accueil des établimeneurs scolaires

Les bibliothèques du tiers-monde pourraient tenir un rôle important dans les campagnes d'alphabétisation et de 3 000 des 8 000 villages que compte le pays disposent d'une bibliothèque rurale, certes pas toujours bien garnie. mais qui joue un rôle essentiel : soutenir les alphabétisés dans leur pratique de lecture. Malheureusement, les publications manquent cruellement dans quelques pays où le fonds d'ouvrages disponibles ne dépasse pas quelques centaines de titres. Au grand centre bibliothèque d'Abidjan, sorte de « mini Beaubourg », le budget consacré à la climatisation dépasse de loin celui destiné à l'acquisition de livres !

Le tiers-monde ne manque ni d'écri-vains, souvent publiés à l'étranger, ni de lecteurs. Mais trop souvent le sort et l'avenir des livres y sont confiés à des ministères et à des bureaucrates, sa diffusion et sa distribution demeurant une chasse gardée des structures étatiques. Pourtant, les progrès de la scolarisation y font surgir un potentiel de lecteurs avides de trouver l'écrit à leur portée.

EZZEDINE MESTIRI,

(Publicité) -

Des professionnels de l'écriture à votre service pour Ridgie, remaier, emigleires le livre que vous portez en vous.

> Ecrire à : SOS Manuscrit 11, Rue Boyer-Barret 75014 Paris

COLLOQUE A PARIS

Les Journées européennes du livre et de la lecture

ES 14 et 15 avril, pendant le Salon du livre, le Conseil de l'Europe et L. l'UNESCO organisent, avec le soutien du ministère de la culture et da la communication et celui de divers médias et institutions (1), des Journées auro-

Ces journées prendront la forme de cinq tables rondes réunissant des personnalités françaises et européennes pour débattre des grands enjeux de la création, de la production, de la diffusion et de l'utilisation du livre en Europe. Elles se tiendront à l'UNESCO (salle 11, place Fontency, 75007 Paris) selon le calendrier

Jeucii 14 avril à 15 houres : Le métier d'écrivain ; à 17 h 30 : La lecture, une activité en péril ?

Vendredi 15 avril à 10 heures : L'avenir des libraires ; à 15 heures ; Statut et influence des critiques littéraires ; à 17 h 30 : Les éditeurs et l'internationalisation du marché du livre. Les tables rondes « Statut et influence des critiques littéraires » et « Les

áditeurs at l'internationalisation du marché du livre » seront respectivement présidées par Josyane Savigneau, journaliste au Monde des livres, et par Claude Julien, directeur du Monde diplomatique. Une publication regroupent diverses contributions sur ces thèmes sera mise en vente à l'occasion de ces journées. Les lecteurs du Monde diplometique sont cordialement conviés à l'ensem-

ble de ces sessions, le présent encadré tenent lieu d'invitation pour accéder à l'UNESCO. (Renseignements : Marianne, Inter Echanges, 9 bis, rue de Valence, 75005 Paris. Tél. : 43-37-56-99).

(1) Le Monde diplomatique, le Monde des livres, les fondations capagnoles Santillana et German Sanchez Ruiperez, la Maison des écrivains, l'association de libraires L'adi de la lettre, la revue Encrages et IIIM-Franza.

En vente le 11 avril :

LE LIBÉRALISME CONTRE LES LIBERTÉS

Manière de voir nº 2

- TR : 42-72-97-60

UNE NOUVELLE D'HENRI GUILLEMIN

Le petit texte qu'on va lire date très exactement du jour de Pâques 1944. L'Occupation durait toujours; nous n'étions pas encore au 6 juin... Depuis longtemps, cette idée d'un récit de la Passion du Christ vue par un artisan juif vivait en moi comme une tentation; mais je n'osais pas m'y risquer parce que mon travail d'histoire littéraire était celui d'un commentateur, non d'un créateur. Les événements m'ont poussé, car il est sûr qu'autour du Nazaréen bouillonnaient une rébellion, une résistance à l'occcupant, encore que son affaire à lui fût

Résistance à l'occupant

d'un autre ordre. Out compté aussi dans ma décision imprudente et le temps de Pâques et une foi qui m'est viscérale et dont je n'ai honte en dépit des sarcasmes.

Cette incartade de ma part, cette intrusion dans un « genre » qui n'est pas le mien, je ne les ai pas regrettées. Taut d'inconnus m'ont écrit! Des prêtres, des pasteurs m'ont témoigné une reconnaissance qui me remuait. Des comédiens out même en l'audace de tirer de mes pages une courte pièce où l'acteur Jacques Monod, trop tôt disparu, s'est montré admirable.

Je suis sensible à l'honneur qui m'est fait par le Monde diplomatique accordant une large audience à un texte que j'avais teun d'abord pour à peu près confidential.

Sichar, du sixième jour après la Pâque

Ce soir, j'ai mis au net et transcrit, le plus littéralement qu'il m'a été possible, l'incroyable discours que m'a tenu, chez moi, mon camarade d'enfance Elias Achim, lequel s'est enful de Jérusalem, il y a six jours, à la suite d'événements singuliers. Il m'est arrivé au coucher du soleil, avjourd'hvi même, pour me demander

L'Eternel a voulu qu'Elias Achim, dès son jeune âge, demeurât dans une condition basse. Il est savetier. Je n'ai rien voulu, en dépit de ma répugnance, changer à son langage très vulgaire, afin de préserver telle quelle l'authenticité de sa déposition.

🚺 I le malheur est arrivé, c'est la faute à Samuel, le petit Samuel de la banque Judas, et ensuite au Nazaréan. Je tâchais bien de le calmer, Gesmas, comme je pouvais. Mais rien que quand on prononçait le nom de Samuel, ça le rendait malade. Faut dire que le Samuel, comme fricoteur, y a vraiment pes mieux, il ferait presque la pige à Caïphe. Une punaise, un indicateur. Tout le temps fourré chez les Romains. Celui qui le descendrait, faudrait qu'il soit rudement malin; le plus petit soupçon et tu serais foutu. Un personnage ! Qu'est-ce qu'il s'est engraissé, depuis le temps, à faire le truc ! Les Romains y tiennent, ça se comprend. Des fois, Gesmas et moi, on l'avait croisé dans la rue. Sérieusement, à ce moment-là, je prenais peur. l'attrapais mon Gesmas par le gras du bras, mine de marcher bras dessus, bras dessous, en vieux copains, et je le pinçais à mort, et je lui disais entre mes dents : « Tiens-toi, petit ! Fais gaffe ! Tiens-toi ! Cramponne-toi ! » Il se tenait. Il se cramponnait. Il crachait par terre, tout de même en passant à côté de Samuel ; pas sur lui, parce que j'étais là ; mais déjà c'était risqué ; d'autant plus qu'il était repéré, Gesmas, tu penses ! Avec les mouches qu'y a partout ! On savait, dans la police, qu'il pensait pas du tout bien.

N'empêche, il s'était encore jamais coupé jusqu'ici ; jamais on n'avait rien pu trouver de précis contre lui. C'est l'affaire du Nazaréen qui a tout perdu.

On ne s'occupait guère de lui, ni Gesmas, ni moi, ni personne des camarades. Son machin, c'était pas pour nous. Un type, à ce qu'on disait, qui remettait d'aplomb les bancroches. qui décongelait les chassieux, qui arrêtait le sang aux femmes qu'en perdaient trop. Bah ! Par nos côtés, y en a tellement de ces rebouteux l'Et puis moi j'ai une bonne santé, et j'aime pas les gens à pustules. Ca courait comme des rats chez les scrofuleux et les béquillards quand on le signalait dans un coin. Alors, moi, je prenais vite l'autre rue. Il se déplaçait avec une bande de péquenots ; des pêcheurs, des vignerons barbus, quelques putains et toujours une nuée de marmailles, des tapées de gosses qui couraient autour, avec des chiens aux mollets ; aussi des suspects, des leveurs d'impôts — en rupture — à ce qu'ils disaient — des types quand même qu'avaient travaillé pour les Romains, publiquement.

On s'était renseigné, comme de juste. Il ne se compromettait pas, le Charpentier! A une colle qu'on lui avait poussée exprès pour voir sur le chapitre de l'impôt, il avait répondu « Rendez à César ce qui est à César », « et à Dieu ce qui est à Dieu », qu'il avait ajouté. C'était sa manie. Rien pour nous, làdedans. Pas un ennemi, non ; non plus un ami. Un prêcheur, quoi, qui prenait la suite ; on connaît la musique ; le royaume de Dieu, le ciel, et encore le ciel... Vu. l'ai jamais beaucoup hlairé ces trucs-là.

Sculement voilà! Y a cu le jour du Temple. T'as su ça, je

On était justement à causer de nos affaires, Gesmas et moi, dans la boutique, quand on a vu le Nazaréen devant la porte avec sa bande. Il marchait à grands pas, ce coup-ci, comm qui a son idée. Il montait la rue. Il avait l'air quasiment d'aller droit au Temple. C'est son allure qui nous a paru bizarre. On a décidé d'aller voir. Gesmas s'est levé le premier, un sourcil en l'air : « Amène-toi », qu'il m'a dit. On est sorti. Ils avaient déjà tourné le coin. On s'est mis à monter par le même chemin. Et tout à coup, on a entendu une grande gueulée, formidable, qui venait du haut. Et Gesmas a tressauté, les yeux flambants ; « Ca chauffe! ca chauffe! Grouillons-nous! » On s'est mis à courir.

ÉVÉNEMENTS MGULIERS
Reste Nece

On a débouché sur la place. On a vu qu'effectivement ça chauffait pour de bon, sur les marches, là-bas, au-dessous des colonnes. La bagarre, la belle bagarre. Des pièces d'or nous filaient entre les jambes : comme une grosse outre qui aurait crevé, en haut, et ça se répandait, ça descendait la pente en cabriolant. Oh! les jolis petits ruisseaux! Tu me croiras a tu veux, on s'est pas seulement baissé pour en ramasser. On verrait plus tard. L'important, c'était ce qui se passait sur le parvis, ce qu'il avait fabriqué comme ça, d'un coup, sans crier gare, le Nazaréen. On fonçait dans le tas, à coups d'épaule ; on butait sur des types qui se roulaient sur le pavé deux par deux, à bras le corps, en se cassaut mutuellement la figure avec enthousiasme. Ça gueulait partout, à vous assourdir ; on est arrivé en haut, à moitié en loques.

Je l'ai vu alors, le Jésus. Il avait de la sueur au front et un quet de cordes dans la main. Il ne disait rien. Il était en train de reprendre sa respiration, contre une colonne, un peu en retrait. Il regardait par-dessus la tête des gens, je ne sais pas quoi, du côté de l'Orient, d'un air extraordinairement tranquille. Et c'était plutôt drôle, ce type qui vensit de faire une chose percille et qui avait l'air maintenant tellement calme et lointain. Ce qu'il avait fait? Il s'était amené droit. Il avait monté les marches. Il avait pris une corde, une grosse corde qui traînait là. Et il avait balaye net toutes les tables à sous, tu sais, les délégations des banques, les petits comptoirs volants, les éventaires aux changeurs ; il avait foutu des coups de pied dedans, il avait tout chambardé, tout mis en miettes, en vingt secondes ; il faisait tourner sa corde et les agents de change ils avaient reçu le paquet en plein museau et ils s'étaient sauvés en huriant au scandale, à l'abomination de la désolation i Et il leur disait : « Infâmes ! Enfants de Mammon ! Au moins, allez faire ca ailleurs ! Pas ici ! Pas chez moi ! ».

On apprenait ça par bribes, dans le chahut, dans les remous qui nous jetaient les uns contre les autres ; et Gesmas, tout de suite, il s'était mis à exulter. Il ne se connaissait plus. Il criait : « A bas les vendus | Aux armes | Vive la nation ! » Il croyait que c'était arrivé, que le Nazaréen se découvrait à l'improviste, qu'il venait de donner le signal, et que c'était lui, enfin, le Chef qu'on attendait toujours, depuis tant d'années, sans jamais le voir apparaître, le Grand Chef I Le libérateur I Et que ca allait prendre seu partout et que c'était le commence-ment de la grande danse l'Il s'est rué, le Gesmas, au plus épais de la bagarre. Je ne le voyais plus.

J'étais pas comme lui, moins tête chaude ; et j'étais pas sûr du tout, mais là pas du tout, qu'il ait raison. Il m'étonnait, le Nazaréen, avec son calme, son immobilité de maintenant. Pourtant, l'idée qui m'avait traversé la cervelle un instant, que ça pouvait être un agent provocateur, non, pas moyen d'y croire; c'était pas ça ; j'aurais mis ma tête à couper que c'était pas ça. Mais quoi, alors ? Qu'est-ce qu'il voulait ? A quoi donc est-ce qu'il pouvait bien penser, avec ses yeux de pas ici?

Il y a eu les coups de sifflet de la police qui rappliquait. Les gens out commencé à se cavaler, emportant, bien sûr, tout ce qu'ils avaient pu railer comme numéraire ; c'était ça surtout qui les intéressait dans l'histoire. Et c'est alors que je l'ai revu. mon Gesmas. Il s'expliquait avec un bonhomme et j'ai pas tardé à identifier le client : Samuel, oui, le Samuel de la banque Judas. Le sort avait voulu qu'il soit précisément venu faire un tour au Temple, ce matin-là, pour voir comment ça marchait les rentrées. Gesmas s'était trouvé nez à nez avec lui dans le trafalgar. Alors ça n'avait pas raté. Quelle occasion ! Ouelle riche rencontre ! Il le tenait par une oreille, de la main gauche, et de la main droite, il te lui lachait des mornifles, d'énormes baffes sur la gueule, en série, du plat, du revers, et toc! et toc! et encore toc l ça ne s'arrêtait plus, une machine à baure, un mécanisme déchaîné ! Et il gueulait : « Va le dire à ton patron, salaud ! Va le dire à Caïphe ! Va le dire à Filate ! Et qu'ils peuvent faire leurs malles, s'ils ont le temps! Et que je les emmerde, et qu'on les crèvers, et que c'est fini, la petite belote! » La place était déjà presque vide - moins les gens par terre, qui se relevaient pas, et moins la milice qui s'amenait au pas de course, par toutes les rues - que Gesmas cognait toujours sur son type qui pleurait, qui le suppliait, qui criait au secours

N te l'a foutu en tôle, Gesmas, naturellement ; ça n'a pas traîné. Et c'est là qu'il a été crâne, le même soir, quand on l'a interrogé pour le jugement sommaire. Il leur a tout sorti, en face. Il a tout dit, exprès, violemment, en en rajoutant même un peu, pour « donner » personne et jurer qu'il avait tout fait seul ; qu'il n'acceptait pas les Romains, qu'il était un Juif, lui, un vrai, pas comme les sales chiens de fricoteurs, et que parfaitement c'était lui, le coup de Jéricho, quand le président de l'Union Economique y était resté, et encore lui le coup de la banque Abel et Cie, et encore lui le coup de « l'Action Judéenne », quand on avait trouvé le directeur un matin, qui avait avalé son couteau de cuisine, et qu'ils pouvaient le condamner à mort, qu'il rigolait bien, parce que, précisément, pour eux, c'était fini de rire et que le « grand soir » était venu.

Les types de la milice l'ont assommé pour le faire taire. L'inoul de la chose, c'est qu'ils n'out pas arrêté Jésus ce jour-là. Ils pouvaient, bien sûr. Îls ne l'ont pas fait. C'est historique. Je ne sais pas pourquoi ils ne l'ont pas fait. N'empêche,

Henri Guillemin est né à Mâcon en 1903. Ancien élève de l'Ecole normale supérieure. Docteur en 1936 (Le « Jocelyn » de Lamartine. Etude historique et critique). Directeur des études françaises à l'université du Caire (1936-1938). Maître de conférences, puis titulaire de la chaire de littérature française à l'université de Bordeaux. Signalé aux occupants par le Je suis partout, de Brasillach, passe en zone libre en juillet 1942. Chargé de cours à l'université de Genève de novembre 1942 à janvier 1945. Attaché, puis conseiller culturel à l'ambassade de France à Berne de 1945 à 1962. Professeur « extraordinaire » à l'université de Genève de 1963 à 1973.

Auteur, entre autres, de Lamartine et la question sociale (Plon, 1946), Victor Hugo (Le Seuil, 1951), les Origines de la Commune (Gallimard, 1956), l'Affaire Jésus (Le Seuil, 1982), et Robespierre, politique et mystique

son compte était hon. Toucher à la banque, c'est mortel. Un mauvais cas, un tout mauvais cas, où il s'était mis. Une question de jours.

Dès l'après-midi, les grandes rafles ont fonctionné. Beaucoup de copains sont partis dans les environs. J'ai pas voulu les suivre l'ai fait semblant. l'ai bouclé la boutique et mis les volets. Mais je suis resté. Je voulais pas lâcher Gesmas et, encore plus, je voulais sevoir comment ça allait tourner pour le Naza-

En somme, Gesmas, le pauvre vieux, il était le seul à croire que Jésus était son homme ; et ça me faisait mal de le détromper. J'avais pu, grâce à un des gardiens, un des nôtres, aller causer avec lui, le surlendemain, dans la tôle. « Alors, qu'il m'avait demandé. Alors ? Qu'est-ce qu'il fait ? ». Je le vois encore ; il tenait les berreeux à pleines mains; il tendait sa figure vers moi. « Alors ? Qu'est-ce qui se passe ? » Ah! Il se passait rien, justement, rien du tout. « Ils l'ont arrêté ? » Ça non, ils ne l'avaient pas arrêté. » « Mais, alors, qu'est-ce qu'il fout ? Où est-



ce qu'il est ? » J'ai bien vu qu'il se rongeait, que dès lors il avait l'impression que c'était manqué, que c'était parti de travers. « Attendons, qu'il me disait encore, attendons. Un type qui a fait ce qu'il a fait, c'est quelqu'un, tu verras ! » Il essayait de se rassurer. Il était horriblement triste.

Le jeudi, dans la nuit, ils ont mis le grappin sur Jésus. Ça s'est passé de l'autre côté du Cédron. Ils sont arrivés à deux cents au moins, tout hérissés d'armes ; pas des soldats de Pilate mais des hommes de main de Carphe. Il n'a pas résisté. Un des siens, le plus gonflé, un nommé Képhas, a hien tiré l'épée, et il commençait à faire des moulinets, mais le Nazaréen lui a dit non.

J'ai encore pu voir Gesmas, la même nuit, deux minutes. risquant mes os. Entre-temps, on lui avait annoncé qu'il scrait exécuté la lendemain. Il s'en fourait. Rien qu'une chose qui comptait : « Le Nazaréen, est-ce qu'il réunissait des hommes ? Est-ce qu'il allait attaquer ? Qu'il se presse ! Qu'il se presse ! nom de Dieu ! » Je lui ai dit qu'il s'était laissé prendre sans bouger, sans lever un doigt, sinon pour empêcher ses types de le défendre. « Pas vrai ? Ōh ben alors ! Oh ben alors ! C'est malin ! Vidé! Sale vidé! C'était bien la peine! Oh ben alors !... » Il remusit son front contre les barreaux; il se tapait les tempes, à droite, à gauche. Je me disais : il va devenir fou.

l'ai tout vu, ensuite; mais c'est tellement moche que j'aime pas raconter ca. C'est Caïphe qui a mené le jeu. Il se mettait dans un état terrible, que les yeux lui sortaient de la tête. Il écumait. Il déchirait ses vêtements (sûr qu'il a envoyé ensuite sa note de frais à Poncepi, pour avoir une autre belle robe). Il disait que c'était une horreur, que le Nazaréen soufflait la révolte, que c'était un crime sans nom contre César, que ca faisait un mal épouvantable au commerce. « A mort ! A mort ! » Poncepi, ça l'embêtait. Un type du genre mou, le gouverneur. Paraît aussi que sa femme lui disait : « Te mets pas là-dedans, c'est du pas propre ». Et puis, il n'aimait pas Carphe. Il l'employait, c'était régulier ; mais ça l'écceurait tout de même de . voir un pareil dégueulasse. Et Caïphe se surpassait! Plus césarien que César, plus royaliste que le roi ! Ça finissait par le fourrer dans un mauvais cas, le Poncepi, s'il n'était pas à la hauteur. Pouvait se faire dégommer.

l'étais au fond, dans la cour du prétoire. Et Gesmas aussi était du spectacle, par la fenêtre de sa cellule. Y avait au premier rang tout le gratin des fricoteurs, tout le gros commerce, toutela banque, tous les journalistes. Ca faisait un joli raffut ; à vous tirer les larmes tant qu'ils l'aimaient, César, tant qu'ils étaient indignés en mesure, tant qu'ils vociféraient bien, dans le transport de leur tempérament et dans leurs colères patriotiques l Il a voulu être roi des Juifs ? Alors qu'on le couronne ! » Et ils . lui avaient collé une couronne, en effet ; seulement, c'était desronces, de grosses ronces mêlées à de l'acacia tressé. Ca pique, les ronces; l'acacia encore mieux. Avec des maillets, ils lui avaient enfoncé cette couronne sur la tête, bien installée autour de son front. Les blessures à la peau du crâne, tu sais ce que ça peut saigner. Alors, ca saignait, je te jure, ca saignait hien. Et comme en plus, ils lui avaient jeté sur les épaules une espèce de vieux rideau rouge, tout mangé aux mites, comme une cape de

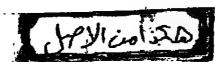
figure if a real transportation Sille fen fe main pour que un biefemain beieb babre fine : uber Control to the temperate of Server Sh. Dien S. James and ta ta ben le ferus, mu bien 🥞 theites for everyler (c'de Mic. une vrois e ferreur .). Chiche que pe vous relacion I g tiens le leun bout : ile et Sie est etur i cur, des qu'il did une, upr benne femme out

En in miebeten nerunge en in Marte, qu. n'e tur perment emmde d heestation, to me mor pende a Borabbas ! Te lemen en barreaux ont The state of the s Liste, il avail coure ses made Party of the party of the training of Fig. On partial pas voir Toring or organist. Char Sparat Minable, au conta to: 135 ong. de chet Anice par example. The land of the part of the constantment a se Se biguns crevés et grand geberie der le mein to de declarge et empleat Cars les détrina Car de et les crueilite.

Sile passent la muit. the passes at the qu'als per OAC le defilé a en lier teat dire qu'il y avails le pessage, et des generalistes et qui gambal et qui gambal et pesux de banane.

Sant de linge sur le companie de droit commune.

Le companie de droit commune. the Des gendarmes the Selector de legicom Motor de légions de le mélange. C'est est de peuteure les nerfa mes Siegi four seule. e tr cursis bresden in Ge (P Grant dine we



. Toucher à la banque, c'es ant cauvais cas, où il s'était mis line que

les grandes rafles ont fonctional a re sartis dans les environs. l'ai partit d'ant. J'ai bouclé la bourique a se de Je voulais pas lacher Gesmas e comment ça allait tourner pour le

mme; et ça me faisait mal de kila um des gardiens, un des nôtres, alle main, dans la tôle. « Alors, qu'il al-c qu'il fait ? ». Je le wis «... main, cans a le le vois care qu'il fait ? . Je le vois care pleines mains: il tendait in figni. e qui se passe? » Ah!!! se passe se a lis l'ont arrèté? » Ca non à Main, aiors, qu'est-ce qu'il fout) [;



i d'u al se rompena, que des los ilm manqué, que c'était parci de me est encore, amendons. Un nye po eleju un, tu verras! » Il essiyates MENT Drive.

La cest mais le grappie sur léssé a Cédron. He sont arrivés à demos is mars : pas des soldats de Pilate Aphe. Il n'a pas résisté l'adesa Kaphas, a bien tire l'épée alles en, mais le Nazaréen lui adien. in même quit, deut miss ips, on lai avait annoncé qu'ins mat-ce qu'il réunisseit des homes 7 Qu'il se presse! Qu'il se pres : qua el s'eta it laussé prendre sus mon pour empecher ses npo el m slors ! Oh ben alors ! Cerus iene la peine! Oh ben alors L. barrenux ; il se tapait les maps e: il va devenir fou.

mais c'est tellement mock ? Catphe qui a mene le jeu li sus se les veux lui sortaient de le te ments (sur qu'il a envoyé entre mer avour une autre belie rete our, que le Nazareen soullas l same nom contre Cesar, que a s a consinerce. A mort A mon Tpe du genre mou, le gonne ni disait : « Te mers pas li dis Prais, il n'aimait pas Calphe mais ça l'écocurait tout de misse Br Calphe se surpassait Plase que le roi ! Ca finissait par k se oncepi, s'il n'était pas à la bons

cour du prétoire. Et Gesma re de sa crilule. Y avait su pos mera, mus le gros comment, m. Ça faisait un joli reffit i Honesent, Ceser, cant qu'is to le weiferaient hien, dans le me dans leurs colères parione! en effer; sculement, chail des à de l'acacia tress. e sur la tête, bien installe n mat du crane, tu sais te it is to jure, or saignail his jest sur les chaules une cant and mites, comme une of

ÉVÉNEMEN SINGULIERS A JÉRUSALEM

lest avec nous

pourpre, comme un manteau de cérémonie – pour faire plus ressemblant, plus royal et encore plus drôle – ça faisait qu'il était tout rouge, absolument rouge, de la tête aux pieds; la figure aussi.

On lui avait beaucoup craché dessus ; et, en supplément, le petit Samuel, une fois que Jésus avait en les menottes, il lui avait allongé un coup de poing personnel dans la figure, de

J'en pouvais plus, et il n'y avait pas moyen que je m'en aille. C'était tellement incompréhensible! Mais qu'est-ce qu'il voulair, ce type? Qu'est-ce qu'il avait voulu au juste? Qui c'était? Oui, qui c'était? Immobile. Sans une plainte. Si prodigieusement, si terriblement courageux!

Je reconnaissais des amis dans la foule, des camarades de combat. Eh bien I mon vieux, ils gueulaient aussi, sans blague, ils l'engueulaient aussi, probablement parce qu'ils avaient cru en lui, un moment, pour la délivrance, et qu'il les avait décus comme Gesmas. Et puis, tu sais l'espèce d'entraînement qu'on subit, c'est connu, quand ca braille autour de vous. Et mes types glapissaient « A mort ! » comme les autres. On m'a dit que le meilleur copain de Jésus, le Képhas, quelques heures plus tôt, chez Carphe, il l'avait plaqué comme un ignoble, il l'avait renié à fond, à bloc, crevant de peur ; il avait déclaré devant tout le monde ; « Je le connais pas ! Je l'ai jamais vu ! Vous m'embétez! Qu'est-ce que vous me voulez avec ce coco-là? » Les hommes, quand même, hein, quelle misère qu'on est !

dedans aussi. On n'avançait pes vite. Presque tout de suite, il y avair en un premier à-coup, un arrêt brusque, les gens qui se cognent le nez dans le dos des autres. « Il est tombé ! » qu'on dissit. Pas étonnant. Il tensit plus debout. On l'avait tellement battu, déchiré ! Il en avait perdu, des pintes de sang ! Déjà, quand on lui avait chargé la croix sur le dos, j'avais vu le moment qu'il s'affalait. Il avait oscillé, comme saoûl. Un coup de trique sur les reins l'avait remis d'aplomb. Voilà qu'il était tombé à présent ! Fallait que je le voie ! La rue était tellement étroite que je n'avais aucune chance de passer par les côtés, le long des maisons; on s'écrasait contre les murs. Je suis entré dans un couloir, j'ai sauté à travers des jardins, j'ai gagné comme ça de l'avance, et j'ai pu ressortir par un autre couloir au moment où passaient devant les cavaliers qui ouvraient la marche. Je l'ai bieu examiné, ah ! de tous mes yeux ! J'avais le cœur qui sautait comme une bête folle, par dedans moi. Il bavait de la salive et du sang, la nuque aplatie sous la pourre qu'il essayait de tenir en équilibre entre ses épaules, avec ses bras tordus en arrière. Et, naturellement, il est encore tombé sur les genoux

Je pensais plus à rien, plus aux Romains, plus aux fricoteurs, plus même à Gesmas, le pauvre copain, qui était là, à deux pas de moi, et qui allait mourir. Je regardais le Nazaréen. Il s'appuyait avec ses deux mains aux pavés. Et comme je le regardais, le dos contre mon mur, tout béant, lui aussi, il m'a regardé. Il m'a regardé, moi, une seconde, deux secondes, dans



Poncepi, il a eu brusquement une idée pour se tirer des pattes. Il a levé la main pour qu'on l'écoute. Il a dit : « Voilà ! Après-demain, c'est votre fête : c'est Pâques après-demain. On doit célébrer ca. Moi, je respecte vos traditions, comme aussi César il les respecte. Vous savez que c'est dans les usages de faire une amnistie. Eh bien ! J'amnistie quelqu'un, celui que vous voudrez, ou bien le Jésus, ou bien un autre. Tiens - qu'il a dit - Barabbas, par exemple » (c'était un bandit, Barabbas, un assassin, une vraie « terreur »).

« Chiche que je vous relâche Barabbas ou Jésus ! » Il se disait ; je tiens le bon bout ; ils oseront pas choisir Barabbas parce que c'est couru que, des qu'il serait relaché, Barabbas, y aurait du sang, une bonne femme coupée en morceaux, quelque part, ou un micheton arrangé en tranches; ils vont forcément choisir l'autre, qui n'a tué personne. En bien i pas du tout ! Pas une seconde d'hésitation, tu m'entends ! Tous ceux qui guenlaient ont gueulé « Barabbas ! » d'une seule voix, d'un seul coup. comme au commandement. A n'y pas croire. J'ai levé la tête, à ce moment-là, du côté de la prison. Et qu'est-ce que j'ai vu? Gesmas, derrière ses barreaux, oui, Gesmas, qui tendait le poing et qui s'égosillait lui aussi : « Barabhas ! ».

L'autre, il avait entre ses mains liées un petit roseau sec pour imiter un sceptre - un tout petit roseau absurde, avec son plumeau gris. On pouvait pes voir ses yeux à cause du sang.

Le cortège s'est organisé. Oh! Te figure pas un machin à grand apparât. Minable, au contraire, bâclé, une vraie pagale. Et puis, c'est pas long, de chez Pilste au Colgotha, mais ca nte raide, par exemple. Tas jamais vu le coin ? Droit au sortir de l'enceinte, par la porte de la Décharge, c'est-à-dire la porte des ordures ; parce que c'est le dépôt municipal, à cet endroit ; on vide les poubelles. Le petit tertre naturel, il grimpe de niveau constamment, à ce système ; c'est plein de tessons de bouteille, de bidons crevés et de chats morts. Le Champ-du-Crâne qu'on appelle ça, je ne sais pas pourquoi, le Golgotha. Terrain de décharge et emplacement des exécutions. On plante les croix dans les détritus. Ca tient comme ca peut avec des grosses cales, et les crucifiés, ils dominent pas de bien haut la situation. S'ils passent la nuit, les chiens errants viennent leur bouffer les pieds, et ce qu'ils peuvent du bas des jambes.

ONC le défilé a eu lieu. Le Nazaréen allait devant. Je veux dire qu'il y avait d'abord deux cavaliers, pour faire le passage, et des gosses qui étaient aux anges, dans cette nouba et qui gambadaient en se bousculant et en se jetant des peaux de banane. Puis, tout de suite, lui, avec ce qui lui restait de linge sur le corps. Et derrière, Gesmas, et un autre condamné de droit commun, arrêté pour meurtre la semaine d'avant ; on expédiait tout le lot, en vitesse, à cause de la fête imminente. Des gendarmes, de chaque côté, avec leurs matraques, un peloton de légionnaires, et puis les suiveurs, en masse. Un drôle de mélange. C'est curieux, la jubilation des gens était tombée. Peut-être les nerss trop tendus depuis le matin et qui se

Ca ne criait presque plus; y avait des femmes qui pleuraient. On disait que sa mère, au Nazaréen, elle était par làles yeux ; moi, bien moi, il m'a regardé. Tu peux pas comprendre. Il m'a regardé, et alors... Ah l je sais pas te dire : je peux pas. Voilà. Il m'a regardé.

Il n'arrivait pas à se relever. Le troisième condamné, derrière Gesmas, s'est mis à pousser des cris de sauvage : qu'il en avait marre, que le Roi des Juis il faisait exprès de se foutre par terre pour ne pas aller au Colgotha, que c'était un capon et un sagouin, et il disait aux gendarmes : « Caseez-le! Allez-y! Assommez-le! Il nous empoisonne! » Il avait même appuyé sa croix par terre, par un des bouts de la branche, et il demandait aux gens : « Tenez-la moi une minute que j'aille le dresser, ce salaud ! » Il posait, il faisait l'intéressant; il se taillait un succès. Mais Gesmas, à ce moment-là, il s'est retourné, avec sa croix qu'il tenait sous un seul bras - il était fort comme Samson, Gesmas, - et il a dit à l'excité : « Tu vas la fermer, non ? » Et il a dit ça d'un tel ton, sans hausser la voix, et c'était encore pire, d'un tel ton que le braillard s'est arrêté net, et qu'il s'est tenu médusé.

l'ai plus envie de continuer.

J'ai pas suivi, je suis resté là. Toute la foule a passé devant moi, en me marchant sur les pieds. J'ai dû rester là comme un ahuri, pas mal de temps. Quand j'ai entendu les coups de marteau, ca m'a réveillé. Je me suis approché tout de même. Je les ai vos quand on les a hissés sur la croix tous les trois, un par un, tout nus. On l'avait mis entre Gesmas et l'autre bonhomme, à la place d'honneur. Trois arbres, on aurait dit, qui avaient poussé en un quart d'heure sur le tas d'ordures.

ETAIT midi. Il faisait une chaleur énorme, pas raisonnable, beaucoup trop grosse pour la saison. Le temps s'est couvert. Ca s'est mis à tonner. Il ne pleuvait pas ; un faux orage extraordinaire ; l'aurais dit que le ciel essayait de vomir, qu'il se convalsait pour pleuvoir, et il ne pouvait pas. Tout était devenu sombre, et j'ai senti la terre remuer. Les gens sont partia. Sur la butte, y a bientôt plus eu que les gardes et un petit tas de personnes que je ne connaissais pas, blotties les unes contre les autres. J'étais sous la voûte de la porte avec quelques gamins enragés qui vou-

Un moment, il s'est produit quelque chose que je n'ai pas compris. Mais Gesmas, il s'est parler au Nazaréen. Qu'est-ce qu'il lui a dit? Impossible d'entendre. J'étais trop loin. Surement qu'il l'insultait pas, parce que Jésus, J'ai bien vu qu'il n'avait jamais répondu à personne de ceux qui l'insultaient; tandis qu'il a répondu à Gesmas, j'en suis sûr. J'ai vu qu'il tournait sa tête vers lui, tant qu'il pouvait, pour

lui adresser la parole, une toute petite phrase. Et alors Gesmas a crié quelque chose, de toutes ses forces, en levant le menton vers les nuages et j'ai vu sa poitrine qui se gonflait, qui s'abaissait, qui remontait, quatre fois, dix fois, vingt fois, comme quelqu'un qui est haletant, ou qui pleure à gros sanglots ; et je sentais qu'il était heureux, tu m'entends, que c'était de joie qu'il pleurait ; je le savais! Je le savais!

PRES? que tu demandes». Eh bien! quoi, y a pas d'après. C'est fini. Qu'est-ce que tu veux qu'il y ait après ? Il est mort, là. Gesmas est mort. L'autre type est mort. Ils sout tous morts, et on les a mis dans la terre. Et moi j'ai filé; ça suffisait comme ça les bêtises. Deux copains encore qu'on avait cueillis, le jour même. Le petit Samuel me connaissait; il m'avait vu avec Gesmas; j'avais pas envie d'y passer. Une fameuse imprudence que j'avais faite, en restant dans la ville. Le bon sens me revenait tout de même. J'ai pris mon sac, je suis parti. Je suis parti et me voilà. Tes pas content? Ten veux encore? J'ai plus rien à dire, ça suffit.

...Ah ! et puis zut, Tant pis ! Oui, il y a eu une suite ! Oui, il y a encore quelque chose! Oui, j'ai essayé de la boucler pour ne pas que tu te foutes de moi ; mais y a pas moyen, je peux pas me taire, faut que ça sorte. Ecoute, je serai pas long.

Le premier jour de la semaine - ça fait donc six jours, tu vois, - J'étais planqué dans un patelin, pas tellement loin de la ville. Ca n'allait pas ; le cafard ; ca tournait dans ma tête ; j'y étais plus. Rends-toi compte. Alors sur le coup de 7 heures, je suis allé dans un bistrot. Il faisait doux. J'étais bien. Je m'étais assis près d'une fenêtre pour respirer. Je regardais les champs où le blé commençait à se faire haut. Personne dans la cambuse, que le patron qui somnolait et moi, qui buvotais tout doucement. Le soleil se couchait. Un calme, mon vieux, un calme. Ah ! que ça faisait du bien ! Et voilà que j'ai vu trois types qui émergenient d'entre les blés du côté de la ville. Ils avaient l'air de venir ici ; j'ai posé mon verre ; j'étais prêt à me lever, à filer ; je guignais, le cou tendu, sans me laisser voir. Ils approchaient. Je les voyais très bien maintenant. C'était pas des mouches. Ils avaient de bonnes têtes. Les deux de chaque côté entouraient celui du milieu, un grand qui parlait, qui leur expliquait des choses. Ils se sont arrêtés devant la porte. Le grand leur disait au revoir; il devait aller plus loin mais eux insistaient : « Oh non ! qu'ils disaient, demain, vous irez demain ; le soir approche, le jour est sur son déclin ; reste avec nous. » Le grand a cédé. Ils sont entrés dans la salle où j'étais. Ils ont pris une table près de la cheminée. Ils causaient toujours pendant que le patron mettait le couvert.

l'essayais bien de ne pas les gêner, de ne pas avoir l'air trop curieux et impoli en les regardant tout le temps. Mais y avait quelque chose d'étrange, j'aurais pas pu dire quoi, de bizarre et d'épatant et à chaque seconde plus épatant, comme un grand bonheur qui me coulait partout dans le corps, comme si j'étais plus où j'étais, comme si cette auberge était plus une auberge, mais ma maison pour toujours, notre maison, à moi, aux deux types que j'avais jamais vus avant et que - ah ! c'est idiot - je me sentais aimer tout pareil que de vieux amis ; et le grand surtout, j'aurais voulu m'approcher, m'asseoir avec lui, mettre ma main sur sa main, rester là à l'écouter, et ne plus bouger, jamais. Où donc que je l'avais déjà rencontré ? Je retrouvais pas, et pourtant je le connaissais, je l'avais déjà vu, c'est sûr !

Le patron avait posé le pain sur la table.. Il était reparti dans sa cuisine où on l'entendait faire de la

Alors le grand a pris le pain. Je reverrai ça jusqu'à ce que je meure. Il a pris le pain. Il le tenait dans ses deux mains pour le rompre ; il a fait une prière avant ; il a cassé la miche en deux morceaux, l'un à droite, l'autre à gauche, il a donné à chacun on a été debout tous les trois, oui, les deux types à la table et moi dans mon coin ; on a sauté sur nos pieds ; on tramblait, on était comme fous. Le grand, il avait la tête tout illuminée, et son vêtement aussi s'illuminait. Je te jure que je te mens pas et que je suis pas un piqué. Je le jure ! J'y étais ! J'ai vu. Je dormais pas, tu peux me croire. Il faut que tu me croies ! Comme des écailles qui nous tombaient des yeux : l'enterré, le crucifié, l'homme mort, oui, quoi, le Nazaréen...

Et, une seconde après, il était plus là.

Tu peux aller voir l'endroit. Tu demanderas au patron si je mens. L'auberge s'appelle « Au grand poisson ». Le village se nomme Emmails. »

Neuchâtel, Pâques 1944.

(Copyright Editions La Baconnière, Boudry, Suisse. Diffusion en France: Champion-Slatkine, 7. quat Malaquais, 75006 Paris.) empion-Slatkine, 7, qual Malaquais, 75006 Paris.)



LA DOCUMENTATION FRANÇAISE 31, quai Voltaire Paris 7º Tél. (1) 40.15.70.00.

CONTES SUD-AMÉRICAINS

La racine des hommes

VERS LE PORT D'ORIGINE, de Juan Bosch (traduit de l'espagnol par Guillermo Piña-Contreras et Françoise Mironneau), Alinéa, Aix-en-Provence, 1988, 210 pages, 83 F.

L existe, en Amérique latine, une exquise tradition : les leaders politiques sont aussi, parfois, d'excellents écrivains. La liste est longue de ces hommes de plume et d'Etat qui va de Romulo Gallegos, président du Venezuela et grand romancier, à Sergio Ramirez (1), actuel vice-président du Nicaragua. Juan Bosch appartient pleinement à cette lignée.

En France, on connaît beaucoup mieux de cet ancien président de la République dominicaine son itinéraire politique, son long combat coutre la dictature de Trujillo et, surtout, sa courageuse attitude lorsqu'il fut renversé, en 1963, par un coup d'Etat militaire. Aujourd'hui âgé de soixante-dix-neuf aus, Juan Bosch reste une personnalité mythique en Amérique latine ; il incarne aux yeux des démocrates un idéal de probité, de justice et de civisme. « Ce politique (2) incorruptible et exigeant, franc jusqu'à l'outrance, écrit Claude Couffon, est reconnu par beaucoup de ses concitoyens comme le modèle de l'homme intégral.

Cet homme est également un grand écrivain. Essayiste dont certains livres d'histoire antillaise — De Christophe Colomb à Fidel Castro, le Pentagonisme (3) sont considérés comme des classiques, il est également romancier : la Manerosa, 1936, l'Or et la Paix, 1975 ; et surtout auteur de nombreux recueils de nouvelles, comme Camino Real (1933), Indios (1935), Ocho cuentos (1947) et Cuentos escritos en el exilio (1962), qui paraît aujourd'hui en français sous le titre, Vers le port d'origine emprunté à l'une des quatorze nouvelles (en espagnol ouentos, contes) qui

A matière de ces contes est le malheur. Tous les personnages - « paysans et granda propriétaires, prostituées et travailleurs, Indiens et Nègres, mulâtres et métis, pécheurs et mineurs » - cherchent à y échapper dans une fuite parfois hallucinée. En vain, car il déborde les limites mêmes de la vie. Comme l'explique un personnage dans un très court récit intitulé précisément « le malheur » ; « Mourir n'est pes un malheur. Il y a des choses pires que mourir. » Ce sont ces « choses » que nous raconte l'auteur. Avec une redoutable efficacité.

Car Juan Bosch est un maître conteur. Dans deux courts textes qui complètent le requeil, il expose sa conception de l'« art du conte » et rappelle les lois fondamentales du genre. En particulier, la nécessité de bien commencer : « Il n'existe qu'une façon de commencer un conte avec succès : en éveillant d'un seul coup l'intérêt du lecteur. » Pour maintenir, sans aucune chute, la tension et l'intensité, « le conteur doit être implacable avec le sujet qu'il a choisi ». Il doit éliminer tout mot, toute séquence superflus : « Supprimer est un travail plus important que conserver. »

Les nouvelles de Vers le port d'origine sont le résultat de cette prodigieuse maîtrise technique. Le lecteur est plongé, dès les premiers mots de chacun des contes, dans une atmosphère saisissente, au cour d'une action qui fouctionne comme un piège. Et il apparaît vite que le narrateur tient les émotions et les idées du lecteur à sa merci. Par exemple, dans le Noël d'Encarnation Mendoza - un pur chefd'œuvre, - on sent d'emblée la trappe du destin se refermer sur le héros, mais on n'imagine pas jusqu'à quel degré d'implacable intensité le narrateur va pousser la logique de la tragédie...

Juan Bosch sait que la réalité latino-américaine est souvent tragique, faite d'injustice et de misère. Par le biais du conte, il voudrait rappeler ce qu'en tant qu'homme politique il a toujours défendu : la profonde humanité des humbles. l'impérieuse nécessité de se pencher sur leur sort. « Ecrire des contes, dit-il, est une tâche fort grave. » Elle lui permet de mettre l'art et la beauté au service d'une noble

IGNACIO RAMONET.

(1) Voir le Monde diplomatique, mai 1985.

(2) Il est actuellement président du Parti de la libération dominicaine. (3) Le Seuil. Paris, 1969.

 L'EVANGILE SELON THOMAS. -Jean Doresse (Editions du Rocher, Monaco, 1988, 220 pages, 125 F): présentation et traduction d'un manuscrit copte du quatrième siècle, découvert en 1945.

LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATI-QUE DU SOUDAN. — Taleat El-Singaby (Institut de recherches et d'études sur le monde musulman, Aix, 1987, 139 pages, 122 F): bilan des recherches en France et en DEA 1900-1998.

• THE WOMEN'S QUESTION AND THE MODES OF HUMAN REPRODUCTION. — Ulla Vuorela (The Scandinavian Institute of African Studies, Uppsala, 1987,

234 pages, 120 couronnes) : analyse d'un vil-lage tanzanien

• SOCIÉTÉ, CULTURE ET HISTOIRE DU RWANDA. — Marcel d'Hertefelt, Danielle de Lame (Musée royal de l'Afrique centrale, Tervuren, 1987, 1849 pages, 2850 francs belges): une encyclopédic hiblio-graphique 1863-1980/87.

• LES LITTÉRATURES DE LANGUE ANGLAISE DEPUIS 1945. — Denisc Conssy, Geneviève Fabre, Michel Fabre, Eve-lyne Labbé (Nathan. Paris, 1988, 327 pages, 130 F): Grande-Bretagne, Etats-Unis et Com-

60 VOYAGES INSOLITES DANS LE CATALOGUE 88

122 rue d'Assas - 75006 Paris 2 (1) 46.34.22.60	
ADRESSE	
VILLE	

AMÉRIQUES

THE IRAN-CONTRA CONNECTION. SECRET TEAMS AND COVERT OPERATIONS IN THE REAGAN ERA. - Jonathan Marshall, Peter Dale Scott, Jane Hunter

* South End Press, Bosto 1967, 313 pages, 11 dollars.

Préfacé par Richard Falk, professeur à Princeton, cet ouvrage entend prouver que le scandale de l'-irangate» n'est en rien un acci-dent. Ce qu'il a révélé est consubstantiel à suc politique fort ancienne et est incompréhensi-ble hors une explication de caractère interna-

Ce livre a deux défauts : sa composition est hachée», les prois auteurs s'étant répartis la sages paraîtront obscurs à qui n'a pas déjà une te connaissance des réseaux anciens qui ont opéré souverainement au cours des derirrempiaçable de reuseignements sur la «stratégie » iranienne et centraméricaine de Washington. Les deux chapitres les plus neufs concernent l'engagement d'Israël, notamment la manière dont les Etats-Unis ont été «harponnés» par leur allié dans l'affaire iranienne. Cette étude pousse enfin, et surtout, à s'interroger sur l'état réel de la démocratie améri-

JACQUES DECORNOY.

GUIDE BLEU PEROU

* Hechette, Paris, 1987, 400 pages, 170 F. Rédigée par une équipe de chercheurs du CNRS et par le directeur de l'Institut français d'études andines de Lima, cette nouvelle édition du Guide bleu Pérou vise, bien sûr, à répondre aux besoins des touristes. A cet igard, adresses pratiques, itinéraires, plans de villes, descriptions des sites archéologiques et une riche cartographie satisferont les lecteurs les plus exigeants.

Mais les quatre essais qui ouvrent le livre sont aussi à lire par ceux qui veulent compres-dre les formidables mutations que connaît un pays parmi les plus panvres d'Amérique du Sud

BERNARD CASSEN.

AFRIQUE

AN APPETITE FOR POWER, BUTHELEZI'S INKHATA AND SOUTH AFRICA. - Gerhard Mare et Georgine Hamilton

★ Reven Press et Indiana University Press. Johannesburg et Bloomington, 1987. 261 pages, 8,95 fhres.

A la fin de l'année 1987, alors que s'accrois sait le nombre des victimes des affrontements entre Noirs dans les *townships* du Natal, M. Gatsha Buthelezi, dirigeant du mouvement Inkhata, était à nouveau présenté dans la presse occidentale comme «un dirigeant modéré » du mouvement anti-apartheid. Le livre de Gerhard Mare et Georgine Hamilton, qui est le fruit de longues recherches, explique comment ces « combats entre Noirs » trouvent leur source dans l'action des vigilantes du mouvement lakhats, dont la plupart des dizi-geants sont des fonctionnaires du bantonssan geams sont des fonctionnaires du bantonnan du Kwazulu, payés par le gouvernement de Pretoria. Il montre aussi comment l'image amodérée» de M. Buthelezi a été soigneuse-ment entretenne par le pouvoir blanc. A sés débuts, simple mouvement culturel, Inkhata est ainsi devenu un mouvement zoulou, recrumême de la politique de séparation des races. Autre aspect intéressant de cet ouvrage : l'his-toire des relations entre le Congrès national africain (ANC) et M. Buthelezi. tant sur des bases ethniques, selon la logique

VICTORIA BRITTAIN.

TIERS-MONDE

LE TIERS-MONDE. - Edmond Jouve

1988. 126 pages, 25 F.

Depuis les années 80, l'anti-tiers-moudisme est à la mode; au point de nous faire oublier que, dès son invention, le terme « tiers-monde » a été soumis à une forte critique. monne a est soquins a une force errique.

S'inscrivant en faux contre ces condamuntions, Edmond Jouve proclame avec force que

« le tiers-monde existe [...] Même s'il n'est
sûr de rien : ni, tout à fais, de sa date de naissance, ni de sr ... am, ni de ce qu'il représente,
ni de l'idéotogie qu'il a engendrie ».

ul de l'ulcotogie qu'il a engendrée ».

La première partie de ce petit ouvrage très clair et complet rappelle les principales étapes du débat sur le concept, les différentes définitions et les divisions auxquelles elles renvoient. Dans le seconde partie, l'auteur s'intéresse à le mise en œuvre des utopies dans le Sud : au niveau interne (édification de l'Etat, transformation de la société, création de l'- homme nouveau ») et sur le plan international (mise sur pied de regroupements régionaux et lutte pour un nouvel ordre international).

ALAIN GRESH

CLEFS POUR LE TIERS-MONDE, - 1. L'Afrique. - Guy de Bosschère

* Seghers, Paris, 1987, 362 pages, 66 F. C'est la réédition, considérablement aug-mentée, du livre puru il y a quinte aus. Elle bénéficie d'une comaissance accrue chez un excellent observateur. Anni un second volume est-il prévu, consacré à l'Amérique du Sud et à l'Asie. Avec les vues et idées d'ensemble, alternent des données précises et complètes, pays par pays. Aimi que, pour terminer, les « Chronologies politiques, des indépendances

EUROPE

THE RUSSIAN CHALLENGE. - Alexander

★ Blackwell, Oxford, 1987, 302 pages,

Les troubles en Arménie et en Azerbeldjan ont, une fois de plus, attiré l'attention sur l'épi-neux problème des nationslités en URSS. Mais le nationalisme central, parce que domi-nant, reste celui des Russes. Qu'est devenu ce charvinisme grand-russe, déjà démoncé par Lénine, et dom les activités du groupe Paunist. persistante? Le livre d'Alexander Yanov, qui suscité de vives controverses aux États-Unis, apporte un utile éclairage historique. Il rap-pelle l'émergence de l'« ldée russe » au milieu du siècle dernier, ses velléités antissaristes puis sa dégénérescence en une mythologie anti-occidentale, antiparlementaire, antisémite, prônant un régime autoritaire cape susciter la Russie « éternelle ».

L'auteur montre aussi comment cette idéologie a resurgi dans les années 60, à la fois chez les dissidents et dans certains cercles du ponvoir. Selon l'auteur, face sux tentatives de réforme de M. Gorbetchev, l'« Idée russe » représente la senle solution de rechange.

LE CONFLIT TURCO-ARMÉNIEN. - Rouden Boghossian

* Altapress, Beyrouth, 1987.

La question arménienne, sans cesse à l'ordre du jour, a fait l'objet d'une abondante linéra-ture qui l'a examinée sous bien des aspects (historique, géographique, ethnique, politi-que, humain). Le droit, cependant, n'a pes, en général, la part la plus belle, même si l'ouvrage de Shavarsh Toriguian - The Arme-nian Question and International Law, Editions en langue arménienne, Beyrouth, 1976 reste un cuvrage de référence, tout comme la sentence rendue par la Tribunal des peuples publiée par les éditions Flammarion en 1984.

L'ouvrage de R. Boghossian s'efforce avec bonheur de combler cette relative lacune. Après avoir dressé l'acte d'accesation de la Turquie, l'auteur présente les faits en s'attar-dant sur l'histoire de la nation arménieme. Il envisagea ensuite les rapports de cette nation avec le droit international, les puissances accasées, la Société des nations et les Nations

EDMOND JOUVE.

ASIE

CHINA, JAPAN AND THE ASIAN NICS, ECO.

Une analyse à la fois économique et politi-que de la Chine, du Japon, et des quatre pays essatiques nouvellement industrialisés: Singa-pour, Taiwan, Corée da Sud, Hongkong (et accessoirement Macco). Outre de nombreux tableaux chiffirés et d'utiles cartes, l'étude prémies concernées sans omettre les questions de

Les anteurs s'interrogent sur les dysfonc-tionnements qui, chez les «quatre tigres», pourraient s'aggraver si les systèmes politiques ne s'adaptaient pas à l'état des sociétés (man-tée des classes moyennes), et, à oet égard, le cas de Singapour, dont le régime est fort « muselé», devient plus unéoccupant que cen-« musclé », devient plus préoccupant que cen de Taiwan et de la Corée. Ils estiment aussi que la jeunesse chinoise ne pourra pas éternel-

SOUS L'CEIL DU DRAGON, LES RELATIONS DE LA CHINE AVEC LES PAYS DE L'ASEAN. - Jacques de Goldfiern

★ Fondation pour les études de défense nationale, Paris, 1988, 317 pages,

La Chine a toujours en des conts avec l'Asie du Sud-Est, mais l'arrivée des com-munistes au pouvoir à Pékin (1949) et la créa-tion de l'ASEAN (1967) ent considérable. ent modifié les relations traditionnelles phases de l'histoire contemporaine, en partie dictées per les changements de la politique chinoise. Il accorde avec chinoise. Il accorde aussi une large place à l'attitude des communantés de la disspora et nux mouvements révolutionnaires qui ont saité

La somme d'informations apportées dépasse de beaucoup le cadre de la modeste bibliographie ici présentée. Il aurait pourtant été utile d'en dire davantage au sujet des antagonismes potentiels sur le plan économique, et de relations qui ne se limitent pas sux fiux commerciaux. Le titre aurait, d'autre part, mérité d'être moins « dramatique », d'autant que le « Dragon » n'est pas la seule puissance à braquer son - ceil - sur la région.

PAKISTAN, 1947

Souvenirs d'une femme dans un pays dépecé

ICE-CANDY-MAN, de Bapsi Sidkwa, Heinemann, Londres, 1988, 227 pages,

NE femme écrivain pekistanaise qui nous parle d'un monde incomm du lecteur occidental, ainsi se définit Bapsi Sidhwa. Pourtant, cette définition mérite quelques éclaircissements. L'auteur appartient non à la majorité musulmane, mais à la petite élite parsie de Lahore. Les Parsis zoroastriens ont fui la Perse au temps de la conquête musulmane, se cont installés à Bombey avant de se répandre à Karachi et à Lahore, durant la colonisation britannique. L'approche de l'indépendance et l'agitation en faveur de la partition de l'Inde les forçèrent à faire un nouveau choix à la fin des

Devaient-ils rester à Lahore, au Pakistan, dans l'espoir de prospérer sous le nouvel Etat ? Devaient-ils chercher la sécurité en Inde à l'abri de la communauté plus importante de leurs frères à Bombay ? La famille de Bapai Sidhwa choisit la première solution, et son roman Ice-Candy-Mass retrace les conséquences de cette décision.

Ce roman, sans doute largement autobiographique, commence à la veille de l'indépendance. La narratrice est une fillette de sept ans rendue infirme par la poliomyélite. La riche maisonnée reflète la diversité ethnique du Labore de ces années-là. Son ayak (nourrice) adorée et coquette, avec qui la petite fille passe l'essentiel de ses journées, est une hindoue d'Amritsar; le cuisinier est un musulman; le balsyeur est un harijan (intouchable). Leurs voisins sont des sikhs, des hindous, des Indiens chrétiens, qui vivent en bonne entente. Parmi les admirateurs de la jolie ayuh, on trouve le marchand de glaces ambulant, que l'on appelle Ics-Candy-Man, un musulman, toujours occupé à glisser ses doigts de pied sous son sari ; le masseur indien occupé de la même manière avec ses mains raffinées ; et un rémouleur de couteaux montagnard.

L'impact de la partition fut particulièrement tragique au Pendjah, le grenier de l'Inde, où vivaient des communautés hindoues, sikhs et musulmanes installées de longue date, ausai bien à la campagne que dans des villes comme Labore. Des millions de personnes s'enfuirent vers l'Est ou vers l'Ouest, abandonnant leurs terres et les tombes de leurs ancêtres ; des milliers d'entre elles furent égorgées durant cet exode. Le roman s'attarde sur les répercussions de cette tragédie sur le monde familier de l'enfant. Alors que la vieille ville de Lahore brûlait dans le lointain et que ses marchands étaient massacrés dans les rues, la plupart des voisins, membres des professions libérales, pliaient bagages, abandonnant leurs propriétés au pillage de la populace qui était maître de la rue. Ice-Candy-Man, après s'être transformé en un fanatique — il participe à l'enlèvement de l'ayah et la force à se prostituer, – devient un poète languissant d'amour pour son aimée, qui lui voue uns haine farouche et refuse de pardonner. Le masseur, quant à lui, est assassiné.

POUT ceci était-il inévitable ? Etait-ce le résultat direct de la partition et des passions volontairement attisées pour l'imposer ? Lahore, l'ancienne ville tolérante de Shahjadan et de Kipling, pouvair-elle continuer à exister après l'indépendance ? Tout ce que nous savons, c'est que l'Etat boiteux né de la partition de 1947 s'est effondré dans la guerre civile seulement vingt-quatre ans alum tand L'homoselafité missions au le continuer de la partition de 1947 s'est effondré dans la guerre civile seulement vingt-quatre ans alum tand L'homoselafité missions au le continuer de la partition de la partit partition de 1947 s'est citondre dans la guerre civile seulement vingt-quatre aux plus tard. L'homogénétié religieuse ne lui permit pas de survivre. La carte de l'Inde est un palimpseste de religions, un puzzle de peuples se chevauchant et défiant toute tentative ordonnée de division. Ses plus grands dirigeants, de l'empereur moghol Akbar au seixième siècle à Gandhi au vingtième siècle, se sont tenus à la vision d'une inde unifiée absorbant l'ensemble de ses peuples. Leurs opposants, du terroriste sikh sur sa motocyclette au mollah fondamentaliste dans sa mosquée, ont toujours rejeté cette « rêverie » unitaire. Le livre subtil de Bapsi Sidhwa nous montre, peut-être sans que l'auteur l'ait voulu, ce qu'a signifié sur le terrain le dépeçage en trois de la carte de l'Inde.

NOMEC STRUCTURE AND ANALYSIS. - The Economist Intelligence Unit, Londres, 1988 * 194 pages, 115 Svres.

défense et la démographie.

lement se satisfaire du statu que politique.

SESSONS LA VALLE. De Maritio A

SEC STATE THE TANK OF THE

PERSON WITH LES - MAN

Entered to the er a meanit. 1282 E 1 4 - 1 and as At I have EL POTROS APPORTO DE 1574 F .--

ಿಕ್ ಕಾರ್ಡ್ a fill filmer carrier on the file states framework and the state of th

THE RESERVE THE PARTY AND PROPERTY AND PARTY. Tall Street and CLASSIN LIANGE

ÉCONOMIE

THE NATIONAL MONDRAL HERMAN E-12- 1 1 Petterens, Paris 1967, 125 pages

innie, e lecture du copitations and the state of Salamen and Salamentes

particular and a language to demand transported to phenomena, all and the phenome continued of the contin

A STATE OF THE PARTY OF THE PAR the state of the Proposition of the State of Seguirale legen entire se come partir de la come de la

13, rue S

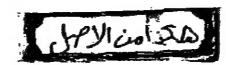
THE INTERNATIONAL PO O Comman - Droit man GOT DE LA MER

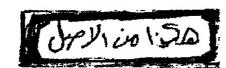
Rement-Gouillon -DE L'HOMME

United internation WHOLE CRIMINELLS de pelitique an FL BLIC

vie locale. en et la politique MATTE.

DIPLOMATION Diplomati





livre

ASIE

CHINA, JAPAN AND THE ASIM BE Economist Intelligence that looking * 194 pages, 115 livres

Une analyse à la fost économie, que de la Chine, du Japon, et de la Chine, du Japon, et de la saintiques nouvellement industries accessoirement Macao) Court de la Sulf Resident de la Chine, du Japon, et de la Sulf Resident de la Chine, corte de Sulf Resident et la Chine et d'utile care le care l'évolution des divers services défense et la démographie.

Les auteurs s'interpresses tionnements de la company de la company

Les auteurs s'interrogent en les auteurs s'interrogent en le pour auteurs s'interrogent en le pour auteurs s'auteurs s'interrogent en le pourraient s'augraver su les syntages de s'adaptatent pas à l'état des sous les sous de s'adaptatent pas à l'état des sous les sous de s'adaptatent pas à l'état des sous des classes moyennes), et leur des des classes moyennes), et leur des de Singapour, dont le répet de la musclé », devuent plus présonnes de Taiwan et de la Crée le sous que la jeunesse chinose ne pour pas lement se satisfaire du statu que pins

SOUS L'CEL DU DRAGON LES REA DE LA CHINE AVEC LES PAR L'ASEANL - Jacques de Golden A Fundation pour les étales à s nationain, Paris, 1988, 117

La Chine a toujours es des comes avec l'Asie du Sud-Est, mas l'ambée montistes au pouvoir à Pétin (1991) et des modifié les relations mais modifié les relations mais de Guidfiem analyse in a Jacques de Goldfiem analyse a b phases de l'institute analys is à phases de l'institute contemporais a diction par les changements de le chimoise. Il accorde dussi me lappe l'attitude des communants de hép l'attitude des communants de l'attitude des communes de l'attitude de l'attitude des communes de l'attitude des communes de l'attitude de wer ment execut telefutionsission of a selection of a selection of the sel

La samme d'informations apportes de beautoup le carére de la motent le phre sa principie il aurai poulni le में दल देश देश अस्ति हुए अस्ति के अस्ति potentiels der le dien economique als course Le titre aurait d'antre pare deine manes - diamanque », finne · Draigne · m'est pas la seule pomme gent and a stat is riging.

and une femme pays dépecé

MCE-CANDY-MAN, de Bapsi Salu man, Londres, 1988, 227 pm.

del nous parle d'un monde incente de la conquete mesulman, se de Munpe de la conquete musulmane est Pladipendance et l'agitation et les lear à faire un nouveau chor à le find

Pakistan, dans l'espoir de prospère sal er la sécurité en Inde à l'abri et Bombay? La famille de les at see roman Lie-Candy-Man remain

and the sept and rendur infirme pri affer le diversité etonique du Labore Me Allerine d'America et annue la petir file per serie l'important le custore et a l'important le bonne entente les l'important en bonne entente les l'important le bonne entente les l'important le bonne entente les les et l'important le l'important le bonne entente le l'important le l'important le lieur et l'important le l'impor tes, qui vivent en bonne entente Per Ma treuse le marchand de giares ambelen & man, temjours occure à glisser se lies international, toujours occupé à giuse de la même manière set à The continues montages rd.

minutation of tracique as Pendial I sampagne que dans des villes men d'inferrent vers l'Est ou vers [Vis-Le romes s'arrarde sur les répertantes de l'enfant. Alors que la vieile sité Fordage Alors que la viene des professions liberales, plinient lapa de la populace qui était maître de la populace qui était maitre de la populace qui était maitr was tone tone haine farouche et reine

la résultat direct de la partition de Yangoser ? Lanore, l'ancient to the continuer of the cost que l'Etat hoiteur ne partir seulement vingt-quart la care le survivre la care la care le survivre la care la the market per de survivre la market Sea pius grands diriginate se cheratante diriginate se cheratante diriginate se cheratante diriginate se cheratante de se pius grands diriginate se cheratante de se pius diriginate se cheratante de se pius diriginate de se pius grands diriginate de se walks sor sa motocyclette su m motocyclette au miss ten, pour tere sans que l'autre le message en trois de la carte de l'Inde GERALD MOORE

SOCIÉTÉ

VIGILANCE. VIEILLES TRADITIONS EXTRE-MISTES ET DROITES NOUVELLES - Marie-José Chombart de Lauwe

★ Ligue des droits de l'ho Paris 1987, 206 pages, 80 F.

Avec une introduction de Madeleine Rebérioux et une postface d'Yves Jouffa, voici la réédition d'un texte très précieux pour se gui-der dans le labyrinthe des organisations d'extrême droite; leurs origines historiques, d'extreme crous : seus origines instoriques, leurs évolutions idéologiques et tactiques, les liens avec des formations analogues dans les divers pays d'Europe occidentale et d'Améri-que du Nord, les passerelles avec les partis de de droite classique, les chassés-croisés de cer-rains responsables passant d'un groupe à l'autre, les publications et manifestations qui véhiculent les grands thèmes de ces droites moins nouvelles qu'elles ne le prétendent. Des faits oubliés sont remis en mémoire, des manœuvres mises au jour, les filiations scrupu-

CLAUDE JULIEN.

SOUS LES BIDONS, LA VILLE... De Manille à Mexico à travers les bidonvilles de l'espoir. Noël Cannat ★ L'Harmetten, Paris, 1988, 250 pages,

« Nous vivons la plus grande migration des peuples de l'histoire » (p. 17) : celle de l'urbanisation. Noël Cannat la définit comme un processus étroitement lié au système mon-dial. Cet envers du monde est vu du côté des exclus. Dans une littérature qui est surtout le fait d'experts, des pouvoirs, ce livre tranche. Dans une littérature qui cultive facilement le catastrophisme et la prospective du pire, il montre la capacité d'auto-organisation des milieux populaires. Et cela en faisant le tour des grandes capitales de Chine, d'Inde, d'Asie des grandes capitales de Chine, d'Inde, d'Asie du Sud-Est et d'Amérique latine. L'espoir, en effet, est du côté de « la montée de la ce collective », dont les manifestations, la richesse sont attentivement analysées. tions, la richesse sont manufacture des organisations Enfin, le travail de fourmi des organisations des communautés de nou gonvernementales, de: communautés de base, est mis en lumière (avec en annexe un tablean de cinquante actions de développe-ment). La solution de la crise de l'urbanisament). La solution de la crise de l'urbanisa-tion? Certes pas : on pourra souligner les limites de cet ouvrage, car le monde arabe et. l'Afrique n'y apparaissent pas, ou les lacunes de la bibliographie, mettre en question la por-tée des « petits projets ». Ce n'est pas l'essen-tiel : N. Cannat, dans cette réflexion-fondée sur ses interventions sur le terrain, nous rap-pelle que, sous les bidons, les sociétés vivent et

CLAUDE LIAUZU.

ÉCONOMIE

LE SYSTÈME NATIONAL MONDIAL HIÉRAR-

★ La Découverte, Paris, 1987, 132 pages,

- Une nouvelle lecture du capitalisme mon-diel -, sinsi Michel Beaud sous-titre-t-il ce petit ouvrage qui est à la fois un modèle de pédagogie et une éclairante tentative d'expli-cation de la genèse et du fonctionnement du système capitaliste.

L'auteur n'oublie jamais la dimension historico-géographique du phénomène, non plus que son extraordinaire complexité, sa variété infinie, sa plasticité, un phénomène qui « combine cohérence et hétérogénété ». Désormais, toute la planète est mailée, direction de la planète est de la Desormans, toute la planetz est malues, mies-tement ou indirectement; chaque nation, cha-que peuple, chaque individu vit au sein d'un système où certaines puissances dominent plus ou moins d'autres nations plus ou moins domi-nées. Michel Beaud le souligne: l'économique ne suffit pas à expliquer cette réalité multi-forme. Il conclut cette magistrale lepon nos par l'apport d'un nouvel « isme », mais par l'espoir d'invention d'une « nouvelle éthique ».

LE BLUFF TECHNOLOGIQUE. - Jacques Ellul * Hachetta, Paris, 1988, 496 pages, 178 F.

Il y a pins de trente ans que Jacques Ellul a entrepris l'étude de l'- enjeu - qu'est la technique pour ce siècle sur lequel elle règne de plus en plus despotiquement. Cette fois, par son titre, il provoque délibérément ceux qui, en fait de sens, ent perdu celui des mots. Car la technologie, ce n'est ni la technique ni sa pratique, mais, à parier proprement, le discours tenu sur elles. Bref, leur étude. Mais il y a un autre discours, au sens courant : celui des poliautre discours, au sens courant : celui des politiques, des technocrates, des entrepreneurs et, répercutant et amplifiant le tout, celui des médias et de la publicité.

L'anteur n'aperçoit présentement aucun frein au pouvoir de ce discours, dans une société où l'« irresponsabilité générale » est le « climat » où s'évapouit la totale « immunité-irresponsabilité des politiques selantiflumes irresponsabilité des politiques, scientifiques, techniciens ». Où est la démocratie? A la vraie vérité, « on préfère le langage berceur de la publicité selon lequel la technique est protrice de liberté ». Bercer, en effet, c'est s endormir en vous racontant des histoires. Le loctour verre que, néanmoins, le livre ouvre

CULTURE

POUR UNE SOCIOLOGIE DE LA LECTURE: LECTURE ET LECTEURS DANS LA FRANCE CONTEMPORAINE. - Sous le direction de Martine Poulain

★ Cercie de la librairie, Paris, 1988, 242 pages, 160 F.

Le paysage général qu'expose Martine Pou-lain dans une des contributions à cette Sociologie de la lecture est que seulement 55,9 % des Français achètent un livre au cours d'une année, tout en étant huit sur dix à en posséder... Voilà pour le patrimoine

Quent à la « consommation », sculs 74 % des Français ont lu au moins un livre en une année et moins de 15 % de ceux d'entre eux âgés de plus de quinze ans sont inscrits dans une bibliothèque.

Les autres études de ce passionnant ouvrage collectif (les genres et les locteurs, la lecture et les parcours biographiques, la lecture et les personnes figées, etc.) sont autant d'éclairages sur une activité par nature individuelle mais qui, de fait, est extrêmement dépendante des tations que chacun a ou qu'une

L'ANNÉE DES LETTRES 1988, - Sous la direction de François Taillandier

de is communication, Paris, 1988,

Une publication de synthèse qui manquait à l'édition française (malgré les 13 000 titres publiés chaque année...) et qui reprend une formale d'ouvrage collectif déjà parfaitement rodée aux éditions La Découverte avec, notamment. l'Etat du monde, l'Etat de la France : confier à une série de spé étude « pointne » sur un segn et du domaine

Le domaine, c'est ici la production édito-riale de l'automne 1986 à l'automne 1987, d'abord analysée par genres (roman, science, jeunesse, histoire, etc.). Ce bilan, déjà fort utile, est complété par une série d'articles sur les rendances lourdes de la chaîne du livre : édition, médias, librairies, bibliothèques, problème du prix unique du livre, actions de l'Etat, etc. Viennent enfin un rappel des évé-nements de l'année 1987 et une série de renseignements pratiques (prix littéraires, liste des principaux éditeurs, etc.).

Le « Condorcet » d'Elisabeth et Robert Badinter

Par YVES FLORENNE

NNU du public, on l'espère, depuis l'école, comme l'un de ces savants dont la République n'avait pas besoin, peut-être aussi comme le dernier de ces pères de la Révolution à qui elle eût coupé la tête, Condorcet ne prêtait point par son caractère à faire figure de héros populaire dans la légende. C'était un homme humain, riche à la fois de savoir, de raison, de génie, de cœur, de pudeur, et qu'on peut bien tenir, entre tous, comme le plus authentiquement et purement révolution

Mais il avait une qualité que les révolutions ne goûtent pas longtemps, et le dessein du livre se déclare dans son sous-titre qui, d'un seul mot, l'actualise : Un intellectuel en politique (1). De plus, cet intellectuel-là était bien fait pour attacher encore davantage les auteurs par ce qui fut sa passion - amour et souffrance, - dominante chez. lui en ce qu'elle commande tout le reste : la justice. Il ne savait que trop, avec Corneille, que « la justice n'est pas une vertu d'Etat ». Il avait d'autant plus l'exigence qu'elle en devienne la première.

Ce n'est point par mode que les auteurs s'arrêtent à l'enfance et à la jeunesse de leur modèle ; elles éclairent des traits peu prisés des tempéraments « virils » : ca besoin de mères, outre la sienne - et non moins de pères (il n'avait pas connu le sien). Son adoption par une trinité paternelle sera de conséquence : elle a noms d'Alembert. Turgot, Voltaire. A vingt-six ans, reconnu comme un des premiers mathématiciens d'Europe, élu à l'Académie des sciences, il allie à tant de savoir, et même de lucidité, une émouvante candeur qu'il manifestera jusque dans la lutte politique, et même une virginale ingénuité.

Longtemps, il n'aura « connu » aucune femme, pes même Amélie Suard, qui ne demandait pas mieux, et avec laquelle il entretint pendant vingt ans une correspondance révélatrice, jusqu'ici inédite, et qui complète la biographie (2). Deux ou trois « folies amoureuses », sans suites, et qui sont presque d'un adolescent. A ce philosophe profond, auquel s'ajoute bientôt, sous Turgot, le plus compétent des « commis » de l'Etat, il faudra attendre sa quarante-cinquième année pour connaître « le plus grand bonheur ». Il lui vient d'une fille de vingt ans, qu'il épouse. Très belle, grand esprit, jamais bas-bleu, en accord parfeit avec Condorcet, elle fit de sa maison le « foyer de la République », selon Michelet, qui a tracé d'elle un portreit raphaélien (3). Condorcet n'a plus que sept années à vivre, mais les plus pleines. Le « plus grand bonheur » l'a exalté. Et c'est le moment où se font entendre les premiers grondements de l'orage désiré. C'est pour lui l'engagement total. Il se déclare ce qu'il savait être au fond de lui : républicain. Alors que Robespierre, au térnoignage de M^{ma} Roland, « ricenent à son ordinaire et se mangeant les ongles, demandait ce que c'est qu'une république ». Il ne le seure iamais. Nous n'en sommes qu'au tiers du livre. C'est pour Condorcet le temps de l'action, du pouvoir, du danger, du défi et de la mort. Ne retenons que le plus singulier (il y est vraiment seul, et il irrite) de ses combats : pour la libération des femmes, égales des hommes dans tous leurs droits et dans tous les emplois. Deux siècles après ce précurseur, les moindres de ces droits demeurent lattre morta dans les trois quarts du monde.

On ne résume pas ce livre, pas plus que cette vie. Nous n'avons pas affaire ici à une carrière, mais à un destin. Allons au terme. La menace suspendue, encore épargné par Saint-Just, Condorcet aurait pu, comme d'autres, se faire oublier et se borner à survivre. Par un ultime défi, dont il savait le prix, il fut la conscience d'une révolution totale et idéale, face au délire sanguinaire qui n'était plus qu'un alibi. Robespierre a dénoncé le « lâche Condorcet » et « ses impostures liberticides » : en quoi c'est kui-même qu'il peint. Pis encore : au sommet de son triomphe, il choisit la grand'messe publique où il est l'idole pour proférer les injures les plus ignobles contre celui dont, comme presque tout le monde, il ignore la mort. La sienne, moins digne, il va la connaître dans deux mois.

GRACE au courage de Sophie et de leurs amis, Condorcet avait échappé de justesse à l'arrestetion qui signifiait immédiatement le guillotine. Il passera sept mois caché. Décrété hors la loi, lui ou quiconque l'approche sera exécuté sur-le-champ, sans jugement. Sophie va le rejoindre autant qu'elle le peut. Pour l'arracher au désespoir de voir s'effondrer dans le sang tout ce à quoi il a cru, elle l'exhorte à écrire le grand ouvrage dont ils ont tant parlé ensemble. Ce sera son chef-d'œuvre. Retrouvant une foi an l'homme devenue pathétique, tourné vers ces temps futurs dont il ne saurait douter et où, grâce à la science, s'abolirait même la mort, il couvre d'un seul élan les can-taines de feuillets de son Esquisse d'un tebleau historique des progrès de l'esprit humain.

A peine l'achève-t-il, au printemps 1794, qu'il doit fuir, dans l'heure, son refuge. Il gagne la proche campagne, erre trois jours, malade, blessé, dormant sur la terre. Ce vagabond sans identité est bientôt arrêté; en attendent son transfert, on l'enferme dans une prison de village. On l'y retrouvers mort - suicide ou apoplexie? - et ce corps sans nom sera jeté pour toujours à la fosse commune. Solitude affreuse de ces dernières heures où il ne peut même pas écrire son adieu à Sophie : ce serait le perdre. Sauvée par Thermidor, elle se vouera toujours à lui et à son ceuvre (elle publie l'Esquisse dès 1795). Ses lettres de la séparation sont poignantes, passionnées, où elle s'oblige à l'espoir ; ce seul mot : « Vis pour le bonheur »...

Dans leur millier de pages, ces deux livres unissent de facon indissoluble l'histoire d'un homme - et d'une femme – à l'Histoira. C'est la première biographie totale de Condorcet. Nourrie aux sources, vraie, vivante, à la fois sereine et passionnée, elle ressuscite cette double histoire dans la lumière la pius juste. Histoire tragique, qu'on ne saurait mieux conclure, avec les auteurs, qu'en écoutant Michelet (4) : par sa fin, volontaire ou non, Condorcet « épargna à la République la honte du parricide, le crime de frapper le dernier des philosophes sens qui elle n'eût point axisté ».

(1) Elisabeth et Robert Badinter, Condorces, Fayard, Paris, 1988, 660 pages, 140 F.

(2) Elisabeth Badinter, Correspondence inédite de Condorcet et M= Suard, ibid, 266 pages, 99 F.

(3) Histoire de la Révolution, livre V, chap. 4, tome II, édi-

(4) Ibid., livre VIII, chap. 2, tome IV.

HISTOIRE

LES MALHEURS DU TEMPS. - Sous la direction de Jean Deiumeau et Yves Lequin Lerousse, Paris, 1987, 520 pages, 220 F.

L'histoire des fléaux et des calamités en France permet de bien comprendre les peurs et les angoisses de chaque époque. Donc, les imaginaires des temps de crise. Ce livre dresse l'inventaire terrifiant des malheurs qui ont frappé les Français. Il analyse le contexte dans frappe les Français, il analyse le contexte dans lequel invasions, massacres, pestes, cata-ciyames, épidémies, famines se sont produits. Et rappelle que ce qui est encore aujourd'hui banal dans taut de pays du tiers-monde détresse permanente, mortalité massive, faim, errance, etc., – fut, jusqu'à fort récem-ment, la caractéristique ordinaire de la vie en

Les anteurs observent que les grandes terreurs subsistent parmi nons : « chômage redoutable, insécurité aggravée par le terro-risme, pollutions engendrées par les avaries des centrales nucléaires et des usines chimiques, dure offensive du cancer, progression du SIDA. Savoir comment les Français ont jadis réagi face à de redoutables Réaux devrait ment les auteurs, à faire en sorte que « la mort ne l'emporte pas sur la vie » et que responsables politiques et citoyens urnent à l'éthique ».

GRAMMAIRE DES CIVILISATIONS. - Fernand

« Qui niera le rôle de l'histoire ? » interroga Fernand Braudel dans la préface de cet envrage qui est la réédition d'un manuel publié en 1963, pour les classes terminales des lycées. Le livre commt alors un échec; consi-déré comme « trop ardq», il fut mis, de fait, à l'index alors que déjà — à cause de cs « rôle violent » — l'enseignement de l'histoire dans le secondeire des ir rôdet à la nortion constant.

Violent » — l'enseignement de l'histoire dans secondaire était réduit à la portion congrue.

Brandel définit icl le concept de « civilisa-tion » en se référant à l'espace, à la société, à l'économie et aux mentalités collectives saisies

dans la longue durée. « Une civilisation, écrit-il, est ce qui, à travers des séries d'économies,

des séries de sociétés, persiste à vivre en ne se laissant qu'à peine, et peu à peu, infléchir. »

Maître pédagogue, Braudel applique, dans

ce texte lumineux, ses grands principes didac-tiques (- la simplicité qui est clarté, lumière de l'intelligence -) et son art de content

(- enseigner l'histoire, c'est d'abord savoir la

Arthaud-Flammarion, Paris, 1987,

Braudal

610 pages, 130 F.

Toussaint-Desmoulins

Alors que les médias se trouvent confrontés au anvironnement en constante évolution, l'anteur constate leur croissante industrialisa-tion. Aux célèbres questions : « Qui dit quoi, par quei canal, à qui et avec quei effet ? « concernant le contenn, elle substitue les sui-vantes : « Qui paye quoi, pour qui et avec quels moyens ? »

A l'aide de nombreux tableaux chiffrés, de graphiques, de statistiques mises à jour, et dans un constant souci de clarté, l'auteur établit la spécificité économique des médias (presse et radio-élévision), analyse les cottu de production et de distribution et enfin l'influence du financement dans les structures.

L'ÉTAT, ACTEUR ÉCONOMIQUE

DROIT DES RELATIONS INTERNATIONALES. ÉLÉMENTS DE DROIT INTERNATIONAL PUBLIC. - Simone Dreyfus

★ Cujes, Paris, 1987, 498 pages, 190 F. Voici le troisième édition attendue (revue et complétée) d'un classique destiné, pour l'essentiel, aux étudiants en droit et en science politique.

En parfaite pédagogus et en grande spécia-liste du monde international, Simone Dreyfus nous offre d'abord une fresque remarquable du monde d'aujourd'hui en étudiant sa compo-sition, son cadre normatif et les relations entre Elle étudie ensuite les mécanismes d'asso-

ciation dans la société internationale, ce qui la conduit à donner un panorama détaillé des organisations internationales (à vocation universelle ou régionale).

L'ensemble est présenté avec clarté et aver un souci constant du concret.

95 F

145 F

175 F

60 F

96 F

145 F

85 P

98 F

195 F

125 F

ÉDITIONS A. PEDONE

à traiter.

13, rue Soufflot, 75005 PARIS

DROIT INTERNATIONAL PUBLIC

D. Carreau - Droit international

DROIT DE LA MER M. Remond-Gouillou - Droit maritime

P. Weil - Perspectives du droit de la délimitation maritime

DROITS DE L'HOMME Dimensions internationales de droit humanitaire

POLITIQUE CRIMINELLE

Archives de politique criminelle

DROIT PUBLIC Collection vie locale >

Les Citoyens et la politique locale

A. Plantey - De la politique entre les Etats HISTOIRE DIPLOMATIQUE

E.F. Guyon - Diplomates et voyageurs de Machiavel à Claudel

- PORTE DE VERSAILLES -Salon da Livre - Stand 3 M 6

Tél.: 43-54-05-97 -

COMMUNICATION

L'ÉCONOMIE DES MÉDIAS. - Nadine ★ PUF, coli. « Que sale-je ? », Parie, 128 pages, 25 F.

l'influence du financement dans les structures.

Il ne néglige pas les principales données historiques (rôle des syndicats, lois sur la presse, etc.) ou politiques; et bien que essentiellement consacré à la France, chaque aspect est systématiquement comparé aux réalités des autres grands pays occidentaux.

POMOND IOUVE

LES TIERS NATIONS EN MAL D'INDUSTRIE
Jacques DE BRANDT et Philippe HUGON
L'ÉTAT DÉGLIOLICAIN ALL CEDVICE DE LA ERANCE
Paul BERNARD
I SE NATIONS ARMEES
Maurice FAIVRE
LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL ET LES PARTIS POLITIQUES
Louis FAVOREU
DÉCENTRALISATION ET EMPLOI : DES INITIATIVES LOCALES POUR LE
DÉVELOPPEMENT Xavier GREFFE
LES MOTS ET LES HOMMES Philippe GUILHAUME
A DEMOCRATIC
Hans KELSEN
AC LA VIOLENCE METERNATIONALE
Charles MAGAUD
of control of the life
GEOGRAPHIE POLITIQUE Friedrich RATZEL
L'ART DE LA GUERRE
SUN ZI
LA PROTECTION DES RÉFUGIÉS EN FRANCE (2º édition)
Att the same of the same of the same of

ECONOMICA

Philippe de WOOT 155 F Chez votre LIBRAIRE ou chez ECONOMICA: 49, rue Héricart, 76015 PARIS - Tél. 45-79-83-56 / 45-78-12-82

Luc WEBER

LES ENTREPRISES DE HAUTE TECHNOLOGIE ET L'EUROPE

LE MONDE DIPLOMATIQUE

POUR UNE EUROPE DE LA DÉTENTE

La peur ou la paix

Par JEAN TOULAT *

PÉRATION de séduction », - marché de dupes -, - un parfum de Yalta », « un Munich nucléaire », « l'Europe menacée par le désarmement . Ainsi a été salué en France, par certains éditorialistes et dirigeants politiques, l'accord historique entre M. Reagan et M. Gorbatchev qui, enfin, amorce ce fameux désarmement réciproque, progressif et contrôlé », dont on parlait toujours sans jamais le réaliser. Avec le traité de Washington, le monde n'est pas sauvé, mais il respire mieux. En saluant l'événement comme « un rayon d'espoir à l'horizon du monde », Radio-Vatican traduit le sentiment général des peu-

Quels sont donc les arguments de nos prophètes de malheur? L'Europe, disent-ils, va ctre « nue », « dénucléarisée ». En fait, elle sera pratiquement ramenée à la situation antérieure à 1977, avant l'installation des SS-20 soviétiques et des euromissiles américains. Elle gardera sur son sol les missiles américains Lance, tandis que les missiles chargés sur les bombardiers basés au Royaume-Uni et en RFA, et sur les porte-avions croisant en Méditerranée, poursuivront leur mission de dissuasion. De même, subsisteront les trois sousmarins Poséidon, totalisant plus de trois cents charges stratégiques, que l'OTAN a détachés pour la défense de l'Europe. Et les forces de pour la défense de l'Europe. dissuasion française et britannique seraientelles subitement devenues non opérationnelles? Ceux qui disent : « L'Europe n'aura plus de fusées capables d'atteindre l'Union soviétique - sont de véritables agents de désinformation qui traduisent l'inquiétude du complexe militaro-industriel devant toute tentative de raientis la course aux armements. Ils veulent justifier l'effort de surarmement que comporte la création d'un bloc de défense européen, avec Paris et Bonn comme piliers, et qui se traduit dans le budget militaire français de 1988 par une augmentation de 4,42 %: au total, 177 milliards de francs, soit une dépense de 20 millions par heure, alors que piétinent l'éducation, la recherche, la justice, les prestauons familiales, la jeu se et les sports, et que deux millions et demi de Français sont atteints par la grande pauvreté. Tout ce déploiement est essentiellement justifié par un motif : la peur d'une agression soviétique, la peur de voir les chars de l'armée rouge déferier jusqu'aux approches du Rhin, comme le montrait l'émission « La guerre en face », commentée par Yves Montand (1).

Le poids de la menace

OUEL est, en fait, le poids d'une telle menace? - Je ne crois pas aux intentions belliqueuses de l'Union soviétique. Pas du tout (...) Je suis convaincu que M. Mikhaïl Gorbatchev veut la paix pour la paix. (2) - Cette déclaration de M. François Mitterrand ne correspond-elle pas à la réalité?

S'il est un peuple qui a horreur de la guerre, c'est bien le peuple soviétique. Sa lutte contre le pazisme lui a coûté 20 millions de morts (7 millions à l'échelle de la France). S'y ajoutent, dans la mémoire collective, les incursions plus anciennes: Mongols de Gengis-Khan, chevaliers teutoniques, Suédois, barons polonais, Napoléon...

Le chef du Kremlin lui-même est accordé à son peuple. Selon son biographe (3), sa vision du monde est dominée par ses souvenirs de la

* Prêtre et écrivain; auteur de Oser la paix, Le Cerf, Paris, 1986.

PANAMA: La croisade de Washington contre le général Noriega, par Jean Lapèze.

LES SACRIFICES ET L'ESPOIR DES SOCIÉTÉS D'EUROPE DE L'EST: En Roumanie, la faillite d'une économie d'état de guerre, par Edith Lhomei. — L'indispensable réforme est-elle possible en Pologne?,

DIVISIONS DE LA RÉSISTANCE ET CONFLITS ETHNIQUES HYPOTHEQUENT L'AVENIR DE L'AFGHANISTAN, par Selig S. Harrison.

Le Cambodge à la recherche d'une réelle neutralité, par Philippe Devillers.

L'interminable dépendance de l'Iran, par Ahmad Faroughy.

Traumatismes dans la communauté juive américaine, . . .

PAGE 9:

Dans ce numéro :__

Courrier des lecteurs.

PAGES 4 et 5 :

PAGES 6 et 7 :

PAGE 10:

par Norman Birnbaum.

PAGE 2:

PAGE 3:

guerre: à six ans, il a vu son village natal, Privolnoye, envahi par les nazis; il a traversé Sta-lingrad en ruine. Ces images indélébiles peuvent expliquer sa déclaration du 15 janvier 1986, où il propose de libérer la Terre, par étapes, d'ici à l'an 2000, de toutes les armes nucléaires. Et depuis, il n'a cessé de multiplier les offres de désescalade. Il a même, unilatéralement, suspendu ses essais nucléaires. Et, par deux fois, espérant être suivi des autres puis-sances atomiques, il a prolongé le moratoire. En vain. Néanmoins, il persiste: « Nous sommes tous passagers d'un même vaisseau. Nous sommes tous responsables de l'avenir du monde. Il faut passer de l'équilibre de la terreur à l'équilibre de la raison, de l'égoisme national à la coopération (4). >

Restaurer la confiance

E défi ne mérite-t-il pas d'être relevé, avant que les faucons, là-bas, ne redres-sent la tête? Une réponse a été donnée, en mars 1987, à Dieburg, en Allemagne fédérale, où étaient réunis les présidents des conférences épiscopales de vingt et un pays « de toute l'Europe ». Ils ont lancé un appel – trop peu répercuté - à « bâtir la paix, en restaurant la consiance entre les peuples de l'Est et de l'Ouest (...). A vous, catholiques, nous demandons de vous engager sans hésitation pour la paix (...). Le Christ attend que nous fassions les premiers pas, et prenions des risques pour arriver à la réconciliation ». Certes, les libertés, en particulier la liberté religieuse, sont mal respectées en certains pays. Il faut aider ces derniers à évoluer, - non par la menace ou la violence, mais par des moyens pacifiques (5). » En somme, construire l'Europe de la détente plutôt que l'Europe de la défense.

Comme en écho aux déclarations de Dieburg, M. Mikhail Gorbatchev consacre un chapitre de son livre Perestroïka à l'Europe, qu'il appelle « notre maison commune ». Il reprend une idée gaullienne : « L'Europe, de l'Atlantique à l'Oural, c'est une entité historique et culturelle, soudée par l'héritage commun de la Renaissance et du siècle des Lumières, ainsi que par les grands enseignements philosophiques et sociaux des dixneuvième et vingtième siècles. » Il n'oublie pas les liens religieux : « La vieille Russie a été unie à l'Europe par le christianisme, et l'on va fêter le millénaire de son arrivée sur la terre de nos ancêtres (...). J'en suis venu à ressentir, avec une acuité croissante, le caractère artificiel de la confrontation entre blocs, et la nature archasque du rideau de fer. - Il ajoute : - Les deux moitiés de l'Europe ont un intérêt commun à résoudre un problème extrêmement aigū, le problème Nord-Sud. Elles pourraient conjuguer leurs efforts pour faciliter le développement du tiers-monde (6) ».

Gorbatchev met le doigt sur la question majeure de notre époque, celle dont de Gaulle, encore, disait : « La grande affaire mondiale, c'est de tirer de la misère et d'orienter vers le développement 2 milliards d'hommes dépourvus ». Comme l'a dit M. François Mitterrand : « La vraie bombe, c'est le sous-

Devant la misère du tiers-monde, M. Mitterrand, par contraste, rêve aux fabuleuses ses de la Sibérie, qu'il a contemplée du haut de l'avion qui le conduisait de Moscou à Irkoutsk. Il la scrute sur les cartes de géographie et citant la prédiction de Lomonossov : « La puissance russe sera sibérienne », il

PAGE 11:

PAGES 14 et 15:

PAGES 16 et 17 :

par François Poirier.

PAGES 18 et 19 :

ajoute: « Brejnev, rompant avec la diplomatie du soupçon, invite les pays industriels d'Occident à investir leurs capitaux et leurs techniques en échange de matières premières. C'est une course de vitesse, le match du vingt et unième siècle. La paix et la guerre se font toujours au même endroit. Je les vois avan-cer l'une et l'autre pour un rendez-vous où se décidera le sort de l'univers (7) ».

Nous voici à l'heure du grand rendez-vous. Sur ce point, le premier ministre français, M. Jacques Chirac, semble d'accord avec M. François Mitterrand. Le 15 mai 1987, à 20 heures, en direct de la place Rouge, avant de quitter Moscou, il confiait à Antenne 2 : « J'ai évoqué avec M. Gorbatchev un point qui me paraît très important. Nous sommes très frappés par les conséquences que comporte la misère croissante des pays en voie de développement ; au point

qu'ils ne sortiront pas de leur situation sans une grande initiative. Voilà un terrain sur lequel l'Est et l'Ouest devraient parfaitement s'entendre (...). M. Gorbatchev a été parfaitement ouvert à notre suggestion. Et nous avons décidé de poursuivre cette dis-

Ces propos, que la presse française, à ma connaissance, n'a pas reproduits, doivent être rappelés au chef du gouvernement, en lui demandant, ainsi qu'aux autres candidats à l'Elysée : que comptez-vous faire, pratiquement, pour associer l'Est et l'Ouest dans une grande entreprise en direction du Sud ?

Un plan Marshall mondial?

L du désarmement réciproque. Car le surarmement aggrave le sous-développement. Là encore, on relève des convergences. Reprenant une proposition faite par M. Valéry Giscard d'Estaing, aux Nations unies, en 1978, M. Mitterrand, à l'ONU aussi, en septembre 1983, avait demandé une conférence désarmement-développement ». Celle-ci a fini par se tenir en août 1987, à New-York. La France a proposé la mise en route d'études pour quantifier les économies pouvant résulter des accords de désarmement et souhaité la création d'un - observatoire de l'ONU - pour évaluer les dépenses militaires dans le monde. Propositions accueillies favorablement par l'Union soviétique, mais rejetées par l'administration américaine, qui avait boudé la conférence, prétendant qu'il n'existe aucun lien entre désarmement et développement. M. Gorbatchev, toutefois, ne désespère pas de faire évoluer Washington : « Nous en appelons au gouvernement américain pour qu'il nous donne la main afin de rechercher ensemble des solutions aux problèmes du tiersmonde (8). »

Dans cette perspective, certains parlent d'une sorte de plan Marshall mondial, qui engloberait l'Occident, avec sa technologie et ses capitanx, l'Union soviétique, aux immenses ressources, et le tiers-monde, qui, outre ses propres matières premières, offrirait un immense marché à ses partenaires. Ce serait concrétiser la stratégie recommandée par

Saint-Exupéry à celui qui veut réconcilier des adversaires : - Fais leur construire ensemble une tour, et tu en seras des srères. . Ce fut également, après la deuxième guerre mondiale, l'intuition de Robert Schuman et de Jean Monnet: pour « neutraliser » l'Allemagne et l'empêcher de revenir à ses vieux démons, ils ont voulu l'insérer dans un ensemble en créant avec elle des solidarités d'intérêts. Et ce fut, en 1950 - bien avant le traité franco-allemand de 1963, - la proposition révolutionnaire : mettre en commun les deux matières premières de la guerre, le fer et l'acier, un pool qui posait la première pierre de la petite Europe.

L'heure est venue de poser la première pierre de la grande, de la véritable Europe, en socient l'Union soviétique au grand défi du vingt et unième siècle. N'a-t-elle pas déjà été unie à l'Occident dans la lutte contre le nazisme? Ne pas saisir cette chance serait pour la France une infidélité à sa vocation. Halte, donc, à la France championne des ventes d'armes, qui, aux Nations unies, vote pour le cessez-le-feu entre l'Irak et l'Iran, mais qui, en fait, continue d'alimenter le feu. Halte à la France qui vend son âme à la bombe et torpille le Rainbow-Warrior.

Que revive, au contraire, la France promotrice de justice et de paix, qui s'apprête à célébrer les grandes idées - droits de l'homme, liberté, égaitté, fraternité - qu'elle a répandues à travers le monde il y a deux cents ans.

Vergennes, ministre des affaires étrangères de Louis XVI, disait : « La France a besoin de la paix. Mais la paix a besoin de la France. »

(1) FR 3, 18 avril 1985.

(2) Entretien avec Jean Daniel, le Nouvel Observa-teur, 15-24 janvier 1987.

(3) Dev Murarka, Gorbatchev, Ramssy, Paris, 1987.

(4) Perestrotka, Flammarion, Paris, 1987. (5) « Message aux catholiques, à tous les chrétiens et aux hommes de bonne volonté de toute l'Europe », la

Documentation catholique, Paris, 5 avril 1987. (6) Perestroika, op. cit., lire le chapitre : «L'Europe et la politique étrangère soviétique ».

(7) La Paille et le Grain, Flammarion, Paris, 1975. (8) Perestroïka, op. cil., page 274.

PAGES 21 à 24 :

BREVETS ET MARQUES DANS LA GUERRE COMMERCIALE: Le lent cheminement de la propriété industrielle, par François Savignoz. — La lucrative industrie de la contrefaçon, par Yves Plasseraud. — Des formes nouvelles de transfert de technologie, par Marie-Angèle Hermitte. — Le système des appellations d'origine (Y. P.). — L'absence de « délai de grâce », par Ernest Gutmann.

PAGE 25:

Une stratégie de l'amont, par le général Georges Buis.

PAGES 26 et 27 :

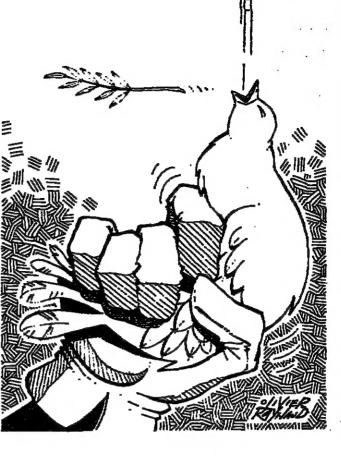
L'ÉDITION A L'ENCAN, par Bernard Cassen. — La création sous les Fourches Caudines de la rentabilité?, par Jean-Guy Bouin et Jean-Marie Bouvaist. — Des lecteurs privés d'écrit, par Ezzedine Mestiri.

PAGES 28 et 29 :

« Reste avec nous », une nouvelle d'Henri Guillemin. PAGES 30 et 31 :

LES LIVRES DU MOIS : le «Condorcet» d'Elisabeth et Robert Badinter, par Yves Florenne. — «Vers le port d'origine» de Juan Bosch, par Ignacio Ramonet. — «Ice-Candy-Man» de Bapsi Sidhwa, par Gerald Moore.

Le Monde diplomatique du mois de mars 1988 a été tiré à 156 000 exemplaires.



La fabr exclus

La pa lune tel po **californi** astignation economical pas anneed. He traces sgrave les injusticaes : 🖷 presente " Combi**en pres** Harskill La Francia

neur creus a an a bole of Taument de soul Detendigenen que l'écont me et le Sud sous-de ans la tierr monde, entre POWER OF A PERSONNEL . Systes, abordonness & Ma

Monale rotton 🐲 🙀 Sion auso des media Come elles desarries titte d'un é publibre inserte tiete e un e james expéré.

Les evolutions ted is tensions, iront-dies. Engeloebe : eue ::eteloebe damatiquement. Au Monte ibrique des exclus, que entemismes.

ANS CE NUNE

The state of the seconds. THE RESERVE TO COMMENT IN COMMENT out one drome to Transition of the des suffer West to the Strations decrees De para crient d'amanda Ta Page Susp Show to Company Ses Carrentes Casser pages

DETTES ÉPUISÉES to terms de cas y

Se come describe and de The c releases the ene futa es es Torne - the de l'Espagne Te a norreau le e sun

Aux Etats-Unis, des partis prisonniers de leur image, par Stanley Aronowitz.

LES RATÉS DE LA DÉMOCRATIE AU SÉNÉGAL

Main basse sur les crédits militaires français, par l'amiral Autoine Sanguinetti.

DÉBATS ÉLECTORAUX ET EXPLORATION DE L'AVENIR: La civilisation libérale, suite de l'article de Clande Julien. — Apothéose des images, évacuation des idées, par Ignacio Ramonet. — Débordements des puissances d'argent, par Christian de Brie.

L'OFFENSIVE LIBÉRALE CONTRE LE MONDE DU TRAVAIL, par Jacques Le Goff. — En Suède : un droit étendu et renforcé, par Guy de Faramond. — Au Royaume-Uni : l'inflexible logique du démantèlement, ner Erancale Palicier.

Négociations au GATT dans un climat d'affrontement, par Mireille Lemaresquier.

Les filiales américaines contre l'économie des Etats-Unis, par Jean Lempérière.